

Guide Arts et Spectacles

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13780 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 18 MAI 1989

La Chine à l'heure des bouleversements

Une marée humaine a envahi le centre de Pékin

Aux abois

Seulement l'histoire dira ce qu'il faudra retentir en premier lieu du voyage de M. Gorbatchev à Pékin : la normalisation spectaculaire de relations empoisonnées pendant près de trente ans ou le début d'un des changements dont la Chine a le secret.

Le spectacle se déroule en effet depuis plusieurs jours sur deux scènes bien distinctes : dans les palais officiels, c'est la belle et bonne diplomatie gorbatchévienne qui s'en donne à cœur joie. Mais dans la main avec un Deng Xiaoping au soir de sa vie, mais manifestement heureux de voir enfin son pays traité par l'Union soviétique comme un égal, M. Gorbatchev multiplie les bonnes paroles et évoque même une délimitation de cette frontière sino-soviétique où se sont produits naguère tant d'accrochages.

C'est cependant dans la rue qu'a lieu la représentation la plus fascinante, qui a déjà fait perdre plusieurs fois la face aux dirigeants chinois. N'est-ce pas là, au dernier moment, renoncer à accueillir leur illustre visiteur, conformément au protocole, sur la place Tiananmen, qu'il était impossible de faire passer sans violence ? Et M. Gorbatchev ne devra-t-il pas finalement quitter la capitale sans avoir pu visiter la Cité interdite, dont l'accès est bloqué par des centaines de milliers de manifestants se réclamant... de la démocratie ?

Cruel destin qui celui de M. Deng Xiaoping, évincé en douceur de ses responsabilités principales pour avoir considérablement sous-estimé l'ampleur des forces qu'il avait contribué à mettre en mouvement. L'histoire fera sans doute réfléchir M. Gorbatchev, qui a déjà condamné les « têtes brûlées » chinoises en partant bien évidemment aux « têtes brûlées » qui l'attendent à Moscou et dans les autres Républiques soviétiques.

Sans pousser trop loin l'analogie, les deux hommes se sont retrouvés en effet à partir du même constat d'échec. Ce ne sont pas deux États triomphants qui viennent de se réconcilier, mais deux États communistes épuisés par la quête de lendemains meilleurs, par l'absence de leurs peuples, par la course aux armements.

M. Deng, depuis une dizaine d'années, avait cru trouver une solution en libérant quelque peu l'économie. Le chômage, l'inflation galopante, jetant aujourd'hui ses anciens partisans dans la rue pour réclamer cette dernière rareté qu'est la démocratie, pour réclamer finalement l'effacement de valeurs et de coutumes qui font froid dans le dos même aux plus réformateurs des communistes.

Après avoir tenté de réformer l'économie soviétique, M. Gorbatchev a finalement temporisé, préférant dans un premier temps privilégier les réformes politiques et se maintenir sur le pouvoir. L'homme est cependant trop intelligent pour croire qu'il pourra en rester là sans risquer le « ras-le-bol » qui fait trembler aujourd'hui les hiérarchies chinoises et qui rend toute leur importance à des milliers de jeunes dans le dernier rempart du régime.

Car le communisme est aux abois à Pékin. M. Zhao Ziyang, le chef de parti qui va assumer tous les pouvoirs, en est conscient. Reste à savoir s'il choisira le voie de la répression ou laissera se dissoudre progressivement une société dont l'idéologie est morte.

M 0147 - 05180 - 4,50 F



M. Gorbatchev propose la démilitarisation de la frontière

Une véritable marée humaine a occupé le centre de Pékin, mercredi 17 mai, paralysant la ville et bouleversant le programme de la visite de M. Mikhaïl Gorbatchev : cette visite doit en principe s'achever jeudi à Shanghai. Pour la première fois, des banderoles réclamant la retraite de M. Deng Xiaoping ont fait leur apparition dans la

foule, à laquelle de nombreux ouvriers s'étaient joints. Entre-temps, le numéro un soviétique, qui n'a pu visiter la Cité interdite, et dont la conférence de presse de fin de journée était compromise, a proposé la démilitarisation de la frontière commune et annoncé une réduction substantielle de la présence militaire soviétique en Asie.

PÉKIN
de notre correspondant

« Est-ce une révolution ? » « Non, c'est une révolution. » On ne peut pas ne pas penser à cette célèbre réplique, mercredi 17 mai 1989, en contemplant la ville de Pékin investie par sa population tout entière aux cris de « Vive la démocratie ! ». Sur le monument aux héros du peuple, place Tiananmen, une banderole rouge faisait face au Palais du peuple résumant la situation en huit caractères chinois d'une effroyable précision : « Le peuple est en colère, le régime est en danger, le régime doit partir, le peuple doit gouverner ». Sur le monument aux héros du peuple, place Tiananmen, une banderole rouge faisait face au Palais du peuple résumant la situation en huit caractères chinois d'une effroyable précision : « Le peuple est en colère, le régime est en danger, le régime doit partir, le peuple doit gouverner ».

présidence de la commission militaire, l'exercice du pouvoir n'est plus de son âge. Une exigence traduite en images par des manifestants qui brandissaient à la fois des branches de bambou (le nom du premier ministre japonais démissionnaire, M. Takeshita, en caractères chinois) et des bouquets de plumes de poulet, symbole d'urgence dans une supplique à l'empereur en Chine impériale.

C'est en effet une révolution. Pacifique, jusqu'à la veille encore circonscrite à une frange de la population, celle des mécontents actifs. Mercredi, c'était une vraie révolution, toujours aussi pacifique, mais généralisée.

Des centaines de milliers de Pékinois ont pris dès le matin le chemin du centre-ville pour y apporter leur soutien aux deux à trois mille étudiants grévistes de la faim qui poursuivent leur jeûne sur la place Tiananmen. En milieu d'après-midi, il était impossible d'estimer l'importance de la manifestation : un million ? deux millions ? La population entière semblait avoir pris possession de la rue. A pied, en voiture, en charrette à cheval, en camion...

Des autobus bardés d'affiches et remplis de manifestants. Des tambours en tête des cortèges, rythmant le pas.

FRANÇOIS DERON.
(Lire la suite page 2.)

Coup d'Etat déjoué en Ethiopie

PAGE 9

Vaclav Havel libéré

PAGE 9

Motion de censure rejetée



Quatre-vingts députés de l'opposition ne l'ont pas votée

PAGE 11

LVMH : pas de délit d'initiés estime la COB

PAGE 30

Le sommaire complet se trouve page 36

L'assassinat du mufti sunnite du Liban

Beyrouth en deuil d'un sage

L'assassinat, mardi 16 mai, du mufti sunnite de la République libanaise, cheikh Hassan Khaled, a suscité une vive émotion dans le monde arabe. La plupart des chefs d'Etat arabes ont adressé des messages de condoléances à M. Selim Hoss, le chef du gouvernement libanais à majorité musulmane, exprimant leur « indignation ». Damas met en cause le général Aoun, qu'elle accuse d'être à l'origine de l'attentat.

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Cent cinquante kilos de TNT dans une voiture dont l'explosion a été télécommandée ! Les auteurs de l'attentat qui a coûté la vie, mardi 16 mai, au mufti sunnite de la République libanaise, cheikh Hassan Khaled, n'avaient pas lésiné sur les moyens. C'est au passage du convoi du mufti, vers

13 heures locales, à quelques centaines de mètres de Dar Al-Fatwa, siège des institutions de la communauté sunnite, que la voiture piégée a explosé, creusant un cratère de 2 mètres de large et de 1,60 mètre de profondeur. Réduite à une carcasse calcinée, la Cadillac blindée du mufti gît à proximité d'une vingtaine d'appartements dévastés.

Outre le mufti, son gendre, son chauffeur et son garde du corps, qui se trouvaient dans la voiture, ont été tués. Trois gendarmes qui suivaient dans un véhicule d'escorte et blessés soixante-quinze personnes, dont vingt-six étaient toujours dans un état grave mercredi matin. Plusieurs heures après le drame, une foule hébété et en état de choc se pressait encore sur les lieux. Dès l'annonce de la mort du mufti (la plus haute autorité religieuse sunnite du Liban), au début de l'après-midi, Beyrouth-Onest résonnait des palmodies coraniques déversées par les minarets de toutes les mosquées. Personnage modéré, sym-

bole de la coexistence islamochrétienne, qu'il défendait contre vents et marées, figure du Liban de la paix - il avait été élu mufti de la République en 1966, - cheikh Hassan Khaled est le premier chef d'une communauté religieuse à être assassiné depuis le début de la guerre du Liban, en 1975, vœu sa disparition et l'exil volontaire de l'ancien premier ministre Saeb Salam, le seul représentant éminent de la communauté sunnite reste aujourd'hui le chef du gouvernement à majorité musulmane soutenu par Damas, M. Selim Hoss.

FRANÇOISE CHIPPAUX.
(Lire la suite page 3.)

Verdict à Francfort

Mohamed Hamadé condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

(Lire page 9.)

Le Monde CAMPUS

Les universités d'Europe sous l'œil des décideurs

Quelle est la valeur comparée des différents systèmes européens de formation supérieure ? Cette question risque de prendre une signification très concrète à l'ouverture du marché unique entraînant rapidement une « européanisation » du recrutement des jeunes diplômés. D'où l'intérêt des deux sondages réalisés pour l'association Europe-Education et « le Monde-Campus » sur la réputation des formations supérieures « décideurs européens » et sur l'opinion des étudiants à l'égard de leur formation à l'étranger.

Ces deux enquêtes font apparaître une nette domination des modèles britannique et allemand et un retard de l'Europe du Sud. La France occupe une position médiane : si ses formations sont souvent citées parmi les meilleures, elle a, aux yeux des responsables économiques, peu de domaines d'excellence. L'Alle-

magne fédérale arrive en tête pour les disciplines scientifiques (ingénierie, chimie, biologie) et la Grande-Bretagne pour la finance, l'économie, la gestion et le commerce. La France occupe la première place pour le droit et, ex aequo avec la Grande-Bretagne, pour la gestion. Ce sondage montre la faible notoriété internationale des grandes écoles d'ingénieurs : aucun autre pays ne les classe en tête.

Du côté des étudiants, les Britanniques sont ceux qui ont la meilleure opinion de leur formation. Les Allemands estiment qu'ils ont la plus grande expérience de la mobilité, grâce aux stages et aux études à l'étranger. Quant aux Français, s'ils reçoivent la formation la plus ouverte du point de vue linguistique et économique, ils portent sur l'enseignement qu'ils reçoivent un jugement plutôt nuancé.

Lire pages 17 à 19

L'ENQUÊTE : le contexte ethno-politique des massacres au Sahel

Maures contre Négro-Africains

Les massacres qui ont récemment ensanglanté la Mauritanie et le Sénégal ont été l'aboutissement d'une situation qui se dégradait depuis longtemps. L'économie, l'histoire et la culture lient les deux États. Les hommes en ont décidé autrement.

NOUAKCHOTT
de notre envoyé spécial

Niounecabé reste sur le sable. Elle repose sur le flanc gauche. C'est la plus grande, la plus belle, de toutes les pirogues du port de pêche artisanale de Nouakchott. Sur sa proue prolongée d'une longue pointe de bois triangulaire, deux petits drapeaux américains stylisés encadrent le drapeau mauritanien. La plage,

où des centaines de pirogues sont à sec, comme échouées, est déserte. Fuyable spectacle. Il y a trois semaines, elle grouillait encore. Mais tous les pêcheurs étaient sénégalais. Beaucoup ont été tués, lundi 24 et mardi 25 avril, au cours des deux journées de folie qui ont ensanglanté la Mauritanie (le Monde du 27 avril). Les autres sont partis, par la mer, en longeant la côte, par la route ou en avion après un long transit à la Foire internationale de Nouakchott.

Qui remplacera donc les fabuleux pêcheurs de la plage de Nouakchott ?

Au cœur de la ville, le « marché capitale » est mort. Les étals et les échoppes des petits commerçants sénégalais sont déserts. Dans le coin des tailleurs, les

machines à coudre se sont tues. Il n'y a quasiment plus de taxis urbains, les microbus sont infiniment moins nombreux qu'ils ne l'étaient il y a quelques semaines. Les maçons n'ont plus d'ouvriers, les garagistes n'ont plus de mécaniciens. Les services techniques des sociétés nationales ne sont plus que des coquilles vides.

De tous côtés, des pressions inqualifiables sont exercées afin de pousser les Noirs au départ. Nouakchott perd son âme.

Les dernières personnes rassemblées sur le site de la Foire internationale, peu après la sortie de la ville, sur la route de Rosso, ont été embarquées à destination du Sénégal.

FREDERIC FRITSCHER.
(Lire la suite page 10.)

LES PORTE-BONHEUR DE FRED

Parure trèfle à 4 feuilles or et diamants

Bague : 23 040 F
Pendentif et chaîne : 23 040 F
Clips d'oreilles : 46 080 F

FRED
JOAILLER

6, rue Royale, Paris 8° 42.68.30.65
Le Carillon, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ritz.
Hôtel Méridien - Espace "Galerie Lafayette", Paris.
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Coles, Deauville.
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo.
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - New York.

Etranger

La visite de M. Gorbatchev en Chine

Le numéro un soviétique propose la démilitarisation de la frontière entre les deux pays

PÉKIN
de notre correspondant

M. Mikhaïl Gorbatchev s'est livré, mercredi 17 mai, au troisième et dernier jour de son séjour à Pékin, avant de gagner Shanghai pour une visite d'un jour, jeudi, à une de ces réceptions publiques en matière de désarmement dont il a le secret : il a proposé à la Chine de « démilitariser » la région frontalière entre les deux pays pour en faire une « zone de paix et de bon voisinage ».

Le chef du Kremlin a lancé cette idée au cours d'une rencontre, au palais du Peuple, avec les représentants des cercles universitaires chinois invités par le gouvernement de Pékin à le voir.

Le numéro un soviétique a encore détaillé, à l'intention de son auditoire, les mesures de désengagement militaire qui seront mises en pratique dans l'avenir immédiat :

- conformément aux accords soviéto-américains, quatre cent trente-six missiles de portée courte et intermédiaire seront détruits ;
- sur les deux cent mille hommes démobilisés des rangs de l'armée soviétique en 1989-1990, le plus grand nombre - cent vingt mille - proviendront des forces déployées dans la partie extrême-orientale de l'URSS.

« Je peux vous informer que les forces terrestres seront diminuées de douze divisions, et que onze régiments aéroportés et seize unités navales seront retirés de la flotte (soviétique) du Pacifique », a encore dit le chef du Kremlin.

En Mongolie pro-soviétique, une « nouvelle étape » du désengagement a commencé le jour même de son arrivée à Pékin avec le retrait, qui sera achevé à la fin de 1990, des trois quarts des effectifs soviétiques (cinquante mille hommes répartis en trois divisions, dont deux blindées, et tout le dispositif aérien, à en croire les déclarations soviétiques, quitteront le pays).

Enfin, il a confirmé une « restructuration » du dispositif militaire frontalier soviétique qui sera désormais conforme à un principe « de suffisance défensive raisonnable ». A terme, le chef du Kremlin propose la création d'organismes de consultation réciproque sur les questions de cohabitation militaire frontalière et, pour faire bonne mesure, suggère purement et simplement de ne laisser sur les 7 500 kilomètres de fron-

tière commune que des gardes-frontière et des douaniers.

La réponse chinoise risque de se faire attendre - même si les médias officiels ont largement rapporté les propositions de M. Gorbatchev et si les dirigeants s'en sont sur le moment félicités poliment. M. Li Peng, premier ministre, s'est dit « enchanté » de l'aspect mongol du désengagement soviétique. Mais, en règle générale, Pékin, sur des questions d'une telle importance, ne prend pas de décision à la légère quant à l'attitude à adopter.

Le désaccord sur le Cambodge

D'autant que ces propositions, attendues et déjà en partie dévoilées par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze ici en février, tombent à un moment où l'on n'est toujours pas d'accord sur le principal dossier de politique étrangère entre Pékin et Moscou à l'heure de la normalisation complète des relations : le Cambodge.

L'étendue de ce désaccord est inconnue. D'un côté comme de

l'autre, on se garde, à son sujet, d'insister de manière détaillée. La Chine a cependant mis un point d'honneur à reconnaître l'existence à l'issue de la rencontre avec M. Deng, mardi, et a indiqué que les deux ministres des affaires étrangères, MM. Chevardnadze et Qian Qichen, poursuivraient leurs conversations à ce sujet. L'essentiel du problème est naturellement la position que l'on réservera aux Khmers rouges, les protégés de Pékin, dans un arrangement mis en place sous l'autorité du prince Norodom Sihanouk après le départ des troupes vietnamiennes.

Comme prévu, cependant, les deux pays se sont entendus pour que ce désaccord ne tienne pas le sommet Gorbatchev-Deng Xiaoping : les deux hommes ont trop besoin de le présenter en succès diplomatique majeur.

En rencontrant le chef du Kremlin lundi, M. Deng a fait remarquer que la Chine est trop pauvre pour « envahir d'autres pays ou se faire menacer à leur égard ». Sur le passé douloureux des relations sino-soviétiques, il a sans doute répété - mais on est resté à aussi discret de part et d'autre - les déclarations de son vieux compagnon, M. Yang

Shangkun, la veille, selon qui les responsabilités devaient être réparties entre les deux pays, la Chine reconnaissant du bout des lèvres avoir en ses propres « torts ». M. Gorbatchev lui a rétorqué qu'il n'était pas nécessairement d'accord avec cette analyse de ce contentieux historique, par nature « très complexe ».

Habitudes socialistes aidant, on en restera sans doute là pour le moment, quitte aux historiens des deux pays à creuser un peu plus la question. Car M. Deng, contesté publiquement au même moment comme Mao ne le fut jamais même dans les années où il était devenu une figure détestée du peuple, a tenu absolument à conclure sa carrière de politique internationale sur ce point d'orgue définitif face à l'ancien « grand frère ennemi » :

« Que le passé reste désormais le passé », M. Gorbatchev, ne voulant pas être en reste, a officiellement entériné une thèse qui aurait pu être celle de Mao comme elle est celle de M. Deng : « Il ne peut y avoir une formule fixe pour le socialisme. » Exit le fantôme de Staline, qui traînait encore dans les antichambres poussiéreuses des relations sino-soviétiques.

F. D.

OK ! Demi-tour !
(International Herald Tribune du 17 mai)

Une marée humaine a envahi le centre de Pékin

(Suite de la première page.)

Des jeunes, et des moins jeunes, s'agitant dans des mégaphones. Toute circulation était devenue impossible, les cortèges occupant toute la largeur de la chaussée. Dès le matin, la composition de la manifestation quotidienne avait changé du tout au tout par rapport aux comités de soutien jusqu'alors remarqués dans les rues de la ville. Cette fois, ce sont les ouvriers qui manifestent.

Des usines entières défilaient, certaines distantes de plusieurs dizaines de kilomètres du centre. Des banderoles proclamaient fièrement : « La classe ouvrière est là ! » ou « Voir les grands frères ouvriers ! ». Dans la soirée de mardi et dans la matinée de mercredi, déjà, on pouvait voir défiler des cortèges, bannières claquant au vent sous le soleil d'été, annonçant le retour de la société chinoise sur le pavé, aux côtés des étudiants : tel ou tel comité de quartier, des gens se disant « le peuple de la capitale ». Ou, plus significatif peut-être, les représentants de ce secteur semi-capitaliste auquel M. Deng Xiaoping a permis de revoir le jour grâce à ses réformes : les employés d'une firme financière (la CITIC) spécialisée dans les opérations internationales, de firmes industrielles nettement orientées vers l'exportation. Des établissements d'enseignement liés au monde militaire, comme l'Université des communications du Nord, patronnée par le complexe industriel Norinco, le plus grand exportateur d'armements chinois. Il n'est pas jusqu'à certains employés des lignes aériennes civiles, la CAAC, qui n'aient voulu être de la fête. Et les employés de la presse officielle, bien entendu. Une banderole accompagnait ceux de la radio nationale : « Station centrale populaire de Chine ».

Manifestation monstre pour une crise de régime en voie d'être réglée : M. Zhao Ziyang, le chef en titre du Parti communiste, semble en effet avoir irrévocablement mis M. Deng Xiaoping, avec tous les regards du monde, à la retraite historique, à la retraite. Recevant M. Mikhaïl Gorbatchev mardi après qu'il eut rencontré M. Deng, il lui a fait, en direct à la télévision chinoise, une révélation qui traduit la passion effective des pouvoirs : tout le monde, à la tête du régime, lui a-t-il dit, est tombé d'accord, lors du troisième congrès du Parti communiste en 1987, pour dire que, bien que M. Deng ait abandonné ses fonctions dirigeantes non essentielles, hormis celles à la commission militaire, « dans l'intérêt du parti (communiste), nous avons encore besoin de sa sagesse et de son expérience » et qu'il devait encore être consulté pour les « affaires importantes ». Il y a deux sous-entendus derrière cette phrase : d'abord, M. Deng ne sera plus consulté pour les affaires qui ne sont pas jugées de la plus haute importance - M. Zhao s'efforce depuis quelques jours de faire accroître que l'agitation relève de cette catégorie mineure - et, d'autre part, la gaffe monumentale que fut la première réaction de fermeté face aux étudiants de la part du régime est imputable à M. Zhao lui-même. Conclusion : M. Zhao prend de facto les pleins pouvoirs.

Les modalités exactes de ce coup d'Etat à la chinoise que M. Zhao a effectué à la tête du régime restent obscures. La situation a probablement basculé lundi vers six heures du matin lorsqu'une chaîne de télévision américaine a pu filmer, ce même jour, le secrétaire général du parti communiste examinant à la jumelle, du haut du Palais du peuple, la manifestation en cours sur

la place Tiananmen. C'est lui, alors, qui a dû décider que le cortège officiel de Mikhaïl Gorbatchev ne passerait pas par là. C'est à ce moment, sans doute, qu'il a aussi pris les rênes du pays.

Une immense vague de ras-le-bol

Une fois la rencontre au sommet entre MM. Deng et Gorbatchev conclue, le pouvoir a effectivement changé de mains, une page a été tournée dans l'histoire de la Chine populaire. Le premier signe en est venu dans la nuit de mardi à mercredi quand M. Zhao a fait publier une déclaration indiquant qu'il souhaitait que le dialogue se poursuive (lire, en fait, « s'engage » - par des canaux multiples). La porte est ainsi entrouverte à un début de reconnaissance de l'organisation non officielle que les étudiants ont mise sur pied et, par voie de conséquence, à toute autre structure qui apparaîtrait à l'avenir dans la société civile. M. Zhao va devoir ouvrir le pouvoir communiste.

Il va avoir, certes, du mal à maîtriser l'immense vague de ras-le-bol qui a explosé mercredi dans les rues de la capitale et qui menace les grandes villes de province. A Shanghai et à Canton, notamment, les « sit-in » d'étudiants devant le siège des gouvernements provinciaux ont commencé de manière permanente mardi. Dans d'autres grandes villes, on signale déjà des manifestations.

M. Zhao aura d'autant plus de mal qu'il n'est pas, ou pas encore, populaire. Ses propres connexions familiales avec le monde des affaires constituent un handicap. « Pourquoi ne vient-il pas face au peuple, ce Monsieur Zhao ? » demandait cet homme d'une cinquantaine d'années, en costume

occidental, cravate et épingle de cravate, employé d'un groupe industriel, lui-même visiblement porté sur les affaires mais à qui l'effervescence avait redonné un sens de l'histoire. « Quand vous Louis XVI et Marie-Antoinette ont chuté, ils ont dû faire face au peuple. Nous en sommes là. » Et d'appliquer le tranchant de la main sur son cou en un geste éloquent avant de se lancer dans une interprétation très française de la Marseillaise : « Pom-pom pom-pom... ».

L'armée, jusqu'à présent maintenue dans un rôle de maintien de l'ordre qu'elle n'apprécie pas totalement, peut jouer un rôle dans les jours qui viennent, si d'aventure un nouveau partage du pouvoir ne parvenait pas à se mettre en place. Car nouveau partage du pouvoir il doit y avoir lorsqu'un premier ministre, M. Li Peng, est ouvertement ridiculisé par la rue. Les manifestants, mercredi, brandissaient son effigie caricaturée en l'assortissant de commentaires sur les « clowns de l'histoire ».

Une ambiance surréaliste

Déjà, on commençait à constater dans l'après-midi de mercredi un effritement certain de l'autorité militaire et policière. Des véhicules portant la plaque de l'état-major participent au ballet incessant des ambulances qui traversent la manifestation, sirènes hurlantes, pour faire la navette entre les hôpitaux et le centre de la place Tiananmen où jettent les gravesties de la faim. Des policiers canalisent tout cela comme si de rien n'était. La veille, des employés d'un hôtel dans lequel la police nationale a une forte participation financière manifestaient place Tiananmen.

Dans tout cela, la visite de Mikhaïl Gorbatchev, qui aura été un

La normalisation « répond aux intérêts de l'ensemble de la communauté internationale » estime le chef du Kremlin

Voici quelques extraits du discours prononcé mercredi 17 mai à Pékin par M. Mikhaïl Gorbatchev :

Les rapports soviéto-chinois.

« Nous laissons derrière nous une longue période d'animosité. (...) L'Union soviétique et la Chine ont évidemment leur propre attitude envers tel ou tel problème. Mais cela ne doit pas être considéré comme une pierre d'achoppement pour la coopération. (...) Des relations soviéto-chinoises normales répondent aux intérêts de l'ensemble de la communauté mondiale. »

La normalisation de la frontière.

Après avoir rappelé les mesures prises depuis 1985 et annoncé de nouveaux retraits pour 1989 et 1990 (voir ci-contre), le secrétaire général a ajouté :

« L'URSS est prête à conclure avec la Chine le retrait des unités et des armements de la zone frontalière en n'y laissant que le personnel nécessaire à la surveillance ordinaire des frontières. Démilitariser la frontière soviéto-chinoise, en faire une frontière de la paix et du bon voisinage est un bon objectif que nous pourrions atteindre par des efforts conjugués. »

La coopération économique.

« Les échanges commerciaux entre l'URSS et la Chine se sont multipliés ces derniers temps. Cependant, si leur volume si leur dynamisme ne correspondent aux possibilités qui existent en la matière. Nous pourrions dans un proche avenir accroître sensiblement les rapports économiques dans des domaines traditionnels tels que les échanges de produits industriels et de base, la mise en place d'installations énergétiques ainsi que la conception et l'utilisation de technologies de pointe dans les domaines les plus importants. »

Mikhaïl Gorbatchev a préconisé « le développement de rapports directs entre les entreprises soviétiques et chinoises, les bureaux d'études, les instituts de recherche,

dans la mise en place de sociétés et d'unités de production, notamment avec la participation de pays tiers. »

Afghanistan, Cambodge, Corée.

« Les développements en Afghanistan prennent une tournure de plus en plus menaçante. On ne peut qualifier autrement que d'irraisonnables les tentatives des militaristes pakistanais de commencer une agression non dissimulée contre le pays voisin. Il est évident que les parties belligères afghanes doivent régler leurs rapports elles-mêmes. Le problème de l'avenir de l'Afghanistan relève uniquement de son peuple. »

« Depuis une décennie, l'un des points douloureux du continent asiatique est la situation du Cambodge. Nous nous félicitons qu'une base soit apparue au bout du tunnel. (...) Le règlement cambodgien revêt une importance capitale. Le grand principe qui peut et doit lui servir de base est le principe d'autodétermination nationale. Seuls les Cambodgiens peuvent trouver la formule de la concorde et de la future structure politique de leur pays. Pour ce qui est de l'Union soviétique, elle est prête à participer aux garanties internationales appropriées et à respecter le choix du peuple du Cambodge, quel qu'il soit. »

Mikhaïl Gorbatchev a confirmé une fois de plus « le soutien inébranlable de l'Union soviétique aux efforts de la République démocratique populaire de Corée visant à une réunification démocratique pacifique du pays. Il est évident que cela exige de résorber la tension dans la péninsule et d'en retirer les troupes américaines dont le stationnement dans cette région ne peut plus être justifié par aucun argument. »

La perestroïka en URSS.

« La réforme économique ne marchera pas si elle n'est appuyée par des transformations radicales du système politique. L'Union soviétique a eu des élections, les premières authentiquement démocratiques depuis des décennies. (...) Des tâches non moins importantes se posent à l'étape suivante de la réforme politique dans l'intérêt de l'harmonisation des relations interethniques. Cela sous-entend l'accroissement de la responsabilité de tous les membres de la société pour son développement sain. Aussi l'URSS accorde-t-elle une grande importance à la mise en place de conditions nécessaires à la formation d'un Etat socialiste de droit. (...) Le PCUS a été l'initiateur de la restructuration. Il est aujourd'hui la seule force d'intégration capable de mener à terme et avec succès la rénovation du socialisme en URSS. »

Des relations « solides » avec le Japon.

M. Gorbatchev a noté que l'URSS éprouve « beaucoup de respect » envers le Japon et voudrait établir avec lui des « relations solides ». Il a ajouté que « les deux parties devaient beaucoup travailler », même si les conditions d'une amélioration étaient récemment devenues « favorables ».

« Têtes brûlées »

« Nous avons aussi nos têtes brûlées, qui veulent changer le socialisme du jour au lendemain », a dit M. Gorbatchev à propos des étudiants chinois. M. Guerassimov a précisé que la remarque du numéro un soviétique ne s'appliquait pas à tous les étudiants chinois. « Il évoquait simplement la situation dans notre pays, mais étant donné le contexte, vous pouvez en déduire quelque analogie », a ajouté le porte-parole soviétique. M. Gorbatchev a relevé que les slogans des étudiants « correspondants aux objectifs du parti » communiste chinois, et a « exprimé l'espoir que les canards chinois seraient en mesure de résoudre la crise actuelle ». M. Guerassimov a par ailleurs déclaré que le numéro un soviétique avait proposé, sur le ton de la plaisanterie, de prêter aux Chinois son ministère des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze, pour qu'il joue le rôle de médiateur avec les étudiants. « Cette proposition n'a pas été retenue », a-t-il précisé.

FRANCIS DERON

Diplomatie

M. Gorbatchev manifeste
à l'occasion de la rencontre
à Pékin

Diplomatie

A propos du Nicaragua et des relations Est-Ouest

M. Bush manifeste de l'agacement à l'encontre de M. Gorbatchev

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Gorbatchev agace le président américain. M. Bush vient de laisser paraître son irritation par l'intermédiaire du porte-parole de la Maison Blanche. Mardi 16 mai, M. Martin Fitzwater a eu une sorte d'accès d'humeur, commentant, en termes inhabituellement acides, diverses initiatives récentes du numéro un du Kremlin. D'abord à propos des livraisons d'armes soviétiques au Nicaragua, qui auraient cessé depuis le début de l'année selon une lettre adressée récemment par M. Gorbatchev à M. Bush et dont la presse américaine avait approuvé l'existence.

Alors même que le département d'Etat se félicitait - avec quelques précautions oratoires - de cette décision, le porte-parole de la Maison Blanche faisait, lui, écho de scepticisme. « Jusqu'à présent, nous n'avons aucune preuve », dit l'interlocuteur des livraisons, a indiqué M. Fitzwater. « Au contraire, s'il ajoutait, une aide militaire continue d'arriver » [au Nicaragua].

« Cow-boy de drague »

Selon des indications données par l'administration, dix-sept livraisons, pour un montant d'environ 80 millions de dollars, auraient été faites depuis le début de l'année. Certes, M. Fitzwater a souligné que ces armes récemment livrées pouvaient avoir été envoyées avant le début de l'année, ou bien venir de Cuba.

Mais la réaction était tout sauf enthousiaste, comme si la Maison Blanche craignait que le Kremlin ne lui ait tendu un nouveau piège médiatique, à propos d'une décision que Washington révélerait pour autant énergiquement depuis des mois, mais à laquelle M. Gorbatchev n'avait pas fait la moindre allusion pendant sa récente visite à Cuba. M. Fitzwater a souligné que, en tout état de cause, le Nicaragua avait en le loir de continuer des stocks considérables (selon Washington, l'aide militaire soviétique a été évaluée à 500 millions de dollars l'an dernier).

Mais c'est surtout à propos du comportement soviétique en matière de désarmement en Europe que le porte-parole américain a été particulièrement caustique. Il a évoqué la « très étrange série de manœuvres de relations publiques » soviétiques au sein des réunions à Washington, et il a ajouté que M. Gorbatchev « avait jeté sur la table, les uns après les autres, des propositions de contrôle des armements, un peu à la manière d'un cow-boy de drague ».

M. Walter Momper bourgmestre de Berlin-Ouest a été reçu par M. Mitterrand

La tradition veut que le bourgmestre de Berlin-Ouest, après sa prise de fonction, une visite aux capitales des trois pays occidentaux responsables de son mandat. M. Momper a donc été reçu par M. Mitterrand, mardi 16 mai, à l'Élysée.

Le Sénat qui dirige M. Momper, quarante-quatre ans, est originaire d'un milieu ouvrier. Il s'appuie sur une coalition de sociaux-démocrates, et d'alternatifs, et huit de ses treize membres sont des femmes. Lors des élections du 29 janvier dernier, le bourgmestre chrétien-démocrate sortant, M. Eberhard Diepgen, avait été battu à la surprise générale. Ces élections avaient été marquées par l'irruption sur la scène politique centriste d'un jeune homme, M. Momper, qui avait obtenu 7 % des voix.

Lors des négociations avec les Alliés, M. Momper avait notamment posé comme condition à la constitution d'une coalition la non-remise en cause de la présence des Alliés et le refus de la violence comme moyen d'expression politique. Il s'estime aujourd'hui largement confirmé dans ses raisons de s'entendre avec les Alliés, notamment à la suite des graves affrontements déclenchés par les autonomes le 1^{er} mai.

Quant aux relations avec les Alliés, M. Momper les envisage dans la continuité. Il entend poursuivre les discussions amorcées par son prédécesseur au sujet de l'adaptation des législations alliées en vigueur et éviter que des conflits ne puissent surgir, notamment en matière de respect de l'environnement.

Le nouveau Sénat, confronté à de graves problèmes, notamment de logement, en raison de l'afflux de

L'expression, argotique, et assez peu usitée pour que les médias américains aient jugé bon d'en expliquer le sens, signifie quelque chose comme frimer. Elle a surpris tant on s'était habitué récemment à entendre parler en termes déférents ou laudatifs du numéro un soviétique.

L'irritation américaine tient apparemment avant tout aux événements de la semaine dernière : l'administration a peu apprécié que Moscou, en annonçant un retrait unilatéral de cinq cents têtes nucléaires tactiques, ait lourdement, mais efficacement, joué des divisions au sein de l'Otan, et tout particulièrement entre les États-Unis et la RFA.

L'URSS a voulu consacrer la séduction par des messages - M. Chevardnadze faisant savoir que Moscou pourrait interrompre la destruction des fusées SS-23, c'est-à-dire les laisser en service, au cas où l'Otan moderniserait ses fusées Lances ; mais les SS-23 sont spécifiquement conçues pour le traité FNI sur les armes intermédiaires, et Washington, estimant sans doute que les Soviétiques, trop sûrs d'eux, avaient commis là une maladresse, ont décidé de marquer le coup. Dès lundi, le département d'Etat avait réagi séchement, en déclarant : « Un jour, les Soviétiques annonceront une petite réduction unilatérale, le lendemain, ils parleront de renouer des traités récemment conclus » et mardi M. Fitzwater est revenu sur le même sujet.

De plus, il est tout à fait clair que M. Bush n'a pas apprécié que les initiatives de M. Gorbatchev soient en un retentissement considérable, alors que son récent grand discours sur les relations Est-Ouest, où, pour l'essentiel, il demandait aux Soviétiques des « actes » de nature à confirmer leurs bonnes paroles, a été accueilli sans enthousiasme par la presse occidentale, et avec un dédain appuyé par les médias soviétiques (« des vieux clichés », un discours marqué par une « pauvreté d'idées », selon la *Frankfurter Allgemeine*).

Dans une interview publiée, mardi, par le *Washington Times*, le président américain laisse à plusieurs reprises apparaître son dépit - tout en notant que les relations du secrétaire d'Etat James Baker à Moscou s'étaient déroulées « beaucoup mieux » que ne le suggèrent les articles dominés par un appel de Gorbatchev à faire ce que nous avons déjà fait il y a dix ans ».

Tout ne va donc pas encore trop mal, mais il y a, incontestablement, du dépit dans l'air, une crispation qui pourrait s'accroître si les Soviétiques affectent de traiter par le mépris ce président peut-être plus susceptible qu'il n'en a l'air. JAN KRAUZE.

M. Walter Momper bourgmestre de Berlin-Ouest a été reçu par M. Mitterrand

La tradition veut que le bourgmestre de Berlin-Ouest, après sa prise de fonction, une visite aux capitales des trois pays occidentaux responsables de son mandat. M. Momper a donc été reçu par M. Mitterrand, mardi 16 mai, à l'Élysée.

Le Sénat qui dirige M. Momper, quarante-quatre ans, est originaire d'un milieu ouvrier. Il s'appuie sur une coalition de sociaux-démocrates, et d'alternatifs, et huit de ses treize membres sont des femmes. Lors des élections du 29 janvier dernier, le bourgmestre chrétien-démocrate sortant, M. Eberhard Diepgen, avait été battu à la surprise générale. Ces élections avaient été marquées par l'irruption sur la scène politique centriste d'un jeune homme, M. Momper, qui avait obtenu 7 % des voix.

Lors des négociations avec les Alliés, M. Momper avait notamment posé comme condition à la constitution d'une coalition la non-remise en cause de la présence des Alliés et le refus de la violence comme moyen d'expression politique. Il s'estime aujourd'hui largement confirmé dans ses raisons de s'entendre avec les Alliés, notamment à la suite des graves affrontements déclenchés par les autonomes le 1^{er} mai.

Quant aux relations avec les Alliés, M. Momper les envisage dans la continuité. Il entend poursuivre les discussions amorcées par son prédécesseur au sujet de l'adaptation des législations alliées en vigueur et éviter que des conflits ne puissent surgir, notamment en matière de respect de l'environnement.

Le nouveau Sénat, confronté à de graves problèmes, notamment de logement, en raison de l'afflux de

JÉRUSALEM
de notre correspondant

C'est une stratégie à double détente : à la campagne diplomatique qu'il mène en faveur du « plan Shamir », le gouvernement israélien ajoute une pression accrue sur les Palestiniens des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Maintenant qu'il y a une réponse politique israélienne au soulèvement - pour la première fois depuis dix-huit mois, explique-t-on officiellement, les Palestiniens doivent s'attendre à une répression plus lourde de l'armée.

Le message a été clairement expliqué par le général Amram Mitzna, le responsable militaire de la Cisjordanie, qui a déclaré mardi 16 mai : « Parallèlement au mouvement (politique) amorcé par le gouvernement, nous faisons savoir aux Palestiniens que nous allons combattre le soulèvement de toute notre force et que nous ne nous fatiguerons pas ». Cette même alternative de la carotte et du bâton a été exposée par le ministre de la Défense, le travailliste Itzhak Rabin, qui a repris ces dernières quarante-huit heures plusieurs personnalités et notables de Cisjordanie et de Gaza - quelques fois convoqués manu militari.

Selon plusieurs comptes rendus, le ministre a clairement fait savoir à ses interlocuteurs que les Palestiniens n'obtiendraient rien d'autre d'Israël que ce projet d'« élections », suivies d'une période d'autonomie avant une négociation finale sur le statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza. Il est clair, a dit M. Rabin, entre autres, qu'il ne fera pas face à une répression accrue du soulèvement s'ils choisissent de se cantonner dans leur traditionnelle attitude de refus de la négociation avec Israël. Le durcissement de la répression est déjà à l'ordre du jour, comme si le gouvernement avait voulu, en lendemain même de la présentation de son plan, donner aux Palestiniens un avant-goût de ce qui les attend au cas où ils rejetteraient

ISRAËL : parallèlement à son initiative politique

Le gouvernement durcit la répression dans les territoires occupés

Proche-Orient

Mesure sans précédent à Gaza

La mesure est sans précédent. Les quelque sept cent mille résidents du territoire de Gaza - pour les deux tiers des réfugiés - ont été convoqués dans les locaux de la police - six jours et six nuits, en novembre 1988, au moment du sommet palestinien d'Alger, par exemple. Mais jamais depuis le début de l'occupation, en 1967, la mesure n'avait été accompagnée d'une interdiction faite aux Gazaouis de se rendre en Israël pour y travailler dans la journée. Et si une telle initiative a parfois été évoquée depuis le début du soulèvement, il y a dix-huit mois, elle n'avait encore jamais été mise en œuvre.

M. Rabin a déclaré qu'il s'agissait de faire comprendre aux Palestiniens que cet accès au marché du travail israélien n'était « nullement garanti ». Le ministre de la Justice, M. Dan Meltzer, a expliqué : « Nous devons trouver des moyens qui rendront le soulèvement fort coûteux aux Palestiniens ». Le chef de la police, M. David Kraus, a prévenu que ses hommes allaient patrouiller les régions d'Israël Ashdod, Ashkelon, Tel-Aviv, essentiellement - où se rendent chaque jour quelques dizaines de milliers de travailleurs gazaouis pour les contraindre, par la force si nécessaire, à regagner la bande de Gaza.

Dans les villes, camps de réfugiés et villages du territoire, toute la population est ainsi cantonnée vingt-quatre heures sur vingt-quatre à domicile depuis dimanche soir. « Les gens ont eu le temps de stocker de la farine et des produits de base », nous rapportait un journaliste palestinien joint par téléphone. « L'atmosphère est lourde, le couvre-feu très strictement appliqué, l'armée tire sur quiconque ose se risquer dehors », ajoutait-il. En fin de journée, on annonçait qu'un adolescent de quinze ans avait été tué par balle et au moins six autres jeunes Palestiniens blessés après avoir défilé le couvre-feu et lancé des pierres sur un poste de l'armée dans le camp de Jabalya.

En Cisjordanie, un Palestinien a été tué lors d'un affrontement avec l'armée à Naplouse, cependant que des centaines de colons de la région d'Hébron se lançaient dans des raids

de représailles après que certains d'entre eux eurent reçu des pierres.

Démentant avertis du changement de stratégie du gouvernement, cinq personnalités palestiniennes des territoires n'ont pas moins répété mardi qu'elles rejettent le plan Shamir - parce qu'il ne reconnaît pas la représentativité de l'OLP, ne mentionne pas le droit à l'autodétermination des Palestiniens et ne fournit aucune garantie quant à l'achèvement de la fin de l'occupation. Elles ont fait part de cette fin de non-recevoir « catégorique » lors d'un entretien à Jérusalem avec la délégation américaine en visite dans la région, délégation que conduit M. Dennis Ross, haut fonctionnaire au département d'Etat.

ALAIN FRACHON.

La réintégration de l'Égypte au sein de la Ligue arabe

M. Mubarak officiellement invité au sommet de Casablanca

LE CAIRE
de notre correspondant

Le président égyptien Hosni Mubarak a officiellement été invité à participer le 23 mai au sommet arabe extraordinaire de Casablanca. Selon l'agence officielle Mena, le roi Hassan II du Maroc a personnellement invité le président égyptien à la réunion préparatoire des ministres arabes des Affaires étrangères, prévue le 20 mai.

Ces invitations officielles font suite aux éditoriaux de la presse égyptienne, du samedi 13 mai, jugeant « déshonorant » que

l'Égypte ne soit invitée au sommet que dans un deuxième temps. Après que les chefs d'États arabes eurent donné leur feu vert, Les médias officiels avaient souligné que l'Égypte voulait réintégrer la Ligue arabe par la grande porte et non pas avoir l'air d'accepter un cadeau.

L'invitation de l'Égypte au sommet, qui équivaut à sa réintégration de facto à la Ligue arabe, a eu lieu après que Damas a officiellement annoncé qu'elle n'était pas opposée à la participation du Caire aux travaux de l'organisation panarabe.

Il ne reste donc plus aujourd'hui que la Jamahiriya libyenne à ne pas être revenue sur son hostilité ouverte contre l'Égypte.

A.B.

L'assassinat du mufti sunnite du Liban Beyrouth en deuil d'un sage

(Suite de la première page.)

Celui-ci a condamné « cet attentat odieux, qui nous place une nouvelle fois devant le complot qui vise le peuple libanais dans toutes ses communautés », avant de déclarer un deuil officiel de trois jours. Les principaux dirigeants politiques et spirituels sunnites ont aussi appelé à une grève générale de trois jours en signe de protestation.

Non sans quelque déception dans un pays accoutumé à régler ses comptes par la violence, les dirigeants libanais ont été unanimes pour « pleurer » le départ, retournant toutefois leurs divers griefs pour accuser les commanditaires de cet acte.

Sans citer nommément le chef du mouvement militaire chrétien, a ainsi affirmé : « Ce n'est pas la première fois que le Liban est le théâtre d'un attentat dirigé contre un chef de la communauté, mais celui-ci est douloureux et plus dangereux car il vise un des plus hauts dignitaires du pays, ceux qui sont attachés aux Libanais ». Pour autant, dans la logique de « guerre de libération contre l'occupation syrienne », qu'il a déclenchée le 14 mars dernier, le général Aoun a appelé « le peuple libanais à s'élever, dans toutes les régions, contre ce crime, contre les occupants de notre terre, et contre ceux qui répriment notre volonté nationale ».

A l'opposé, deux des principaux alliés de Damas, le Parti socialiste progressiste, du chef druze Walid Joublatt, et le mouvement chiite Amal, de M. Nabih Berri, ont, de leur côté, accusé le général Aoun d'avoir commandité cet attentat.

Dans la situation de très grande fragilité qui règne à Beyrouth depuis une semaine, cet acte est venu encore ajouter à la peur des libanais. Personnalité spirituelle, cheikh Hassan Khaled était aussi le président des assises islamiques, instance politique des sunnites, qui réunit, outre le premier ministre, les ministres actuels ou anciens, et les députés. Depuis le dernier épisode en date de la guerre libanaise, les assises islamiques avaient fait montre d'une très grande prudence, se contentant de condamner tous les actes de violence. Ce n'est que le 10 mai qu'elles avaient pour la

première fois critiqué nommément dans un communiqué le général Aoun, le rendant responsable de la mort des innocents et des destructions à Beyrouth-Ouest.

La mort brutale de cheikh Hassan Khaled ne peut qu'ajouter au trouble d'une communauté qui, contrairement aux chrétiens ou aux chiites avec lesquels elle partage le pouvoir en vertu du pacte non écrit de 1943, ne possède plus, depuis le départ des combattants palestiniens en 1982 et l'écrasement des Mourabitoun en 1983 par les milices chiites et druzes, aucune force armée propre.

Ce nouveau coup porté à la communauté sunnite, après l'attentat du 13 mai, a été perçu par Rachid Karame, fait resurgir le spectre de la partition communautaire, les sunnites étant les seuls à ne pas avoir obtenu de la part d'Israël l'indemnité d'occupation d'un canton particulier. Faut-il voir aussi dans cette affaire un message adressé aux Arabes, et en particulier à l'Arabie saoudite, traditionnel soutien du sunnisme libanais depuis l'éclosion de l'Égypte, à quelques jours du sommet arabe de Casablanca, qui devra débattre de la question libanaise ? Il est trop tôt pour répondre à toutes ces questions, et comme d'habitude au Liban, il y a toutes chances que les commanditaires de ce crime ne soient jamais démasqués.

Toutes les hypothèses sont envisageables, la seule certitude étant que ce nouveau drame vient encore assombrir un horizon qui paraît plus que jamais bouché.

FRANÇOISE CHIPAUX.

● IRAN : dix nouvelles pendaisons de trafiquants de drogue. Dix trafiquants de drogue ont été pendus en public, mardi 16 mai, à Gorgan, dans le nord-est de l'Iran, et à Lahijan, dans le nord du pays, a annoncé Radio-Téhéran. Ces nouvelles exécutions portent à cinq cent trente-quatre le nombre de personnes accusées de trafic de drogue pendues depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la lutte contre les stupéfiants, le 21 janvier. Par ailleurs, le journal *Kayhan* rapporte que soixante-seize mille personnes droguées ont été arrêtées en Iran au cours de l'année dernière et que plus de 31 000 kilos de stupéfiants, dont 1 327 kilos d'héroïne, ont été saisis dans la même période. — (AFP.)

Le plus grand bouleversement scientifique depuis Einstein.

James Gleick

La théorie du chaos

Vers une nouvelle science

Albin Michel

UN ÉNORME SUCCÈS AUX ÉTATS-UNIS

ALBIN MICHEL

Amériques

PANAMA : grève générale et réunion de l'OEA

Le régime est sur le pied de guerre

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

Panama aura vécu, mercredi 17 mai, dans l'attente des résultats de l'Organisation des États américains (OEA) à l'issue de la réunion de Washington. Quelle que soit la résolution finale de l'OEA, la trêve risque d'être de courte durée entre le régime du général Manuel Noriega et une opposition décidée à obtenir la reconnaissance de sa victoire aux élections du 7 mai.

Les deux camps signent leurs armes. L'Alliance de l'opposition (ADOC) a décidé de protester « pacifiquement » en paralysant le pays, mercredi 17 mai. Quant aux partisans du régime, ils ont annoncé la « mise en alerte exceptionnelle » des fameux Bataillons de la dignité, pour être prêts à repousser une éventuelle intervention armée des États-Unis. Cette organisation paramilitaire, qui affirme pouvoir mobiliser 10 000 personnes, a démontré son savoir-faire expéditif la semaine dernière en agressant violemment les candidats de l'opposition.

Contre toute évidence, le chef des Bataillons de la dignité, M. Benjamin Colamarco, a de nouveau attribué à l'opposition la responsabilité de ces graves incidents (un mort et plusieurs blessés) « manipulés par les médias au service de l'impérialisme américain ». En 1985, a-t-il expliqué, mardi 16 au cours d'une conférence de presse, « les États-Unis avaient utilisé l'OEA pour envahir la République dominicaine. S'ils interviennent chez nous, l'Amérique latine tout entière deviendra un champ de bataille ».

Sur le plan diplomatique, les derniers jours ont été éprouvants pour le général Noriega. Son isolement est désormais presque total à la suite du communiqué publié par le gouvernement mexicain attribuant l'aggravation de la situation au Panama à « l'attitude du général Noriega (...) qui fait passer ses intérêts personnels avant ceux du peuple panaméen ». La fermeture du Mexique, ou n'en ont donné que la partie concernant le respect du principe de « non-ingérence » dans les affaires internes des États membres. C'est d'ailleurs le point de vue que devait défendre à Washington le ministre panaméen des

affaires étrangères, M. Jorge Ritter. « L'OEA, a-t-il déclaré, ne peut pas se transformer en tribunal. Nous ne sommes pas sur le banc des accusés. Au lieu d'aborder les affaires internes de Panama, il faut parler de l'ingérence ouverte des États-Unis dans le processus électoral panaméen ».

« Noriega contrôle
encore son armée »

Depuis la déclaration très dure du président, M. Alan García, la semaine dernière, le Pérou, mais aussi le Venezuela et le Costa-Rica (1), sont viliennés tous les jours dans la presse officielle (les journaux d'opposition sont interdits depuis un an). Les attaques seront sans doute bientôt dirigées vers l'OEA qui est déjà accusée d'être une organisation « incohérente, au service des États-Unis ». Seul le Chili du général Pinochet trouve grâce aux yeux des responsables pour sa condamnation de « l'ingérence étrangère » dans les affaires du Panama.

Sur le plan interne, l'isolement du régime est tout aussi évident ; mais il dispose de la force pour se maintenir au pouvoir. « Noriega contrôle encore son armée, et la discipline fonctionne pour l'instant », reconnaît le candidat de l'opposition à la présidence de la République, M. Guillermo Endara, qui aurait obtenu environ 70 % des suffrages exprimés le 7 mai. Deux heures après être sorti de l'hôpital, où il était soigné pour une blessure à la tête infligée par les Bataillons de la dignité, M. Endara a reçu, mardi 16, un coup de téléphone de la Maison Blanche. « Le président Bush, a-t-il déclaré, m'a félicité pour notre victoire exceptionnelle. Il m'a rappelé qu'il n'avait rien contre Panama, au contraire, mais que le problème était Noriega ».

Avant la grève générale de mercredi, les autorités ont annoncé que les entreprises seraient sanctionnées (amendes et suppression de la patente) si elles fermaient leurs portes, et que les étrangers, nombreux dans le secteur commercial, pourraient perdre leur permis de travail.

L'homme de la rue, quant à lui, est sceptique sur l'évolution des choses. Il n'est guère tenté, en tout cas, par la violence, qui ne fait d'ailleurs pas partie de la tradition politique dans ce pays. « De toute façon, nous n'avons pas d'armes », affirment les personnes interrogées pour



justifier leur apathie face au régime. Les milieux diplomatiques sont tout aussi pessimistes. « Noriega a bien manœuvré pour apparaître comme le seul garant de l'intégrité des forces armées », reconnaît un diplomate. Le général, estime-t-on, cherche à gagner du temps, dans l'espoir que la presse internationale et les

États-Unis finiront par se désintéresser du Panama.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(1) Ces trois pays ont des présidents sociaux-démocrates. Le PRD, parti officiel à Panama, est membre de l'Internationale socialiste.

Le général Noriega « défend l'identité de son pays » déclare M. Herzog (PCF)

« Entre des gens qui ont fait des choses pas belles, il semble que le peuple panaméen préfère, d'une certaine façon, celui qui défend l'identité de son pays et qui ne veut pas être sous la botte des États-Unis. Du point de vue de sa volonté d'autodétermination, le peuple panaméen est plutôt du côté de Noriega. » Cette appréciation a été portée, dimanche 14 mai, sur l'antenne de Pacific-FM, par M. Philippe Herzog, tête de la liste du PCF aux élections européennes.

Elle n'avait pas retenu l'attention de l'« Humanité » dans son édition de lundi, mais l'a livrée en partie, mardi, à ses lecteurs, en accusant quelques médias d'avoir tronqué la citation pour tenter « une diversion sur son ne sait que « appui tendu » à Noriega ». Souhaitant apparemment mettre un point final à ce que d'aucuns estiment être une maladresse de M. Herzog, l'« Humanité » espère que « les maîtres de la désinformation pourront désormais

prêter attention à l'Europe... autrement. Celle que propose Philippe Herzog ».

Profitant de ce qui, par anti-américanisme, pouvait apparaître comme une prise de position favorable à Noriega illustrée tous les jours par les reportages de l'« Humanité », à Panama, les rénovateurs communistes ont sauté ironiquement sur l'occasion. « Morts d'overdose de tous les pays, unissez-vous... pour résister à l'intervention militaire américaine au Panama. Votre fournisseur, le général dictateur Noriega, est en danger ! »

L'appréciation de M. Herzog fait les délices des socialistes. Mardi, M. Marcel Debarge, directeur de la campagne de M. Laurent Fabius, a déclaré comprendre que, en période électorale, il est normal de rechercher la « concurrence » et la « confrontation », mais, a-t-il ajouté, « on ne fait pas de la concurrence à l'importe quel prix ».

ARGENTINE : la victoire des péronistes aux élections

Le « style Carlos Menem » : affabilité et pagaille

De retour d'Asunción, où il assistait à la prise de fonctions du nouveau président paraguayen, le général Andrés Rodríguez, le président argentin Raúl Alfonsín a réuni mardi 16 mai son cabinet — démocratique mais recouvert — pour « analyser les résultats des élections ». Le président élu, quant à lui, M. Carlos Menem, qui ne doit prendre ses fonctions que le 10 décembre, a, pour sa part, annoncé qu'il allait étudier avec M. Alfonsín les modalités de cette longue période de transition. M. Menem a finalement obtenu 49,2 % des voix, contre 36,9 % à son principal concurrent, le radical Eduardo Duhalde.

BUENOS-AIRES
de notre envoyé spécial

Cinq hélicoptères s'élevaient dans le ciel de Buenos Aires. Quelques « gauchos » paraissaient dans un nuage de poussière. La fête est finie. Le président élu, M. Carlos Menem, rejoint mardi 16 mai Buenos Aires, après une conférence de presse depuis longtemps annoncée. Il n'aura en que le temps de goûter les délices d'un barbecue géant organisé dans l'enceinte d'une magnifique estancia à l'ouest de la capitale. Et tout juste celui de répondre aux interrogations de ceux qui souhaitent en connaître plus qu'il ne peut en vent — en dire. Il n'a même pas eu la tentation de se mettre en colère lors d'une question sur « son style de vie », tant décrit et décrit ; il répond, déclenchant les applaudissements de son entourage. « Si avec ce style de vie j'ai été élu président, je n'ai aucune raison d'en changer. »

Plus sérieusement, Carlos Menem assure qu'en matière de dette extérieure il profitera des expériences malheureuses d'autres pays latino-américains « pour ne pas commettre les mêmes erreurs » ; il émettra « l'objectif » de l'Argentine en ne prenant pas le risque « de rompre les règles du jeu ». La nouvelle politique économique de son gouvernement donnera selon lui des effets « dans deux à trois ans ». Il rappelle « qu'il n'est pas prévu, dans ses propositions, d'annuler » (pour les militaires jugés pour violations des droits de l'homme), même si « on ne sait pas ce qui peut se passer plus tard ». Sur les Malouines, dont l'Argentine revendique la souveraineté à la Grande-Bretagne, au prix, en 1982, d'une guerre acharnée, l'État est prêt à dialoguer à condition que Londres « reconnaisse notre souveraineté sur ce territoire illégalement occupé » ; l'impasse.

La veille, pour sa première apparition publique hors de sa province de la Rioja, M. Menem avait choisi un haut lieu du péronisme : la petite ville de Catamarca, à plus de mille kilomètres au nord de la capitale. Une province pauvre — comme la sienna — où il a consacré à une messe en hommage à la Vierge del Valle, pour accomplir une promesse qu'il avait faite dans la perspective de son élection. Un geste de reconnaissance, aussi, que ce pèlerinage, envers un homme, le gouverneur Vincente Saadi, qui a été l'un des premiers à le soutenir politiquement et

financièrement, avant même les primaires du parti justicialiste en juillet dernier. Le gouverneur est décédé avant de connaître le succès de son « poulain » ; et c'est son fils et successeur, Ramon, qui a accueilli le président élu.

Une « cour »
servante

Une consécration pour le nouvel élu, entouré de tout ce que le péronisme compte de dignitaires : du dirigeant de la CGT, la centrale syndicale unique, de tendance péroniste, M. Saul Ubaldini, à des représentants connus de l'oligarchie argentine, comme la milliardaire Amelia Fortabat. Gouverneur « ami » de nombreuses provinces, ancien rival comme M. Antonio Cafiero, son opposant malheureux lors des primaires : tous se pressent autour d'un homme qui assure aujourd'hui l'avenir du péronisme, et demain le leur.

Pour caractériser cette « cour » servante, un officiel évoque l'effervescence du champagne : « Les bulles remontent à la surface. » Hommes aux vêtements somptueux. Mais cette estrade qui crève sous le nombre des « affidados » est aussi un lieu d'emploi : gendarmes sans merci pour les postes gouvernementaux. Il faut être là, se démarquer ou se marquer, face à un homme fatigué par des mois de campagne qui ne se départit pourtant pas de son affabilité. Le résultat de cette « course » ne sera connu que dans « quelques semaines », a prévenu Carlos Menem. Il s'est borné à indiquer que le poste de ministre du travail reviendrait, c'est la tradition, « à un homme issu du mouvement syndical ».

En attendant, le futur président rassure et répète à l'envi les thèmes du péronisme et de sa propre campagne : « La nécessaire union latino-américaine, le rassemblement du peuple argentin, la révolution productive... ».

Quelle pagaille ! Le déplacement à Catamarca en a été, selon certains, un sombre présage ! Chaque sous-groupe péroniste avait fourni « son » accordéon aux représentants de la presse, et rivalisé dans l'organisation de rencontres aussi improvisées les unes que les autres. Mais la campagne est finie. La suite est attendue.

DEMS HAUTIN-GURAUT.

BRÉSIL : la chasse aux gamins de Rio

Petits morts sans importance...

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Un enfant étranglé et abandonné au pied d'un immeuble : c'est un spectacle ordinaire dans la Baixada Fluminense, l'immense banlieue nord de Rio. Mais que le crime soit commis dans l'un des quartiers chics de la ville, voilà qui est beaucoup moins fréquent, et donne à réfléchir aux associations qui défendent les mineurs abandonnés.

Le petit cadavre qui a été retrouvé au début du mois de mai, enroulé dans un tapis, devant la porte d'un édifice résidentiel d'Ipanema, était celui d'un Noir, Patricio da Silva, âgé de neuf ans. Il était domicilié — si l'on peut dire — dans une favela voisine. Selon la police, il avait été victime d'un règlement de comptes entre trafiquants de drogue : sa famille était persécutée par une des bandes qui contrôlent la bidonville. Explication plausible, s'il n'y avait eu, à côté du cadavre, ce message barbouillé en mauvais portugais : « Je t'ai tué parce que tu n'allais pas à l'école et que tu n'avais pas d'avenir. Je vais tuer tous les gamins qui n'apprennent rien et qui ne respectent pas la nature. Je fais au gouvernement une demande : ne laisse pas envahir les rues de la ville par des petits voyous. »

Aussi, une autre hypothèse a surgi : le petit Patricio a peut-être été victime d'une opération de « nettoyage », comme il s'en fait tous les jours dans les bas quartiers de Rio. C'est ce que redoute Mme Maria Theresia Freire, l'une des responsables du mouvement Enfants de la rue. Il y a longtemps, explique-t-elle, que des enfants jugés indésirables — parce qu'ils volent ou mendient —

sont éliminés dans les zones périphériques de la ville. « Il se pourrait que le même procédé commence à être appliqué dans les beaux quartiers. »

Dans la Baixada, des commerçants et des chefs d'entreprise ont résolu de faire face eux-mêmes à la criminalité en recrutant des tueurs à gages. Ces tueurs sont bien souvent des policiers : après avoir quitté leur uniforme, ils font des heures supplémentaires... Pas d'enquête, pas de procédure : ils exécutent les « marginaux » d'une balle dans la nuque, après les avoir torturés. Les enfants ne sont pas épargnés : voleurs à l'étalage ou voleurs de voitures, ils relèvent de la même justice aveugle et expéditive.

Des « groupes
d'extermination »

« Un enfant par jour, en moyenne, est assassiné dans la Baixada », dit M. Maria Theresia Freire, qui ajoute : « Le Brésil tue ses enfants, au lieu de les éduquer et de leur donner un métier. »

Car les gamins victimes des « groupes d'extermination » sont ceux que l'on voit à Copacabana ou Ipanema — les beaux quartiers de Rio — dormir la nuit dans des cabines téléphoniques, ou à même le trottoir, enroulés dans du papier journal ; et, le jour, pieds nus et le fait au ventre, ils font tout pour se procurer de l'argent : clier les chaussures, garder les voitures, ou attaquer les passants. Les « piveiros », les enfants qui volent, sont le cauchemar des hôteliers et des professionnels du tourisme, car ils contribuent à la « mauvaise image » de la ville. Ils sont consi-

dérés comme une plaie par les citoyens ordinaires, qui estiment, souvent, que le problème est d'ordre policier.

Or la police est rarement efficace : quand elle ne ferme pas les yeux, elle réagit brutalement. Quant aux associations vouées à la défense des mineurs, elles ne suffisent pas à la tâche. Le problème, d'évidence, ne relève pas de la répression — ni même de la prévention. Il y aurait moins de « piveiros » si les enfants brésiliens étaient alimentés et scolarisés normalement. Or, sur soixante-trois millions de mineurs, sept millions sont en état d'abandon, selon les statistiques officielles. Plus de la moitié sont considérés comme carentes : leurs besoins minimums ne sont pas satisfaits. Trois millions, au lieu d'aller à l'école, travaillent. « Un million de familles dépendent du travail des enfants », dit Mme Freire.

Dans certains États, les rues sont « nettoyées » de la façon la plus simple : on embarque les gamins dans des fourgonnettes, et on les jette dans l'Est ou l'Ouest. La formule a été appliquée aux enfants abandonnés de Viçosa : un jour, ils se sont retrouvés à la gare routière de Rio, à quelques 500 kilomètres à l'ouest de leur lieu d'origine habituel. Le Journal du Brésil a annoncé récemment que la police de Rio venait de recevoir un renfort inattendu dans son travail de protection des quartiers balnéaires : une centaine de jeunes gens, rompus aux arts martiaux, ont constitué une légion d'anges gardiens pour donner la chasse aux « piveiros », à leurs heures de loisir. Une photo montrait même comment l'un de ces « anges » pouvait terrasser, sur un clin d'œil, un gamin malfrasant...

CHARLES VANHECKE.

Asie

TAIWAN

Le premier ministre a offert sa démission

Le premier ministre, M. Yu Kuo-hwa qui est âgé de soixante-quinze ans, a annoncé mercredi 17 mai avoir présenté sa démission au président Lee Deng-hui. M. Yu a estimé, face à la presse, que le moment était bien choisi pour se retirer : le pays, selon lui, est désormais stable et la cote de popularité du président Lee en hausse, dans le pays comme à l'étranger. Le premier ministre démissionnaire a ajouté que son départ permettrait au président de remanier le cabinet. Selon le quotidien United Daily News, de Taïpeh,

le président a reçu il y a plusieurs jours l'offre de démission de son premier ministre et a tenté en vain de lui faire reprendre. Cette démission, poursuit le journal, n'a pas encore été formellement acceptée. M. Yu a précisé que sa décision avait également été prise « pour l'intérêt du Kuomintang » (parti nationaliste au pouvoir). Il a déclaré espérer que les jeunes dirigeants du parti prendraient la relève.

D'autre part, deux Soviétiques, MM. Vladimir Ivanov, de l'Institut

de l'économie mondiale et des relations internationales, et Youri Akhremenko, du Comité national soviétique pour la coopération économique Asie-Pacifique, assistent en qualité d'observateurs à une conférence du Conseil économique du bassin Pacifique, instance régionale à laquelle Moscou espère adhérer dans les années à venir. Ils sont les premiers responsables soviétiques à se rendre à Taïwan depuis que les nationalistes chinois se sont établis dans l'île en 1949. — (AFP, Reuters.)

EN BREF

● AFGHANISTAN : la résistance lance une offensive sur Khost. — Le porte-parole de Kaboul, M. Nabi Amari, a déclaré, mardi 16 mai, que les résistants avaient lancé une offensive sur Khost (80 000 habitants), située à 10 kilomètres de la frontière pakistanaise. Neuf mille moudjahidins, qui avaient participé au siège de Jalalabad, se sont reportés vers le Sud, pour attaquer Khost, où les forces gouvernementales ont répliqué par des tirs d'artillerie et des bombardements aériens. Des dizaines de missiles SCUD auraient également été tirés, depuis Kaboul. En outre, l'explosion de sept roquettes à Kaboul, mardi, a fait trois morts. — (AFP, Reuters.)

● BANGLADESH : 17 000 tonnes de blé français. — La France a octroyé une aide alimentaire de 17 000 tonnes de blé au Bangladesh, a annoncé, mardi 16 mai, le ministre de l'économie et des finances. Au mois de mars dernier, la France avait déjà accordé une aide de

27 000 tonnes de blé au Bangladesh dans le cadre d'un accord similaire.

● CORÉE-DU-SUD : L'exploration de l'ancien président Chun Doo-hwan. — L'ancien président Chun Doo-hwan s'est présenté, mardi 16 mai, en compagnie de son épouse, dans un temple bouddhiste consacré à la mémoire de 192 morts du soulèvement de Kwangju, en 1980. L'ancien chef de l'État était à l'époque chef de l'état-major de l'armée. Avec 800 fidèles, il a pris pour le repos de l'âme des victimes et imploré le pardon de la population. (AP.)

● JAPON : l'accord sur l'envion de combat FSX approuvé par le Sénat américain. — Le Sénat américain a approuvé, mardi 16 mai, à une courte majorité, l'accord controversé américano-japonais de mise au point et de co-production du FSX, un avion de combat avancé. Par 52 voix contre 47, les sénateurs se sont prononcés en faveur de l'accord révisé de joint ven-

ture, de 7 milliards de dollars, signé le mois dernier par le président George Bush et fermement soutenu par le Pentagone, qui le considère comme essentiel pour la sécurité Pacifique et les relations américano-japonaises à long terme. Le Sénat a par ailleurs approuvé par 72 voix contre 27 une résolution qui impose des restrictions supplémentaires concernant les technologies américaines mises à la disposition du Japon, et qui garantit aux entreprises américaines une part minimale de la production du FSX. — (AFP.)

● VIETNAM : quatre-vingt-sept « boat people » sautés par un navire néerlandais. — Un navire d'une compagnie de renouveau néerlandaise a recueilli, lundi 15 mai, quatre-vingt-sept « boat people » vietnamiens dont l'embarcation dérivait en mer de Chine depuis plusieurs jours. La compagnie a annoncé que les réfugiés, parmi lesquels de nombreux enfants, seront déposés le 20 ou le 21 mai à Singapour. — (AFP.)

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO89

N° 14

MAIRIES DE FRANCE est réalisé sous la responsabilité de MAIRIE-EXPO 89 sur quatre pages achetées au Quotidien Le Monde

JEUDI 18 MAI 1989

AU C.N.I.T. de PARIS LA DEFENSE du 24 AU 27 OCTOBRE

LE SALON DES AMBITIONS LOCALES

Les nouvelles équipes municipales élues les 12 et 19 Mars dernier sont au travail. Les Conseils Municipaux se sont réunis. Le Maire, et sa majorité, a maintenant 6 ans pour mettre en pratique le programme pour lequel il a été élu. Il devra tenir ses promesses, respecter ses engagements, tenir compte des circonstances politiques, économiques et sociales.

Une chose est certaine, c'est qu'il devra gérer au plus près ses dépenses de fonctionnement. Pour les investissements il fera appel à des partenaires.

Depuis plusieurs années la concession de services publics est en marche. Elle donne entière

satisfaction aux élus et aux administrés, que ce soit dans le domaine de la restructuration d'un centre ville, de restauration scolaire, de collecte des ordures ménagères, de distribution d'eau ou de télédistribution, aires de loisirs et parcs d'attractions.

Le marché des Collectivités Locales n'est pas négligeable. Il représente 48% du budget de l'Etat et plus de 10% du P.L.B. Chaque année les Collectivités Locales injectent dans notre économie nationale plus de 400 milliards de francs.

Le grand rendez-vous des acteurs de la ville

Afin de rencontrer les entreprises qui ont un savoir-faire dans le domaine des Collectivités Locales MAIRIE-EXPO, qui se tiendra pour la 6^e année à PARIS, est désormais pour les 600.000 Elus et 1.200.000 membres du personnel des Collectivités Locales, le rendez-vous quasi institutionnel.

Après MAIRIE-EXPO à Paris-Nord Villepinte, Lyon, Toulouse et Marseille, le Rendez-vous à PARIS du 24 au 27 Octobre prochain, dans le cadre du nouveau C.N.I.T. de Paris-La Défense, qui restructurera les Groupes SARI et ACCOR, est d'ores et déjà assuré de connaître un formidable succès.

Les acteurs de la démocratie locale

A la ville comme à la campagne, on attend tout d'un Maire : il doit maîtriser sa fiscalité et gérer son budget, se battre pour avoir ou conserver sur sa Commune les Services Publics : Ecoles, P.T.T., Gendarmerie, Police Nationale, Pompier, etc... prendre des initiatives pour défendre l'emploi (souvent en trouvant à ses administrés ou à leurs enfants, protéger l'environnement, développer le tourisme, sans compter inaugurer et animer la vie locale et départementale.

Les Maires s'arrachent les "stars"

Le Maire, véritable chef d'entreprise, doit être attentif à la vie économique nationale et locale, car il sait ce que coûterait à sa Commune une fermeture précipitée d'entreprise sur le plan humain, social et fiscal. Aussi, l'équipe municipale doit-elle faire porter ses efforts sur l'accueil d'entreprises nouvelles, créatrices d'emplois, préparer sa Commune au grand Marché Européen. Désormais les Maires veulent s'entourer des meilleurs. Ils s'arrachent les

urbanistes, les architectes, les économistes, les entreprises et les directeurs de communication.

Le Maire est l' élu le plus connu de nos concitoyens. Un Français sur mille est un élu local ; tous, Maires, Adjoints, Conseillers Municipaux, vivent aujourd'hui pleinement la décentralisation.

1.200.000 fonctionnaires territoriaux exécutent les décisions, gèrent les Services Techniques et les Secrétariats Généraux. Face à l'évolution

des technologies, ils suivent une formation permanente.

Compte tenu de ces chiffres éloquentes, on comprend la volonté du Premier Ministre, Michel Rocard, de voir les Collectivités Locales jouer un rôle de pionnier pour le "renouveau du Service Public".

De nos jours l'action municipale est indissociable de la communication. Pour un élu ou un agent des Collectivités Locales, visiter MAIRIE-EXPO c'est l'occasion de communiquer avec ses fournisseurs mais aussi avec d'autres élus afin d'échanger leurs expériences.

La fin du "tout municipal"

La Décentralisation, celle des vrais pouvoirs locaux, est en marche. Sa réussite est due au savoir-faire des Maires et aux nouveaux pouvoirs dont ils disposent, mais aussi à la volonté gouvernementale, et aux instances régionales et départementales. Elle l'est aussi avec les Entreprises qui ont pris conscience des besoins réels des communes.

L'entrée de l'informatique dans les Mairies est chose faite. Elle est devenue un véritable

accélérateur de l'innovation - elle est aussi un facteur de productivité, un indicateur permanent de gestion.

Fin le temps du "tout municipal" pour beaucoup de villes qui s'adressent à des sociétés privées pour la distribution de l'eau, le ramassage des ordures ménagères ou la gestion des cantines scolaires, voire même la rédaction de leur journal municipal. Nous entrons dans les années de gestion privée des services publics - efficacité et rentabilité obligent.

Encourager le développement local

La mobilisation autour du développement urbain et rural est en marche. Des contrats Etat/Villes se préparent, des mots nouveaux apparaissent, tels que "économie locale", "insertion", "innovation dans les services urbains", "prévention de la délinquance et sécurité urbaine", "accueil des populations en difficulté", "solidarité intercommunale".

L'ensemble des acteurs des 36.548 villes et villages de France sont conscients de l'importance de leur mission et de leur enjeu, encourageons leur dynamisme et leur développement local. C'est, chaque année, la vocation de MAIRIE-EXPO !

MAIRIES DE FRANCE

* MAIRIE EXPO 89, 7 bis, Place du Palais Bourbon, 75007 PARIS. Tél. : 16.1.47.53.93.16.

L'INVITE

Pierre BELLON, P.D.G. de SODEXHO

3 250 restaurants dans 40 pays

50 000 personnes au service des collectivités dans le monde.

En 1966 à Marseille, Pierre BELLON crée la SODEXHO. Dès l'origine il définit la philosophie de SODEXHO : « Les finalités de notre entreprise sont : assurer le meilleur service possible à nos clients et à nos convives, répondre aux attentes de notre personnel, satisfaire les intérêts de nos actionnaires. Pour atteindre nos finalités, nous avons choisi la croissance. »

Dès 1971, SODEXHO, petite entreprise marseillaise, est devenue nationale et Pierre BELLON rêve d'une entreprise internationale : « J'avais compris en voyageant qu'il n'y avait plus de distance et qu'avec les progrès technologiques, le monde allait être à la portée de ceux qui rêvaient de le conquérir. »

Aujourd'hui, SODEXHO est devenue :

- N° 1 mondial de la gestion de bases-vie
- N° 2 mondial dans l'émission de titres restaurant
- N° 5 mondial de la restauration collective derrière 4 groupes américains.

Leader de la restauration collective en France, SODEXHO gère, dans le monde :

- 652 hôpitaux, cliniques, résidences pour personnes âgées, dont 169 en France,
- 543 écoles, collèges, lycées ou universités dont 308 en France.

Dans l'entretien qu'il nous accorde, Pierre BELLON affirme, que « l'Elu doit garder la maîtrise complète du Service Public. » (lire notre interview page 7)

Les métiers de SODEXHO

● la restauration collective, c'est-à-dire la gestion complète ou partielle des restaurants pour :

- les hôpitaux, cliniques et résidences de personnes âgées
- les écoles, collèges, lycées et universités
- les entreprises et les administrations

● la gestion de bases-vie : SODEXHO fournit l'ensemble des services nécessaires à la vie collective du personnel expatrié et local travaillant pour des firmes internationales de construction d'infrastructures et des grandes compagnies de prospection, d'exploration ou de forages pétroliers à terre ou en mer ;

● l'émission de chèques restaurant. Chaque année, Chèque-Restaurant émet 125 millions de chèques dans 5 pays d'Europe ;

● la restauration publique, soit concédée comme pour les restaurants et bars d'aéroports, soit en restauration sous les enseignes « French Corner » et « Oh ! Poivrier ! ».

Chiffres d'affaires

7.1 milliards de francs. Implantée dans plus de 40 pays, SODEXHO réalise 35 % de son chiffre d'affaires en France, 17 % en Europe, 32 % en Amérique du Nord et 16 % dans le reste du monde.

Effectifs

50 000 personnes dont 15 000 sont gérées pour le compte de nos clients : personnel hospitalier ou personnel communal. Nombre de restaurant : 3 250

Quelques références dans le secteur hospitalier

- l'Hôtel Dieu à Lyon
- Le CHU Brabois à Nancy
- l'Hôpital Henry Mondor à Créteil
- l'Hôpital Jean Verdier à Paris
- l'Hôpital Beclère à Clamart

Parmi les résidences du 3^e âge :

- la Résidence Cimiez à Nice
- la Résidence Harmonie à Paris
- la Résidence La Roseraie à Aix en Provence
- la Résidence Arepa à Sèvres
- les Jardins d'Arcadie à Bordeaux



Pierre BELLON, P.D.G. de SODEXHO

Dans le secteur municipal et scolaire :

- Conflans Sainte-Honorine
- Orléans
- Nancy
- Metz
- Issy les Moulineaux
- Saint-Germain en Laye
- Saint-Quentin en Yvelines
- Saint-Gratien
- Grasse
- Châteaubriand
- Menton

Suite de notre rubrique « L'Invité » page 7

SODEXHO :

3, avenue Newton - 78180 Montigny-Le Bretonneux
Tél. (1) 30.43.81.25 - Téléc 695 476 F
BP 36 - 78391 Bois d'Arcy Cedex

NOS VILLES PORTUAIRES : UN ATOUT POUR LA FRANCE

LE HAVRE ET ROUEN : Une même volonté de compétitivité

Jacques MELICK, Ministre Délégué chargé de la Mer, a souhaité que les Maires des villes portuaires ne restent pas indifférents face aux grands enjeux politiques, économiques et sociaux que représentent les grands ports français (cf notre édition du 27.4.89).

Il constate, à juste titre, que nos grands ports de commerce français sont souvent méconnus de nos concitoyens, par rapport aux ports de pêche et aux ports de plaisance.

Aussi, nous publions à partir de cette semaine, plusieurs reportages sur nos grands ports français, tels que Le Havre, Rouen, Dunkerque, Bordeaux, Marseille, Nantes et Saint-Nazaire.

LE HAVRE : 5^e Port européen

Situé au débouché d'un très vaste hinterland européen, le Port du Havre dispose d'atouts nautiques exceptionnels : c'est un port extérieur, profond, d'un accès direct sur la mer et sans contraintes de marées. Ces qualités font qu'il maintient les plus grosses cargaisons, tant à l'entrée qu'à la sortie, et que les armateurs y bénéficient des possibilités d'escalers les plus rapides : plus de 3.000 navires le fréquentent annuellement qui desservent 500 ports dans le monde.

Chaque jour, en moyenne trois navires de lignes régulières partent du Havre pour les Etats-Unis, deux pour l'Afrique, un pour l'Extrême-Orient. En valorisant ses atouts par des équipements adaptés et performants, tant dans le domaine des vases liquides ou solides que des marchandises diverses conteneurisées ou non, Le Port Autonome du Havre occupe aujourd'hui le 5^e rang des ports européens, mais aussi et surtout le premier en France pour les marchandises diverses depuis cette année (plus de 800.000 conteneurs ont transité par ses installations), avec pour la deuxième fois consécutive une croissance annuelle supérieure à 16%.

Pour les produits énergétiques, il assure 40% de l'approvisionnement de la France en pétrole brut et 20% de son approvisionnement en produits pétroliers raffinés.

Premier port français pour la valeur du fret et donc pour le commerce extérieur de notre pays, Le Havre traite, chaque année, près de 200 milliards de francs de marchandises, c'est-à-dire 40% de la valeur du trafic des ports autonomes français.

Un "poumon économique"

A l'échelon local et régional, le Port du Havre joue un rôle essentiel de "poumon économique" pour le commerce extérieur, pour la création d'activités et de revenus et pour le développement industriel. Les 3/5 du commerce extérieur de la Haute-Normandie passent par le Port du Havre.

En terme d'emplois, l'activité d'une personne sur trois est liée à l'activité portuaire dans le bassin d'emploi du Havre, soit quelque 37.000 emplois.

Face au nouveau défi que représente l'achèvement du marché unique européen, fin 1992, le Port du Havre confronté quotidiennement à une concurrence internationale sévère, a accru sa part de marché face aux autres grands ports européens du Nord puisqu'elle est passée de 8,5% en 1986 à 9,8% en 1988.

L'ensemble de la communauté portuaire a été mobilisée autour d'un plan de compétitivité fondamental pour son avenir : ce plan a permis d'améliorer, tant en coût qu'en qualité de service, la manutention portuaire, les transports intérieurs, les procédures administratives et réglementaires.

D'autre part, le Port du Havre a accentué ses actions de promotion commerciale et industrielle et mis en chantier un programme d'équipements incitatif s'articulant autour de nouveaux projets : aménagement du combiné terminal de Floride, création d'un Port Rapide à conteneurs et amélioration des dessertes terrestres de la zone portuaire et des terminaux.

La création d'un Port Rapide

La création d'un Port Rapide est un projet qui s'est développé autour du désir de valoriser au maximum les atouts de port extérieur pour le trafic des conteneurs. Ce projet dans sa phase actuelle en cours de réalisation comporte quatre nouveaux postes à quai en bassin de marée, deux au Sud et deux au Nord du Bassin René Coty qui seront mis en service à partir du début de 1990. Ils permettront de constituer avec les trois terminaux à conteneurs déjà existants, deux ensembles homogènes communiquant par des liaisons en site propre et exploités chacun par un opérateur unique dominant ainsi à ces terminaux la dimension internationale nécessaire à leur développement.

Il est important de souligner que dans cette opération du Port Rapide, le Port Autonome du Havre a pu mettre en place pour la première fois une solution originale au niveau de l'investissement qui associe aux partenaires publics des investisseurs privés.

Le Conseil d'Administration du Port Autonome vient d'approuver un projet de développement du Port Rapide consistant en la création, sur le Site Sud, d'une darse de plus de 1.000 m de profondeur. Cette darse offrira toutes les facilités nautiques qu'exigent les escales rapides des grands porte-conteneurs de la nouvelle génération et permettra d'envisager tous types de développement au-delà de l'an 2000.

Le Contrat de Plan Etat/Région de Haute-Normandie s'articule autour de quatre volets : le développement économique et la compétitivité, l'enseignement - la recherche et les transferts de technologie, les infrastructures

de communication et les programmes d'aménagement concerté du territoire.

Le Port du Havre a un rôle moteur au sein de l'économie régionale puisqu'il assure 60% des échanges extérieurs de cette région. La période 1989/93 débute par la consolidation des actions entreprises (développement prioritaire du Port Rapide, confortement des aménagements réalisés dans le cadre du Combiné Terminal de la Pointe de Floride, adaptation de la manutention portuaire, amélioration des accès routiers). Elle se poursuivra par de nouveaux développements concernant les équipements relatifs aux trafics conteneurisés, conventionnels, mixtes et transmanche, les infrastructures de transport terrestre, la modernisation des outillages, la promotion des nouvelles techniques et le développement de l'informatisation.

Création d'un "Centre de Distribution"

Deux autres projets viennent également de voir le jour : la création sur le complexe portuaire d'un "Centre de Distribution", vaste zone d'entrepôts et de services, la première tranche s'étendant sur une quarantaine d'hectares à proximité d'un véritable carrefour autoroutier.

Les opérateurs portuaires, les armateurs et les chargeurs y trouveront des facilités immobilières et des services spécialisés permettant de stocker les marchandises pendant un certain temps, d'effectuer sur celles-ci des opérations de valeur ajoutée, de préparer et réaliser la distribution de détail des marchandises, d'assurer la gestion des stocks ainsi que les opérations douanières, fiscales, financières et de négoce international, le régime des magasins francs apportant un atout significatif supplémentaire.

Il faut noter que les prestations de service caractérisant un "Centre de Distribution" vont au-delà de celles qui sont fournies traditionnellement dans un port et créeront donc une importante valeur ajoutée et des emplois.

Le "Centre Multivrac"

La décision a été prise de diversifier les activités du Centre Multivrac en y réalisant des équipements complémentaires nécessaires au développement du trafic de produits pour l'alimentation animale ce projet s'appuyant sur les résultats très concluants d'une étude de marché menée en étroite collaboration avec les professionnels.

Les résultats positifs du Port du Havre qui se concrétisent par une augmentation de 9% sur les quatre premiers mois de 1989, sont ceux d'une Communauté dont la cohésion s'affirme de jour en jour, notamment au sein de l'Association Port/Alliance qui regroupe tous les acteurs de la place portuaire havraise qui a su développer les contacts les plus fructueux avec les armateurs, transporteurs et chargeurs pour faire connaître les atouts de ce Port, recueillir les besoins de cette clientèle et mettre en œuvre les moyens répondant à son attente. Cette communauté... ce sont les professionnels mobilisés et dynamiques qui consacrent tout leur savoir-faire à la qualité de service de leur prestation.

ROUEN : Port Capital

Aux côtés de Michel DELEBARRE, (Maire de Dunkerque) Ministre du Logement, de l'Équipement, des Transports et de la Mer, Jacques MELICK, Maire de Béthune, souhaite une coopération exemplaire entre les villes et les ports, conscients que Ports et Villes doivent mieux se connaître. Aujourd'hui notre regard sur les ports de Rouen et du Havre qui ont tous deux un atout exceptionnel : être situés au sein d'une des mers les plus fréquentées du monde.

Jean LECANUET, Sénateur-Maire de Rouen, et André DUROMEA, Député-Maire du Havre, ont été toujours attentifs aux activités de leurs ports qui constituent un enjeu économique important pour leur Ville et leur Région.

Port maritime, Rouen vit de la proximité de la mer la plus fréquentée du globe et de sa situation de carrefour terrestre, à la jonction des flux de trafics entre tous les pays de la Communauté Économique Européenne. Il s'étend depuis Rouen jusqu'à la mer où il dispose d'installations bien réparties de part et d'autre de la Seine.

Le Port Autonome de Rouen accueille chaque année plus de 3.500 navires. Il est accessible aux navires de 40.000 Tonnes de port en lourd à pleine charge, aux porte-conteneurs de 2.500 EVP (Equivalent Vingt Pieds) et aux vraquiers de 140.000 tonnes partiellement allégés. Il sert un large arrière-pays dont la puissante activité de production industrielle et agricole, autant que les fonctions d'échanges sont renforcées par la présence de Paris.

Un important plan de dessertes routières, en cours de réalisation, va renforcer ce rôle de carrefour.

A l'autoroute A 13 Paris-Rouen-Cen vont s'ajouter les axes :

- vers le Sud : Rouen-Le Mans-Tours
- vers le Nord : Rouen-Calais-Tunnel sous la Manche
- vers l'Est : Rouen-Amiens-Reims (A 29)

Le Port de Rouen réalise plus de 20 Mt de trafic par an. C'est le seul grand port dont les exportations - 60% du trafic - soient supérieures aux importations.



M. Jacques MELICK, Ministre Délégué chargé de la Mer, lors de sa visite au Port de Rouen le 27 Février dernier, en compagnie de M. Jacques MOUCHARD, Président du Conseil d'Administration, et M. Alain GAUTHIER, Directeur Général.

Qualité des hommes et compétitivité des équipements portuaires

Pour traiter de façon compétitive son trafic et face aux mutations du commerce international, le Port de Rouen :

- repense l'organisation du travail pour augmenter la productivité et diminuer les coûts de main-d'œuvre,
- restructure et modernise l'outil portuaire : 950 MF investis d'ici à 1993.

610 MF sont consacrés au regroupement des trafics sur des terminaux spéciaux et performants :

- agro-alimentaire,
- produits forestiers,
- vrac industriels,
- conteneurs et marchandises diverses.

Les investissements portent à la fois sur les infrastructures - quais, postes navires, terre-pleins, dessertes et réseaux - et

sur les superstructures - hangars, outillage, développement de l'informatique...

En second lieu, et pour accompagner le vaste programme autoroutier engagé autour de l'agglomération rouennaise, le Port Autonome de Rouen affecte 80 MF à l'aménagement du Boulevard Maritime, principale voie de desserte portuaire.

260 MF sont consacrés aux accès nautiques afin de faciliter l'accueil des navires les plus modernes.

La place portuaire de Rouen est à l'origine de 27.500 emplois dans l'agglomération et sur l'ensemble de la circonscription du port, de Rouen à Honfleur.

Les emplois directement liés à l'activité portuaire sont, à eux seuls, au nombre de 6.000, dont 1.100 pour la main-d'œuvre docket et 930 pour le personnel du Port Autonome de Rouen. C'est dire l'importance capitale

que revêtent pour toute l'agglomération rouennaise :

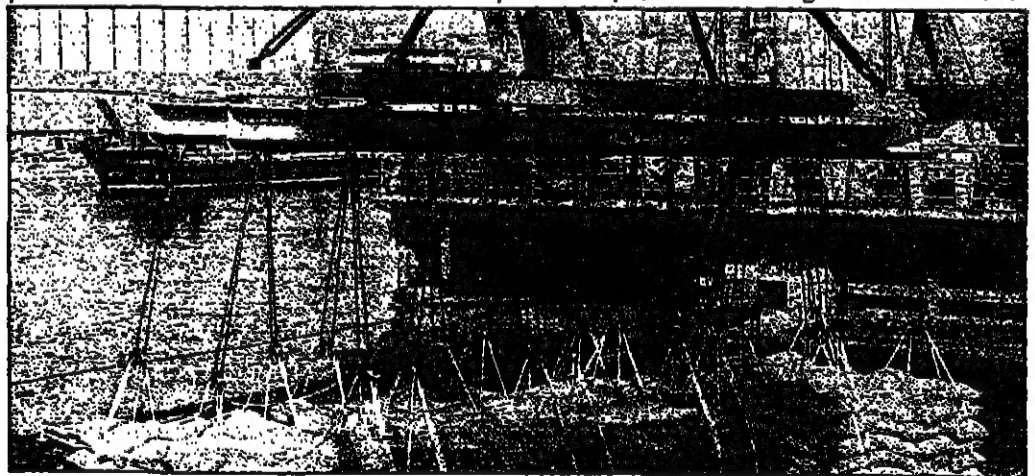
- la qualité de travail de l'ensemble de la communauté portuaire,
- la compétitivité des équipements.

En Avril, le meilleur résultat depuis deux ans

Le Port Autonome de Rouen a enregistré en Avril son meilleur résultat mensuel depuis deux ans, avec un trafic total de 2.115.000 tonnes de marchandises transportées.

L'augmentation par rapport à Avril 1988 est de 42,6% et ce résultat confirme la bonne tenue du trafic du mois de Mars dernier.

Les exportations de céréales (1.092.000 tonnes) ont également réalisé un score important en Avril et le trafic cumulé des quatre premiers mois de l'année est en augmentation de 12,9%.



Une manutention très compétitive : chargement en une seule fois du contenu d'un wagon entier de 24 t de sacs de sucre à destination de l'Égypte.

هكذا من الأصل

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE EXPO89

LA CITE DES AFFAIRES DU TROISIEME MILLENAIRE

ATRIA et l'Avenir de ROUBAIX

Le C.N.I.T. va revivre ! La plus belle voûte en béton du monde préservée et épurée, accueillera le nouveau cœur de La Défense, un lieu d'informations privilégié en matière d'informatique et de télécommunications, un lieu d'échanges et de rencontre entre les hommes d'affaires et les responsables d'entreprises les plus dynamiques.

L'objectif de la SARI est de proposer un complexe "site-services", dont la conception est fondée sur la notion d'échanges. Des services "à la carte" faciliteront le contact permanent des résidents, des exposants et des visiteurs du nouveau C.N.I.T. Le "câblage" de la Cité - via satellite, fibres optiques et réseaux spécialisés - lui permettra d'être en liaison immédiate et permanente avec le reste du monde.

Le réseau ATRIA

La cité des affaires est déjà la tête de pont d'un réseau français dont le premier maillon, l'ATRIA de Nîmes, a été créé en mai dernier. Les dix principales métropoles économiques françaises seront bientôt branchées sur ce réseau. A terme, l'interconnexion avec les grandes agglomérations européennes et leurs "World Trade Centers" est envisagée.

Le réseau ATRIA doit être l'écho du C.N.I.T. dans les grandes métropoles économiques de France ; Nîmes est le premier maillon d'une chaîne qui reliera notamment Toulouse, Marseille, Lyon, Roubaix et Saint-Etienne, puis les grandes capitales européennes.

Les ATRIA répondent aux attentes spécifiques des capitales régionales : offrir aux entreprises un nouveau concept de services, et permettre aux municipalités de disposer d'un équipement adapté à leurs besoins. L'objectif ATRIA est de fournir aux acteurs économiques de la région des outils accessibles, performants et conviviaux au service d'un développement moderne.

ATRIA regroupe, dans un seul ensemble immobilier, des bureaux "intelligents", des salles de conférence et de réunion, des espaces d'exposition, un service d'aide et d'appui aux entreprises et aux hommes d'affaires (Club SARI Affaires), une unité hôtelière, un ensemble de restauration ainsi que des services communs (détente, accueil, secrétariat, équipements et services de bureau, parkings, entretien, sécurité, etc.).

Roubaix renoue avec sa tradition marchande

La vocation d'aménageur de la SARI la conduit à développer les ATRIA en collaboration étroite avec les collectivités locales en tenant compte bien sûr des spécificités de chacune. Ainsi, à Roubaix, la SARI accompagne la ville dans l'élaboration d'un grand pôle de communication de l'Europe du Nord. Avec l'Eurotéléport, avec le TGV, avec Eurotunnel, Roubaix renoue avec sa tradition marchande et réaménage son centre ville autour des sites Motte-Bossut et Motte-Portisse.

L'ATRIA de Roubaix sera un des points forts de l'Eurotéléport et dynamisera encore le tissu économique le plus dense de la région, qui fait de la ville la capitale européenne de la vente à distance (La Redoute, Les Trois Suisses, Damart), de la distribution (Auchan), des assurances (Lloyd Continental), tout en demeurant la capitale du textile renommé (La Linière, Philpar).

ATRIA s'appuie aussi sur une concentration de formations, préparant aux activités du textile et des échanges : Roubaix est devenue un centre universitaire privilégié, notamment dans le domaine des langues étrangères appliquées, des arts textiles, de la distribution, de la création publicitaire.

Les services de l'Eurotéléport

La zone de télécommunication avancée (ZTA), la première de France avec Metz, l'Eurotéléport, le Centre International de la Communication, constituent des atouts puissants et décisifs pour une action culturelle, pour la formation aux techniques de communication et surtout pour des activités économiques nouvelles ou en développement.

Objectif premier, pour les entreprises qui bénéficieront des services d'Eurotéléport : communiquer mieux, plus vite, avec le monde entier, et moins cher, avec les avantages tarifaires pour les utilisateurs sur le site. Avec France-Télécom, le Téléport est conçu comme un ensemble de moyens de télécommunications, d'informatique, et de services, pour permettre aux entreprises utilisatrices de profiter à plein des flux de communications qui constitueront la "matière première" de l'An 2000 et de s'ouvrir sur la mondialisation des activités, caractéristique de l'évolution économique actuelle.

Autour de l'Eurotéléport, une zone tertiaire a été conçue et développée en partenariat entre la ville et la SARI. Cette dernière avec le concours du Groupe ACCOR, réalisera en liaison avec le C.N.I.T.-La Défense, ATRIA, lieu où sont rassemblés tous les services nécessaires à la vie des affaires : bureaux précédés, hôtel 3 étoiles, salles de réunions, restauration et prestations bureautiques.



Une Marianne d'Or à André Diligent, Sénateur-Maire de Roubaix, en 1988, pour la Cité des Affaires de sa ville, aux côtés de Christian Pellerin, P.D.G. de Sati-Secti, et d'Alain Trampeggi, Commissaire Général de Mairie-Expo.



La Cité Internationale des Affaires de Roubaix.

L'INVITÉ

"L'élu doit garder la maîtrise complète du Service Public" nous déclare Pierre BELLON, P.D.G. de SODEXHO

(suite de la page 5)

Mairies de France : Vous êtes l'un des pionniers en matière de privatisation du Service Public pour la restauration hospitalière, scolaire et universitaire. Comment voyez-vous l'évolution de ce marché ?

Pierre Bellon : Dans le domaine du Service Public local, je ne suis pas favorable au mot de privatisation. Un élu doit garder la maîtrise complète du Service Public. En particulier, il doit contrôler la quantité, la qualité, la régularité du service. Par contre, il peut associer une entreprise privée à la production du service, par exemple sous forme de gestion déléguée. SODEXHO conçoit sa mission comme un partenaire de la municipalité, du département ou de la région. Sur l'évolution du marché pour notre entreprise, je suis optimiste car la gestion déléguée correspond à un besoin économique et à une meilleure adaptation aux attentes et aux besoins des convives.

L'utilisation des nouvelles technologies (par exemple l'utilisation des plats pré-préparés à l'emploi) permet d'atteindre ces objectifs.

Le problème est d'arriver ensemble - élus et entreprise privée - à repenser la fonctionnement des services, à remettre en cause les habitudes et les procédures, pour pouvoir profiter des spécialistes que nous

soumettons et des économies d'échelle que nous pouvons apporter.

Prenons un exemple dans les hôpitaux : l'ensemble des services hôteliers et restauration représentent environ 13% des budgets de fonctionnement qui sont de l'ordre de 200 milliards. Sur ces budgets, la restauration représente environ 6,5%. Or, l'expérience montre que l'on peut atteindre, pour un service amélioré, des économies de l'ordre de 25 à 30% et même au-delà. Vous voyez que le potentiel d'économies est considérable.

Mairies de France : La concession du Service Public ne pose-t-elle pas pour les Maires un problème social ?

Pierre Bellon : Bien sûr, mais je crois qu'il faut aller un peu plus loin. Notre rôle est d'aider le Maire "à faire plus, à faire mieux avec moins d'impôts". Il est assez aisé de mesurer les coûts mais il est difficile de mesurer la qualité, la satisfaction des convives, l'harmonie des rapports entre les différents acteurs concernés : à l'école, élus, services municipaux, enseignants, parents d'élèves, enfants, personnel de l'entreprise privée.

Il s'agit donc de déterminer ensemble - collectivité locale et société privée - quels seront les critères et les instruments de mesure utilisés et les méthodes de gestion qui permettront d'atteindre les objectifs fixés. C'est ainsi que nous avons mis en place avec nos clients des Plans d'Action Qualité, des enquêtes de satisfaction, des commissions restaurant permettant de suivre l'évolution de la qualité du service et de la satisfaction des convives.

Mairies de France : La concession du Service Public ne pose-t-elle pas pour les Maires un problème social ?

Pierre Bellon : Parfois cela peut arriver, mais il faut remarquer que ce n'est pas la gestion déléguée qui est en cause mais l'évolution technologique. Dans de nombreux cas, nous assurons la gestion du personnel communal ou du personnel hospitalier qui garde son statut. Nous assurons leur formation, leur apportons des possibilités d'acquiescence à leur statut, à leur évolution, nous travaillons avec le personnel de la commune.

Notre vocation est d'offrir aux enfants, aux jeunes, aux personnes âgées ou aux malades un service de qualité correspondant à leurs attentes et c'est une chose que le personnel communal comprend très bien.

Mairies de France : Comment animez-vous vos restaurants ?

Pierre Bellon : D'abord, je voudrais souligner que nous n'assurons pas que la restauration. Prenons l'exemple du secteur hospitalier : bien sûr nous mettons en place des cycles de menus avec toutes les exigences nécessaires que l'on peut rencontrer dans un hôpital, des programmes d'analyse bactériologique mais surtout nous nous efforçons de rendre les conditions de vie du malade aussi agréables que possible. C'est ainsi que nous mettons en place des hôtes d'accueil, notre personnel passe prendre la commande du repas au lit du malade, commande qui est enregistrée sur un petit terminal d'ordinateur, nous assurons les services de nettoyage et de petite maintenance en essayant de prendre en compte tous les besoins d'environnement du malade.

En restauration scolaire aussi notre démarche va bien au-delà de la simple animation. Nous avons créé un concept : "L'appétit de découvrir". Après un an de recherche et de réflexion avec un groupe de chercheurs et de spécialistes dont Matty CHIVA, Directeur du Département de Psychologie de l'Université de Paris X et Jacques FUISAIS, Président de l'Ins-

titut Français du Goût, nous avons lancé ce concept.

Après formation du personnel municipal, nous proposons aux enfants des "Menus Découverte" qui éveillent leur curiosité. Il s'agit entre autres de menus à caractère ludique : menus à l'envers, menus de toutes les couleurs, menus avec les doigts...

En outre, une semaine par mois, en plus du repas, nous dressons dans la salle à manger une "Table de la Découverte". Les enfants viennent par petits groupes découvrir de nouveaux aliments et goûter, s'ils le désirent, tout en échangeant leurs impressions. Ils découvrent aussi le monde avec des plats régionaux, européens et exotiques.

Cette nouvelle approche de la restauration scolaire favorise l'apprentissage du goût chez l'enfant, développe la convivialité et change le climat dans les salles à manger. Les enfants sont considérés comme des convives à part entière et le repas devient un moment de plaisir et d'échanges.

Mairies de France : En tant que chef d'entreprise, que pensez-vous du parallèle fait entre une entreprise et une collectivité locale ?

Pierre Bellon : Bien sûr, il y a des différences : le Maire est un élu, ce qui n'est pas le cas

du chef d'entreprise. L'entreprise meurt si elle ne satisfait pas ses clients, si son personnel la quitte, si elle ne fait pas de profit, une commune survit, même en cas de faillite car elle est mise sous tutelle. Mais le parallèle me paraît de plus en plus justifié. Il est bien connu, et le Ministre des Finances l'a rappelé, que les ressources de l'Etat et des Collectivités Locales subissent une baisse importante, en particulier à l'échéance de 1992. Par ailleurs, l'évolution des styles de vie font des habitants de nos villes et de nos villages des consommateurs de plus en plus exigeants, habitués à des services de qualité.

Le maire se trouve ainsi face à une double nécessité d'apporter à ses concitoyens un service de qualité à un moindre coût. C'est ce qui amène nombre d'entre eux à repenser la gestion de certains services communaux, en particulier en restauration hospitalière et scolaire.

Et l'on voit de plus en plus d'élus aborder ces problèmes dans une optique entrepreneuriale. Le Maire emploie du personnel, a des recettes et des dépenses, l'obligation d'assurer le meilleur service possible au meilleur prix, autant d'obligations qu'il partage avec les chefs d'entreprises.

(Publicité)

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE EXPO89

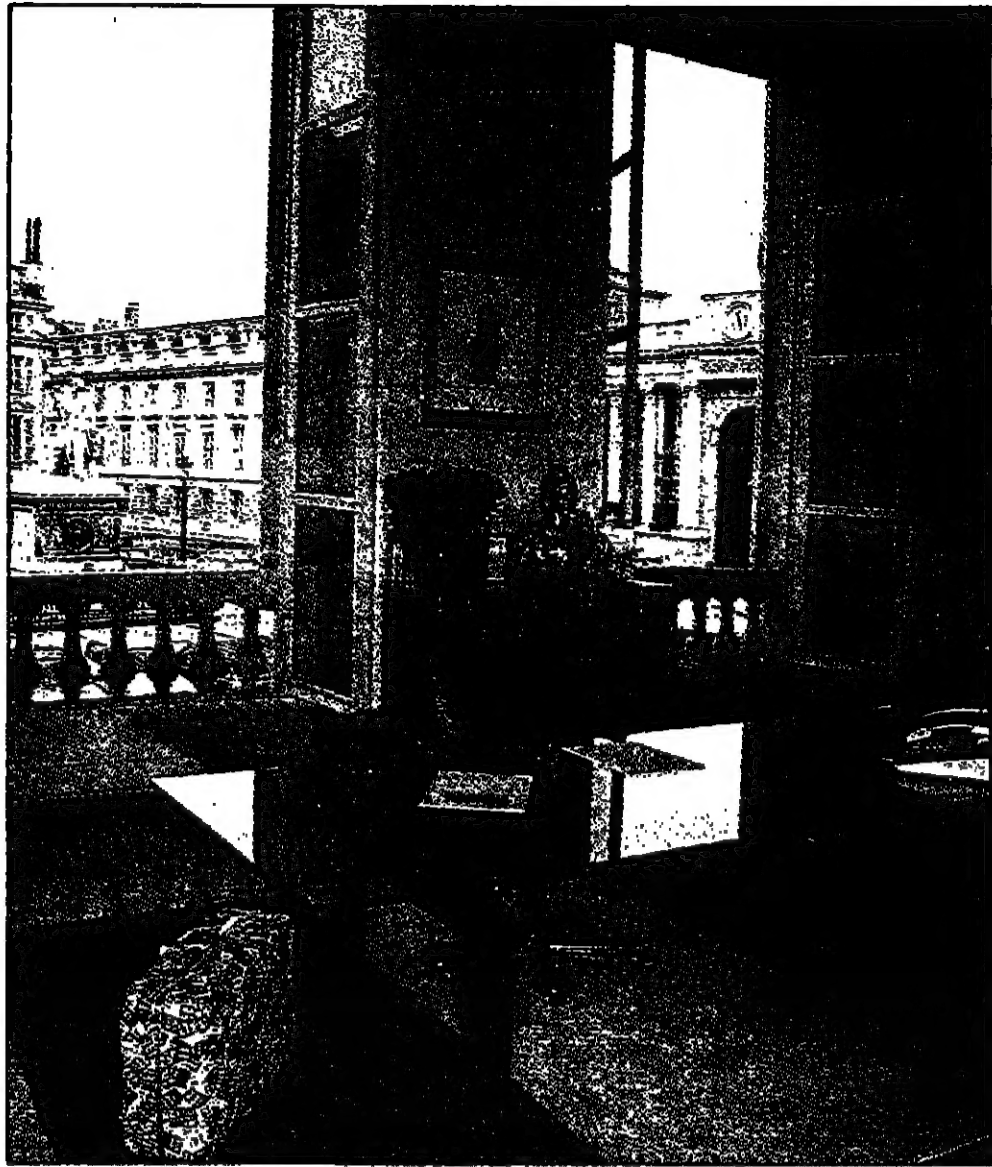
PROFESSION POLITIQUE

RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE

L'hébdomadaire **PROFESSION POLITIQUE** (journal professionnel du monde de la politique et des pouvoirs) consacre, à la rubrique "Lieux de pouvoir" dans son n° 33 daté du 2 Mai 1989, un article abondamment illustré consacré à **RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE**, qui est aussi le siège du Commissariat Général de **MAIRIE-EXPO**.

Dans cet article, la journaliste Laure Murat écrit :

"Au 7 Bis de la Place du Palais Bourbon, une plaque métallique, solidement vissée, indique que derrière la façade sont installées les "Relations Publiques de France". Agence de communication du tout-pouvoir, cette "maison du peuple" (comme aime à l'appeler son président Alain Trampoglieri), attire chaque jour les Maires, Sénateurs, Députés et Ministres de tous bords.



Le bureau d'Alain Trampoglieri, Place du Palais Bourbon

L'homme de Mairie-Expo

Commissaire Général de Mairie-Expo, Alain Trampoglieri a aujourd'hui fait de la communication et de la promotion des villes sa profession : en France bien sûr, mais aussi à Brooklyn, Los Angeles et Londres. De l'événement médiatique (le mariage d'Yves Mouroi) à l'organisation à grande échelle de manifestations politiques, "Trampo" est l'intermédiaire privilégié d'un tout-pouvoir en mal d'image. Journaliste à France-Inter, puis Conseiller Municipal de Saint-Tropez, ce jeune loup vêtu de bleu-blanc-rouge est aussi un dynamique chef d'entreprise.

De son bureau, dont les fenêtres ouvrent sur l'Assemblée Nationale, il salue régulièrement ceux qui nous gouvernent et qui sont devenus ses amis. Au sol, un tapis tout droit sorti de la Manufacture de Gobelins représente le drapeau français. Plus loin, une valise aux mêmes couleurs nationales et où sont inscrites toutes les destinations du monde, porte la signature de César.

L'enchaînement se fait naturellement : dans la salle à manger mitoyenne, destinée aux petits déjeuners informels des élus (de Dominique Baudis à Robert Vigouroux), les chaises de bois blanc sont alternativement recouvertes de rouge et de bleu.

* Relations Publiques de France
7 bis, Place du Palais Bourbon - 75007
PARIS. Tél. : 16.1.47.53.93.16.

Autre pièce, autre symbole : c'est là que fut signé en 1978 le Programme Commun de la Gauche, à l'heure où ces murs étaient encore ceux du Parti Socialiste (Alain Trampoglieri a d'ailleurs installé son "deuxième bureau", celui où s'accumulent les dossiers, à l'emplacement de celui du N°1 du P.S. d'alors, François Mitterrand, naguère appelé le "bureau du Premier").

Que vive la République

Tout, sur les 1700 m² du siège de sa Société, évoque la République, ou plutôt lui est consacré. Pour ne pas s'y méprendre, une impressionnante galerie de Marianne (grandes, petites, grasses ou élégantes), fièrement posées sur leur colonne dorique, vous accueille dès l'entrée.

Aux murs, les tableaux d'Aslan rappellent que Mireille Mathieu et Brigitte Bardot ont bien voulu prêter leurs traits pour symboliser cette République ici partout encensée. La partie créative, au troisième étage, ne déroge pas à la règle : si un montage d'affiches et de photographies (réunissant Andy Warhol, Jean-Michel Basquiat, Reagan et Nastassia Kinski) détonne de l'ensemble, une mairie de carton recouverte de faux lierre et encastrée dans le mur vient scander le rappel.

"J'ai voulu faire de "Relations Publiques de France" un "lieu de pouvoir" multifonctionnel, ouvert et opérationnel 24 h sur 24. Tout a été conçu pour faciliter les contacts et le travail."

MAIRIES DE FRANCE

Rédaction, Réalisation : Christian HOYOS

Photocomposition : Flash-Compo

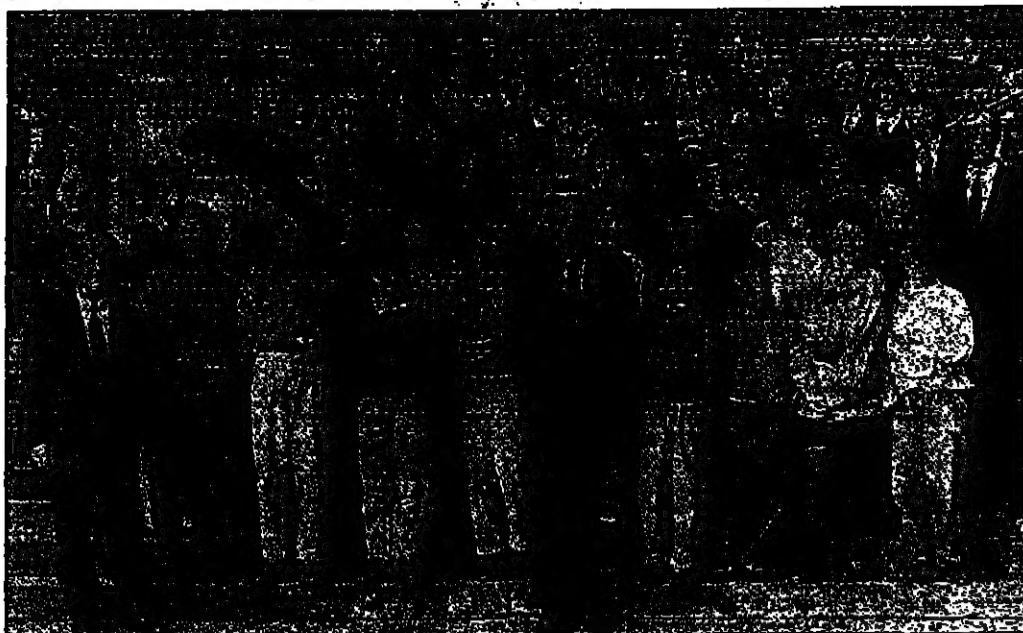
RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE

7 Bis, Place du Palais Bourbon - 75007 PARIS Tél. 16 (1) 47.53.93.16

Prochaine parution : 1^{er} Juin 1989

IDEES

LE CONSEIL GENERAL DES JEUNES



Après les Conseils Municipaux d'enfants, voici maintenant le premier Conseil Général des Jeunes de Savoie, réuni à l'initiative de Michel BARNIER, Président de l'Assemblée Départementale. Les nouveaux jeunes élus départementaux vont disposer d'un budget de 300.000 Frs et évaluer leur avis sur les grands dossiers du département olympique. Leur désir d'information civique est grand et leurs préoccupations légitimes. Une expérience à suivre par d'autres départements français. Avant les Médailles d'Or des J.O. - Une Marianne d'Or en 1989.

PUBLICATION DE MENSUELS EN ANGLAIS POUR LES RESIDENTS ETRANGERS

Pieurs des vingt-trois municipalités du centre de Tokyo ont commencé à publier des mensuels en anglais destinés aux résidents étrangers dont le nombre n'a pas cessé d'augmenter au cours de ces dernières années en raison de l'internationalisation de la société japonaise et de l'importance croissante de Tokyo. Puisque les résidents étrangers ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les citoyens japonais - droits aux services publics et devoir de payer leurs impôts - les municipalités ont reconnu le besoin de leur fournir les mêmes informations que celles que les citoyens japonais reçoivent. Le mensuel sert également à expliquer tous les systèmes japonais ainsi que les coutumes qui pourraient rendre le séjour des résidents étrangers au Japon difficile.

Les municipalités de Tokyo - qui équivalent à des villes dans les autres préfectures - sont des organisations administratives à la tête desquelles on trouve des maires élus. Elles ont la responsabilité des questions administratives touchant la vie quotidienne de leurs résidents comme l'enregistrement de ces derniers au registre de la population, la voirie, etc. Les municipalités possèdent aussi des assemblées chargées d'appliquer les lois stipulées au niveau national.

Le premier mensuel en langue anglaise était le "Minato Monthly", publié par la municipalité de Minato, en avril 1987. Il fut suivi, en juillet 1988, par le "Monthly Meguro", de la municipalité du même nom.

Ces deux publications, d'une circulation de 10.000 et 5.000 exemplaires, respectivement, ont trouvé leur origine à la suite de discussions entre le Maire et les résidents étrangers qui

avaient exprimé le souhait d'avoir plus d'informations concernant leur municipalité et son administration.

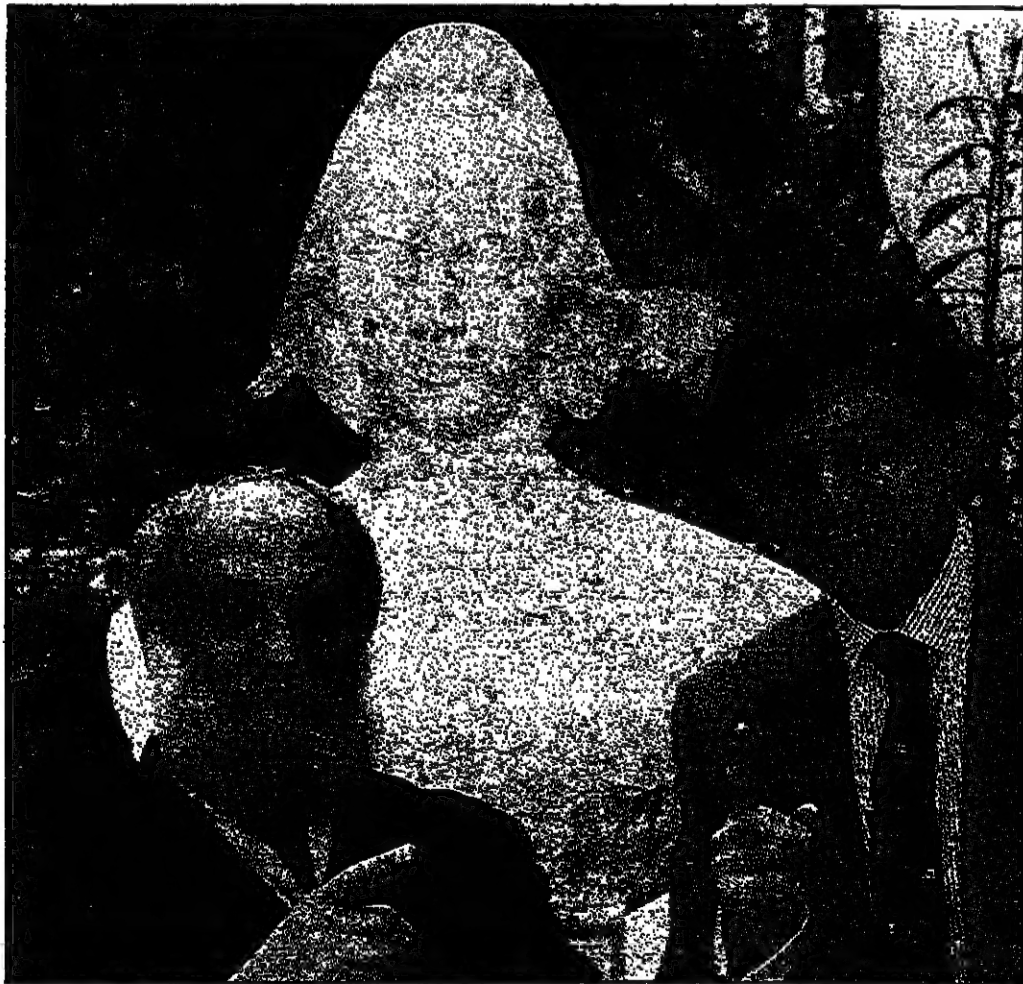
Un accueil positif

L'accueil des étrangers a été positif. Quatre autres municipalités devraient commencer à publier des media de même nature au cours de cette année fiscale.

Le nombre de résidents étrangers enregistrés à Tokyo a fortement augmenté récemment. Selon le Gouvernement du Grand Tokyo, ce nombre était de 203.023 en date du 1^{er} Novembre 1988 (soit une augmentation de 65.000 par rapport aux trois ans et demi précédents).

Parmi ces derniers, on dénombrait 87.000 coréens, 57.000 chinois, 14.000 américains, 11.000 résidents en provenance des Philippines et 5.000 sujets britanniques.

CESAR... AVE MARIANNE



Le Sculpteur César signera cette année encore l'affiche de **MAIRIE EXPO 89**. Il vient de réaliser à la demande de son ami Alain TRAMPOGLIERI une Marianne réalisée avec des cartes postales de nos routes françaises. Cette pièce originale vient enrichir la collection exceptionnelle de buste de Marianne que possède **MAIRIE EXPO**.

هَذَا من الأصل

Europe

RFA: verdict sans concessions

Le pirate de l'air Mohamed Hamadé condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

BONN
de notre correspondant

Le tribunal pour mineurs de Francfort a condamné mercredi 17 mai, le Libanais Mohamed Hamadé à la réclusion criminelle à perpétuité, à l'issue d'un procès qui a duré plus de huit mois et nécessité six audiences. Les juges ont ainsi suivi la requête du procureur qui avait demandé la peine maximale pour le jeune militant chite. Mohamed Hamadé, arrêté le 13 janvier 1987 lors d'un contrôle de routine à l'aéroport de Francfort, en possession d'explosifs, était accusé d'avoir participé, en juin 1985, au détournement d'un appareil de la compagnie américaine TWA d'Athènes vers Beyrouth, au cours duquel un militaire américain, Robert Stethem, avait été assassiné.

La justice américaine avait demandé l'extradition de Mohamed Hamadé. Celle-ci n'avait pas été accordée par les autorités allemandes, qui avaient cependant assuré qu'il serait jugé pour détournement d'avion, violence et meurtre. L'arrestation d'Hamadé avait provoqué l'enlèvement au Liban de deux ressortissants ouest-allemands, Alfred Schmidt et Rudolf Cordes, qui ont été libérés depuis. Ali Abbas Hamadé, frère de Mohamed, accusé de complicité dans cette prise d'otages a été condamné l'an passé à treize ans de prison par le tribunal de Düsseldorf.

En cours de son procès, Mohamed Hamadé a reconnu avoir participé au détournement du Boeing de la TWA, mais a toujours nié être le meurtrier de Robert Stethem, rejetant la responsabilité de cet assassinat sur le second pirate de l'air, Ali

Hassan Nasreddin, actuellement en fuite. Les déclarations des témoins, qui étaient pour la plupart venus des États-Unis, ont mis en lumière la sauvagerie des pirates de l'air : les passagers de l'appareil ont été frappés violemment et dépossédés de leurs objets de valeur. Mais aucun d'eux n'a pu affirmer que Mohamed Hamadé était le meurtrier de Robert Stethem, ce meurtre s'étant accompli hors de la vue des otages.

En appliquant à Mohamed Hamadé la peine maximale, les juges de Francfort n'ont pas suivi la défense — des avocats commis d'office — qui s'était appuyée sur une rectification d'état-civil de l'accusé — il aurait eu moins de vingt et un ans au moment des faits — pour obtenir les circonstances atténuantes que la loi ouest-allemande prévoit dans ce cas.

Les tout récents rapt de citoyens ouest-allemands au Liban n'ont pas eu d'influence sur la décision des juges qui avaient, dès le début du procès, affirmé qu'ils restaient, insensibles à toute forme de chantage. Les membres de l'organisation humanitaire ASM-Humanitas, à laquelle appartenait les ressortissants ouest-allemands enlevés ne doivent pas trop compter sur le soutien du gouvernement de Bonn ni de l'opinion publique : le ministre des Affaires étrangères a déclaré qu'il avait « vivement déconseillé » de se rendre au Liban, et la presse est plutôt sévère à l'égard de cette organisation avec laquelle l'OLP et les autres organisations humanitaires travaillent au Liban ont rompu tout contact.

LUC ROSENZWEIG.

URSS

Le président de la télévision a été licencié

Moscou. — Le président de la radio-télévision, M. Akisimov, a été congédié mardi 16 mai, six semaines après avoir essuyé des critiques à propos du contenu d'une émission de télévision jugée pour son caractère, a indiqué l'agence Tass.

Lors d'une réunion le mois dernier, M. Gorbatchev et des responsables des médias soviétiques, M. Alexandre Akisimov s'était vu reprocher le contenu de son émission hebdomadaire « Vozlyad » (tour d'horizon), qui présente librement l'actualité de la semaine en Union soviétique.

Les responsables conservateurs avaient été outrés par les déclarations du directeur du théâtre Miro Sakharov, qui avait suggéré que le corps de Léonine soit retiré du manuscrit où il repose, embaumé, sur la place Rouge, pour être normalement enterré.

Tass précise que M. Alexandre Akisimov a été remplacé par M. Mikhail Novoselov, cinquant-neuf ans, ancien rédacteur en chef du quotidien *Sovetskaja Rossiya* et responsable depuis 1986 de la commission d'Etat pour l'édition.

Mardi également, M. Egor Ligatchev, membre du bureau politique et

considéré comme chef de file des conservateurs dans la direction du PC soviétique, a vivement démenti être impliqué dans des affaires de corruption, comme l'en avait accusé le juge d'instruction Nikolai Ivanov (le Monde du 16 mai).

Cité par l'agence officielle Novosti, M. Ligatchev a qualifié de « provocation politique » les propos du juge qui a été élu dimanche au nouveau Parlement soviétique.

Se fondant sur des « sources dignes de foi », Novosti précise que le dirigeant soviétique a opposé ce démenti dans un courrier adressé à la commission d'Etat chargée d'enquêter sur les méthodes de M. Ivanov et de son supérieur, M. Tchouba Goulan, dans la lutte contre la corruption.

Toujours selon l'agence Novosti — dont les informations ne sont pas reproduites dans la presse soviétique — M. Ligatchev « rejette catégoriquement tout soupçon à son endroit et attire l'attention de la commission sur le fait que cette colonne a été mise en circulation à titre de provocation politique. Il insiste sur un examen détaillé de cet incident et demande que les résultats de l'enquête soient rendus publics ». — (Reuters, AFP.)

TCHÉCOLOVAQUIE

Vaclav Havel libéré

PRAGUE, (AFP). — Le dramaturge et opposant tchécoslovaque Vaclav Havel (cinquante-deux ans) a été libéré mercredi 17 mai, à Prague, sur décision d'un tribunal d'application des peines.

M. Havel avait été arrêté le 16 janvier dernier pour avoir participé à une commémoration interdite du sacrifice de Jan Palach, le jeune étudiant qui s'était immolé par le feu vingt ans plus tôt afin de protester contre l'écrasement du « Printemps de Prague » et l'occupation de son pays par l'armée soviétique.

Condamné en appel à huit mois de prison ferme, Vaclav Havel avait demandé — comme le prévoyait la législation tchécoslovaque dans son

cas — à être libéré après avoir purgé la moitié de sa peine.

Le tribunal a accédé à sa demande. Les quatre mois qui lui restaient à accomplir en cette peine ont été assortis d'un sursis sur une période probatoire de dix-huit mois.

[Vaclav Havel avait été condamné une première fois le 21 février à neuf mois d'emprisonnement pour « incitation à commettre des actes criminels et obéissance à l'ordre public ». Plusieurs gouvernements et personnalités étaient intervenus auprès du tribunal pour demander sa libération, de même que des intellectuels hongrois, polonais, tchèques et slovaques. Le 21 mai, le tribunal municipal de Prague avait réduit d'un mois la peine du dramaturge, ancien porte-parole de la Charte 77.]

EN BREF

● **ROUMANIE** : des diplomates occidentaux ont rencontré M. Dolu Corneliu. — Des diplomates occidentaux, dont le nationaliste n'a pas été précisée, ont pu rencontrer l'opposant roumain Dolu Corneliu, vendredi 12 mai, à son domicile à Cluj (Transylvanie), a annoncé son comité de soutien, mardi 16 mai, à Paris. M. Corneliu a indiqué à cette occasion que depuis fin avril, le dispositif de surveillance mis en place contre elle par la police roumaine a encore renforcé son isolement et qu'elle a été à nouveau « brutalisée et insultée par les policiers ». Elle a par ailleurs ajouté que sa demande d'obtention d'un passeport avait été rejetée. La dissidente

roumaine a été invitée par M. Minerva à participer à un colloque sur les droits de l'homme au mois de juin en France. — (AFP.)

● **GRÈCE** : pas d'extradition. — Le ministre grec de la Justice, M. Yiannis Skourliotis, a annoncé mardi 16 mai, qu'une décision sur l'extradition éventuelle vers les États-Unis du Palestinien Mohamed Rachid serait prise à l'appréciation du nouveau gouvernement grec issu des élections de juin. Mohamed Rachid est soupçonné par la justice américaine d'avoir participé à un attentat contre un avion de la PanAm en 1982. — (Reuters.)

Afrique

ETHIOPIE

Une tentative de coup d'Etat a été déjouée

Après une tentative de coup d'Etat qui a eu lieu mardi 16 mai, la radio nationale a diffusé, le lendemain, un communiqué officiel qui invite la population d'Addis-Abeba à rester chez elle. D'autre part, les bureaux et les administrations resteraient fermés « jusqu'à ce que le gouvernement publie de nouvelles directives ». Les Nations Unies ont déclaré que les forces armées éthiopiennes ont repoussé avec l'Éthiopie depuis mardi soir. On ignore encore si le colonel Mengistu, qui était en visite en Allemagne de l'Est, a regagné son pays. Des tirs sporadiques à l'arme légère ont éclaté, mercredi matin, dans le centre d'Addis-Abeba, ont rapporté des témoins cités par l'agence Reuters.

NAIROBI
correspondance

C'est assez tard dans la soirée, vers 22 h 30, heure locale, mardi 16 mai, que le premier communiqué

des autorités gouvernementales a été diffusé sur les ondes de la radio éthiopienne. Le conseil d'Etat confirmait qu'une tentative de putsch avait bel et bien été entreprise « par quelques officiers », mais que, grâce à « une action rapide », elle avait finalement « échoué ». Fustigeant les « forces hostiles à l'Éthiopie » qui ont voulu « diviser le pays tant à l'extérieur qu'à l'intérieur », le conseil d'Etat invitait « les soldats et les civils » à « rester calmes ».

« Des militaires partent »

A l'aube du 17 mai, les habitants d'Addis-Abeba apprennent, toujours par la radio nationale, que deux militaires de haut rang, le chef d'état-major de l'armée, le général Merio Negusse, et le commandant en chef de l'armée de l'air, avaient été tués. Un semblant d'ordre, à défaut de vrai calme, semble être revenu à présent dans les rues de la capitale.

Selon certains témoins, contactés par téléphone, le premier mouve-

ment de troupes armées commençait pendant la matinée de mardi : « C'était bizarre, il y avait des militaires partout », raconte une habitante. En début d'après-midi, plus aucun doute n'est permis : tandis que des hélicoptères traversent le ciel d'Addis-Abeba, les canons militaires et les chars prennent position autour des postes stratégiques. L'aéroport international est « bloqué », de même que le Parlement, le ministère de l'Information et celui de la Défense — d'où plusieurs observateurs affirment avoir entendu des coups de feu. En dehors des deux officiers cités plus haut, on ne connaît pas encore le nombre des victimes, ni leur identité.

Jusqu'à 16 heures, heure locale, la tension est à son comble. Le trafic est paralysé. Ce n'est qu'en fin d'après-midi, mardi, que la fièvre retombe. A ce moment, tandis que la nuit s'étend sur Addis-Abeba, l'avion transportant le président Mengistu Haile Mariam se pose, à des milliers de kilomètres de là, sur l'aéroport de Berlin-Est : le numéro d'un éthiopien est censé séjourner en RDA jusqu'à vendredi prochain.

Cette tentative ouverte de putsch militaire est la première du genre

depuis le renversement de l'empereur Haile Sélassié en septembre 1974 et l'accession au pouvoir du nouveau régime dirigé, depuis février 1977, par le lieutenant-colonel Mengistu. Allié des Soviétiques, celui-ci certains Occidentaux surnommant « le négus rouge » n'a plus, depuis ces dernières années, tout à fait le vent en poupe du côté de Moscou. L'aide militaire de l'URSS lui avait, certes, permis, en 1978, de gagner la guerre de l'Opagan contre son voisin somalien mais il n'a pas réussi — loin s'en faut — à « mater » les rebelles des provinces nord-est de l'Erythrée et du Tigré.

Cette guerre civile, la plus ancienne que connaît le monde, coûte cher à Addis-Abeba autant qu'à son allié. Selon certaines sources américaines, Moscou aurait dépensé près de 6 milliards de dollars pour renforcer les efforts militaires éthiopiens.

« Une solution juste »

Ce soutien est désormais de plus en plus conditionnel : lors de sa rencontre, en juillet dernier, avec M. Mikhail Gorbatchev, le président Mengistu s'était ouvertement fait rappeler à l'ordre. Les problèmes de la corne de l'Afrique doivent trouver « un règlement politique » et ceux des nationalités (Erythrée et Tigré) « une solution juste », avait averti le numéro un soviétique.

Ces menaces à peine voilées interviennent alors que le moral de l'armée éthiopienne, la plus importante du continent africain après celle d'Égypte, est au plus bas. Des mutineries avaient éclaté en avril 1988 et plusieurs officiers avaient été passés par les armes. En décembre de cette même année, une manifestation insolite avait eu lieu dans les rues d'Addis-Abeba : plusieurs centaines de soldats blessés de guerre avaient défilé dans les rues de la capitale, défiant ainsi le régime et ses chefs.

Les défaites essuyées en début de cette année n'ont pas amélioré les choses. Le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) annonçait, fin février, la prise de la capitale de la province, Mekele, et revendiquait depuis lors le contrôle total du territoire tigréen. Le président Mengistu a-t-il craint une autre offensive, de la part cette fois des maquisards érythréens ? C'est ce que certains murmurent dans la région. Cette crainte expliquerait en partie les efforts de négociation entrepris par Addis-Abeba avec les rebelles nordistes depuis ces derniers mois (le Monde daté 7-8 mai). Négociation avortée, du moins officiellement, le Front national populaire de libération de l'Erythrée (FNPL) ayant vigoureusement démenti avoir eu, ou même souhaité, avoir, le moindre contact avec les autorités éthiopiennes.

CATHERINE SIMON.

Quinze ans de turbulences

1974. — L'armée éthiopienne dépose l'empereur Haile Sélassié.

Novembre. — La radio éthiopienne dévoile l'identité du chef du conseil militaire qui a mené la révolution, le colonel Mengistu.

Décembre. — Terreur blanche : des dizaines de dignitaires de l'ancien régime sont traduits en justice.

1975. — Un complot est déjoué et les commandants de deux divisions sont arrêtés.

Avril. — Début de Haile Sélassié.

1976. — Un coup d'Etat est déjoué et dix-neuf personnalités sont exécutées.

Septembre. — Une tentative d'assassinat à l'encontre du colonel Mengistu.

Novembre. — Plusieurs dizaines d'anarchistes, de réactionnaires et de contre-révolutionnaires sont exécutés.

1977. — Les dirigeants militaires engagent une répression sanglante contre les étudiants d'Addis-Abeba. Les Éthiopiens doivent faire face à deux guerres : profitant de la faiblesse du pouvoir central et des conflits de loyauté à Addis-Abeba, le Front de libération de la Somalie occidentale (FLSO), soutenu par l'armée somalienne, conquiert l'Ogaden, une partie du Bale et du Sidamo. De leur côté, le FLE et le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL) s'emparent des principales villes d'Erythrée ; Asmara, la capitale, est encerclée.

1978. — Avec l'aide de l'Union soviétique et du camp socialiste (qui ont rompu avec la Somalie), le colonel Mengistu rétablit la situation dans l'Est. Cette défaite entraîne l'exode de plus d'un million de réfugiés qui affluent en Somalie.

1978-1979. — Les mouvements de libération érythréens, attaqués à leur tour par une armée éthiopienne équipée d'armes soviétiques, entament un retrait stratégique. Ils abandonnent toutes les villes à l'exception de Nacfa et se replient dans les provinces du Sahel et de Barka (un tiers de la superficie totale).

1981. — La guerre civile entre le FPL et le FLE, tentée depuis des années, éclate et conduit à l'élimination de ce dernier.

1982. — Le dix-huitième sommet de l'OUA précise une nouvelle fois que « l'Ogaden est une partie intégrante de l'Éthiopie ».

1982. — Addis-Abeba lance, à grand renfort de publicité, l'offensive « Boute rouge », à la fois militaire, psychologique et politique, qui a pour objectif de mettre fin définitivement, par la voie militaire, à la lutte en Erythrée.

1984. — Les guérilleros érythréens attaquent l'aéroport d'Asmara et détruisent trente-trois avions.

Septembre. — Le Parti des travailleurs d'Éthiopie est constitué.

1985. — L'armée éthiopienne reprend les villes de Barenti et de Tessenay aux mains du FPL.

1986. — Le FPL lance une nouvelle attaque contre l'aéroport d'Asmara et détruit une quarantaine d'avions.

1987. — L'Assemblée nationale éthiopienne adopte un nouveau

découpage territorial en créant vingt-quatre régions administratives et cinq régions autonomes dont l'Erythrée, le Tigré et l'Ogaden.

1988. — L'Éthiopie et la Somalie signent un accord de paix.

Janvier. — M. Gorbatchev invite le président éthiopien à trouver une « solution juste » en Erythrée.

1989. — Les maquisards érythréens et tigréens prennent le contrôle de Mekele, la capitale du Tigré.

Avril. — Des représentants des quatre mouvements de libération érythréens rencontrent, à Khartoum, deux émissaires du gouvernement éthiopien.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDOPAR 860672 F
Téléscripteur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme de la presse, Le Monde-Entreprises, M.M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDOPUB 246 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Reconnu d'intérêt public par le préfet de la Seine et de la Seine-Saint-Denis

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	790 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 484 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 880 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : s'il y a lieu, nous abonnées sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre le dernier bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

NOUVEAUTES UNIVERSITAIRES

DROIT
DROIT CONSTITUTIONNEL ET SCIENCE POLITIQUE
ARMAND COLIN

ÉCONOMIE
Jean-Marie Strolin
L'ÉCONOMIE MONDIALE
ARMAND COLIN

GÉOGRAPHIE
Gérard Wicakusuma
Le tourisme international
ARMAND COLIN

Politique

L'échéance européenne avive les dissensions au sein de la droite

L'Assemblée nationale n'a pas adopté, mardi 16 mai, la motion de censure déposée par les rénovateurs pour contester la politique européenne du gouvernement. La majorité absolue requise de 289 voix n'a pas été atteinte. Seulement 192 députés (soit 79 de moins que le potentiel théorique de l'opposition) se sont prononcés pour la censure. Le vote public à la tribune, à l'appel du nom de chaque député, avait commencé à 21 h 35. Le rejet de la motion de censure a été constaté par le président de séance à 23 h 10.

Débat sans grand ton pour une motion de censure qui, depuis plusieurs semaines, met dans l'embarras l'opposition plus que la majorité. Le premier ministre, M. Michel Rocard, a préféré ne pas profiter de cet avantage et s'est contenté d'une courte intervention consacrée à l'Europe. L'opposition, quant à elle, semblait en permanence à la recherche de son centre de gravité : les deux présidents de groupe — RPR et UDF — se sont officiellement désolidarisés de la procédure engagée par les rénovateurs, tout en critiquant le

gouvernement. C'est la deuxième fois en un an que l'opposition se présente en ordre dispersé lors d'un débat de censure. Seul M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDF, a pris la parole dans la soirée pour reprocher au premier ministre d'avoir escamoté le débat. Il a fait part de sa « déception » et de son « inquiétude pour l'avenir ». Pour le groupe communiste, M. Georges Hage a dénoncé, une nouvelle fois, « les visées supra nationales du gouvernement et de la droite ».

Dans la discussion générale qui s'est déroulée dans l'après-midi, le giscardien Alain Lamassoure est apparu comme plus vigoureux dans la critique — dans la forme notamment — que le centriste Bernard Bosson. Mais au-delà de ces visions sensiblement différentes de l'Europe de demain, notamment de l'Europe politique. Les gaullo-chiracistes sont très loin d'avoir abandonné leurs réserves vis-à-vis d'une Europe politique supranationale, tandis que l'UDF et les centristes semblent prêts à plus d'audace.

Soixante-dix-neuf députés de l'opposition n'ont pas voté la motion de censure des « rénovateurs »

La motion de censure des rénovateurs laissera au sein de l'opposition une marque douloureuse : pour la première fois, l'autorité des présidents de groupe a été ouvertement contestée. Le président du RPR, M. Jacques Chirac, ne s'y est pas trompé : il a dénoncé, mardi, en réunion de groupe RPR, en termes très violents la façon dont les rénovateurs ont déposé leur motion de censure en court-circuitant MM. Pons et Gaudin. M. Chirac a estimé qu'il y avait eu ni plus ni moins « escroquerie » dans la mesure où certains signataires de la motion de censure (comme MM. Alain Juppé et Patrick Ollier) ignoraient l'usage que les rénovateurs en feraient. Les rénovateurs répondent à cela que les députés en question n'avaient mis aucune condition en signant leur texte.

La menace de l'exclusion

Poursuivant sa charge contre les rénovateurs, M. Chirac a brandi, mardi, la menace de l'exclusion si une semblable indiscipline se répétait à l'avenir. Il a rappelé que lui-même s'était déclaré favorable à cette démarche des jeunes turcs de l'opposition, sous réserve qu'il était fait un « geste » dans leur direction par souci de « dialogue » et dans un esprit de « conciliation ». Prisonnier aujourd'hui de sa décision, M. Chirac a estimé que le vin était tiré il fallait le boire. Il a invité ses troupes à l'imiter en votant la motion de censure, mais il a toutefois abousé par avance ceux de ses « jeunes soldats » qui désorientaient l'hémicycle le soir même, au moment du vote de la censure derrière leur chef de file, M. Bernard Pons.

De son côté, l'UDF était arrivée à une position identique : l'anathème ne serait jeté sur personne. Le matin, en réunion de bureau du groupe UDF, dans un bel élan de solidarité, M. François Léotard s'était déclaré prêt à ne pas voter la censure par solidarité avec M. Jean-Claude Gaudin. Le président du Parti républicain devait toutefois revenir à la réalité quand le député giscardien M. Alain Lamassoure lui a rappelé qu'il était, lui, François

Léotard, en troisième position sur une liste menée par un homme, M. Giscard d'Estaing, qui avait annoncé publiquement qu'il voterait la censure. La mort dans l'âme, M. Léotard dut choisir la seconde solidarité au détriment de la première. Dans l'après-midi, le « front du refus » s'organisait autour de M. Pierre Mazeaud, RPR. Un communiqué co-signé par lui-même et quatre autres députés RPR (MM. Gorse, Estroel, Aubert et de Bénouville) dénonçait l'initiative rénovatrice en termes vifs. « Jugée inopportune » et « ne traitant pas des problèmes de fond », cette motion de censure reculait en outre à leurs yeux un germe suspect « d'Europe fédérée ». « Ceci est contraire à notre conception ». Les députés RPR, approuvés par plusieurs de leurs collègues, s'élevaient également contre la procédure utilisée.

« Je ne vote pas une motion pour laquelle on ne m'a rien demandé », expliquait dans les couloirs M. Pierre de Bénouville. « Elle tombe comme un cheveu sur la soupe. Grotesque », ajoutait quant à lui M. Jean Kieffer (apparenté RPR).

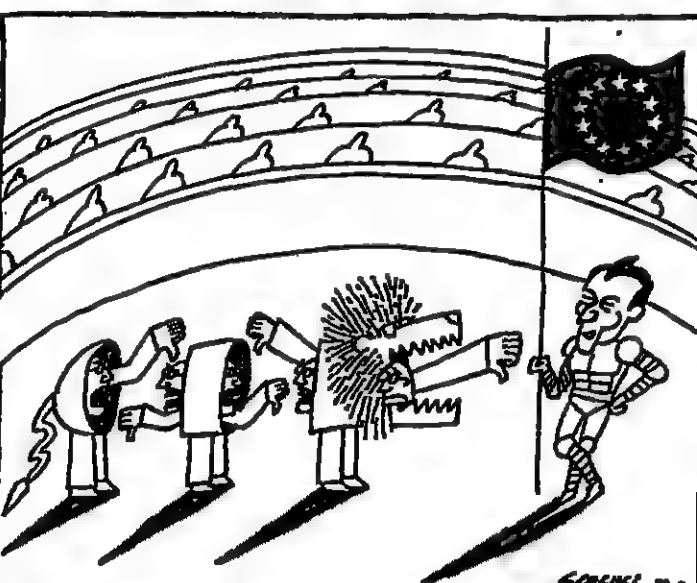
En cas de dissolution...

Réunis ensemble, à 15 heures, députés RPR et UDF ont préféré ne pas aborder ce sujet sensible. MM. Giscard d'Estaing et Alain Juppé ont tracé les grandes lignes de leur campagne. M. Chirac a pris la parole à un moment pour contester une expression qui lui ne convenait pas dans le discours de campagne : celle d'« États unis d'Europe ». M. Giscard d'Estaing en a pris acte en estimant préférable de parler plutôt de l'« union des États d'Europe ». « Ce fut un grand moment ! Un grand souffle a balayé l'assemblée », ironisait un rénovateur RPR peu après, devant ces querelles nématiques.

Au cours de cette réunion, M. Chirac a également exhorté les élus de l'UDF et du RPR à se mobiliser sur le terrain. Il a implicitement rappelé qu'en cas de dissolution de l'Assemblée nationale il

serait préférable que l'opposition ait emporté un franc succès aux européennes ; franc succès qui, dans chaque circonscription, dépend des parlementaires de l'opposition.

Les députés se sont ensuite rendus dans l'hémicycle pour ce qui était perçu par beaucoup comme une formalité. Outre le premier ministre, M. Michel Rocard, plusieurs ministres



« l'immobilisme » du gouvernement. M. Giscard d'Estaing, à sa place, signifiait ostensiblement son courroux. M. Bernard Pons s'assiedit à côté de M. Gaudin pour lui soumettre le texte de leur communiqué conjoint destiné à dénoncer la démarche des rénovateurs tout en appelant à voter la censure, bien qu'eux-mêmes ne souhaitaient pas le faire. Dans une

République, quant à lui, s'est toujours affirmé européen convaincu et chacun sent bien que l'avancement de l'Europe est au premier rang de ses préoccupations. Puis, laissant libre cours à son penchant naturel pour l'ironie, M. Mermaz s'est adressé à l'opposition : « Sincèrement, rénovateurs ou non, ne pouvez-vous trouver un autre sujet pour vous expliquer entre vous, car cette motion de censure c'est d'abord, c'est même uniquement, une affaire entre membres de l'opposition. Motion de censure à responsabilité limitée. Motion de censure en forme de musique de chambre. Lot de consolation pour ceux qui avaient rêvé d'une sorte de chapeauté électoraliste fantasmagique à l'occasion du sacre européen. (...) »

A son banc, M. Bernard Pons ne peut s'empêcher d'afficher un large sourire. « Lot de consolation, poursuivait M. Mermaz, qu'ils auront dû arracher aux états-majors de parti et de groupe déjà secoués par la présence aux européennes de deux listes uniques de l'opposition. Excusez-moi, mais nous avons un peu l'impression d'être indiscret et pourtant le sujet choisi, l'Europe, méritait mieux. » Des braves révérent des rangs socialistes. M. Mermaz regagna sa place. M. Rocard se tourna vers lui et leva le pouce en signe d'admiration.

M. Chirac est arrivé entre-temps. Assis devant M. Giscard d'Estaing, il l'encourageait de son prochain voyage électoral en Limousin. Avec quelques gestes, briolet en main avec chaque étape de la journée, il expliqua à la tête de liste UDF-RPR l'organisation de cet important déplacement. Au bout de dix minutes, M. Chirac repartit pour revenir un peu plus tard lors du discours de M. Lamassoure. Le porte-parole de l'UDF expliqua en termes vifs la politique du gouvernement tout en assurant la promotion de la liste Giscard. Evoquant la prochaine présidence française, M. Lamassoure a ajouté : « En quarante-cinq jours d'un trimestre crucial, le gouvernement n'a même pas jugé utile d'indiquer au Parlement les priorités de la présidence française (...). Votre gouvernement est complètement absent du débat stratégique où se joue l'avenir de l'Europe. Il laisse dépérir le dialogue franco-allemand au moment

où celui-ci serait le plus nécessaire. Enfin, le Parlement est tenu à l'écart de la préparation de la présidence française ».

Pour sa part, M. Alain Juppé a expliqué que ce qui intéressait son groupe ce n'était pas le passé de l'Europe mais son avenir : « Quand nous considérons votre politique nous éprouvons une réelle inquiétude. Et nous avons deux griefs principaux à vous adresser : le premier, c'est que vous ne préparez pas bien la France à l'Europe ; le deuxième, que vous ne dites pas clairement aux Français quelle Europe vous les appelez à construire (...). »

M. Juppé a rappelé ce qui constitue une des bases du dogme gaulliste en matière européenne : « Nous ne voulons pas d'une Europe qui se substituerait aux États, nous voulons une Europe qui respecte les spécificités nationales et qui en fasse sa richesse ». Un rappel qui valait sans doute autant pour le gouvernement que pour l'UDF.

Pour le groupe communiste, M. Jacques Bérubé a renvoyé dos à dos la droite et les socialistes : « En vérité, ce tout petit épisode de la censure participe des manœuvres à long terme pour une reconstitution de la vie politique, pour instaurer en France une bipolarisation entre deux courants, l'un conservateur, l'autre social-démocrate (...). La motion de censure préfigure bien la parodie des débats que l'on veut instaurer en permanence », a expliqué le député PC, en dénonçant l'ambivalence « euro-consciente ». « L'Europe sociale est, dans le débat actuel, invoquée comme un rite. En pure hypocrisie quand on sait que la libre circulation des capitaux c'est le développement des mouvements spéculatifs, de l'affairisme, des privilèges fiscaux ; l'accélération des fermetures et des restructurations d'entreprises ; la mise en concurrence des travailleurs des différents pays membres de la Communauté, l'extension de la flexibilité et de la déqualification, les attaques contre les services publics ». Pour tous ces motifs, les élus communistes ont donc décidé de ne pas mêler leurs voix à celles des députés de la droite.

PIERRE SERVENT.

Le scrutin

Cent quatre-vingt-deux députés de l'opposition ont voté la censure (majorité requise, 289) : 84 députés RPR sur 132 ; 74 UDF sur 90, 34 UDC sur 41.

● RPR n'ayant pas voté la censure (48) : MM. Emmanuel Aubert, Jacques Baurat, Pierre de Bénouville, Léon Bertrand, Franck Borotra, Benjamin Briet, Louis de Broissac, Jean-Charles Cavallé, Jacques Chaban-Delmas, Jean Charbonnel, Jean Charroin, Jean-Michel Couve, Henri Cug, Olivier Dassault, M. Martine Daugré, MM. Jean-Louis Debré, Arthur Dehaine, Xavier Deniau, Xavier Dugon, André Durr, Christian Estroel, Henri de Gathines, Jean-Louis Gossuiff, Jacques Godfrain, Georges Gorse, M. Elisabeth Hubert, MM. Alain Jannemann, Gabriel Kasperit, Claude Labbé, Jacques Laffleur, Arnaud Lepere, Jacques Limouzy, Jean de Lipkowski, Jean-François Menoc, Jacques Mendou-Arès, Jean-Louis Masson, Pierre Mazeaud, MM. Lucette Michaux-Cherry, MM. Jean-Claude Mignot, Maurice Nenou-Pentcho, Charles Pécou, Pierre Pasquini, Michel Péridot, Bernard Pons, Eric Reault, Jean Uberschlag, Robert-André Vivien, Jean Kieffer.

On retrouve ici, pour l'essentiel le « noyau dur » du groupe : campant à droite du RPR, ces députés, anciens, comme par exemple MM. Deniau, Kasperit, Gorse ou plus jeunes, comme MM. Borotra, Reault, Estroel, sont farouchement hostiles à l'aventure rénovatrice dans laquelle ils perçoivent un risque de « dérapage » à gauche. Parmi

ces non-votants figurent, en revanche, des hommes comme MM. Chaban-Delmas ou Charbonnel proches des « rénovateurs » mais hostiles à une motion de censure jugée « inopportune ».

● UDF n'ayant pas voté la censure (16) : MM. Jean-Marie Caro, Robert Cazale, Jean-François Cereau, Jacques Dominiati, Maurice Doustet, Charles Elmann, Jacques Farran, René Garrec, Claude Gatignol, Jean-Claude Gaudin, Emile Koehl, Jean-Philippe Lachenaud, Pierre Merli, M. Louise Moreau, M. Michel Pelchat, M. Jean Seltinger.

On retrouve à l'UDF les mêmes motivations qu'au RPR. Un certain nombre de députés ont voulu manifester à M. Gaudin leur solidarité en refusant de suivre les « rénovateurs ». D'autres, comme M. Caro (Bas-Rhin), par exemple, n'estiment pas la politique européenne du gouvernement susceptible d'être censurée.

● UDF n'ayant pas voté la censure (7) : MM. Jean-Marie Daillet, Francis Gang, Henry Jean-Baptiste, Jean-Paul Virapouille, Raymond Barre, Gérard Vignoble, M. Christine Bouthou. Une nouvelle fois, Raymond Barre s'abstient de censurer le gouvernement. M. Daillet et M. Bouthou avaient expliqué qu'ils ne voteraient pas une motion « politicienne ».

Aucun député n'a voté la censure alors que d'ordinaire 8 des 16 députés non inscrits votent avec l'opposition.

Des « rénovateurs » président les comités de soutien à la liste Giscard-Chirac

Le Comité de l'union que préside M. Chirac et qui parraine la liste conduite par MM. Giscard d'Estaing et Juppé a rendu public que la composition de ses comités de soutien dans les régions et les départements.

Tous ces comités sont coprésidés par des parlementaires de l'UDF et du RPR qui exercent également des mandats locaux. Ainsi quinze comités régionaux sont dirigés par des présidents de région et trois autres le seront prochainement, sur les dix-neuf que compte l'opposition (seule l'Auvergne n'est pas dans ce cas, son président, M. Giscard d'Estaing, ne voulant pas cumuler cette distinction avec sa qualité de candidat). De même, vingt-neuf comités départementaux sont animés par des présidents de conseil général.

Les « rénovateurs » ont accepté de coprésider, comme MM. Milon et Noir pour Rhône-Alpes, Carignon dans l'Isère, Fillon dans la Sarthe, Barnier en Savoie, de Villiers en Vendée, Séguin dans les Vosges. Des centristes figurent également sur cette liste, comme MM. Rudloff, sénateur, pour l'Alsace, Hocfield, sénateur, pour le Bas-Rhin, Weber, député, pour le Haut-Rhin. M. André Rossinot, ancien président du Parti radical, préside le comité de Meurthe-et-Moselle et M. Pierre-André Wiltzer, député, ancien collaborateur de M. Barre, celui de l'Essonne.

Le fond de l'absurde

UN grand sujet — l'Europe — complètement bradé, une procédure parlementaire totalement dévoyée, quatre-vingts députés de l'opposition contrevenant pour des motifs variés à la discipline de leurs groupes et donnant le spectacle d'une défection généralisée qu'aucune opposition parlementaire n'avait jamais présentée sous la Ve République : l'opposition, cachée derrière cette « censure » contre la politique européenne du gouvernement, vient de toucher le fond de l'absurde.

L'Europe ! En décidant cette motion de censure, les rénovateurs voulaient, disaient-ils, mettre en difficulté le président de l'Assemblée nationale et tête de liste du PS aux élections européennes. M. Laurent Fabius : après coup, cela semble pour le moins plaisant. Ils prétendaient aussi faire la démonstration que, sur un problème de fond, ils avaient un discours à tenir, et qu'en revenant aux idées l'opposition tout entière pouvait retrouver les moyens de son action. On a enfin, c'est vrai, parlé de l'Europe à l'Assemblée nationale.

M. Alain Lamassoure, le porte-parole de l'UDF, a eu raison de relever, par exemple, qu'en 1988 il y avait eu à la Chambre des communes du Royaume-Uni trente-quatre débats préalables à l'examen de projets de directives européennes par le conseil des ministres de la Communauté, et pas un seul en France. On a parlé de l'Europe, au Palais-Bourbon, mais de quelle façon ? De peur, évidemment, de justifier de facto l'existence de listes

séparées pour la campagne européenne, les orateurs de l'opposition ont forcé le trait pour tenter, dans une ultime parade, de montrer une ligne de défense commune. Du coup, se voulant digne de parler vrai, le centriste Bernard Bosson a sonné faux, tant ses critiques à l'endroit du gouvernement paraissent à cet égard des confessions privées, sur le même sujet, de ses concidescs du CDS, voire de lui-même.

Multiplication des fissures

Pour donner le change à la conversion européenne du RPR, tant rêvée par l'UDF, M. Alain Juppé s'est lui aussi employé à gommer de son propos des références trop appuyées à la sauvegarde de la « patrie ». Réunis dans la critique, l'un et l'autre se sont bien gardés d'offrir un début de semblant de proposition, mettant ainsi le doigt sur le véritable problème de l'opposition. Pourra-t-on faire grief à M. Michel Rocard qui, à l'avant-veille de la conférence de presse du président de la République, ne pouvait guère s'étendre sur le sujet, de n'avoir pas pris au sérieux ce débat ?

Que retiendra l'opinion de cette motion de censure-boomerang, qui n'était destinée, dans l'esprit des « rénovateurs », qu'à censurer en fait tous ceux qui ne veulent pas rénover. Faute, pour l'instant, d'un véritable esprit novateur. Ceux-ci se contentant de tirer sur les vieilles

ficelles parlementaires. Ils voulaient apporter la démonstration de l'union de l'opposition. Cette motion de censure n'aura abouti qu'à donner un coup de projecteur sur les maux de la droite.

Car tous les débats internes qu'aura suscités cette entreprise des « rénovateurs » n'ont fait qu'accentuer l'état de désarroi des responsables de cette opposition et multiplier les fissures de ses structures.

Les chefs ne commandent plus rien. Les généraux suivent les troupes. Les députés RPR ne suivent plus les consignes de M. Chirac. M. Barre s'est abstenu dans l'intérêt supérieur de la France en Europe. M. Léotard est prêt à n'importe quoi, oubliant ses engagements sur la liste Giscard. Et ce dernier continue de faire semblant de s'accrocher au mythe de l'union. Le communiqué commun signé par les deux derniers gardiens des petits temples RPR-UDF, MM. Bernard Pons et Jean-Claude Gaudin confirmant leur refus de voter cette motion de censure qui leur avait échappé, fut lancé mardi comme une dernière fusée d'alarme.

Que peut-il se passer maintenant ? Selon toute vraisemblance la pantomime va continuer. Place à la liste d'union RPR-UDF, place à la liste du centre ! Qui va soutenir qui ? Certains « rénovateurs » ont déjà fait savoir qu'ils soutiendraient sur le terrain... les deux ! Bref, l'opposition, pour demain, moins besoin de « rénovateurs » que de... reconstructeurs.

DANIEL CARTON.

Politique

et l'échéance européenne

M. Claude Llabres conduit la liste des rénovateurs communistes

Les «rénovateurs» seront présents dans la compétition européenne ! Il ne s'agit pas des «cadets» de la droite mais des rénovateurs communistes. M. Claude Llabres, coordinateur national du Mouvement des rénovateurs communistes (MRC), conduit une liste comprenant quarante et une femmes — elles occupent toutes les places paires et la vingt-troisième position — et quarante hommes. Ancien membre du comité central du PCF, dont il a été exclu, M. Llabres affirme être le «seul professionnel de la politique» de cette liste dont il assure qu'elle «rassemble également des personnalités issues de la Nouvelle Gauche et du PSU, des reconstituteurs du PCF, des écologistes, des syndicalistes et des militants antiracistes».

La troisième place est occupée par M. Lucien Vassal, maire du 8^e secteur de Marseille, élu sur une liste de M. Robert Vigouroux, en mars. M. Vassal, qui se revendique de la mouvance des «reconstituteurs» aux municipales, est devenu, de facto, «rénovateur» en figurant sur cette liste. La décision a été prise, majoritairement, par les «reconstituteurs» des Bouches-du-Rhône opposés au soutien que leur mouvement apporte à la liste du PCF.

Entre le mardi 18 mai et le vendredi 16 juin, M. Llabres, qui a M. Jacques Levy, rénovateur de Paris, comme directeur de campagne, tiendra dix-sept meetings portant chacun sur un thème particulier : antiracisme à Saint-Gilles (Gard), dont le maire est FN. «Pour un Espirito communiste» au Mans (Sarthe), dont le maire a été exclu du PCF. «Quelle écolo-gauche ?» à Limoges (Haute-Vienne), département à forte contestation communiste.

Nous publions ci-dessous les quatre-vingt-un candidats (s) de la liste présentée par le MRC.

1. M. Claude Llabres, coordinateur national du MRC, conseiller municipal de Toulouse ;
2. M. Danièle Polian, dirigeante écologiste ;
3. M. Lucien Vassal, maire communiste du 8^e secteur de Marseille ;
4. M. Joysane Rouzière, adjointe au maire de Fleury-sur-Orne ;
5. M. Raphaël Gargi, dirigeant de la fédération CGT de la métallurgie ;
6. M. Christiane Bourdon-Vandey, enseignante ;
7. M. François Plet, vice-président de la communauté urbaine du Mans ;
8. M. Michèle Gardette, adjointe au maire de Saint-Omer l'Audouin ;
9. M. Vincent Labeyrie, professeur d'écologie ;
10. M. Monique Pronost, dirigeante syndicale infirmière ;
11. M. Louis Amint, adjoint au maire de Brest ;
12. M. Christine Lefebvre, directrice d'école ;
13. M. Jean-Jacques Padovani, maire de San-Martino-di-Lotta (Corse) ;
14. M. Simone Roche, bibliothécaire ;
15. M. Joseph Krowicz, responsable de la Sécurité sociale minière ;
16. M. Laurence Radloff, employée de mairie ;
17. M. Claude Rossi, maire de Fes-saï ;
18. M. Christine Morel, conseillère à la communauté urbaine de Lille ;
19. M. Vincent Manca ;
20. M. Monique Guenat, conseil-

Nouveaux appels de syndicalistes de la CGT pour M. Herzog

Sous le titre «appel national pour la liste de rassemblement présentée par le Parti communiste français», pour les élections européennes, les dirigeants européens ont publié ces trois pages de textes de campagne. De «cet ensemble solennel», il ressort que dans le monde syndical les appels viennent de tous les horizons de la porte de Montreuil (où siège la CGT). Si les fonctions exercées à la CGT s'apparentent à la liste, les militants étant désignés suivant l'appel par leur profession ou par leur simple qualité de «syndicaliste», — on retrouve derrière M. Henri Krowicz lui-même de nombreux responsables fédéraux et régionaux de la centrale.

Sur les neuf membres non communistes du bureau confédéral de la CGT (qui en comprend dix-huit au total), on en trouve quatre : M. Jean-Marie Moret, M. Bernard Lacombe, Jean-Claude Laroze et Jacques Galland. De nombreux secrétaires généraux de fédérations ont également appelé à voter pour la liste de M. Herzog : M. Michèle Commergnat (commerce), M. Jean Desmoulin (métallurgie), M. Thérèse Hirschberg (fonctionnaire), M. Georges Laroze (chimie), M. Jean-Christophe Le Duigou (finances), M. Sylvie Salmon-Tharreau (transports), M. Jean Vincent (chimie), M. Alain Pouchol (services publics), M. Bernard Descombes (santé), M. Henri Berry (travailleurs de l'Etat), M. Robert Brun (construction) et M. Alain Obadia pour les cadres de l'UGICT, soit quatorze dirigeants de fédération sur trente-quatre. Certains ont signé deux appels. Deux précautions valent mieux qu'une.

● M. Laguerre conduit une liste aux européennes. — M. Arlette Laguerre a annoncé, jeudi 11 mai, qu'elle conduira la liste de lutte ouvrière aux élections européennes. La dirigeante de LO, qui était déjà candidate aux scrutins de 1979 et 1984, a précisé qu'elle présentera les principaux axes de sa campagne à l'occasion de la fête de son mouvement prévue le week-end prochain à Presles (Val-d'Oise).

● M. Zappi, proche de M. Juquin, sur une liste de

l'extrême gauche italienne. — M. Maurice Duverger ne sera pas le seul Français à figurer sur une liste présentée par un parti italien, en l'occurrence le PCI, aux élections européennes (le Monde du 29 avril). M. Sylvie Zappi, membre de l'exécutif de la Nouvelle Gauche de M. Pierre Juquin, sera présentée par Democrazia Proletaria (DP), une formation d'extrême gauche de la péninsule, qui a deux représentants, élus en 1984, au Parlement de Strasbourg.

La majorité sénatoriale allège les peines encourues par les personnes morales

La réforme du code pénal

Le Sénat a poursuivi, mardi 16 mai, dans l'après-midi et jusqu'à la soirée, l'examen de la réforme du code pénal qu'il avait commencé le 9 mai. La réforme du code Napoléon n'est pas que technique. Elle est aussi politique et révélatrice des clivages droite-gauche. Même si les sénateurs, participants actifs au débat depuis le début de la discussion, se sont employés à dépassionner leurs échanges, ils n'ont pu continuer à jouer totalement le jeu de la sérénité sur la question de la responsabilité pénale des personnes morales. Visiblement impressionnés par les menaces d'une majorité sénatoriale qui, sur son flanc RPR profondément hostile à cette «innovation», menait d'emblée le processus législatif, M. Marcel Radloff (Un. cent., Bas-Rhin) a choisi de lui donner des gages en présentant des amendements alléguant, voire supprimant les peines encourues par les personnes morales.

gouvernement «ait mis à profit» le week-end pour «polir son texte».

Le cas des récidivistes

Que faire de la récidive ? Si le Parti communiste s'est déclaré vigilement hostile au doublement systématique des peines, si le groupe socialiste a considéré que la réclusion se prête aisément aux effets d'annonce, M. Radloff a fait valoir qu'il n'y a pas automatiquement doublement de la peine, et qu'admettre les circonstances atténuantes oblige en parallèle à accepter les circonstances aggravantes.

Il a donc été suivi dans son sens d'une aggravation des peines encourues par les récidivistes, ce qui, paradoxalement, aboutit à un traitement inégal puisque, si la première peine encourue a été de vingt ou de trente ans, en cas de récidive la peine encourue est égale à dix ans. PC et PS étaient hostiles à ces modifications, tout comme le ministre de la justice,

M. Radloff a également obtenu satisfaction en faisant approuver une peine-plancher de trois ans (au lieu de deux) comme le prévoyait le projet lorsque la réclusion criminelle a été encourue, et de deux ans (au lieu d'un) lorsqu'il s'agit d'une peine de réclusion criminelle à temps.

Convenant qu'un emprisonnement de très courte durée (jusqu'à dix jours) peut être salutaire, mais qu'au-delà de quatre mois, il peut être nocif, l'ancien ministre de Strasbourg n'a pas persuadé ses collègues de la majorité sénatoriale de la nécessité d'ériger des tribunaux qu'ils motivent leur décision, lorsqu'ils optent pour un emprisonnement d'une durée comprise entre dix jours et quatre mois. Parallèlement, la durée minimale de l'emprisonnement est réduite de sept jours à quarante-huit heures.

Les tribunaux devront aussi motiver spécialement, afin de le rendre exceptionnel, le sursis qui assortit une peine inférieure ou égale à dix ans. PC et PS étaient hostiles à ces modifications, tout comme le ministre de la justice,

qui estime que les courtes peines sont d'autant plus à éviter qu'elles contribuent à l'encombrement carcéral.

Ultime dossier abordé, mardi 16 mai, quatrième journée consacrée au code pénal, et non le moins controversé : les peines de sûreté, c'est-à-dire incompressibles. Le ministre de la justice, qui y est profondément hostile, estime que ce débat est «prématuré».

Pour M. Dreyfus-Schmidt, «cet effet d'affiche n'est qu'artifice». M. Larcher (RPR, Yvelines), favorable à la suppression de la peine de mort, considère qu'il faut donner à la société une sécurité accrue et que la réclusion ne doit pas être l'alibi de tous les reconcomptes.

M. Radloff a fait alors voter un amendement, celui-ci aussi par la seule majorité sénatoriale, qui s'inspire de la loi antiterroriste du 9 septembre 1986. Pour une condamnation à une peine privative de liberté, la juridiction peut porter la période de sûreté jusqu'à deux tiers de la peine ; pour une condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité, la durée de la peine de sûreté peut atteindre dix-huit ans et même trente ans pour les infractions les plus graves (à savoir meurtre ou assassinat accompagné d'actes de torture ou de barbarie, ou bien celles commises sur un mineur, un incapable, une personne âgée ou un agent de la force publique, attentat terroriste, détournement d'avion...).

La droite sénatoriale ne s'est pas cachée de son souci de répondre à ce qu'elle estime être une demande de l'opinion en matière de sécurité.

ANNE CHAUSSEBOURG et AGATHE LOGEART

M. Pierre Arpaillange se penche sur le sort des mineurs délinquants

Le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, devait présenter, mercredi 17 mai, au conseil des ministres une communication sur la protection judiciaire de la jeunesse.

Pendant que les sénateurs s'apprêtent à voter encore une fois le projet de loi relatif à la protection judiciaire de la jeunesse, M. Pierre Arpaillange, fort d'expérience, fournit ses armes en mettant la dernière main à un projet de communication touchant les mineurs en danger ou délinquants. C'est la ligne personnelle du ministre de la justice qui est ainsi développée par le biais d'une communication au gouvernement.

Symboliquement, la direction de l'éducation surveillée doit changer de nom et être rebaptisée «direction de la protection judiciaire de la jeunesse». Si une gestion expérimentale doit y être testée (cette direction aurait un budget global a posteriori sur des objectifs préalablement négociés), si ses personnels, habituellement rattachés et qui attendent beaucoup après la catastrophe phase Chabanon, d'un gouvernement de gauche, doivent voir leur plan de carrière assoupli, la novation réside surtout dans l'appréhension plus large que judiciaire de la situation des mineurs en difficulté. Le ministre de la justice estime qu'il faut renforcer leurs droits en instaurant «une véritable défense des mineurs».

La réforme de l'ordonnance de 1945, annoncée récemment, tournera autour de trois pôles : l'amélioration des garanties procédurales (droit à l'oubli une fois le jeune devenu majeur et droit d'être défendu), le maintien d'une juridiction spécialisée,

et développement de modes de réparation du dommage causé par un mineur.

Plutôt que de relancer les «centres fermés», le ministre de la justice veut que tout mineur puisse, en cas d'urgence, être pris en charge immédiatement dans des structures diversifiées (établissements, placement familial, réseaux de chambres) ; les problèmes scolaires, l'insertion professionnelle, l'accès à l'emploi, les questions de santé ne sont pas oubliées.

Il manque encore un calendrier et des moyens pour que cette volonté déclarée de l'attacher intelligemment aux problèmes des mineurs ait quelque portée.

Ag. L.

● Le mode de scrutin dans les communes de deux mille cinq cents habitants. — M. Louis Mermet et les députés du groupe socialistes ont déposé une proposition de loi tendant à étendre aux communes de deux mille cinq cents habitants le mode de scrutin applicable à celles de plus de trois mille cinq cents habitants lors des élections municipales (proportionnelle avec correctif majoritaire). Cette proposition reprend un amendement socialiste adopté par l'Assemblée lors du débat sur le projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (le Monde du 13 décembre 1988), mais annulé le 12 janvier par le Conseil constitutionnel. Le Conseil avait estimé que cette disposition était «dépourvue de tout lien avec le texte en discussion» (le Monde du 14 janvier).

Un nouveau questeur au Sénat

M. André Fosset (Un. cent., Hauts-de-Seine) a été élu, mardi 16 mai, questeur du Sénat par 192 voix contre 2 à M. Pierre Schiélé (Un. cent., Haut-Rhin), démissionnaire, et qui n'était pas candidat, sur 194 suffrages exprimés et 221 votants. A cette occasion, M. Daniel Hoefel, président du groupe de l'Union centriste, a rendu public une lettre adressée au questeur démissionnaire, dans laquelle il tient à lui réaffirmer l'«amitié fidèle» des sénateurs de son groupe. De son côté, M. Schiélé, qui s'était démis de ses fonctions en raison d'un certain nombre de rumeurs, a tenu à préciser que le Sénat (le Monde du 22 décembre), a tenu à expliquer les raisons de sa décision : «Stopper une situation ambiguë de rumeurs et de polémiques (...) et éviter que la poursuite de ce mandat ne porte atteinte à l'Union centriste» et au Sénat lui-même, en étant exploité par nos adversaires.

[Né le 13 novembre 1918 à Paris, M. André Fosset exerce la profession de conseiller de société. Ancien conseil du Parc des expositions de la porte de Versailles (de 1958 à 1972) et ex-directeur de la publication de l'«Estimateur» (de 1973 à 1981), il est actuellement administrateur de l'«Estimateur» (depuis 1972) et membre du conseil d'administration d'Antenne 2 (depuis 1982). Conseiller municipal de Paris de 1945 à 1959, élu dans le sixième arrondissement de la capitale, il est entré pour la première fois au Palais de Luxembourg en 1959, en qualité de sénateur (MRP) de la Seine. Constantement réélu dans ce département, il choisit, lors du redécoupage de l'Île-de-France de 1968, de se présenter dans les Hauts-de-Seine. De 1968 à 1971, M. Fosset exerce les fonctions de questeur au Sénat. En 1976, il abandonne son mandat de parlementaire pour entrer au gouvernement de M. Jacques Chirac, en qualité de ministre de la qualité de la vie. Il y restera que quelques mois, retrouvant, en 1977, sa place au Palais de Luxembourg, après avoir siégé huit mois au Conseil économique et social. Conseiller régional d'Île-de-France depuis 1977, il est nommé l'année suivante représentant à l'Assemblée des Communautés européennes, où il demeure jusqu'en 1979.]

La situation en Nouvelle-Calédonie

M. Naisseline plaide pour une meilleure application des accords de Matignon

«Nous demandons au gouvernement français de ne pas faire de favoritisme», entre partenaires calédoniens, a déclaré, mardi 16 mai à Paris, M. Noddi Naisseline, président du LKS (Libération kanak socialiste). Son voyage en métropole avait été prévu avant l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou, et sa conférence de presse organisée par M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur socialiste de l'Essonne, mais les services du Sénat ont refusé qu'elle ait lieu dans le palais du Luxembourg, officiellement parce qu'ils ne voulaient pas que les policiers protègent le responsable calédonien y pénètre armé.

Signataire des accords de Matignon, M. Naisseline avait été déçu par leur application jusqu'à faire partie, avec Djibelly Wea, l'assassin présumé de Yvémé Yvémé, du «front du refus» contre ceux-ci, appelé «comité anticolonialiste», essentiellement parce qu'il trouvait que c'était l'Union calédonienne, le parti de Jean-Marie Tjibaou, qui en était le principal bénéficiaire. D'où sa demande que le PS «ne joue pas la politique politicienne et qu'il y ait une totale transparence dans l'application des accords».

D'où aussi son souhait de l'organisation d'une conférence réunissant tous les signataires des accords, mais aussi tous ceux qui les ont approuvés depuis, comme le patron, le clergé et les mouvements de jeunesse — pour, dit-il, éviter la marginalisation de certains. Car estime M. Naisseline «nous sommes condamnés à faire réussir» les accords de Matignon en les appliquant mieux.

CONCOURS ADMINISTRATIFS

- CULTURE GÉNÉRALE, par O. Vallet - 2^e édition, 1989
- LA NOTE SUR DOSSIER JURIDIQUE, par B. Scm - 1988
- GRAND ORAL, par O. Vallet - 2^e édition, 1989
- DROIT PUBLIC, questions actuelles, par C. Bahl et T. Del Fara - 1989
- ÉCONOMIE POLITIQUE CONTEMPORAINE, par C. Croc et G. Prache - 1989

ANNALES, sous la direction de J.-Ch. Savignac

- Fonction publique : catégorie A - 1988
- Fonction publique : catégories B, C et D - 1988

MASSON
120, bd Saint-Germain 75006 Paris

JUSTICE SOCIALE - ÉCOLOGIE - CULTURE

DANS LE CADRE EUROPÉEN
PRÉPARER LES NOUVEAUX ÉQUILIBRES

RENCONTRE AVEC
J. POPPEREN - J. M. AYRAULT

LE DIMANCHE 21 MAI 1989
de 10 h à 13 h 30
AU GRAND AMPHITHÉÂTRE DE LA SORBONNE
47, RUE DES ÉCOLES - 75005 PARIS
Métro : St-Michel - Cluny - Luxembourg
Renseignements : Synthèse-Flash - Tél. : 42-96-58-47

Aux assises du Rhône

La cour a rejeté la demande de renvoi du procès d'Action directe

Juger, ou ne pas juger ? Telle fut la question paradoxale qui, mardi 16 mai, a occupé l'essentiel de l'audience d'ouverture du procès de la branche lyonnaise d'Action directe, devant la cour d'assises du Rhône, composée de magistrats (le Monde du 16 mai).

Prévisible, cette bataille juridique a été engagée par la défense pour faire renvoyer le procès, qui doit durer sept semaines. Cette tentative de la quasi-totalité des avocats n'a pas abouti. La cour a rejeté l'argumentation des défenseurs et a estimé qu'il n'y avait pas concurrence de compétence entre la cour lyonnaise et la cour parisienne qui doit, ultérieurement, juger une autre partie du dossier Action directe.

LYON
de notre bureau régional

Avant de demander au greffier de commencer la lecture de l'arrêt de renvoi comportant trois cent trente-sept feuillets, le président de la cour, M. André Cerdini, avait retardé l'ouverture de l'audience de près de trois quarts d'heure.

Pour accéder à l'immense salle des pas perdus, transformée en salle d'audience, le public avait été très rigoureusement filtré par un service d'ordre omniprésent. CRS neutralisant une large zone de sécurité, portiques de détection magnétique, fouilles minutieuses, tireurs d'élite sur les toits du palais, etc.

C'est à 14 h 10 que se présente le cortège des accusés étroitement entravés par des menottes. André Olivier ouvre la marche. Barbe poivre et sel soigneusement taillée, lunettes aux fines montures, sourire ironique aux lèvres, l'ancien professeur de français devenu chef de la bande terroriste est, de loin, le plus voyant grâce à sa chemise rouge et à un keffiyeh noir et blanc qu'il porte en foulard. Max Frérot, dont les cheveux et le mince collier de barbe accentuent le visage angélique, est momentanément plus discret. Les autres tirs, le teint ciré, Joëlle Crépet, la compagne du « gourou », fait plus que jamais penser à une ombre. Bernard Blanc, en survêtement bleu roi, roule des épaules. Emiles Ballandras, en pull-over bordeaux, efface sa silhouette longiligne le long du mur. Les trois Guadeloupéens, Jean-Charles Laporal,

Alain Ekert et Jean-Pierre Succah, donnent l'impression d'être ailleurs, étrangers, déplacés.

Les autres, seconds rôles, s'installent dans le box avec la docilité furtive de figurants. Pas d'appareils photo, pas de caméras ; ni flashs ni pouscades. L'institution judiciaire n'a pas voulu prendre le risque d'un grand spectacle pour ce procès à gros budget. Aux premiers rangs du public, Pascal Fort, informaticien, et Henri Cachan-Herrellat, animateur, âgés de vingt-huit ans, déclinent leur identité. Ils comparaissent libres, situation privilégiée.

Et puis, dans le box, le micro circule d'un membre à l'autre du groupe que le temps et la déception ont démantelés. Nicole Faure, épouse Charvois, vingt-neuf ans, agent de service ; Renaud Laigle, trente ans, sans profession ; Daniel Reynaud, quarante-quatre ans, tapissier ; Moudouf Aksoo, trente-trois ans, plombier ; Danièle Clavier, épouse Lahy, vingt-neuf ans, secrétaire ; Joëlle Aubry, trente-quatre ans, éducatrice ; Gilbert Vecchi, trente-cinq ans, couvreur ; Christian Dubray, trente et un ans, projectionniste de cinéma, et François Polak, trente-quatre ans, photographe.

La sobriété des présentations sera rompue par Frérot :

« Maxime Frérot, voulez-vous lever ? », demande le président.

« Vais-je pas de raison, vous êtes assis, vous ».

M. Cerdini n'insiste pas.

« Vous êtes bien né le 13 juillet 1956 à Dole ? »

« Je vois que vous savez lire, c'est bien ».

Le ton provocateur étant donné, chacun des membres du « noyau dur » tentera, lui aussi, de se distinguer. André Olivier, vaguement méprisant, se contente d'acquiescer de la tête. Levant la main pour faire un signe, il la reforme comme en un réflexe, pour brandir un poing presqu'inaperçu. Le quart d'heure des caprices est terminé, la discussion juridique va commencer.

« Conflit de juges »

Après l'appel des témoins — dont un certain nombre se sont fait excu-

ser — et le recensement des parties civiles, M. Vergès se livre pour demander le renvoi sine die du procès.

Pour l'avocat d'Olivier, Frérot, Crépet et Blanc, le dossier n'est pas en état d'être jugé. Selon lui, il pré-existerait des « inconvénients pour l'administration d'une bonne justice ». « L'arrêt de renvoi lui-même met en cause, avec une rare fermeté, les magistrats parisiens (MM. Jean-Louis Bruguière et Gilles Rivière, NDLR) qui, malgré plusieurs demandes, se sont refusés à joindre les procédures distinctes instruites à Paris et concernant notamment vingt-sept attentats par explosifs ou mitrailleurs », déclare l'avocat. Or il s'agit à l'évidence d'une seule et même affaire : des hold-up constituant un peu les fausses factures des activités du groupe. On ne saurait arbitrairement diviser les mobiles, abstraitement politiques, des moyens reposant sur le gangstérisme, sauf à fausser sciemment le procès », ajoute M. Vergès.

Ce qui apparaît aux yeux de l'avocat comme un « conflit de juges » pourrait, selon lui, être réglé par une requête auprès de la chambre criminelle de la Cour de cassation. Le renvoi qu'il demande permettrait d'introduire cette requête susceptible d'aboutir à « un seul et même grand procès ».

Le défenseur dépose d'autres conclusions dans le même sens d'un « renvoi » à propos des quatre informations judiciaires nouvelles, que vient d'ouvrir le parquet de Lyon à partir de déclarations faites par Joëlle Crépet (le Monde du 16 mai). « Ces procédures constituent, en fait, des compléments d'information, et il n'est pas pensable que vous envisagiez de trancher sur certains chefs d'accusation, dont l'instruction complémentaire pourrait aboutir à des conclusions différentes des vôtres ».

Très à l'aise dans ce maquis juridique, l'avocat bénéficiera du relais d'une bonne dizaine de défenseurs et d'un représentant d'une des parties civiles, qui estimeront que, « sur le principe », le renvoi s'impose.

M. François-Louis Coste, avocat général, conteste ces arguments. Très serein, il engage la cour — qui ne peut ni se dessaisir, ni se déclarer incompétente, ni exiger des juges parisiens qu'ils se désaisissent de leur dossier — à « juger au terme de cette session ». Tout en reconnaissant que « la compréhension d'un tel dossier est plus rapide si nous avions disposé de l'ensemble du dossier. En admettant que les attentats commis

à Paris constituent l'explication incontestable d'un mobile qui anime Action directe, nous ne sommes pas là pour faire de l'Histoire. Il est venu le temps de juger », estime M. Coste.

La marche de la justice

Sur les bancs de la défense, deux voix discordantes se font entendre, celles de M. Olivier Metzner et de M. Michel Mahille, qui s'opposent au renvoi du procès, en considérant que leurs clients, Christian Dubray et François Polak — détenus depuis trois ans — ont suffisamment attendu l'ouverture des débats. « Et puis, les quatre principaux accusés, quasiment muets jusqu'ici, pourraient, à tout moment, distiller quelques confidences qui retarderaient la marche de la justice », note M. Mahille, du barreau de Paris.

Les sept magistrats qui constituent la cour d'assises se retirent pour délibérer. Il est 16 h 20. Ils ne reviendront qu'à 18 h 30, pour rejeter la jonction des dossiers lyonnais et parisiens. La cour qui ne se considère pas en mesure d'apprécier si les nouvelles instructions engagées sont ou non susceptibles de modifier l'état du dossier, s'en rapporte, en somme, aux débats publics à venir pour explorer certaines zones d'ombre. Juger ou ne pas juger. La question est tranchée.

En fin d'après-midi, la cour se retirera une deuxième fois, plus brèvement, pour délibérer sur la demande de mise en liberté de Nicole Charvillat, présentée par son avocat, M. Legal. Celui-ci avait insisté sur la « garantie de représentation » d'offrir la jeune femme, mère de deux enfants et salariée à Montbrison (Loire), en liberté depuis le 20 mars 1987, mais réincarcérée lundi 15 mai pour la durée du procès. La cour estime, comme l'avocat général, que l'application de l'ordonnance de « prise de corps » est nécessaire pour assurer sa comparution quotidienne.

En début de soirée, la lecture des trente-sept premières pages de l'arrêt de renvoi a pu enfin avoir lieu. Une sorte de prolongement de l'arrestation d'André Olivier et la découverte de la « planque miracle » de Saint-Etienne, dont toute l'affaire Action directe de Lyon est partie.

ROBERT BELLERET.

Après l'agression de Nice

Les mouvements antiracistes multiplient leurs interventions

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Nice, mardi 16 mai, en fin de journée, pour protester, à l'appel de SOS-Racisme, contre la nouvelle agression dont fut victime dans cette ville le 10 mai un ressortissant tunisien grièvement blessé à la tête par un jeune ouvrier agricole (le Monde du 16 mai). M. Harlem Désir a évoqué, pour s'en inquiéter, la multiplicité des attaques dont ont été victimes depuis quelques mois plusieurs immigrés.

Le président de SOS-Racisme a déclaré notamment : « C'est trop grave que, en France, en 1989, des hommes puissent se faire tirer dessus et même se faire tuer parce qu'ils sont immigrés. Il faut se doter des moyens de protéger leur droit à la vie ». M. Harlem Désir s'est aussi demandé où « est passé le maire de Nice [M. Jacques Médéric] qui n'a pas trouvé un mot seulement pour condamner cette agression ».

De son côté, M. Philippe Herzig, tête de liste du PCF aux élections européennes, a réuni à Nice une conférence de presse au cours de laquelle il a notamment déclaré : « Le racisme n'est pas une opinion, c'est un délit ».

Cependant, dans un communiqué publié à Paris, le PCF a critiqué SOS-Racisme. A son avis, ce mouvement est « trop souvent inspiré par un sectarisme anticonstitutionnel qui pousse à la mise en place de mesures de police qui ne sont que des privilèges que l'association entretient avec le pouvoir en place » alors que « la bonne voie passe par l'union la plus large possible dans la riposte ».

L'agression à Nice a été évoquée, à l'Assemblée nationale où M. Michel Rocard a qualifié mardi 16 mai les crimes racistes d'actes « sans autre mobile que la haine la plus immonde, la plus idiote et la plus sale ».

Un appel au ministre de l'Intérieur

Lors d'une autre conférence de presse tenue le 16 mai à Paris, le président de SOS-Racisme a dénoncé « la banalisation des crimes racistes qui ont tendance à passer de plus en plus par les médias et les journaux d'actualité (...) ». « Si l'on est une forme d'agression qui mérite plus que toute autre d'être dénoncée dans un pays démocratique (...) et l'année du bicentenaire des droits de l'homme, n'est-ce pas une honte que les autorités françaises assurent la sécurité de nos compatriotes, de tous les immigrés, et de toutes les victimes potentielles du racisme ». La LICRA, elle, s'est portée partie civile et « dénonce avec indignation » cette nouvelle agression. Pour sa part, le conseil d'administration d'Immigrés en France (CAIF) qui parle d'une « escalade de la violence raciste et meurtrière contre les immigrés », appelle au rassemblement organisé jeudi 18 mai, à 18 h 30, place du Trocadéro à Paris.

BIBLIOGRAPHIE

Un livre de Frédérique Lebelley

« Tête-à-tête » au purgatoire

« On se lasse de tout sauf de comprendre », affirmait Virgile. Même si d'autres motifs sont avancés, il semble bien que ce soit un impératif de comprendre qui ait conduit Frédérique Lebelley à se rendre en prison pour s'entretenir en « tête-à-tête » avec des condamnés.

Lorsqu'ils regardent partir un homme enchaîné à ses gardes après la lecture d'un verdict, les chroniqueurs judiciaires ont souvent le sentiment que l'audience n'a rien expliqué. Certes, « justice est faite », selon l'expression, et même ceux qui ont à subir cette justice ne contestent pas la sanction, dans la plupart des cas. Mais une foule de questions viennent à l'esprit de ceux qui refusent de se résigner dans le raisonnement primaire et confortable selon lequel il s'agit de « monstres » ne méritant pas que l'on s'interroge à leur propos. Comprendre n'est pas excuser, même si certains entendent volontiers l'amalgame entre les deux verbes, et tenir d'expliquer l'incompréhensible alors que l'heure n'est plus aux plaidoiries n'est pas une démarche inutile.

Chargée de la rubrique judiciaire pendant cinq ans à RTL, Frédérique Lebelley se veut modeste : « Ces entretiens avec des condamnés à de très lourdes peines qui ont tous, un jour, défrayé la chronique ne prétendent pas répondre à la question : qui sont-ils en définitive ces criminels ; mais plutôt : qu'ont-ils fait d'eux en prison ? Quelle vérité, quel visage se sont-ils choisis pour exister dans ce monde-là ? », écrit la journaliste. L'approche est différente mais conduit au même résultat tout en permettant un double regard dirigé à la fois sur les hommes et sur l'administration pénitentiaire.

« L'enfer, c'est les autres ». Cette réplique du Huis clos de Jean-Paul Sartre semble surtout vraie pour la prison. « On est impudiquement visible aux autres. Car il n'y a pas un endroit, pas un moment où l'on ne

puisse être vu. Rien que l'on fasse qui ne soit vu. Et pratiquement rien d'intime qui ne soit légalement violé. Chacun subit avec docilité cette inspection comme une punition naturelle. Puisqu'il est prisonnier, il ne s'appartient plus... Il est pour lui-même inexistant, mais cette transparence le rend aussi plus impitoyablement visible à ses propres yeux ».

« Examen quelques certitudes »

Ce constat a permis à Frédérique Lebelley de rechercher comment chacun « fait sa peine » dans cet univers où l'on est qu'un purgatoire. Asses d'un enfant en 1974, Patrick Henry se note dans les mathématiques. Jean-Charles Willoquet rêve d'évasion. André Paulot, meurtrier de sa propre fille, hurle et vocifère pour rester lui-même. Pour Christian Jubin, Jean-Baptiste Remit, Valérie Subra et Bernard Madeleine, c'est la haine, l'espoir ou l'altruisme. Mais ce qui frappe surtout, c'est l'énergie considérable que chacun déploie pour supporter ce paradoxe qui consiste à s'insérer au mieux dans la prison tout en préparant avec acharnement une sortie souvent très lointaine. « Certains prisonniers font en détention un « travail » sur eux-mêmes dont peu d'hommes dehors se font une obligation », observe Frédérique Lebelley.

La prison, ce n'est pas seulement la privation de liberté, c'est un univers complexe, instable, bouillonnant. En permettant au lecteur cette trop rare incursion dans ce monde interdit, Frédérique Lebelley a atteint le but qu'elle s'est assigné en écrivant : « Ces portraits ne répondent à aucune volonté de démonstration, mais peuvent au moins ébranler quelques certitudes ».

MAURICE PEYROT.

* Tête-à-tête, par Frédérique Lebelley, Grasset, 214 p., 35 F.

Avant le procès des militants guadeloupéens

Le groupe socialiste annonce le dépôt d'un projet de loi d'amnistie

M. Louis Mernez, président du groupe socialiste a annoncé, mardi 16 mai, au cours de son « point de presse » hebdomadaire, que ce groupe allait déposer une proposition de loi d'amnistie en faveur des indépendantistes guadeloupéens, actuellement détenus en métropole et, dont en principe, le procès doit s'ouvrir le 22 mai au palais de justice de Paris.

Cette proposition fait suite à une série de démarches des députés guadeloupéens en faveur des militants de l'ex-Alliance révolutionnaire caribéenne (ARC), mouvement actuellement dissous (le Monde 14-15 mai). M. François Mitterrand avait fait savoir, dimanche 14 mai à Solihy, qu'il était favorable à cette amnistie.

M. Mernez a, d'autre part, précisé que le groupe avait longuement entendu M. Jean-François Chevènement, ministre de la défense, qui a exposé « les différentes hypothèses » concernant la réduction des dépenses dans la loi de programmation militaire. Faisant allusion à la conférence de presse que M. François Mitterrand doit tenir jeudi 18 mai sur la politique étrangère et la défense, M. Mernez a indiqué que le groupe « s'en remettait au président de la République pour trouver la bonne voie sur ce problème ».

● L'automobiliste qui avait touché un groupe de promeneurs est écroué. — Patrick Houssier, qui avait touché à Chagné (Sarthe) un groupe de promeneurs, dont l'un a été tué, au volant d'une voiture qui conduisait en dépit d'un retrait de permis (le Monde du 17 mai), a été inculpé et écroué au Mans, mardi 16 mai. Il aura à répondre des délits d'homicide involontaire, blessures involontaires ayant entraîné une incapacité de travail temporaire, ainsi que d'un délit de fuite.

MÉDECINE

La première réunion internationale d'éthique

M. Mitterrand déclare la guerre au fléau du sida

Citrouant, mardi 16 mai, au palais de l'Élysée, la première session du Comité international d'éthique sur le sida, M. François Mitterrand a déclaré la guerre à l'épidémie. « Nous sommes dans les premières veilles du combat, a-t-il dit, s'adressant aux scientifiques des quinze pays représentés au sein du comité, et vous en êtes les soldats. Aidez-nous ! ». Selon M. Mitterrand, cette grande bataille — « l'une de ces grandes batailles qu'à travers les siècles les hommes doivent livrer » — consistera, ni plus ni moins, « à sauvegarder l'espèce humaine ».

Rappelant que, selon les prévisions de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il y aura en l'an 2000, 12 à 16 millions de séropositifs et 5 à 6 millions de malades du sida dans le monde, il a estimé que la lutte contre l'épidémie ne progressera qu'« au prix d'un considérable effort de recherche alimenté par la puissance publique notamment ».

« Qui peut se croire indemne ? » s'est interrogé le président de la République. « Contrairement au tabac — une seule cigarette ne peut suffire à provoquer l'apparition d'un cancer du poumon », a déclaré le chef de l'Etat, glissant au passage qu'il avait lui-même arrêté de fumer, « dans le cas du sida, une seule relation, comme on dit une relation à risque, un simple échange de seringue peut suffire à transmettre le virus. C'est une donnée presque mécanique qui effraie ». Cette épidémie, d'apparition brutale, souligne, selon lui, l'extrême fragilité de l'espèce humaine, à une époque où elle

croît avoir maîtrisé les grands fléaux ».

Rappelant la grande difficulté qu'il y a, dans une démocratie, à « trouver le juste équilibre entre le droit, le devoir de l'individu et celui de la collectivité », M. Mitterrand s'est élevé contre toutes les tentatives d'exclusion et de discrimination des malades. Il faut à la fois, a-t-il estimé, garantir les droits des personnes séropositives et bien informer le grand public. A cet égard, il s'est élevé contre « toute tentative imprudente d'effets médiatiques illusoire et donc dangereux ». Dans une telle affaire, a-t-il dit, « seule la vérité prouvée doit être proclamée ».

Représentant certaines des recommandations adoptées par le comité international d'éthique, M. Mitterrand a indiqué qu'il se ferait le porte-parole des travaux de cet organisme, lors du prochain sommet des pays les plus industrialisés du monde, qui aura lieu à Paris les 14 et 15 juillet prochain.

Appel à l'humanisme et à la tolérance

Avant que M. Mitterrand ne prenne la parole, le docteur Hiroshi Nakajima, le directeur général de l'OMS, s'était également engagé à transmettre les conclusions et recommandations du comité international d'éthique aux cent soixante-six pays membres de son organisation. A dire vrai, ces recommandations formulées à Paris par les experts du comité ne diffèrent guère de celles édictées par l'OMS : même souci de respect des droits de l'homme, même appel à l'humanisme et à la tolérance.

dit-il, « on ne peut pas parler uniquement de dérapage. L'enjeu est national. Il y a un problème de formation, bien sûr, de recrutement, mais aussi, plus profondément, de contrôle et de sanctions par rapport à une activité policière en contradiction avec sa déontologie et avec la loi ».

Il a réclamé aussi, faute de mesures prises après le dépôt du rapport Belorgey de 1982, la mise en place d'une « commission spéciale chargée d'établir un diagnostic sur le véritable dysfonctionnement de la police » et a préconisé la création d'une « haute autorité policière indépendante ». « C'est d'autant plus nécessaire », a conclu M. Tarquenin, « que le SOS-Racisme que ces injustices touchent le plus souvent des citoyens en situation précaire qui n'ont aucun moyen de se défendre ».

L'agression de La Réole : ouverture d'une information

Une information judiciaire pour « tentative d'homicide » a été ouverte le mardi 15 mai par le parquet du tribunal de grande instance de Bordeaux à la suite de l'agression dont a été victime un ressortissant tunisien à La Réole (Gironde), dans la nuit du vendredi 12 au samedi 13 mai (le Monde du 16 mai). M. Mansour Sghir, qui traversait un pont de la ville peu après minuit, a été retrouvé grièvement blessé au pied du pont et transporté à l'hôpital de Libourne dans la matinée de samedi. Il souffrait d'une fracture ouverte de la jambe gauche et d'une fracture du pied droit. M. Sghir a déclaré avoir été agressé par trois personnes qui l'ont ceinturé et aspergé de gaz lacrymogène avant de le jeter dans le vide. Pour le moment, l'enquête de la brigade de gendarmerie de Langon n'a pu établir ni le mobile ni les circonstances précises de cette agression.

Cependant SOS-Racisme, qui dénonce cet « acte raciste », a déposé une gerbe à Bordeaux, place des Martyrs-de-la-Résistance, le mardi 16 mai et l'Association des travailleurs marocains en France (ATMF) a « condamné ces actes barbares et laches perpétrés contre des immigrés sans défense ». L'Union des travailleurs immigrés tunisiens (UITT), qui rappelle le meurtre de Moudine Belhadj Amor à Nice, a demandé une entrevue avec le ministre de l'Intérieur afin « d'exiger que les autorités françaises assurent la sécurité de nos compatriotes, de tous les immigrés, et de toutes les victimes potentielles du racisme ». La LICRA, elle, s'est portée partie civile et « dénonce avec indignation » cette nouvelle agression. Pour sa part, le conseil d'administration d'Immigrés en France (CAIF) qui parle d'une « escalade de la violence raciste et meurtrière contre les immigrés », appelle au rassemblement organisé jeudi 18 mai, à 18 h 30, place du Trocadéro à Paris.

هكذا من ألاحظ

Société

DÉFENSE

Selon l'Institut suédois de la recherche pour la paix

La France est restée en 1988 le troisième exportateur d'armes

La France est restée en 1988 le troisième exportateur d'armes dans le monde, avec l'équivalent de 2 881 millions de dollars (valeur 1985), loin derrière l'Union soviétique (12 763 millions de dollars) et les États-Unis (9 367 millions de dollars), selon le rapport annuel de l'Institut international de la recherche pour la paix (SIPRI) à Stockholm.

La moitié des exportations françaises est allée vers l'Inde, l'Irak et l'Arabie saoudite. Mais, note le SIPRI, la France semble encourager désormais des accords de coopération, principalement avec l'Allemagne fédérale et le Royaume-Uni, pour une industrie européenne de la défense.

Selon ce rapport, la Grande-Bretagne, qui dispute souvent la troisième place à la France, est, pour 1988, au cinquième rang (avec 1 586 millions de dollars), derrière la Chine populaire (avec 2 011 millions de dollars). Le Royaume-Uni a réalisé 60 % de ses exportations vers l'Inde, l'Indonésie, le Nigeria et le Pakistan.

La Chine populaire s'adresse à une clientèle peu nombreuse, mais fidèle : Égypte, Iran, Irak, Pakistan et l'Arabie saoudite, avec laquelle les Chinois ont passé, en 1988, un important contrat portant sur des livraisons de missiles balistiques CSS-2 East Wind, de portée intermédiaire.

Le SIPRI considère que les ventes mondiales ne sont équilibrées à 33 969 millions de dollars, une estimation analogue à celle qui est corrigée depuis 1984, à l'exception de 1987 où ce commerce a atteint 39 518 millions de dollars. L'Institut suédois observe un déclin des achats par les pays du tiers-monde (61,4 % du marché mondial). D'une manière générale, la réduction du prix du baril de pétrole et la baisse du pouvoir d'achat dans certaines régions du globe incitent les principaux producteurs européens d'armement à chercher, souvent ensemble, de nouveaux marchés en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud, qui étaient, il y a quinze ans, des zones d'activités commerciales très prospères.

Un déplacement de la clientèle

Parmi les clients les plus importants, le SIPRI cite l'Inde (3 378 millions de dollars, valeur 1985), l'Irak (2 339 millions de dollars), la Corée du Nord (2 169 millions de dollars), l'Arabie saoudite (2 066 millions de dollars) et le Japon (1 671 million de dollars). En fait, note l'Institut suédois, on assiste à un déplacement de la clientèle du Proche-Orient vers de nouveaux pays d'Asie.

Ces ventes d'armes ont continué de progresser en 1988 alors que les dépenses militaires dans le monde ont enregistré une baisse et que, parallèlement, les conflits armés ont régressé, passant de trente-trois à vingt-huit.

Le SIPRI croit pouvoir avancer que les États-Unis (avec 267 765 millions de dollars, valeur 1986) ont réduit leur budget militaire en 1988 et qu'il y a des indications tendant à prouver que l'Union soviétique a fait de même. Le budget militaire de l'URSS ainsi

que celui de la Tchécoslovaquie ne sont cependant pas précisés. D'un autre côté, les dépenses d'armement des pays membres de l'OTAN ont baissé de quelque 3 % par rapport à l'année précédente, et la part américaine dans la défense des pays européens de l'OTAN est moindre que la contribution de chacun des États membres.

En fait, les experts de l'Institut suédois, qui est indépendant mais financé par le Parlement de Stockholm, préfèrent parler d'une « pause » dans la militarisation internationale, en raison de l'entente entre les Deux Grands.

[Le SIPRI ne précise pas et ses estimations de ventes d'armes concernent des livraisons en des commandes. Selon la désignation générale pour l'armement, les ventes de commandes de la France à l'étranger ont été de 41,9 milliards de francs en 1984 ; de 44,5 milliards en 1985 ; de 25,3 milliards en 1986 ; de 28,9 milliards en 1987, et de 37,5 milliards en 1988 (le Monde du 23 février). Ces estimations officielles sont exprimées en francs constants.]

Des personnalités françaises et allemandes demandent l'arrêt du programme Hadès

Plusieurs personnalités françaises et allemandes, dont M. Mitterrand, ont demandé l'arrêt du programme Hadès de missile nucléaire stratégique, affirmant que cet armement « entraîne irrémédiablement la France vers la doctrine de la riposte flexible » de l'OTAN et qu'il est destiné à porter le feu nucléaire sur la soi-disant « zone de coopération » entre les deux pays.

Outre les noms de quelques élus locaux socialistes, on relève, parmi les signataires français, ceux de Claude Bourdet, de Pierre Juquin, du Père Cardonne de Mgr Gaillet, évêque d'Evreux. De leur côté, les signataires allemands sont, tous, des élus du parti social-démocrate allemand (SPD) au Bundestag, au nombre de huit.

[Destiné à remplacer l'ancien missile Pluton, d'une portée de 120 kilomètres, le Hadès devrait avoir une portée de 400 kilomètres et une mobilité (il est installé par hélicoptère sur un sous-marin) qui lui permettrait de frapper des cibles fixes ou mobiles. Il est en cours de développement en temps de paix et n'a pas d'équivalent en période de tensions.]

SCIENCES

Pour assurer la sûreté des centrales

L'Association mondiale des exploitants nucléaires a été mise en place à Moscou

Destinée à développer l'échange international d'informations sur l'exploitation des centrales nucléaires, l'Association mondiale des exploitants nucléaires (WANO) est née officiellement à Moscou, lundi 15 et mardi 16 mai, en présence des délégués d'environ cent soixante sociétés adhérentes.

MOSCOU de notre envoyée spéciale

« L'humanité ne pourra profiter des atouts du nucléaire que si les normes de sécurité des centrales sont maintenues à un niveau maximal. » Les premiers mots de la charte du WANO, signée le 15 mai par plus de cent quarante membres adhérents appartenant à trente et un pays, dominent le ton des débats qui, tout au long de ces deux jours, se sont succédés dans la grande salle du Sovnarkom de Moscou.

A l'Est comme à l'Ouest, tous les États ayant à construire ou à exploiter des centrales nucléaires partagent aujourd'hui la même priorité : la sécurité maximale des installations à travers une plus grande coopération internationale. Et ce n'est pas par hasard, on le devine, que la ville de Moscou a été choisie pour l'inauguration de cette nouvelle association, trois ans après l'explosion d'un des réacteurs de la centrale soviétique de Tchernobyl, le plus grave accident connu de l'ère nucléaire, survenu le 26 avril 1986.

M. Nicolai Leonkine, ministre de l'énergie nucléaire d'URSS, a ainsi souligné les efforts réalisés depuis Tchernobyl par le gouvernement soviétique en matière de sûreté. Recommandant que « même un simple accident dans une centrale, accompagné de libération de radioactivité dans l'environnement, serait très préjudiciable à l'énergie nucléaire dans le monde entier », il a souligné « l'importance primordiale » des échanges d'informations et d'expériences, préconisant la nécessité d'une coopération internationale « pour le développement de la sûreté nucléaire ». Telle devrait précéder être la tâche du WANO, qui rassemble la quasi-totalité des compagnies — publiques et privées — exploitant les centrales nucléaires dans le monde.

Décidé en octobre 1987 lors d'une réunion à Paris, la création du WANO prévoyait la mise en place de quatre centres « régionaux ». Respectivement situés à Atlanta, à Paris, à Moscou et à Tokyo, ils sont devenus opérationnels au cours du premier trimestre 1989. A commencer par le centre de Paris, officiellement inauguré le 17 janvier dernier, qui regroupe, sous la direction de M. Jacques Burthet (EDF), les compagnies d'électricité de douze pays : Argentine, Belgique, Brésil, Finlande, France, Allemagne fédérale, Italie, Pays-Bas, Afrique du Sud, Suède, Suisse et Royaume-Uni.

Une boîte à lettres électronique

Unité entre eux par un système informatique, permettant aux adhérents d'accéder à leurs banques de données respectives, les quatre centres collecteront ainsi les informations librement fournies par les exploitants, tant sur le fonctionnement des réacteurs en régime normal et en cas d'accident, que sur leurs méthodes de formation et leurs expériences de travail en matière de diagnostic et de réparation des défaillances techniques. Tous les « incidents significatifs » seront ainsi reportés dans la banque de données du WANO, à laquelle les membres de l'association auront accès en permanence, une boîte à lettres électronique leur offrant également la possibilité de dialoguer directement entre eux.

Seule inconnue : la nature des relations à venir entre le WANO et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne. Historiquement chargée de contrôler les installations nucléaires des pays ne disposant pas de l'arme atomique et de favoriser l'essor de l'énergie nucléaire dans les pays en voie de développement, l'AIEA joue en effet, depuis l'accident de Tchernobyl, un rôle central dans les efforts internationaux visant à améliorer la sûreté des installations nucléaires. On peut donc se demander si les activités des deux associations ne risquent pas de se concurrencer. C'est sans doute la raison pour laquelle un comité de coordination comprenant des membres du WANO et de l'AIEA a été désigné au cours de la réunion de Moscou.

CATHERINE VINCENT.

A moins de 432 milliards de francs

M. Chevènement prévoit « des choix périlleux » pour la programmation militaire

Devant le groupe des députés socialistes qui l'ont entendu mardi 16 mai à l'Assemblée nationale, le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a tenu à rappeler que « l'enveloppe » financière de la programmation militaire 1990-1993 ne pouvait pas descendre, sans inconvénients majeurs pour les projets d'équipement nucléaire et classique en cours, au-dessous de 432 milliards de francs. En deçà de ce montant de crédits exprimés en valeur 1989, il faudrait pratiquer des choix qualifiés de « périlleux » par M. Chevènement, en raison de leurs implications industrielles.

Le ministre de la Défense avait déjà eu l'occasion de s'expliquer devant le bureau exécutif du PS. Il avait demandé, il y a une quinzaine de jours, à être entendu par les députés socialistes. Mais les circonstances avaient voulu que cette audition, qui a duré environ une heure, ait eu lieu à deux jours de la conférence de presse du président de la

République sur des sujets de politique étrangère et de défense.

Après avoir rappelé sa préférence pour un montant quadriennal de crédits qui s'élèverait à 432 milliards de francs et auquel il conviendrait d'ajouter 3 milliards de francs de fonds de concours résultant de la cession de biens propres aux armées (le Monde du 12 mai), M. Chevènement a mis en garde les élus socialistes contre le fait que, si une telle somme n'était pas dégagée, il leur faudrait prendre la responsabilité de remettre en question la loi et de faire des choix entre les systèmes d'armes proposés initialement.

En substance, M. Chevènement a expliqué que la France n'existe que par sa défense, sinon, a-t-il affirmé, « elle devient un protectorat ». Estimant qu'il ne faut pas éternellement compter sur la présence militaire des États-Unis en Europe, le ministre de la Défense a indiqué que le problème était de savoir, dans ces conditions, si la France doit renoncer à construire une « tête de serpillière en Europe », qui contribuerait, par son existence, à maintenir les équilibres.

Plusieurs des participants à cette séance se sont montrés très sensibles aux conséquences industrielles, sociales et technologiques de certains choix, très intervenants. En particulier, à propos de l'aviation de combat Rafale et du porte-avions Charles-de-Gaulle à propulsion nucléaire, des députés ont exprimé le vœu que la France ne réédite pas « la tragédie de sa sidérurgie » avec les industries d'armement.

Si « l'enveloppe » de 432 milliards de francs était retenue, le ministre de la Défense s'est dit en mesure de présenter sa révision de la programmation militaire au conseil des ministres du 23 mai, pour un débat en juin au Parlement.

ÉDUCATION

Le projet de loi d'orientation au conseil des ministres

M. Jospin veut réformer le système éducatif en évitant les « conflits idéologiques »

Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 17 mai, le projet de loi d'orientation sur l'éducation de M. Lionel Jospin qui sera discuté à l'Assemblée nationale du 5 au 9 juin. Ce texte doit, selon ses auteurs, « créer les conditions de changements de fond important » dans le système éducatif, mais il se présente « dans une enveloppe assez large qui ne prête pas aux conflits idéologiques ». Les principaux partenaires de l'éducation nationale ont été associés depuis janvier à la préparation du texte. Quelques-uns en critiquent les ambitions, la plupart le jugent flou et ambigu.

Un an presque jour pour jour après son entrée au ministère de l'Éducation nationale, M. Jospin présente un projet de loi qui portera probablement bientôt son nom. Gestion rapide mais efficace, pour un texte qui prétend introduire un changement radical dans l'école : celle-ci ne devrait plus être organisée d'abord par l'administration et les enseignants, mais « en fonction des élèves et des étudiants ». Dès le premier alinéa, le principe est posé.

Le ministre de l'Éducation nationale n'a jamais caché son regret d'avoir dû abandonner la formule d'une « loi de programmation » qui aurait permis de fixer les étapes financières de ce projet et il s'est employé, au grand dam de l'administration du budget, à y introduire quelques précisions sur les modalités de son application. Le « rapport » de vingt-six pages annexé au texte énonce « les objectifs de la politique nationale en faveur de l'éducation pour la période 1989-1994 », selon un ajout du Conseil d'État. Ce document prévoit aussi la publication d'un plan de recrutement d'enseignants sur cinq

ans, avec révision possible chaque année. M. Jospin vient, d'autre part, à la demande du Conseil économique et social, de se donner « dix ans » pour la réalisation de l'objectif principal de sa loi : conduire tous les jeunes au minimum au niveau d'un CAP ou d'un BEP et 80 % d'entre eux au niveau du baccalauréat.

Tous les partenaires de l'éducation nationale, des professeurs aux parents, des entreprises aux collectivités locales, ont été entendus par le ministre au cours de trois tables rondes organisées depuis janvier. Mais l'écho de ces confrontations a été assourdi par le brouhaha venu de la rue, où les enseignants protestent contre la méthode retenue par M. Jospin pour révaloriser leurs traitements. Le ministre, qui avait cru pouvoir mener les deux dossiers de front, mais séparément, s'est trouvé contraint de les mettre en relation, lâchant du lest de part et d'autre pour éviter l'explosion et obtenir l'accord des principaux syndicats d'enseignants sur les salaires.

« Ne pas brusquer »

« Ne pas brusquer, ne pas anticiper sur l'évolution des esprits », telles semblent être les consignes que s'est fixées le ministre. Au risque d'aboutir à un texte qui, tout en restant dangereusement audacieux pour la minorité la plus conservatrice du corps enseignant, est devenu d'une faiblesse déconcertante pour les plus progressistes. Ainsi la légalisation des « projets d'établissement » qui doivent amener à une réflexion collective sur l'adaptation des politiques scolaires au contexte local, menace, selon le SNAIC, de « briser la unité et la neutralité de l'école publique ».

A l'inverse le SNI-PECC (FEN) reproche au ministre sa crainte d'« effrayer les conservateurs », allusion notamment au refus de M. Jospin d'élargir les obligations de service des enseignants, en matière de formation continue des adultes, et à son silence sur l'évolution des contenus de l'enseignement et de la formation des professeurs. Le secrétaire général du SNI, M. Jean-Claude Barbarant, prédit même que la loi « pourrait bien être rangée très vite au placard surpeuplé des réformes qui n'ont rien changé » et serait alors « un nouveau renouveau de la gauche au pouvoir dans le domaine de la formation », allusion à la capitulation de 1984 dans la querelle privatisation.

La FEN de son côté aurait souhaité que cette loi de rénovation soit bouclée dès cet hiver, avant l'ouverture du débat sur la révalorisation. Elle ne retrouve qu'en pointillé son appel à « travailler autrement » lancé voici plus d'un an aux enseignants. Son secrétaire général, M. Yannick Simbron, a montré son dépit, en affirmant que « si on ne veut pas bousculer les habitudes, il n'y a qu'à ne pas faire de loi ». Une position assez proche, mais pour des raisons différentes, de celle des parents de la FEPEP (modérée) qui, après avoir salué les grands principes du projet, ont durci le ton pour dénoncer l'absence de programmation financière. Seul le SNES (FEN) affiche, parmi les enseignants, une certaine satisfaction. Pour lui, les timidités dénoncées par les autres syndicats de la FEN et par le SGEN-CFDT (qui parle de « loi gadget ») s'apparentent à autant de victoires face à M. Jospin. Le secrétaire général du SNES, M. Monique Vuillat, se félicite ainsi de « ce que nous avons fait rentrer » et cite la redéfinition du service des enseignants, le corps des professeurs de collège et l'annulation des horaires. Mais elle proteste contre l'absence d'une véritable programmation budgétaire et contre le manque d'ambition du projet, lorsqu'il annonce pour 1993 seulement la réduction à trente-cinq élèves par classe dans les lycées. Seuls les parents de la FCPE (gauche) ont pris fait et cause pour le projet Jospin, qui donne force de loi au principe de la participation des parents et instaure surtout l'indemnisation des parents qui siègent dans les instances consultatives.

« Nous avons un mur en face : allions-nous le contourner ou le jeter à bas ? », interroge avec franchise un conseiller du ministre. C'est la première voie qui a été choisie et M. Jospin affirme avoir atteint, « un point d'équilibre » entre des intérêts et des positions contradictoires. Il se félicite en particulier d'institutionnaliser la notion d'équipe pédagogique, qui permettra d'assurer la continuité des apprentissages et de limiter les redoublements, et de créer un « conseil national des programmes » pluridisciplinaire, composé de personnes qualifiées appartenant ou non à l'éducation nationale.

PHILIPPE BERNARD.

La maintenance du parc électronucléaire français

Un incident à la centrale de Gravelines incite à multiplier les contrôles

Le 1^{er} avril dernier, les responsables du réacteur n° 4 de la centrale de Gravelines (Nord) ont éprouvé des difficultés à faire chuter une des barres de commande contribuant le fonctionnement du réacteur. Cet incident met en évidence le vieillissement prématuré de certaines pièces, et la nécessité pour EDF de faire de la maintenance préventive afin de conserver ce état de marche l'électronucléaire français.

EDF pense que la plupart des réacteurs nucléaires de 900 mégawatts installés en France pourront fonctionner « dans de très bonnes conditions de sûreté, de fiabilité et d'économie » pendant une quarantaine d'années, mais d'importants travaux de remise en état ou de remplacement de certains composants usés ou défaillants seront nécessaires pour y parvenir. Le service de la production thermique d'EDF s'y prépare pour quelques uns d'entre eux dont l'usure est déjà constatée.

Mais tout ne peut pas être prévu, et le service doit parfois rapidement remplacer des pièces qui, pensait-il, auraient dû avoir beaucoup plus longtemps. C'est le cas notamment des barres de commande (1) permettant soit de réguler la puissance du réacteur, soit de l'arrêter brusquement en cas d'urgence. Que l'une d'elles vienne à gripper dans son logement et ne « tombe pas » comme prévu dans le cœur du réacteur et c'est l'incident. C'est précisément ce qui s'est produit, voilà six semaines, sur le réacteur n° 4 de la centrale de Gravelines.

Déjà un incident en septembre

Incident qui fut sans conséquences pour l'environnement dans la mesure où la cinquantaine de barres de contrôle restantes ont permis d'arrêter sans difficulté la machine. Mais suffisamment sérieux pour qu'une vaste campagne de vérification ait été lancée sur l'ensemble des autres réacteurs de 900 mégawatts du parc électronucléaire français. Résultat : dix-neuf réacteurs devraient faire l'objet de contrôles serrés suivis du remplacement des barres défaillantes. De même, EDF envisage de regarder « par anticipation » si un pareil phé-

nomène n'a pas lieu sur les réacteurs de 1 300 mégawatts. Six d'entre eux seront donc contrôlés préventivement.

Depuis plusieurs années, les exploitants des centrales nucléaires de ce type (uranium enrichi-eau pressurisé), qu'ils soient américains, allemands, français ou japonais, ont constaté que, sous l'effet des vibrations, la gaine métallique des longs crayons des barres de commande s'usait prématurément, en certains endroits bien précis (plaques de guidage). Les ingénieurs avaient bien pensé un temps s'affranchir de cette contrainte en décalant légèrement les barres de manière à répartir l'usure dans le temps. En vain. Car un crayon a coûté en septembre 1988 à la centrale de Dampierre (Loiret) et un autre plus récemment à la centrale de Gravelines.

Enquête faite, il est apparu que la gaine métallique avait, à l'endroit des vibrations, perdu environ 30 % de son épaisseur. Une érosion inacceptable, qui a d'ailleurs conduit les services de sûreté à mettre en place de nouveaux critères plus sévères de remplacement de ces pièces et à développer des gaines plus résistantes, grâce, notamment, à des procédés de nituration du métal. De telles opérations ne seront pas, cependant sans conséquences économiques. EDF estime que la remise en état des dix-neuf réacteurs incriminés devrait lui coûter quelque 100 millions de francs. Une somme certes modeste comparée au coût d'un réacteur (plus de 10 milliards de francs), mais qui, ajoutée aux budgets réservés à d'autres programmes de maintenance du parc électronucléaire français — remplacement de certains générateurs de vapeur (8,75 milliards de francs), séparation des rotors des turbo-alternateurs (10 milliards de francs chacun), — finit par faire bouillir de la soupe.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Les barres de commande se répartissent en deux catégories : les « noires » qui servent à stopper le réacteur et les « grises » qui permettent de réguler la puissance au cours du temps. Ces barres sont en prise directe sur des structures en forme d'araignée (cinquante-trois en tout) dont les lames et fines pattes de phénol mâtré plongent plus ou moins dans les éléments combustibles du cœur pour en contrôler la fission nucléaire.

Environnement

Après une dissolution et de multiples mésaventures

Greenpeace-France refait surface

Après un an et demi de plongée, Greenpeace-France refait surface. Dissous par décision de Greenpeace International à la suite de multiples mésaventures — scission au sein du bureau, attentat contre le *Rainbow Warrior* et faillite financière (le *Monde* du 15 décembre 1987) — le bureau français est en cours de reconstitution avec une nouvelle équipe.

Renouveau, il s'agit d'une nouvelle association puisque l'initiale para au *Journal officiel* en septembre dernier est « Greenpeace-France », alors que l'association créée en 1977 s'appelait « Greenpeace-Paix verte ». Un recours en référé a d'ailleurs été déposé par le président « déposé », François Breton, avocat et conseiller Vert du douzième arrondissement de Paris, qui accuse Greenpeace International d'avoir volontairement « étranglé » le bureau français pour s'emparer de 50 millions de francs versés en dédommagement de l'attentat d'Auckland. « La dissolution d'une association sans assemblée générale est illégale, dit-il. Je vais présenter un plan de reprise au syndic. »

La nouvelle équipe de Greenpeace-France, qui vient d'emménager (1), ne se sent pas concernée par le contentieux juridique. « Je suis heureux de ne pas être mêlé aux anciennes querelles », dit le nouveau directeur, Philippe Lequenne, qui a été recruté par petite annonce, ingénieur océanographe âgé de trente ans, Philippe Lequenne a travaillé au CNEO (devenu IFREMER) et s'est spécialisé dans les « formes marines ». Militant de la fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA) à Grenoble, il n'est pas dépaycé dans le milieu associatif, même si son équipe ne comporte actuellement que trois permanents, dont Elisabeth Tissot, une chimiste qui a déjà fait campagne sur le navire-laboratoire *Beluga*, basé à Hambourg. « Mais nous espérons bien être sept ou huit avant la fin de l'année, dont plusieurs campagnes capables de mener une action de longue haleine », précise-t-il.

La présidence du bureau français a été confiée à Alain Coman, capitaine de la marine marchande en retraite et vieux militant de Greenpeace, mais sans lien avec le bureau

français. Il a commandé le *Sirius* (2) à de nombreuses reprises, et s'est trouvé un successeur à Marseille, le capitaine Claude Beaujard, qui vient de prendre sa retraite et a effectué le stage de rigneur à Amsterdam.

Le siège international à Amsterdam

Les militants de Robin-des-Bois (3), évincés de Greenpeace en juin 1985 — un mois avant l'attentat du *Rainbow Warrior* — ne voient pas d'un mauvais œil la renaissance de leur ancien mouvement. D'abord, leur vieux rival (Londres, Trossel et Yves Lenoir) ne font plus partie de l'équipe. Ensuite, ils ont eu le temps de lancer leur mouvement et d'installer leur boutique de vente. Or les nouveaux locaux de Greenpeace — un troisième étage sans ascenseur — ne permettent pas de lancer une boutique concurrente.

L'emménagement du bureau de Greenpeace-France coïncide avec le déménagement, cette semaine, du siège de Greenpeace International. Installé depuis l'origine à Lower, dans la grande banlieue de Londres, le quartier général transporte ses pénates à Amsterdam, ainsi que les sections film, photo, (déjà rapatriée de Paris) et marine. Greenpeace International voulait se reconvertir en Europe pour rééquilibrer le mouvement en faveur du Sud, car les bureaux espagnol et italien sont devenus très actifs. On avait songé à Paris, bien placé au cœur de l'Europe mais exclu depuis l'été 1985. Le président David Mac Taggart, qui habite Rome, avait aussi pensé à transporter son QG. Mais Amsterdam offre l'immense avantage d'être un port de mer, dans une métropole où la défense de l'environnement peut faire tomber un gouvernement.

ROGER CANS.

(1) 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris, tél. : 47-70-46-89.
(2) Greenpeace entretient trois navires à Amsterdam (*Sirius*, *Greenpeace*, *Gondwana*) et deux à Hambourg (*Beluga* et, en cours de finition, le nouveau *Rainbow Warrior*).
(3) 15, rue Ferdinand-Daval, 75004 Paris, tél. : 48-04-09-36.

Communication

Berlusconi prend 2 % du capital de Bouygues

Les groupes Bouygues et Berlusconi ont décidé de développer leur coopération en France, en Italie, dans les autres pays européens et, d'une manière générale, au niveau international. Indique Bouygues dans un communiqué publié le 16 mai. Les domaines de coopération envisagés concernent, d'une part, le bâtiment et les travaux publics, la promotion immobilière, l'industrie de loisirs, les services aux collectivités publiques et, d'autre part, la communication : télévision et production audiovisuelle. Une société du groupe Berlusconi a en effet acquis 2 % du capital de Bouygues, le groupe Berlusconi devenant ainsi l'un des actionnaires stables et actifs de l'entreprise aux côtés de ses associés traditionnels.

Les groupes Bouygues et Berlusconi réalisent chacun un chiffre d'affaires consolidé de l'ordre de 50 milliards de francs. Le groupe italien avait déjà pris, fin avril, 3,9 % de l'IF 1 dont Bouygues est l'opérateur avec 25 % du capital.

Le groupe Herault suspend le projet « Paris-Star ». Le groupe Herault a décidé d'abandonner son projet de quotidien populaire parisien connu sous le nom de code *Paris-Star*, après cinq mois de vaines négociations avec le Syndicat du Livre. *Paris-Star*, qui devait être vendu aux alentours de 2 francs, se présentait, selon ses responsables, comme un prototype et « un laboratoire, tant sur le plan rédactionnel que sur le plan de la fabrication et de la composition ». L'équipe rédactionnelle, dirigée par Bernard Morrot et composée de vingt journalistes, va être dispersée.

SPORTS

● **TENNIS** : championnats internationaux d'Italie. — Les Français Thierry Tulasne et Cécile Pieloni ont été battus, mardi 16 mai, au premier tour des championnats internationaux d'Italie, respectivement par les Américains Lawson Duncan (6-1, 6-4) et Jimmy Connors (6-4, 6-2). Trois joueurs classés situés de série ont également été éliminés : le Tchèque Miroslav Mečíř (n° 4) par l'Italien Omar Camporese (6-2, 7-5), le Haïtien Ronald Agénor (n° 9) par le Yougoslave Bruno Oresar (7-6, 3-6, 6-2), et l'Espagnol Andrés Gómez (n° 14) par l'Espagnol Sergi Bruguera (2-6, 6-2, 6-2).

Europe 1993

Le 1^{er} janvier 1993 au plus tard

Des avertissements aux fumeurs devront figurer sur les paquets de cigarettes vendus dans la Communauté

Le conseil des ministres de la santé de l'Europe des Douze a adopté mardi 16 mai à Bruxelles, par onze voix contre une, celle de la Grande-Bretagne, la proposition de directive européenne concernant l'harmonisation de l'étiquetage des paquets de cigarettes. Aux termes de cette directive, tous les paquets de cigarettes vendus au sein de la CEE devront, au plus tard avant le 1^{er} janvier 1993, mentionner plusieurs informations précises et émaner de toute amb-

guité quant aux risques du tabac sur la santé des fumeurs. Le conseil des ministres de la santé a par ailleurs adopté une recommandation concernant le tabagisme passif (*le Monde* du 17 mai), ainsi qu'une orientation commune concernant les concentrations maximales de goudrons autorisées (moins de 15 mg par cigarette à partir du 1^{er} janvier 1993 et 12 mg cinq ans plus tard). La difficile question de la publicité incitant à la consommation de tabac sera abordée en novembre prochain.

« Fumer provoque le cancer » ou « Fumer provoque les maladies cardio-vasculaires » au recto. « Fumer nuit sérieusement à votre santé » au verso. Telles sont quelques-unes des mentions — les ministres ont retenu seize formules de ce type — qui devront impérativement figurer en bonne place (4 % de la surface) sur tous les paquets de cigarettes vendus dans chacun des douze pays de la CEE. Cette décision qui vient d'être adoptée par le conseil des ministres de la santé de l'Europe des Douze prendra effet au plus tard le 1^{er} janvier 1993. Elle constitue la première et importante victoire à l'échelon communautaire du lobby antitabac constitué notamment de cancérologues et de spécialistes de la santé publique face aux puissants et multiples groupes de pression de l'industrie du tabac.

Annulée le vendredi 4 mai à Venise, dans le cadre d'une communication scientifique européenne (*le Monde* du 13 avril), cette décision illustre aussi un parfait modèle de l'adéquation qui peut exister entre les nécessités communautaires du libre échange et les impératifs sanitaires de la Communauté européenne.

« Nous avions pour objectif de nous aligner sur la législation irlandaise qui est la plus sévère dans ce domaine », explique M. Michel Richonier, responsable du programme Europe contre le cancer. Nous avons pu y parvenir en dépit de quelques oppositions ponctuelles et grâce au fait que le lobby du tabac n'est réveillé trop tard. Le Parlement européen avait pour sa part déjà approuvé cette disposition en décembre dernier. Dorénavant, chacun des pays concernés devra, y compris la Grande-Bretagne qui a voté contre, faire approuver une loi reprenant les termes de la directive adoptée le 16 mai à Bruxelles. Des études complémentaires ont d'autre part été demandées aux experts cancérologues pour savoir si les mêmes mentions devront prochainement figurer sur les paquets de tabac et les boîtes de cigares.

En quoi tous ces continentaux ont-ils leur mot à dire sur la protection des fumeurs britanniques ? Pourquoi dicteraient-ils le contenu et même la présentation (il faudra que le texte figure à la fois au recto et au verso du paquet) de la mise en garde ? Est-ce que l'Europe n'a pas mieux à dire que de se mêler, en détail, de la vie quotidienne des citoyens des douze pays souverains qui la composent ?

La législation communautaire sur les cigarettes a été, si l'on peut dire, la goutte qui a fait

déborder le vase. On avait déjà senti la colère du premier ministre monter, il y a quelques semaines, à propos du projet « Lingua » destiné à améliorer l'apprentissage des langues étrangères (surtout celles qui sont dites « crues ») dans les écoles primaires et secondaires des Douze. M^{me} Thatcher avait cherché en vain, dans le traité de Rome, une clause contraignante à ce sujet et avait superbement opposé son veto au projet.

L'ennui, avec les cigarettes, est qu'elle ne peut probablement pas faire de même. Le premier ministre a vaguement agité, mardi après-midi aux Communes, le spectre d'une saisie de la Cour européenne de justice, mais il n'est pas sûr qu'elle se lance dans cette entreprise parce qu'elle a de fortes chances de perdre son procès, ce qui équivaudrait, vu l'ampleur prise ici par cette polémique, à perdre la face en public.

Un député conservateur, croyant bien faire mais un peu ignorant, lui a demandé mardi si, après le vote « humiliant » de Bruxelles, elle allait exercer son droit de veto. « Nous allons examiner tout ceci avec soin, mais comme vous le savez, le traité de Rome... » « Que vous avez voté », s'est exclamé un parlementaire travailliste, laissant le premier ministre sans voix, ce qui n'est pas courant. M. Dennis Skinner, représentant de la « gauche dure » travailliste, est revenu à la charge : est-ce que le premier ministre ne regrette pas maintenant d'avoir eu recours à la discipline de parti pour faire voter l'acte unique européen par le parlement de Westminster ? Embarrassée, M^{me} Thatcher a répondu « non ».

« Dans ce domaine, il faut savoir que le mieux de la santé a par ailleurs adopté une recommandation concernant le tabagisme passif (*le Monde* du 17 mai), ainsi qu'une orientation commune concernant les concentrations maximales de goudrons autorisées (moins de 15 mg par cigarette à partir du 1^{er} janvier 1993 et 12 mg cinq ans plus tard). La difficile question de la publicité incitant à la consommation de tabac sera abordée en novembre prochain.

JEAN-YVES NAU.

M^{me} Thatcher se rebiffe

LONDRES de notre correspondant

M^{me} Thatcher n'a pas du tout apprécié la réduction adoptée mardi à Bruxelles d'imposer, à partir du 1^{er} janvier 1993, des mises en garde précises et identiques sur tous les paquets de cigarettes mis en vente dans chaque pays de la Communauté. « Nous pensons que ces décisions devraient être prises à l'unanimité », a déclaré quelques heures plus tard et de très mauvaise humeur le premier ministre devant les Communes. La Grande-Bretagne s'est, en effet, retrouvée isolée dans cette affaire puisque cette nouvelle directive a été votée par onze voix contre une, la sienne.

M^{me} Thatcher ne fume pas et sa colère est purement politique. Elle n'a rien, en principe, contre le fait d'avancer la consommation qu'il prend un risque en allumant une cigarette. Les paquets vendus en Grande-Bretagne comportent, depuis déjà, sur un seul côté, un avertissement émanant du ministère de la santé. Mais ce qu'elle n'admet pas, c'est l'ingérence de Bruxelles dans ce qui lui paraît être du seul ressort du Parlement de Londres.

En quoi tous ces continentaux ont-ils leur mot à dire sur la protection des fumeurs britanniques ? Pourquoi dicteraient-ils le contenu et même la présentation (il faudra que le texte figure à la fois au recto et au verso du paquet) de la mise en garde ? Est-ce que l'Europe n'a pas mieux à dire que de se mêler, en détail, de la vie quotidienne des citoyens des douze pays souverains qui la composent ?

La législation communautaire sur les cigarettes a été, si l'on peut dire, la goutte qui a fait

déborder le vase. On avait déjà senti la colère du premier ministre monter, il y a quelques semaines, à propos du projet « Lingua » destiné à améliorer l'apprentissage des langues étrangères (surtout celles qui sont dites « crues ») dans les écoles primaires et secondaires des Douze. M^{me} Thatcher avait cherché en vain, dans le traité de Rome, une clause contraignante à ce sujet et avait superbement opposé son veto au projet.

L'ennui, avec les cigarettes, est qu'elle ne peut probablement pas faire de même. Le premier ministre a vaguement agité, mardi après-midi aux Communes, le spectre d'une saisie de la Cour européenne de justice, mais il n'est pas sûr qu'elle se lance dans cette entreprise parce qu'elle a de fortes chances de perdre son procès, ce qui équivaudrait, vu l'ampleur prise ici par cette polémique, à perdre la face en public.

Un député conservateur, croyant bien faire mais un peu ignorant, lui a demandé mardi si, après le vote « humiliant » de Bruxelles, elle allait exercer son droit de veto. « Nous allons examiner tout ceci avec soin, mais comme vous le savez, le traité de Rome... » « Que vous avez voté », s'est exclamé un parlementaire travailliste, laissant le premier ministre sans voix, ce qui n'est pas courant. M. Dennis Skinner, représentant de la « gauche dure » travailliste, est revenu à la charge : est-ce que le premier ministre ne regrette pas maintenant d'avoir eu recours à la discipline de parti pour faire voter l'acte unique européen par le parlement de Westminster ? Embarrassée, M^{me} Thatcher a répondu « non ».

DOMINIQUE D'HOMBRES.

EN BRIEF

● **Conférence sur le marché européen du logiciel**. — La CELM, association de spécialistes en droit informatique, organise à Paris, les 29 et 30 mai, une conférence sur le marché européen du logiciel, autour du thème « Droits d'auteur, concurrence déloyale et aspects internationaux de la propriété intellectuelle ». Parmi les sujets traités : le Livre vert de la Commission européenne et le marché transfrontière du logiciel. (Renseignements : 19 32 2-736 03 05).

● **Séminaire sur la politique énergétique de la Communauté**. — Le CEPS (Centre for European Policy Studies) organise le jeudi 18 mai, à Bruxelles, un séminaire sur les options pour la politique énergétique de la Communauté européenne. (Renseignements : 19 32 2-513 40 08).

● **Colloque euro-maghrébin**. — L'institut de formation européen et de coopération (IFEC) organise, les 24 et 25 mai, en l'hôtel de la Communauté urbaine de Dunkerque, un colloque « euro-maghrébin » autour du thème général « La coopération Maghreb-CEE face aux enjeux du marché unique européen et de l'union du Maghreb arabe ». Renseignements au 28-60-32-32.

Les syndicats de policiers s'organisent

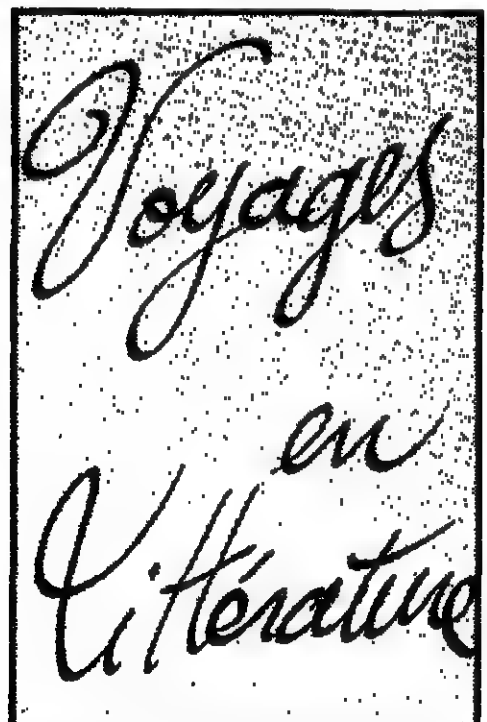
Alors que les ministres de l'intérieur des Douze multiplient réunions et rencontres pour concevoir l'Europe de 1993, les syndicats de policiers européens resserrent eux aussi leurs liens. Plusieurs organisations viennent ainsi d'annoncer la réunion à Venise, en septembre prochain, du congrès constitutif du Conseil européen des syndicats de police (CESP), qui vise à regrouper des inspecteurs de France, d'Espagne, d'Italie, de Grèce, du Portugal et d'Allemagne fédérale. Le CESP compte demander le bénéfice du statut d'organisation non gouvernementale auprès du Conseil de l'Europe.

De création récente, le CESP, qui déclare quelque 70 000 adhérents réunit essentiellement des policiers en civil, alors que l'Union internationale des syndicats de police (UISP), l'autre grande organisation internationale, groupe majoritairement les policiers en tenue. Mais on constate que les droits syndicaux dans la police n'étaient pas une évidence unanimement acceptée dans plusieurs pays européens. En Grèce, où la loi accorde pourtant aux fonctionnaires le droit à l'organisation

syndicale, M. M. Constantin Sygounis et Yannis Kotsis, respectivement président et trésorier de l'UEKA, organisation affiliée au CESP, qui groupait 18 000 fonctionnaires de police sur 38 000, viennent ainsi d'être révoqués. Trente-trois autres policiers grecs sont l'objet d'une mesure disciplinaire pour leur appartenance syndicale. Au Portugal, l'Association syndicale des policiers (ASP) a été purement et simplement interdite, provoquant plusieurs manifestations dispersées par des lances à eau.

C'est pour protester contre ces diverses entraves aux libertés que le SNAPC, principale organisation des inspecteurs français, a récemment écrit à M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, lui demandant qu'il use de ses « relations » et de son « influence » pour que soient rétablies les libertés syndicales dans les polices européennes. L'organisation a, d'autre part, annoncé qu'elle tiendrait après l'été un « grand rassemblement national à Paris » afin d'exiger les réformes qu'elle réclame depuis longtemps dans l'organisation de la police.

GRAND CONCOURS



HACHETTE Classiques

Le Monde

EUROPE 1

du 22 mai au 10 juin dans Le Monde

Testez vos connaissances en littérature grâce au grand concours organisé par HACHETTE CLASSIQUES, LE MONDE et EUROPE 1 : « Voyages en littérature ».

Pour participer, achetez LE MONDE du 22 mai au 10 juin 1989.

Pour vous aider, chaque jour durant cette période, des indices sur EUROPE 1.

Grâce à HACHETTE CLASSIQUES, LE MONDE et EUROPE 1, vous pouvez gagner l'un des 1 000 prix offerts dont 3 voyages en Chine pour 2 personnes, 2 voyages à Bali pour 2 personnes, des bibliothèques et des centaines de livres...

هكذا من الأدب

1993

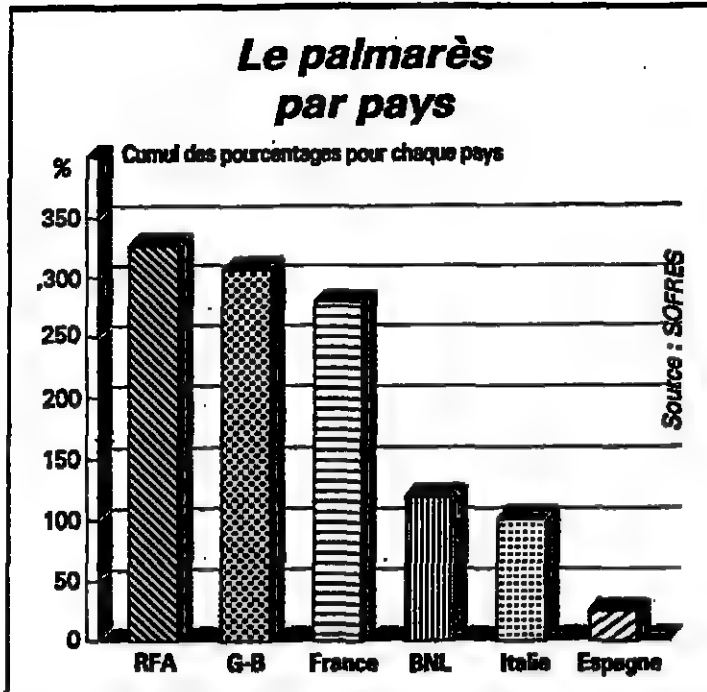
Le Monde • Jeudi 18 mai 1989 17

Le Monde CAMPUS

LES FORMATIONS SUPÉRIEURES EN EUROPE

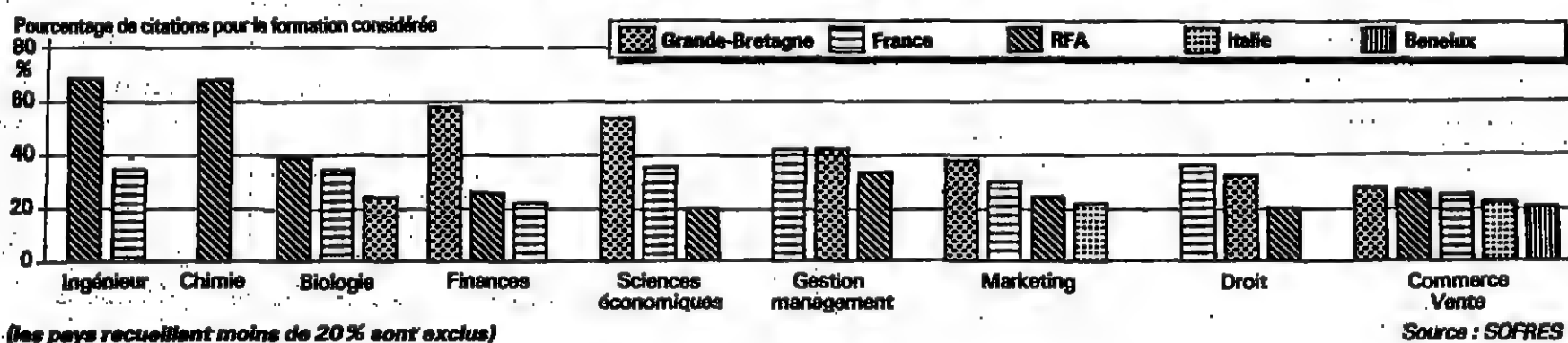
L'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne dominent la Communauté

Ces deux pays ont les formations les plus réputées
et les plus ouvertes sur l'international.
La France a des atouts,
mais peu de domaines d'excellence.



Le jugement des « décideurs » sur les études de sciences et de gestion

Pour chacun des domaines suivants, veuillez indiquer les pays européens dans lesquels la formation supérieure vous semble la meilleure.



DEUX pays dominent la Communauté européenne pour la formation supérieure : l'Allemagne fédérale, pour les sciences et les techniques ; la Grande-Bretagne, pour l'économie et la gestion. La France vient en troisième position avec de bons atouts, mais peu de domaines d'excellence. Les pays du Sud (Espagne, Italie) connaissent un retard réel.

Telles sont les indications convergentes de deux sondages réalisés pour l'association Europe-Education : l'un par la SOFRES, auprès d'un panel européen de « décideurs » (dirigeants d'entreprise, experts financiers, journalistes, parlementaires et fonctionnaires européens) ; l'autre par RES, auprès d'étudiants et de professeurs d'une trentaine de grands établissements d'enseignement supérieur (1).

La SOFRES a demandé à des responsables économiques : les pays européens dans lesquels, selon eux, la formation supérieure est la meilleure dans neuf grands domaines. L'Allemagne fédérale recueille le plus grand nombre de citations et jouit, à leurs yeux, d'un quasi-monopole pour les sciences de l'ingénieur et la chimie. Elle vient également en tête pour la biologie, et en deuxième position pour les finances et le commerce. La

Grande-Bretagne domine très largement pour les finances et les sciences économiques. Elle est également en tête pour la gestion, le commerce et le marketing. La France est citée en tête pour le droit et occupe la première place ex aequo avec la Grande-Bretagne pour la gestion. Elle est en deuxième position pour les sciences économiques, le marketing, la biologie et les sciences de l'ingénieur. L'Italie fait des scores honorables pour le commerce et le marketing. Le Benelux pour le commerce. L'Espagne est très peu citée.

Ce palmarès doit évidemment être pris avec prudence. Il traduit les opinions des employeurs, des experts et des observateurs, et non pas des évaluations pédagogiques ou scientifiques. Il reflète des réputations, non des tests comparatifs rigoureux. Mais l'un de ses intérêts, dans la perspective de l'ouverture de 1993, est de montrer les domaines où la formation d'un pays a une audience internationale et ceux où elle ne dépasse pas les frontières. Elle fait également apparaître l'existence de réseaux privilégiés de relations entre certains pays ou, au contraire, des incompréhensions ou des ignorances réciproques.

Cette confrontation a d'autant plus d'intérêt que, selon ces « euro-décideurs », la politique de recrutement des jeunes diplômés va tendre de plus en plus à devenir européenne, notamment pour la recherche-développement, la vente et les finances. Ce mouvement pourrait en revanche être plus lent pour la production et les ressources humaines. Le Benelux et la France semblent les plus convaincus d'une « européanisation » rapide, l'Espagne et la Grande-Bretagne paraissant plus réservées.

comme meilleurs que les Français dans ce domaine. On voit posé là, de façon très crue, le problème spécifique des grandes écoles d'ingénieurs, qui sont un type de formation sans équivalent à l'étranger et donc peu connus — sinon peu appréciés.

FREDERIC GAUSSEN.
(Lire la suite page 18.)

(1) Ces deux enquêtes ont été réalisées pour l'association Europe-Education, patronnée par Arthur Andersen, à l'occasion d'une journée de réflexion organisée avec la collaboration du « Monde-Campus », qui se tiendra vendredi 19 mai à Paris, sur « la formation des élites pour les entreprises européennes ». Cette journée réunira des responsables de grands établissements européens de formation et des dirigeants d'entreprises (Association Europe-Education, 12 rue de Fustat, 75006 Paris. Tél. : 42-25-39-89.)

L'eupéanisation des politiques de recrutement

Pour chacune des fonctions suivantes, indiquez si, selon vous, la mise en place du marché unique européen va rendre plus européenne la politique de recrutement pour les jeunes diplômés.

	Le recrutement est déjà européen	Le recrutement deviendra très rapidement européen	Le recrutement deviendra européen mais lentement	Le recrutement ne deviendra pas européen	Sans réponse
— Recherche et développement	20	39	35	2	4
— Finance	14	32	40	5	3
— Direction générale	13	30	44	5	3
— Vente	12	41	35	9	3
— Production	5	25	51	13	6
— Ressources humaines	5	14	54	21	6

L'avenir des modèles de formation

Il existe deux grands modèles de formation des cadres supérieurs. D'après vous, quel est celui qui a le plus de chances de s'imposer en Europe à l'avenir ?

	Ensemble	France	Grande-Bretagne	RFA	BNL	Italie	Espagne
— Une formation initiale de base, complétée par une formation continue de haut niveau, après quelques années d'activité professionnelle (comme les MBA américaines)	58	48	71	35	63	62	71
— Une formation généraliste initiale de haut niveau (comme les grandes écoles françaises ou les universités allemandes)	37	49	23	55	34	33	28
— Sans réponse	5	3	6	10	3	5	1

■ Sondage postal effectué en janvier 1989 auprès d'un échantillon de 500 personnalités européennes appartenant aux segments : dirigeants d'entreprise ; experts financiers ; journalistes ; parlementaires européens + Membres de la Commission de Bruxelles du panel euro-décideurs de la SOFRES. Zones d'enquête : France, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, RFA, Benelux.

Autosatisfaction

générale

D'une façon générale, chaque pays a — comme c'est naturel — tendance à voir midi à sa porte et à porter sur ses propres formations un jugement plus favorable que ses voisins. Ainsi les Allemands se classent, eux-mêmes, en tête pour les finances et le droit, les Britanniques pour le droit ou la biologie, ou les Italiens pour le commerce. Les Français sont les plus portés à l'autosatisfaction, puisqu'ils se mettent en tête dans cinq domaines : gestion, marketing, droit, sciences de l'ingénieur et biologie. C'est pour les sciences de l'ingénieur que la distance est la plus grande entre leur propre opinion et celle des autres, puisque les Français se considèrent de loin comme les meilleurs (devant les Allemands), alors qu'aucun autre pays ne les place en tête, les Italiens se considérant même

SCHILLER
INTERNATIONAL UNIVERSITY - PARIS
Accredited Member A.I.C.S.

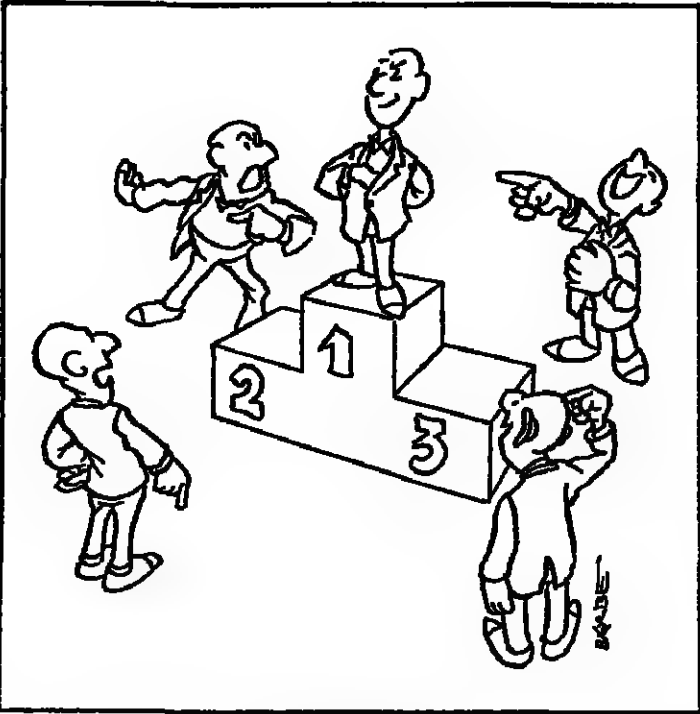
MBA
• MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION DEGREE PROGRAM WITH SPECIALIZATION IN INTERNATIONAL BUSINESS OR HOTEL MANAGEMENT.
• FULL TIME AND PART-TIME PROGRAMS.
• EVENING COURSES FOR WORKING EXECUTIVES. OTHER MBA PROGRAMS IN LONDON, HEILDEBERG.
• LIMITED CLASS SIZE.
• OUTSTANDING ENGLISH-LANGUAGE BUSINESS LIBRARY.

BBA
• BACHELOR OF BUSINESS ADMINISTRATION DEGREE PROGRAM WITH MAJORS IN INTERNATIONAL BUSINESS, MARKETING, MANAGEMENT.
• INDIVIDUAL ATTENTION AND COUNSELING.
• ONE YEAR BILINGUAL TRANSITION PROGRAM.
• STUDENTS MAY TRANSFER FREELY WITHOUT LOSING CREDITS TO OTHER CAMPUSES IN LONDON, HEILDEBERG AND MADRID.

BA / MA IN I&D
• GRADUATE AND UNDERGRADUATE DEGREES IN INTERNATIONAL RELATIONS AND DIPLOMACY.
• "HANDS ON" DIPLOMACY WORKSHOP.
• PRACTICAL SEMINARS, SITE VISITS, GUEST LECTURES AND SIMULATION EXERCISES.
• CAREER OPPORTUNITIES IN GOVERNMENT, INTERNATIONAL ORGANIZATIONS, JOURNALISM, IMPORT-EXPORT, COUNTRY RISK ANALYSIS, THINK TANKS, ETC.

S.I.U., established in Paris for over 20 years, offers students a fully accredited American university education in Europe. We are a truly international school, with students from over 50 different countries. If you would like to know more about us, please telephone for an appointment.

S.I.U. - 108, RUE DE LILLE 75007 PARIS. TEL. 45.51.28.93.



(Suite de la page 17.)

A l'inverse, certaines réputations peuvent être meilleures au-delà des frontières qu'en deçà. Ainsi les Français, qui ne cessent de se répéter qu'ils sont de mauvais vendeurs, ont une très faible opinion de leurs formations dans ce domaine, alors qu'ils sont placés en deuxième position par les Britanniques et les Italiens... et en tête par les Espagnols.

Cette hiérarchie entre les formations nationales est en partie confirmée par l'enquête réalisée par RES auprès des étudiants et des enseignants, portant plus particulièrement sur l'ouverture internationale des enseignements dans cinq pays européens (France, RFA, Grande-Bretagne, Italie, Espagne). Une coupure apparaît nettement entre l'Allemagne et le Royaume-Uni, suivies

par la France, d'une part ; l'Espagne et l'Italie, d'autre part.

Les Allemands et les Britanniques sont, de loin, ceux qui ont la plus grande expérience de la mobilité : 69 % des étudiants allemands et 61 % des Britanniques ont déjà effectué des études supérieures à l'étranger. 40 % des Allemands et 35 % des Britanniques ont effectué des stages hors de leurs frontières. Les étudiants britanniques ont la meilleure opinion de leur formation, puisque 56 % d'entre eux jugent leur diplôme « excellent » par rapport à ceux des établissements de même niveau en Europe. 31 % d'entre eux considèrent que leur formation est « bien adaptée telle qu'elle est » pour affronter la situation qui prévaut en 1993.

Cette autosatisfaction des étudiants britanniques n'est-elle pas

un peu excessive ? On peut se poser la question, en observant qu'elle n'est pas vraiment partagée par les professeurs.

Mais il est probable qu'elle tient davantage à la conviction d'appartenir à la culture mondiale dominante et au prestige international de leurs universités, qu'au contenu proprement international de leur formation.

Les Britanniques sont en effet, avec les Italiens, ceux qui ont le moins de cours spécifiques dans ces matières. Bénéficiant de la maîtrise naturelle de la langue internationale, ils font le moins d'efforts pour l'étude des langues étrangères. Les deux tiers d'entre eux n'ont pas d'enseignement obligatoire de langues et près de 30 % n'en parlent aucune. Ils sont d'ailleurs peu nombreux à citer l'acquisition d'une langue étrangère parmi les raisons qui pour-

raient les inciter à aller travailler à l'étranger.

En revanche, la palme en ce qui concerne la qualité de la formation à l'international semble revenir aux Allemands. Ce sont eux qui portent le meilleur jugement sur leurs établissements pour l'enseignement des langues, l'organisation des stages à l'étranger, la sensibilisation aux cultures étrangères et à la communication. Les Allemands sont aussi les plus nombreux (61 %) à envisager d'aller travailler à l'étranger, dès la fin de leurs études.

Les Français semblent les plus avancés en ce qui concerne l'enseignement des langues et de l'international, mais leur jugement sur sa qualité est plus nuancé.

Pour des raisons sans doute différentes, les Britanniques (parce

La satisfaction britannique

— Quel jugement portez-vous sur la valeur de votre diplôme par rapport aux diplômes des autres écoles de même niveau en Europe ?

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fran.	Ita.
Excellent	28 %	37 %	66 %	11 %	26 %	13 %
Bon	58 %	53 %	34 %	77 %	65 %	59 %
Moyen	12 %	10 %	10 %	8 %	8 %	24 %
Médiocre	2 %	0 %	0 %	3 %	1 %	4 %

— Par rapport à la situation qui sera créée en 1993, la formation supérieure que vous avez suivie dans votre pays...

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fran.	Ita.
Est bien adaptée telle qu'elle est	22 %	27 %	31 %	24 %	22 %	8 %
Devra être légèrement adaptée	45 %	37 %	33 %	58 %	49 %	49 %
Devra être profondément modifiée	17 %	25 %	12 %	7 %	18 %	23 %
Ne sera pas compétitive	5 %	1 %	7 %	8 %	3 %	6 %
Ne sait pas	11 %	10 %	17 %	3 %	9 %	14 %

La mobilité allemande

— Avez-vous déjà effectué des stages à l'étranger ?

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fran.	Ita.
Oui	28 %	40 %	35 %	25 %	32 %	6 %
Non	72 %	60 %	65 %	75 %	68 %	94 %

— Si oui, dans quel(s) pays ?

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fran.	Ita.
Grande-Bretagne	58 %	88 %	0 %	60 %	30 %	15 %
RFA	25 %	0 %	20 %	10 %	28 %	8 %
France	25 %	24 %	44 %	20 %	0 %	18 %
Etats-Unis	14 %	12 %	2 %	19 %	25 %	28 %
Espagne	7 %	8 %	15 %	0 %	9 %	6 %
Italie	3 %	8 %	0 %	3 %	4 %	0 %
Suisse	2 %	3 %	2 %	2 %	0 %	3 %
Autre Europe	13 %	11 %	15 %	8 %	14 %	44 %
Autre reste du monde	15 %	17 %	8 %	17 %	19 %	12 %

— Avez-vous déjà effectué des études supérieures à l'étranger ?

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fran.	Ita.
Oui	44 %	69 %	61 %	7 %	23 %	26 %
Non	56 %	31 %	39 %	93 %	77 %	74 %

Un jugement moyen

— Quelle note portez-vous sur votre école avec les critères suivants en matière d'ouverture sur l'international ? Excellent = 18 ; Bon = 13 ; Moyen = 8 ; Médiocre = 3.

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fran.	Ita.
Enseignement des langues : pédagogie (a)	10	11	10	11	10	6
Enseignement des langues : rôle d'heures et de prof. (b)	10	11	10	10	10	7
Enseign. des techniques pointues en langues étrangères (c)	8	9	8	8	8	5
Stages à l'étranger : organisation et suivi (d)	9	11	8	9	9	8
Cours de sensibilisation aux cultures étrangères (e)	8	10	9	8	10	6
Formation pour développer les qualités humaines et de communication (f)	9	11	11	9	10	7
Création d'une ambiance favorisant l'international extra-scolaire, associatif (g)	10	12	11	9	9	7
Image de votre école à l'étranger (h)	12	13	14	12	11	12

L'ouverture française

— La scolarité comprend-elle un enseignement obligatoire de langue(s) étrangère(s) ?

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fran.	Ita.
Oui	57 %	42 %	34 %	89 %	98 %	18 %
Non	43 %	58 %	66 %	11 %	2 %	82 %

— Lesquelles ?

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fran.	Ita.
Anglais	82 %	84 %	0 %	100 %	91 %	100 %
Allemand	28 %	0 %	67 %	1 %	60 %	50 %
Espagnol	22 %	73 %	8 %	0 %	50 %	50 %
Français	15 %	70 %	50 %	2 %	0 %	0 %
Autres langues européennes	18 %	73 %	0 %	0 %	35 %	0 %
Autres non européennes	16 %	73 %	0 %	0 %	27 %	0 %

— Quelle(s) langue(s) étrangère(s) estimez-vous parler couramment ?

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fran.	Ita.
Anglais	68 %	88 %	0 %	50 %	89 %	87 %
Français	28 %	33 %	43 %	25 %	0 %	27 %
Espagnol	26 %	11 %	8 %	0 %	12 %	3 %
Allemand	22 %	0 %	39 %	4 %	26 %	5 %
Aucune	10 %	7 %	28 %	0 %	5 %	14 %
Autres	8 %	12 %	15 %	3 %	9 %	4 %

— Avez-vous des cours spécifiques sur l'international dans votre établissement ?

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fran.	Ita.
Oui	48 %	48 %	39 %	52 %	67 %	21 %
Non	54 %	54 %	61 %	48 %	33 %	79 %

— Lesquels ?

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fran.	Ita.
Gestion internationale	48 %	68 %	27 %	47 %	57 %	9 %
Economie	29 %	12 %	18 %	34 %	36 %	51 %
Marketing	25 %	39 %	47 %	21 %	13 %	13 %
Droit international	25 %	36 %	42 %	3 %	26 %	28 %
Finance	24 %	39 %	40 %	23 %	12 %	5 %
Sciences humaines	11 %	21 %	20 %	0 %	10 %	2 %
Stratégie	11 %	31 %	11 %	3 %	8 %	1 %
Architecture	1 %	2 %	0 %	0 %	0 %	11 %
Autres	2 %	0 %	4 %	0 %	2 %	8 %

— Quel jugement portez-vous sur cet enseignement ?

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fran.	Ita.
Excellent	21 %	28 %	27 %	21 %	17 %	7 %
Bon	48 %	42 %	43 %	68 %	51 %	42 %
Moyen	24 %	22 %	21 %	18 %	28 %	37 %
Médiocre	7 %	8 %	9 %	5 %	4 %	14 %

AUX PROFESSEURS

— Comment jugez-vous l'enseignement de l'international dans votre domaine et dans votre pays ?

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fran.	Ita.
Excellent	7 %	6 %	9 %	6 %	5 %	11 %
Bon	35 %	31 %	25 %	39 %	27 %	52 %
Moyen	39 %	40 %	50 %	33 %	50 %	21 %
Médiocre	19 %	23 %	16 %	22 %	18 %	16 %

UNIVERSITÉ DE PARIS-X NANTERRE
MAGISTÈRE

MODÉLISATION APPLIQUÉE

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET GESTION

200, avenue de la République Tël : (1) 40-97-78-31
92001 Nanterre Cedex

Recrutement : DEUG de sciences économiques
MASS
ou équivalent

Jusqu'au 7 juillet 1989

35 places au concours

CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITÉ
PARIS X - NANTERRE / STAGES 1989 - 1990

INFORMATIQUE

DECISION ET IMPLANTATION INFORMATIQUES :
• Responsable de projet, postes et moyens utilisateurs (1200 heures) ; tel. : 40 97 78 64
• Licence de Technologie Universitaire : Structure et fonctionnement des ordinateurs - PASCAL - COROL - MAS - MCP - MERISE - C - ORACLE - BASES DE DONNÉES - Réseaux et télécommunications - Aspects juridiques de l'informatique de gestion.

ANALYSE D'UNIX (1200 heures) ; tel. : 40 97 78 64
• Licence de Technologie Universitaire : Système d'exploitation UNIX - PASCAL - LANGAGE C - APPELS SYSTÈME - BASES DE DONNÉES - Réseaux et télécommunications - Aspects juridiques de l'informatique de gestion.

SYSTÈME D'INFORMATIONS, INFOCENTRE ET FONCTION EXPERT ; tel. : 40 97 78 64
Diplôme d'Études Supérieures Universitaires en Informatique (D.E.S.U.) : 4, 500 heures de premier à septième (90).
• Techniques mathématiques • Systèmes d'exploitation • Micro-informatique • Systèmes experts • Conception de projets.

COMMUNICATION

CONCEPTEUR MÉDIATIONNEL ; tel. : 40 97 78 64
• Licence de Technologie Universitaire : LMD - Méthodologie - Vidéo - Photographie - Méthodologie de l'enseignement. (1200 heures)
CONCEPTION ET RÉALISATION AUDIOVISUELLES ; tel. : 40 97 78 96 (1200 heures)
• Diplôme Universitaire de Second Cycle Technologique (troisième année) : Formation à l'audiovisuel de commerce.

200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex Informations Minitel : 47 29 00 66 puis 27000

GESTION ET DROIT

CADRE COMMERCIAL ; tel. : 40 97 77 77
• Stage professionnel : 220 heures • Licence de Technologie Universitaire : 440 heures • Licence d'État de Sciences Économiques : 720 heures • Modules de marketing et de la vente.

GESTION DU PERSONNEL ; tel. : 40 97 77 77
• Licence de Technologie Universitaire : Fonction de cadres de la fonction "personnel".

GESTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ; tel. : 40 97 78 64
• Licence en Histoire en droit • DESS d'Administration Publique • Diplôme d'État étranger pour la gestion de la décentralisation.

CHEF DE PROJET - COMMERCE INTERNATIONAL ; tel. : 40 97 78 58
• Licence de Technologie Universitaire : Formation de cadres export • 3 stages consécutifs par trimestre.

GESTION DES ENTREPRISES DE TOURISME ; tel. : 40 97 77 77
• Licence de Technologie Universitaire.

GESTION DES ORGANISATIONS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ; tel. : 40 97 78 64
• Licence de Technologie Universitaire (troisième année, troisième et quatrième).
ANGLAIS ; tel. : 40 97 78 64
• Cours hebdomadaires.

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES AFFAIRES

une grande école de gestion
à l'université

3ème CYCLE, date limite d'inscription : le 9 juin 1989

• Sept DESS :

Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (CAAE)
Commerce International

Finance

Gestion du Personnel

Gestion des Systèmes d'Information

Management de la Fonction Achat

Marketing

• Un programme doctoral en Sciences de Gestion :
DEA, Thèse

ESA (Université Grenoble II) - 1241, rue des Résidences
BP 47 X - 38040 GRENOBLE Cedex - Tél. 76 82 56 76

هَذَا من الأصل

CAMPUS
UNIVERSITÉ

Grande-Bretagne dominant l'Europe

qu'ils sont internationaux par nature) et les Allemands (parce que la formation qu'ils ont reçue leur suffit) n'envisagent pas de faire d'autres études à l'étranger après leur diplôme. Tel n'est pas le cas des Français et surtout des Espagnols et des Italiens qui, dans leur très grande majorité, n'ont pas quitté leur pays pendant leur scolarité.

Une chance

plus qu'un menace

Les plus défavorisés à cet égard sont les Italiens, qui bénéficient le moins d'enseignement de langues, de cours sur l'international et de stages. Ce sont eux qui portent le jugement le plus sévère sur leur formation et qui considèrent le plus qu'elle devra être « profondément modifiée » dans la perspective de 1993.

Ce retard de leur système de formation explique sans doute que les étudiants italiens soient les plus inquiets, ou les plus indécis, face aux perspectives ouvertes par le grand marché.

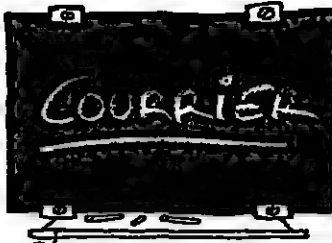
Dans leur très grande majorité, les étudiants se sentent directement concernés par l'avenir de la Communauté européenne et voient le grand marché comme « une chance, en augmentant leurs possibilités de travailler à l'étranger », plutôt que comme « une menace » de concurrence. La plupart souhaitent une intégration progressive des formations au niveau européen. Toutefois, ce zèle communautaire ne fait pas entièrement disparaître les particularismes nationaux.

Ainsi 30 % des Britanniques ne se sentent pas directement

concernés par l'avenir de la Communauté. Et si les Espagnols et les Italiens sont presque unanimes à souhaiter une intégration des formations, 20 % des Français et des Britanniques considèrent que chaque pays pourra continuer à conserver son propre système de formation.

Interrogés sur les domaines à privilégier dans les cursus pour « être le meilleur manager européen de demain », tous les pays ne mettent pas exactement en avant la même hiérarchie, selon leurs traditions ou leurs lacunes. Les Allemands insistent notamment sur l'économie, l'expérience pratique et le travail en équipe; les Britanniques, sur les langues et les séjours à l'étranger; les Français, sur les langues et la formation scientifique de base; les Italiens sur l'économie et la technologie.

FREDERIC GAUSSEN.



Le déclin des universités arabes

EN conclusion du très intéressant article qu'il consacre aux « cousines arabes de la Sorbonne » dans « le Monde-Campus » du 20 avril, Gérard Courtois se demande pour quelles raisons les universités arabes ont connu le déclin au moment même où les universités européennes commencent à entrer dans leur âge d'or.

Il y a à cela deux raisons. En premier lieu, à partir de la fin du onzième siècle, les invasions chrétiennes, turques et mongoles, en privant les Arabes de leurs plus riches provinces et en les appauvrissant, leur ont infligé un de ces terribles régimes de marée économique décroissante infiniment nuisible au développement de toute civilisation.

Mais, aux yeux de l'historien, ces invasions ne doivent pas porter seules la responsabilité de l'arrêt du progrès des connaissances, ni de la torpeur qui frappa le monde musulman à cette époque. Ernest Renan l'a fort bien expliqué dans son ouvrage intitulé *Islam et la Science*. Pendant les deux siècles qui suivirent la mort de Mahomet, sous le gouvernement des Omeyyades et des premiers Abbassides, le zèle religieux fut beaucoup moins vif qu'on ne croit communément. Ce n'est que peu à peu et avec le temps que le nombre des musulmans convaincus vint à augmenter sérieusement et à constituer un parti puissant guidé par des spécialistes en théologie.

C'est à l'instigation de ceux-ci que l'on se mit à persécuter les « philosophes », qu'on les frappa dans les rues, qu'on brûla leurs maisons et même qu'on en arriva à les mettre à mort.

A partir du treizième siècle, les persécutions furent de plus en plus violentes, et tout libéralisme disparut. L'enseignement de la philosophie fut interdit, de sorte que l'esprit d'un croyant musulman devint ce qu'il était encore au début du vingtième siècle, « borné, fermé à la science et incapable de s'ouvrir aux idées nouvelles ».

Pendant ce temps, au contraire, en Europe, le libéralisme et le non-conformisme triomphaient de l'obscurantisme de l'Inquisition et ouvraient aux universités la voie royale que l'on sait.

MAX VINTÉJOUX.

Prêts à partir

Seriez-vous prêt à aller vous installer à l'étranger pour y travailler ?

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fra.	Ita.
Oui, dès la fin de mes études	57%	61%	57%	55%	56%	56%
Oui, plus tard dans ma carrière	30%	28%	32%	30%	33%	27%
Non	9%	7%	4%	13%	8%	12%
Ne sait pas	4%	4%	8%	1%	3%	5%

Oui à l'Europe

Vous sentez-vous directement concerné par le devenir de la Communauté économique européenne ?

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fra.	Ita.
Oui	88%	87%	70%	91%	87%	85%
Non	14%	13%	30%	9%	13%	5%

Personnellement, le grand marché européen en 1993 vous paraît-il...

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fra.	Ita.
Une chance, en augmentant vos possibilités de travailler à l'étranger	71%	75%	71%	77%	78%	53%
Une menace, en augmentant la concurrence dans votre profession	8%	8%	7%	8%	4%	13%
Ne sait pas	21%	19%	22%	15%	18%	34%

Une fois le marché unique réalisé, pensez-vous que...

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fra.	Ita.
Une intégration des formations au niveau européen sera souhaitable	72%	69%	57%	86%	66%	80%
Chaque pays pourra conserver son propre système de formation	14%	16%	20%	9%	20%	6%
Ne sait pas	14%	15%	23%	6%	15%	14%

Le manager de demain

Selon vous, quels sont les domaines à privilégier dans un cursus pour être le meilleur manager européen de demain ?

	global	RFA	G.-Br.	Esp.	Fra.	Ita.
Culture en économie, en marketing ou en management complet	38%	43%	27%	45%	26%	49%
Enseignement des langues	31%	23%	40%	33%	41%	18%
Séjours à l'étranger intégrés dans le cursus	29%	23%	36%	38%	34%	16%
Expériences pratiques de projets concrets comme des stages ou études de recherche	22%	24%	21%	26%	17%	19%
Développement des qualités humaines et personnelles	21%	24%	20%	16%	26%	18%
Travail en équipe, en collectivité	17%	23%	20%	16%	15%	11%
Connaissances scientifiques et généralistes de base	13%	15%	12%	4%	23%	12%
Cultures techniques et technologiques	12%	13%	5%	9%	5%	28%
Ne sait pas	8%	4%	5%	3%	2%	10%

UNIVERSITÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE ET DE SCIENCES SOCIALES DE PARIS (PARIS 2)

DEA de philosophie du droit

Le DEA est ouvert aux titulaires d'une maîtrise (droit, lettres, philosophie, histoire) ou d'un diplôme étranger admis en équivalence.

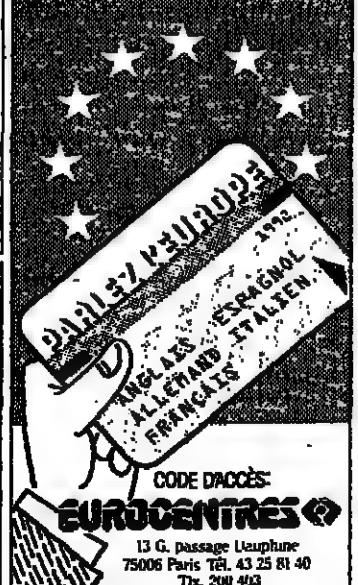
Inscriptions : du 22 mai au 16 juin 1989

Bureau du 3^e cycle.

Tél. : 46-34-98-72

12, place du Panthéon - 75231 Paris Cedex 05

■ Enquête réalisée par des étudiants et traitée par RES, sur un échantillon de 1807 étudiants et 350 professeurs, entre les mois de décembre 1988 et d'avril 1989, dans cinq pays européens : Allemagne, Angleterre, Espagne, France, Italie.



Le Monde CAMPUS

LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS

l'actualité sociale, culturelle et pratique

TOUS LES JOURS DANS LE MONDE



PREPASUP enseignement privé secondaire et supérieur
23, rue Cortambert
75116 PARIS
(1) 45 03 01 66

■ STAGES DE PRÉPARATION AU BAC
• stages intensifs de révisions à Pâques et en juin, Bacs B, C et D.
• Bac Français 1^{er} préparation à l'écrit

■ TERMINALE C "PILOTE" ORIENTÉE HEC

■ TERMINALE B "PILOTE" ORIENTÉE SCIENCES-PO

remboursement intégral en cas d'échec au Bac.

UNIVERSITY OF HARTFORD IN PARIS

LE DOYEN ET LES PROFESSEURS DE L'UNIVERSITÉ DE HARTFORD VOUS PROPOSENT A PARIS UN MBA 100 % AMÉRICAIN

MASTER IN BUSINESS ADMINISTRATION
Un environnement international.
Un programme intensif de 11 mois.
Septembre-Mai à Paris, Juin-Août sur le Campus de l'Université de Hartford situé entre New York et Boston.
Admission : Étudiants diplômés Grandes Ecoles ou 2^e cycle Universitaire.
Professionnels désireux d'acquies une maîtrise de la gestion au plus haut niveau.
Documentation sur simple demande.
UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL
15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Cours de vacances par correspondance du CP aux Terminales

CUF - H. BORDAS

Cours universitaires de France - Enseignement privé à distance
43, rue Boulevard - 75014 PARIS
45.39.37.00

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE



Vous préparez une licence, une maîtrise...

Suivez parallèlement la formation que l'ESTO vous propose :

ORGANISATEUR INFORMATIEN

Cette formation offre d'excellentes débouchées dans les entreprises et les administrations les plus diverses et pratiquement dans tous les secteurs d'activités en France et à l'étranger.

Pour tous renseignements, téléphonez :

ESTO : 40.27.25.08 ou 40.27.25.08

VERS UNE DOUBLE COMPÉTENCE

CIME

CENTRE INTERNATIONAL de MANAGEMENT des ENTREPRISES

MASTÈRE SPÉCIALISÉ MANAGEMENT HÔTELLERIE TOURISME INTERNATIONAL

LES NOUVEAUX MÉTIERS DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE

Gestionnaires d'organisations hôtelières et touristiques, Développeurs et Gestionnaires de sites intégrés

FORMATION CONÇUE EN COLLABORATION AVEC LA PROFESSION HÔTELLÈRE ET TOURISTIQUE

COLLABORATION INTERNATIONALE avec l'Université de HOUSTON, U.S.A. : Conrad Hilton College et l'EADA (Escuela de Alta Dirección y Administración) de Barcelone

CANDIDATS

Diplômés des Grandes Ecoles de Commerce ou d'Ingénieur D.E.A. ou Doctorat Universitaires ou équivalents.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : 25 MAI 1989



Information : Christine DALAINE
8, ROUTE DE LA JONELIÈRE - B.P. 72
44003 NANTES CEDEX 01
Membre du Chapitre Management de la Conférence des Grandes Ecoles

MS ESCP

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS

Maîtrise Spécialisée

JURISTE D'AFFAIRES INTERNATIONALES

Une formation d'excellence

- PROGRAMME :
- Maîtriser les outils de gestion - Étudier les différentes fonctions de l'entreprise - Intégrer dans la décision juridique les autres éléments du management de l'entreprise - Acquies la terminologie juridique des affaires en milieu international - Dégager les éléments essentiels du droit international des affaires.
- PERSPECTIVES DE CARRIÈRES :
- Conseil juridique et fiscal international.
- Avocat d'affaires.
- Juriste d'entreprise.



GROUPE ESCP
79, avenue de la République
75543 - PARIS Cedex 11
Tél. : (1) 43.55.39.08

Les stages de la semaine

Le Monde Campus publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDE, association responsable de ce service, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 36-15 JOB-STAGE.

MARKETING

Lieu : Mondouzi (31). Date : juin. Durée : 1 à 2 mois. Profil : bac + 2 ou 3. Indemnité : 2 000 F/mois. Obs. : étude produits, étude de marché après définition préalable concept. M 14 497.

Lieu : Saint-Ouen. Date : juin. Durée : 4 mois. Indemnité : fixe et prime. Profil : bac + 3. Obs. : développement de clientèle d'un studio de design. M 14 496.

Lieu : Tassin (69). Date : juin. Durée : 2 mois. Indemnité : à négocier. Profil : bac + 3. Obs. : assistance commerciale. M 14 488.

Lieu : Douai. Date : mai/juin. Durée : 3 mois et plus. Indemnité : frais + selon résultats. Profil : bac + 4. Obs. : étude de marché aux USA sur revêtements plastiques de sols sportifs. Connaissances : anglais, comptabilité, gestion et droit. M 14 484.

Lieu : Paris. Date : août. Durée : 2 mois. Profil : bac + 3. Indemnité : à convenir. Obs. : étude de marché sur le suivi de la qualité. Analyse comparative sur le secteur de la concurrence. M 14 463.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 3 à 6 mois minimum. Profil : bac + 2. Indemnité : 2 000 F/mois. Obs. : attachée de presse, relations publiques. C 18 501.

Lieu : Paris. Date : mai. Durée : 2 mois. Profil : bac + 2. Indemnité : 1/4 SMIC pour temps partiel. Obs. : conception et réalisation d'outils de formation audiovisuels audio papier. C 18 478.

INFORMATIQUE

Lieu : Châtillon. Date : juin. Durée : 6 mois. Profil : bac + 2. Indemnité : 4 000 F/mois. Obs. : formation aux produits. Installation de logiciels standards, destinés à la gestion. I 17 499.

Lieu : Clamart. Date : indéterminée. Durée : 4 mois. Profil : bac + 4. Obs. : Comparaison de 2 méthodes en recherche opérationnelle sur logiciel prototype. I 17 495.

Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac + 3. Obs. : aide du fichier manuel candidats sur logiciel. I 17 491.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 2 mois. Profil : bac + 1. Indemnité : à convenir. Obs. : création d'un journal en PAO (Page Maker). I 17 489.

Lieu : Boulogne. Date : juin. Durée : 3 mois. Profil : bac + 5. Obs. : étudier un logiciel pour piloter une caméra CCD. I 17 464.

COMMERCIAL

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 3 mois. Profil : bac + 4. Indemnité : remboursement frais. Obs. : programmation sur micro Excel, Word, Base IV. I 17 366.

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac + 2. Obs. : passionné micro pour assister utilisateurs logiciels et matériel (Base, Lotus, PAO...). I 17 352.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 2 mois. Indemnité : 1 000 F + avantages et commissions. Profil : bac + 3. Obs. : démonstration de logiciels de gestion et de PAO sur PC Atari ou travaux. I 17 342.

Lieu : Arpajon (91). Date : mi-mai. Durée : 4 mois. Indemnité : 5 000 F + frais et plus après stage. Profil : bac + 2. Obs. : suivi de clientèle et vente assurance. V 16 479.

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 1 an. Profil : bac + 1. Indemnité : 3 000 F + %. Obs. : gestion d'un secteur commercial géographique, formation produit assurée. V 16 476.

Lieu : Montigny-Le Bretonneux. Date : mi-mai. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2. Indemnité : à convenir. Obs. : assistant commercial secteur informatique. V 16 474.

Lieu : Anvers. Date : indéterminée. Durée : 3 mois. Profil : bac + 1. 2. Obs. : assistant du directeur commercial. V 16 449.

GESTION/COMPTA

Lieu : Paris. Date : mai. Durée : 1 mois. Indemnité : 1 500 F/mois. Profil : bac + 2. Obs. : conception et mise en place d'une banque de données. V 11 490.

Lieu : Paris. Date : juin. Indemnité : 6 000 à 7 500 F/mois. Durée : 1 mois. Obs. : gérer les intermédiaires. Participer à leur recrutement. Communiquer avec les clients. G 13 499.

Lieu : Paris. Date : août. Indemnité : 4 000 à 5 500 F/mois. Profil : bac + 2 minimum. Obs. : administration finance sur Paris/Nice. G 11 460.

Lieu : Bagnole. Date : mai. Durée : 6 mois (préambule). Indemnité : à convenir. Profil : bac + 4. Obs. : prendre en charge la fonction personnel depuis la vérification de notes de frais jusqu'aux élections. G 11 408.

SECRÉTARIAT

Lieu : Montigny-Le Bretonneux. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Indemnité : à convenir. Profil : bac + 2. 3. Obs. : secrétaire bureautique. S 24 475.

JOBS

Mission : responsable de campagne. Date : juillet, septembre, octobre. Indemnité : 7 000 F/mois. Obs. : assister les chefs de centre d'une mutuelle, pour préparer, mettre en œuvre et contrôler la campagne d'information. 20 postes sur toute la France.

Mission : animateur campus. Date : juillet, septembre, octobre. Indemnité : 3 500 F/mois. Obs. : promouvoir l'image d'une mutuelle sur l'ensemble des campus. Dynamiser une équipe et gérer le matériel de promotion. Formation assurée. 150 postes sur toute la France.

Mission : attaché d'une mutuelle. Date : juillet, septembre et octobre. Durée : 1 mois mini. Indemnité : 3 000 F/mois. Obs. : informer les étudiants sur les campus. Animer le lien d'accueil. 330 postes sur toute la France.

et de nombreuses autres propositions, sur minitel : 3615 JOBSTAGE ou en appelant au : 47-35-43-43.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 47-35-43-43.

École nationale des assistants au commerce extérieur

Une carrière ambitieuse dans les métiers du commerce international.

2 ans d'études après le BAC dans une école supérieure gérée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dieppe.

Une troisième année de spécialisation optionnelle.

Un diplôme reconnu par l'Etat (niveau III).

Renseignements et inscriptions 35 82 24 99 enace 4, bd Général de Gaulle 76200 DIEPPE

Le Carnet du Monde

Naissances

Chaire et Pierre-Alexandre BOULAT, Maxime et Paul, sont heureux d'annoncer la naissance de

Edouard,

le 29 avril 1989.

4, rue du Ratinot, 92150 Suresnes.

Décès

M^{me} Andrée Duret, son épouse, M^{me} Assens Duret, M. et M^{me} François Clodes et Anne-Lise, ses enfants et sa petite-fille, M. et M^{me} Albert Duret, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Jacqueline Duret, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri DUSART,

survenu le 11 mai 1989, à l'âge de soixante-dix ans.

Le défunt ayant fait don de son corps à la science, il n'y a pas d'obsèques.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue du Pressoir, 75020 Paris.

M^{me} Bernard Jaulmes, son épouse, Hélène, Pierre, Samuel, Sophie et Christine, ses enfants, Claire et Basile, ses petits-enfants, Les familles Jaulmes, Petitjean, Beaulieu, Oyalon et Poirier, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Bernard JAULMES,

survenu le 15 mai 1989.

Le service religieux sera célébré le vendredi 19 mai, à 11 heures, au temple, rue du Bassin à Médoc.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Eggenstein-le-Bocage (Yonne).

« Le vent souffle où il veut et tu entends le bruit, mais tu ne sais d'où il vient ni où il va. Il en est ainsi de quiconque est né de l'Esprit. » Jean, III, 8.

19, rue des Clos-Moreaux, 92190 Meudon.

— Les médecins, Et le personnel du Centre de transfusion sanguine de l'hôpital Broussais et des hôpitaux du secteur, ont le chagrin de faire part du décès de leur patron, le

docteur Bernard JAULMES, fondateur du Centre,

qu'il dirigea pendant trente-six ans, à l'admiration de tous, avec passion, humanité et compétence.

— Sa famille, Ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Clotilde-Léa LAJOIE,

survenue le 15 mai 1989.

Une absoute sera célébrée ce jour, 17 mai, à 15 heures, en l'église de Louville.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Louville (Deux-Sèvres).

— Le président, Le conseil d'administration Et le personnel de l'association Etudes et promotion PTT, 26, rue de Montfalcon, Paris-9^e, ont la douleur de faire part du décès brutal de

Jean LECIAGUECAHAR, directeur d'ETPRO de 1986 à octobre 1988,

survenu le lundi 15 mai 1989, dans sa cinquantième année.

— Les familles Henry, Davancens, Bonhous, Leseq, Mercier, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Maurice MERCIER, née Henriette Leseq, chevalier de la Légion d'honneur,

survenue le 9 mai 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne).

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Ivry (Val-de-Marne).

M. Jacques Henry, 1, rue Blanqui, 94200 Ivry-sur-Seine, Lieutenant-colonel Leseq, Le Chalet du Loir, 41800 Montfort.

— Ses enfants, Ses petits-enfants, Son arrière-petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Simone MONDAIN, née Paquet,

survenue le samedi 6 mai 1989, à Nantes, à l'âge de soixante-dix ans.

Selon sa volonté, son corps va à la science.

Une messe sera célébrée à son souvenir, le vendredi 19 mai, à 17 h 30, en l'église de Saint-Germain-des-Prés, Paris-6^e.

L'Association nationale Les Guides de France.

Avec toutes ses régions, Et les territoires et départements d'outre-mer, Ses amis français et étrangers, ont l'honneur de faire part du rappel à Dieu de

Jeanne POUILLY,

née Léves, officier de l'Ordre national du Mérite, instructrice nationale des Guides de France,

en la Vigile de Pentecôte, le samedi 13 mai 1989.

La messe de funérailles sera célébrée le samedi 20 mai, à 10 h 30, en la paroisse Saint-Denis, 16, rue de la Tombe-Isaïe, Paris-14^e, suivie de l'inhumation au cimetière de Montmartre.

« Saigner Jésus, Apprendre-nous... A donner sans compter... A travailler sans chercher de repos. »

Les Guides de France, 65, rue de la Glacière, 75013 Paris.

Le Groupe archéologique Painlevé Et tous ses amis, ont la grande tristesse de faire part du décès, le 11 mai 1989, à Lattes (Hérault), de

Henri PRADES, archéologue, historien, ancien du musée Bir-Hakeim, croix de guerre, chevalier des Arts et Lettres, membre de la CORPHEAE du Languedoc, inventeur du site archéologique de Lattes, fouilleur des Terrasses languedociennes, pédagogue passionné, poète, initiateur d'actions d'alphabétisation, curieux de tout et ouvert à tous, il fut glorieux.

« ... J'ai purement passé les jours mûrissant, Et je suis d'où je viens, si j'ignore où je vais. » Victor Hugo.

THÉO (Hérault) le 11 octobre 1920, Henri Prades a été instituteur, d'abord à Ouzon, proche de son village natal, puis à l'école Painlevé à Montpellier, intéressé depuis toujours par l'archéologie, il a son échelle ses élèves à notre histoire humaine et a créé le Groupe archéologique Painlevé. Allié en 1963 par des liens qui ont permis de faire connaître les trésors et de pierres sous le jour par des archéologues de la région, il a été élu président du Centre de documentation archéologique régionale et la maison archéologique de Lattes, si le par archéologique de 10 hectares où sont présentés le port antique et la partie sud de la ville de Lattes.

Le vice-recteur de la Grande Mosquée de Paris les assure tous de toute sa gratitude et prie Dieu le Tout-Puissant, de les aider à réaliser les nobles objectifs de l'illustre regretté.

CARNET DU MONDE Renseignements : 42-47-95-03

Bicentenaire

Un colloque de la revue « Passages »

De Moïse à Charlot

Le jeune mensuel juif Passages consacre l'essentiel de son dernier numéro à un dossier intitulé : « De Moïse à Charlot, les 89 révolutions juives. » Pour présenter cette enquête, fourmillant d'informations et d'humour, et pour en discuter, les animateurs de la revue, Emile Malet, directeur de la rédaction, et Raymond Fronier, rédacteur en chef, avaient organisé un débat, mardi 16 mai, dans une salle du Sénat.

On ne s'y attendait pas : beaucoup d'orateurs annoncés, comme Topor, Gisèle Halimi, Delphine Seyrig, Ariane Mnouchkine, etc., n'ont pas pris la parole. Et, excepté les brillantes interventions de Blandine Barret-Kriegel, universitaire, et les « coups de gueule » de l'architecte Roland Castro, « athée épouvantable valorisant les juifs de la rupture comme Marx et Einstein », la discussion s'est réduite, devant une petite centaine de personnes, à une joute verbale plutôt confuse entre l'écrivain Daniel Bensaid, auteur de *Moi, la Révolution* (1), défenseur de la Révolution avec grand « R » et baricades, regrettant que les Français deviennent réformistes « sans le moindre espoir d'émeutes créatives », et le sociologue Daniel Lindenberg, partisan des « révolutions de l'esprit » et assurant que, d'une manière générale, les juifs ne sont pas des révolutionnaires, mais des innovateurs.

C'est ce dernier aspect que développe abondamment le mensuel Passages. Robert Badinter a dans son dernier livre *Libres et égaux* (2), démontré ce que 1789 avait apporté aux juifs, et d'abord la citoyenneté. Un peu par provocation, selon leur propre aveu, mais pas du tout à l'encontre de

— M^{me} Michel Soulié, Le professeur et M^{me} Daniel Soulié, M^{me} Josée Soulié et ses enfants, David et Audrey Chavrier, M^{me} Hélène Soulié, M. Eric Cartier, et leur fils Antoine, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

Michel SOULIÉ, journaliste, ancien élève de l'École normale supérieure (Ulm), agrégé des lettres, ancien ministre, ancien député,

survenu le 15 mai 1989.

Les obsèques auront lieu le 18 mai, à 17 heures, en cimetière de Saint-Jean-d'Arval.

Ni fleurs ni couronnes.

Saint-Jean-d'Arval, 38480 Pont-de-Beauvoisin.

Mal le 10 février 1918 à Saint-Etienne, Michel Soulié était agrégé de lettres et diplômé de l'École normale supérieure. De 1940 à 1945, il est rédacteur en chef de la Tribune de Saint-Etienne, fondée en 1939 par son père, Louis Soulié, ministre et député de Saint-Etienne. Député radical-socialiste de la Loire de 1958 à 1962, il a, durant cinq mois, en 1957, abandonné son siège pour entrer au gouvernement en qualité de secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil chargé de l'information dans le cabinet de Maurice Bourgès-Maunier. Conseiller municipal de Saint-Etienne de 1963 à 1965, il est élu à l'Assemblée nationale de 1965 à 1967. Chargé des affaires de l'homme et du citoyen dans le contre-gouvernement constitué par M. François Mitterrand de 1968 à 1969, il adhère en 1973 au mouvement des radicaux de gauche pour qu'il y ait une nouvelle fois l'unité nationale. Il quitte le MRG en 1978 et retourne au Parti radical en compagnie de plusieurs amis de M. Robert Fabre. Entre-temps, il est candidat aux élections européennes de juin 1979, figurant en septième position sur la liste conduite par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Michel Soulié est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont le *Vie politique d'Edmond Hérriot* (1967) et le *Carnet des gauches* (1974).

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre personnellement aux messages de condoléances adressés par de très nombreuses personnes à la suite du décès de

recteur Cheikh ABBAS,

le Cheikh Abdel-Ilah Missoon, vice-président de la Société des habous et des lieux saints de l'Islam, vice-recteur de l'Institut musulman de la Grande Mosquée de Paris, remercie tous ceux qui se sont associés par leurs messages de condoléances ou par leur présence à la Grande Mosquée de Paris, à la profonde douleur qui a affecté la famille du défunt Cheikh Abbas, ainsi que la communauté musulmane de France et du monde entier.

Le vice-recteur de la Grande Mosquée de Paris les assure tous de toute sa gratitude et prie Dieu le Tout-Puissant, de les aider à réaliser les nobles objectifs de l'illustre regretté.

Robert Badinter — interviewé, du reste, dans ce numéro, — les journalistes de Passages ont retourné la question pour énumérer « ce que les juifs ont apporté aux révolutions ».

« Un apport, écrit Emile Malet dans son éditorial, que nous n'hésitons pas à qualifier de « révolutionnaire » dans la mesure où, des sciences aux arts, de l'économie à la mode, de la politique aux idées, des techniques à la communication, il y a un legs juif à l'humanité. »

De Moïse à Charlot, « du monothéisme au rire », 89 (chiffre évidemment symbolique et d'actualité) révolutions ou plutôt innovations sont ainsi décrites, pour témoigner de l'universalisme juif : cela va de la traction avant (André Citroën) à la bombe A (Robert Oppenheimer), de la révolution permanente (Trotsky) à la première pilule contraceptive (Gregory Pincus), de la phénoménologie (Edmund Husserl) au jean (Levi-Strauss).

Tous sujets traités sérieusement, mais sans que leurs auteurs se prennent au sérieux. La preuve : Passages a mis en exergue « les cinq juifs qui changèrent le destin du monde » : Moïse, « qui a dit : Tout est dans la loi » ; Jésus, « qui a dit : Tout est dans l'amour » ; Marx, « qui a dit : Tout est dans l'argent » ; Freud, « qui a dit : Tout est dans le sexe » ; et Einstein, « qui a dit : Tout est relatif ».

MICHEL CASTAING.

★ Passages, n° 17, mai 1989, 30 F.

(1) Gallimard.

(2) Fayard. Voir le Monde du 12 mai.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

10, rue du Delta, 75009 Paris. Tél. : (1) 48.74.65.94

Depuis 1963, l'établissement d'enseignement technique supérieur est reconnu par le Ministère de l'Éducation Nationale.

ESIG L'ÉCOLE

1^{er} CYCLE

1. DÉPARTEMENT INFORMATIQUE
BTS Informatique de Gestion
BTS Informatique Industrielle
DEST Gestion Industrielle
BTS Electronique

2. DÉPARTEMENT COMMERCIAL
BTS Action Commerciale
BTS Commerce Interne
BTS Commerce Externe
BTS Communication et Action Publiques

3. DÉPARTEMENT GESTION
BTS Comptabilité-Gestion

2^e CYCLE

1. DÉPARTEMENT INFORMATIQUE
CES Informatique Appliquée CESA
OPTION : Réseau, Base de données, Intelligence artificielle
CES Informatique Industrielle DEIT
OPTION : Automatique, Systèmes d'exploitation

2. DÉPARTEMENT COMMERCIAL
CES Commerce Management CCEM
CES Marketing Commercial CCEM
CES Marketing International CCEM
CES Communication CCEM
OPTION : Création d'entreprise, Réseau, Communication

3. DÉPARTEMENT GESTION
DEG

ESIG-PARIS : 20, rue des Frères Bourgeois, 75003 Paris. Tél. : (1) 47.24.50.55. ESIG-MONTPELLIER : 1, boulevard Armand, 34000 Montpellier. Tél. : 04 67 43 14 14. ESIG-LILLE : 41, rue d'Artois, 59000 Lille. Tél. : 03 20 91 91 91. ESIG-STOBE : 13, avenue Lefebvre, 59007 Lille. Tél. : 03 20 91 91 91. ESIG-MARSEILLE : 20, rue de la République, 13002 Marseille. Tél. : 01 51 51 51 51. ESIG-NANTES : 10, rue de la République, 44000 Nantes. Tél. : 02 40 00 00 00. ESIG-TOULOUSE : 10, rue de la République, 31000 Toulouse. Tél. : 06 62 00 00 00.

ÉCOLE NATIONALE D'ASSURANCES

Grande École commerciale du secteur des assurances, créée par le Conseil National des Assurances, prépare à des carrières de haut niveau dans un secteur de premier plan et en expansion de l'économie nationale.

- niveau d'entrée : Bac + 2
- durée de la scolarité : 2 ans
- formation entièrement gratuite et allocation d'études versée aux élèves
- stages pratiques et voyage d'études à l'étranger
- diplôme de l'enseignement supérieur homologué par l'Etat et délivré par le Conservatoire National des Arts et Métiers
- inscriptions au concours d'entrée reçues jusqu'au 1^{er} juin 1989. Épreuves écrites : 8 et 9 juin 1989. Épreuves orales : 20 et 21 juin 1989.

Pour tout renseignement : École Nationale d'Assurances (ENAss)
9, rue Chaptal 75009 PARIS - Tél. 48.74.75.39.

هَذَا مِنْ أَلَا صِل

Culture

CANNES 89

Le Monde • Jeudi 18 mai 1989 21

Retour d'un Américain en Allemagne à la recherche d'un ami perdu.
Retour d'un Tzigane dans sa Yougoslavie natale pour retrouver une fiancée infidèle :
c'est ce que l'on voit dans la compétition. Quant à ce que l'on voit dans la section « Un certain regard »,
difficile à dire tant la diversité brouille les cartes. Drôle de jeu du cinéma,
c'est Jacques Perrin, venu à Cannes comme comédien et producteur, qui le dit.

SELECTION OFFICIELLE

« L'Ami retrouvé », de Jerry Schatzberg

Victoire contre l'oubli

Du chef-d'œuvre de Fred Uhlman, réputé inadapté au cinéma, Jerry Schatzberg a tiré un film sobre, un hymne rigoureux à la mémoire des hommes.

Il y avait tant de chances pour que ce film impossible. Porter au cinéma le chef-d'œuvre de Fred Uhlman, d'une brièveté essentielle, relevant au mieux de l'inconscience. Dans la forme littéraire de l'André Breton (1), la monnaie du nazisme est rendue atrocement palpable à travers le récit d'une amitié fou-droïte. Celle qui unit, à Stuttgart, au début des années 30, deux lycéens. L'un, Konrad, est blond, élégant, aristocratique, aryen. L'autre, Hans, est brun, ardent, fils de médecin, juif. Le récit, d'une simplicité fulgurante, était, pensait-on, intraduisible en images, intraduisible, si ce n'est par des mots.

Pourtant, Jerry Schatzberg, et Harold Pinter qui signe l'adaptation, ont réussi un film d'une grande force, d'une intense intelligence, où s'impose le thème profond de l'humiliation, familial à tous deux, où l'émotion longtemps muette par la pudeur finit par sourdre et se libérer.

C'est un film enfermé tout entier dans la mémoire d'un homme, dans la tête d'un homme à qui jadis sa jeunesse fut volée, et qui, à la fin de sa vie, reconquiert comme un privilège et comme une délivrance le droit de se souvenir.

Hans est devenu Henry, un avocat américain aisé. Emigré aux États-Unis en 1932, il n'a jamais remis depuis les pieds en Allemagne, jamais plus prononcé un mot d'allemand. Pour un futile motif de garde-meuble à déléguer, Henry, veut, est depuis quelque temps, à sa propre surprise, rattrapé par son passé. Il va faire le voyage de Stuttgart. Dans sa chambre d'hôtel, il regarde la télévision, un historien commente un extrait du *Henry V* de Shakespeare joué par Laurence Olivier. Un acteur qui joue un roi jouant à l'acteur... L'historien obéit la place à un procureur insultant des accusés. Le procureur est-il un acteur, et de qui fin-on le procès ? L'histoire a-t-elle une vérité ?

Henry - remarquable Jason Roberts - s'interroge. Tout dans cette ville lui est étranger et hostile. Les passants sont juvéniles et gras, sautillent. Ils ont tout oublié. Et lui, lentement, dans une lumière dorée de crépuscule d'été, lutte, poings serrés et yeux ouverts, contre l'angoisse de l'oubli. Il revivait sa vie. On la vit avec lui. L'arrivée de Konrad dans la classe, sa lyce. La naissance, exaltante et menaçante d'une amitié. La première blessure, irréparable à son âge, à l'Opéra, Konrad passe devant Hans sans le reconnaître. Pour sa famille, déjà nazie, Hans est - un corrupteur, un traître, l'écume de la terre ». Le père de Hans, lui, lorsque la menace se précise, remet son casque à pointe et sa croix de fer, il est allemand, et juif. Il n'a rien à redouter puisqu'il est un juif allemand.

La remontée du cours du temps, de ce fleuve si difficile à pratiquer à contre-courant, se poursuit. Henry ne peut plus rien occulter, pas même le suicide de son père et de sa mère, étendus, calmes, sur leur lit, tandis que s'effleure doucement le gaz, en une poignante lueur de l'holocauste. Son voyage va bientôt prendre fin. Il peut désormais pleurer sereinement sur la tombe de ses parents envahie par les herbes folles. Il peut désormais franchir la dernière étape, savoir ce qu'il est advenu de Konrad. Impliqué dans le complot contre Hitler, il a été exécuté, et l'intrigant procès télévisé était le sien. Henry alors peut redécouvrir Hans, Konrad n'est plus seulement pour lui un nom gravé sur le marbre d'un mémorial. Il est à nouveau un ami. L'ami retrouvé.

Pour incarner Hans et Konrad, deux jeunes acteurs anglais, Christian Anhalt et Sam West, ont été choisis. Ils sont parfaits de retour, de sobriété. Car il est le parti pris par Schatzberg, et sans doute trop constamment. Dans le paysage mental de Henry, et dans les images, larges, savamment cadrées de l'André Breton, il y a un refus très et digne du décalage, de la désolation, de la spectaculaire. On étouffe les cris, on présente l'horreur, on meurt en dormant. Peut-être aurais-je aimé un peu moins de beauté, et un peu plus de colère.

DANIELE HEYMANN.

(1) Le Monde du 22 février 1985 a longuement évoqué l'André Breton (Gallimard) lors d'une visite à Fred Uhlman peu avant sa mort.

Un entretien avec le réalisateur

Travailler avec Harold Pinter

Naissance d'un scénario... Jerry Schatzberg, réalisateur de l'Ami retrouvé, raconte sa collaboration avec Harold Pinter.

Jerry Schatzberg et Harold Pinter n'avaient jamais travaillé ensemble. Beaucoup de choses pourtant les rapprochaient. Des écrivains mérités pouvaient leurs œuvres. Tous deux savent jongler avec la mémoire et le temps.

La difficulté résidait dans l'adaptation de l'œuvre d'Uhlman : « Avec un ouvrage médiocre, on s'accorde une plus grande liberté », dit Jerry Schatzberg. « Le défi est d'adapter une œuvre littéraire de ce calibre. Comme pour toute adaptation, il s'agit de trouver une manière de montrer les choses plutôt que de les raconter. Surtout ne pas faire une illustration du livre. » Le respect de l'œuvre originale, cela suppose trébucher - et souvent inventer. Car si un roman peut être fluide comme une rivière, l'écriture d'un scénario relève de la construction d'un édifice. Une architecture par scènes.

Lorsqu'il envisage d'adapter un scénario sur une idée qu'on lui propose et qui le séduit, l'auteur dramatique qu'est Harold Pinter pose deux questions : quel est son budget, qui mettra au scène ? Puis il annonce la couleur : « À partir du moment où le réalisateur et moi voyons le film de la même manière, dit-il en substance aux futurs producteurs, je fais corps avec lui, nous devenons inséparables. C'est le couple que vous engagez. » Le couple peut connaître des conflits mais, comme le dit Schatzberg, « la tension est alors

créatrice, il n'y a pas remise en question du talent de l'autre ». Les deux hommes commencent et apprécient leurs œuvres respectives. « Harold, on le sait, a l'écriture compacte et économe. Un agencement dramatique, un dialogue. Le squelette. Au moment de scène d'apogée la chair et le sang. C'est probablement ainsi que les choses devraient toujours se passer. » Le danger est grand de faire de l'Ami retrouvé un film plein de *Stimmung* et *Musik*. « Pinter abhorre le sentimentalisme, je l'ai en horreur, donc... »

Première rencontre avec les deux hommes. Ils commencent par mettre l'œuvre à plat. Le roman de Fred Uhlman se présente comme une sorte de longue lettre écrite bien des années plus tard - mais jamais envoyée - par Hans devenu Henry après sa fuite aux États-Unis, un film s'y niche-t-il vraiment ? « Nous n'en avons jamais douté un seul instant, dit Schatzberg. Il n'est pas une œuvre au monde qui ne saurait devenir un film. »

Mais que faire ? Un film d'époque ? Un film au présent ? « J'ai aimé l'idée de montrer l'Allemagne d'aujourd'hui et celle d'hier. Si le retour en Allemagne de Henry devient notre fil narratif, la voix intérieure de Hans n'était plus nécessaire. » Mais par quel commencer ? Le présent ? Le passé ? Les deux hommes entreprennent d'inventer le présent - ce qui permet à la fin du film de boucler la boucle. D'aller jusqu'à la « réaction », titre original de l'œuvre.

Pinter écrit donc une première version du scénario, l'envoie à Schatzberg, accompagné d'une let-

tre : « Nous pourrions rajouter ceci, et ceci, et ceci... Je ne crois pas cependant que nous en ayons besoin. » Ce n'est pas l'avis de Schatzberg, qui adresse en retour à Pinter une série de remarques : en commentant la voix intérieure de Hans, ne retire-t-on pas de cette intimité qui fait le prix du livre ? N'est-on pas en train de perdre le charme des premières rencontres entre les deux garçons que rapporte Hans avec tant d'humour, d'esprit et de sincérité ? Leurs débats sur la religion, la métaphysique ou la politique ne peuvent-ils pas se dérouler un peu plus tard dans Stuttgart ? Chacun des deux adolescents trouvant en l'autre un confident, une âme sœur, un miroir de lui-même, leur dialogue ne devrait-il refléter plus de leur jeunesse et de leur énergie ?

Prenant ces remarques en compte - tout en en rejetant certaines - Pinter se remet au travail. Les deux hommes plongent ensuite dans la première écriture, celle, photographique et filmée de l'Allemagne.

Une fois terminée la deuxième version du scénario, Schatzberg part en repérage. « La visite de lieux me provoquait une idée que je rapportais à Harold et dont nous débattions... » Débats souvent passionnés, parfois vifs.

« Harold est arrivé à me dire : « Mais je n'ai rien pu le faire. » A New-York, cette fois-ci, les deux hommes s'attaquent à une troisième version. Proche du but mais pas tout à fait. Discussions à nouveau, de plus en plus fouillées. Pinter repart pour Londres écrire la quatrième version. La cinquième sera la bonne.

HENRI BÉHAR.



Patience

Il est venu sans ses stars. Le colobe noir et blanc a préféré rester près du lac Naivasha, le macaque à toque n'a pas voulu quitter son sanctuaire de Polonaruwa à Sri-Lanka ni le babouin anabes les savanes du Choloio au Kenya.

Jacques Perrin est à Cannes, comédien dans le *Cinema Paradiso* de Giuseppe Tornatore, producteur avec le *Peuple singe* de Gérard Vienne, un documentaire d'un darwinisme époustouflant, où l'on rencontre beaucoup de gens de notre famille, et qui est présenté en sélection officielle.

Cinq ans ont été nécessaires pour en mener à bien le tournage. C'est très long, cinq ans, pour un producteur. Petit à petit, Perrin a dû céder presque toutes ses parts à des partenaires, à des financiers, afin de réunir un budget de 18 millions de francs, afin de mener à bien ce projet plein de singes inconnus, de forêts menacées, de respect absolu pour les animaux libres.

Ne rien aborder dans ce métier qui soit facile semble la devise non écrite de Jacques Perrin, ce baroudeur doux, le héros de la 317^e Section, de Pierre Schoendoerfer. A force d'être jeune, de le paraître en tout cas, peut-être ne l'est-il plus autant que ça ?

Il ne produit jamais pour ne rien dire, de Z de Costa-Cavras, à la *Victoire en chantant* de Jean-Jacques Annaud. Ces temps derniers, il a mis sur pied une série télévisée de fiction, *Médecins des hommes*, au Biafra, au Salvador, en mer de Chine... Et puis un film de montage sur le débarquement du 6 juin 1944 pour le Mémorial de Caen. Maintenant, il prépare un grand documentaire sur la mer. Qui s'intitulera *Océans* : « Les prises de vues vont durer très longtemps, peut-être trois ans. On verra les canaux de Patagonie où, à marée basse, apparaissent les épaules des bateaux fantômes coulés là il y a plus de deux siècles. Et puis on entrera dans l'œil d'un cyclone, il faut aussi montrer les ouragans. »

Souple et secret comme un chat gris, Jacques Perrin dit aussi : « Ne pas être fou serait une folie. » D. H.

« Le Temps des gitans », d'Emir Kusturica

Tous des dindons

Enorme succès en Yougoslavie, la patrie du metteur en scène, le Temps des gitans ne tient pas ses promesses.

Faut-il dire « gitan » ou « tzigane » ou « rom », qui semble être le nom le mieux approprié de ce peuple juifien qui fut chassé du Péloponnèse et du Sindh il y a près de mille ans ? Leurs langues, leurs mythes, leurs rites, leur façon même de se vêtir ont fasciné le Yougoslave Emir Kusturica, autour heureux de *Papa est en voyage d'affaires*, Palme d'or en 1985.

Le *Temps des gitans* a pour héros le jeune Petran, enfant naturel élevé avec sa petite sœur par sa grand-mère dans une boutique en banlieue de Skopje. Il a un don de télékinésie remarquable : avec le regard il déplace les boîtes de conserves, les cuillères. Il a pour compagnon un dindon, qu'il écoute attentivement.

Comme les autres, il finit par entrer dans le réseau du bandit local, Ahmed, qui trafique les infirmes, les enfants estropiés et voleurs. Il devient assez riche - et petit à petit lui-même - pour espérer épouser sa jeune fiancée, mais elle est enceinte d'un autre, croit-il, à son retour. Davor Djundjovic, qui jouait à quatorze ans dans le précédent film de Kusturica, est excellent, comme les autres des interprètes, du reste.

Le début de ce long film est assez sympathique, avec son fantastique quotidien, sa poésie de terrain vague où s'envolent des oies, des accordeons. La suite est beaucoup moins savoureuse. Tout le monde est moche et méchant. Les adultes - mis à part la grand-mère, charmante comme un phoque, monotacite - sont des débiles ou des cannibales sans parole.

Les enfants à peine devenus grands se transforment en apprentis maqueurs, machos et vaniteux. De toute façon, il n'y a aucun espoir à tout cela et chacun se fait tondre la peau, d'un coup de fourchette ou de revolver. Même les dindons finissent mal. Le lyrisme de la caméra et de la bande-son a ainsi quelque chose d'incompréhensible parfois, de bizarrement déplacé.

Il faut mentionner, comme l'indiquait le dossier de presse, que ce film a été triomphalement accueilli en Yougoslavie même, avec deux millions de spectateurs en quatre mois. Le mystère n'en est que plus entier : on se demande ce que serait un film qui n'aimerait pas les gitans ni les Tziganes. Un film heureux, peut-être.

MICHEL BRAUDEAU.

Une épingle dans le « Guide Arts et Spectacles », les critiques de *Do the right thing*, de Spike Lee, et de *Châliou*, de Claire Denis.

COULISSES

Pomme de discorde

Comme chaque année, le Parti socialiste tient conférence sur le sable de Cannes. Max Gallo, secrétaire national à la culture et député européen, affirme avec force son soutien au système des quotas et aux manifestations des créateurs qui veulent convaincre le Parlement de Strasbourg de repousser le 24 mai prochain le vote de la directive.

Jean-Jack Cuqyrenne, chargé de l'audiovisuel, annonce que le gouvernement et sa majorité parlementaire ont surmonté leurs divergences sur les structures de la télévision publique. Antenne 2 et FR 3 auront une présidence unique et des identités autonomes réaffirmées. Face à leurs concurrents privés, les deux chaînes joueront l'harmonisation des programmes et unifieront leurs règles publicitaires et leurs centrales d'achat de programmes. Cette dernière initiative soulève déjà les protestations des professionnels du cinéma. Producteurs et réalisateurs craignent en effet que la concentration des achats de films ne nuisent à la souplesse des négociations et ne fasse diminuer les prix. Claude Berri rappelle que Jack Lang s'est toujours engagé à maintenir la diversité des acteurs sur le marché et estime que le regroupement entre A 2 et FR 3 représenterait un danger pour le cinéma.

J.-F. L.

ATTENTION HORAIRES SPÉCIAUX CONSULTEZ LES GUIDES - UGC NORMANDIE PRESTIGE • FORUM HORIZON • KINOPANORAMA

POUR LA PREMIÈRE FOIS LA VERSION INTEGRALE DU CHEF D'ŒUVRE AUX 7 OSCARS.

LAWRENCE D'ARABIE

EN 70 MM. DOLBY STEREO SR.

Europe 1



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CARRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

OPEN SOFTWARE IS CHANGING THE FUTURE

UNIX Development – Munich, West Germany

You can put the future of the software industry into your hands. Because the work accomplished at the Open Software Foundation is changing that future. Open Software Foundation is defining specifications and making available an open portable software environment. This is the first member-sponsored organisation aimed at bringing global acceptance to a single standard for open software. With over 100 members worldwide, the Foundation currently has a significant funding commitment from the leaders in the industry. OSF is developing a standard open software environment with extensions and subsystems, using an open process, soliciting input and technology from the entire industry.

Our Munich facility is currently planning projects in the areas of system administration environments and networking. The work accomplished here will have an emphasis on the scalability and quality of open systems in a leading edge development environment. At OSF we work in international teams using English as the common language. The terms and conditions of your employment regarding salaries and benefits will be competitive and in line with German market conditions. Relocation assistance is provided.

Strongly committed to equal opportunity employment, the Foundation has attracted some of the brightest and most diverse individuals in the software industry. This is your invitation to join these select individuals and have a direct impact on the future.

Software Engineers System Software Development

OSF is seeking experienced Software Development Engineers. Experience with UNIX operating system is essential, but we are particularly interested in Engineers with additional experience with other operating systems. There will be a special emphasis on software engineering methodology.

You will be an important member of a team driving the first development project in the system administration area. Responsibilities include development of technology requirements and evaluation criteria, evaluation of submitted technologies as well as design, implementation and porting efforts to integrate the technologies into the OSF application environment. Requirements include a University degree in Computer Science or equivalent, at least 5 years experience in product oriented development of systems or networking software, and UNIX development experience.

Documentation Engineers

You will work in a development team, helping ensure cleanly-defined interfaces and produce high-quality documentation for OSF customers. Responsibilities include evaluation of the documentation encompassing submitted technologies, help define the documentation architecture and implement the documentation for OSF offerings. Requirements include excellent writing skills in English, at least 5 years of technical writing experience, familiarity with the UNIX development environment, standard UNIX text processing tools and other publishing systems. Technical expertise in system administration and networking is a plus.

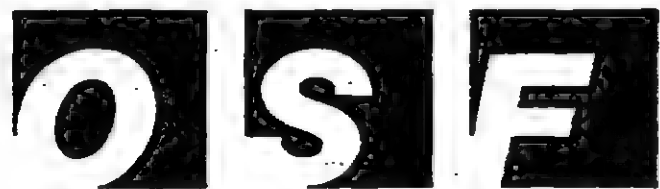
Manager – Quality Assurance

You will manage a group assuring that our offerings are of the highest quality, both in their correctness of code and in their functional completeness. Responsibilities include supervision of quality programs (test suites & quality metrics), project reviews and assessment of quality metrics throughout the SW life cycle. You will assist project leaders in quality planning, building a team of Software and QA Engineers and acquiring or building the tools and environments as needed. Requirements include a University degree in Computer Sciences or equivalent, more than 5 years of industry experience managing software quality and good knowledge of UNIX and "C".

Software Engineers – Quality Assurance

As a QA Engineer, you will be intimately involved with the design/implementation process in its entirety, assuring that our offerings are of the highest quality, both in their correctness of code and in their functional completeness. Responsibilities include design, implementation and execution of quality programs (the suites & quality metrics), project reviews and assessment of quality metrics throughout the SW life cycle. Requirements include a University degree in Computer Sciences or equivalent, more than 5 years of industry experience and extensive knowledge of UNIX and "C".

All qualified and interested candidates should immediately forward a resume, in confidence, to: Open Software Foundation, Mr. Arno Schmidt, Department F/517, Leopoldstr. 28a/II, D-8000 München 40.



OPEN SOFTWARE FOUNDATION

Cette annonce paraît également dans Süddeutsche Zeitung et il Corriere della Sera

CARRIÈRE

TECHNICO-COM

Future responsible of
and all current software development

MONETARY

TECHNOLOGICAL

REPORTING

NOTES



Director Adjoint

Director Adjoint

هكنا من الامم

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • **Le Monde** • Süddeutsche Zeitung • **CORRIERE DELLA SERA** • EL PAIS • De Standaard • **THE INDEPENDENT**

Nous sommes une PME française en pleine expansion (CA 85 MF - +20 % par an) exportant 1/3 de son chiffre d'affaires. Notre performance nous la devons à notre maîtrise de la conception, de la production et de la qualité. Nos produits sont présents sur les secteurs : automobile - armement - nucléaire - vidéo - télévision - génie électrique et informatique. Nos clients sont avant tout des partenaires. C'est pourquoi nous exigeons de nos collaborateurs, outre d'excellentes compétences techniques, une aptitude au relationnel et à la négociation proche du zéro défaut. Dans ce contexte, nous recherchons un :

TECHNICO-COMMERCIAL ESPAGNE

**Futur responsable d'Agence
parfaitement trilingue Espagnol/Français/Anglais**

Le candidat retenu doit être de nationalité espagnole ou parfaitement intégré dans la culture du pays. Il justifie d'une formation technique (mécanique et plasturgie) et commerciale supérieure et doit être bien introduit dans les industries suivantes : construction électrique et électronique, automobile, téléphonie, informatique. De formation ou par expérience, il s'affirme comme un véritable manager (bon gestionnaire et meneur d'hommes). Le poste est à pourvoir dans la région de Madrid.

Pour un premier contact, adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 04/03M à Jean BABOUOT Consultants - B.P. 914 - 25021 BESANCON Cedex FRANCE. Cette annonce paraîtra également dans EL PAIS.



En tant qu'entreprise indépendante d'ingénierie, nous fournissons des services d'ingénieur-conseil dans les domaines de l'étude, de la planification, de l'élaboration des cahiers des charges ainsi que de la supervision de projets d'électrification et d'adduction d'eau. Nos activités sont essentiellement concentrées sur les pays du Tiers Monde. Pour le département Transport et Distribution d'Energie/Lignes Aériennes H.T., M.T. et B.T. nous recherchons :

UN INGENIEUR D'ETUDES TRANSPORT D'ENERGIE

ainsi que pour le département Centrales Hydro-Electriques et Diesel

UN INGENIEUR D'ETUDES PRODUCTION D'ENERGIE

Notre candidat idéal dispose d'une formation d'ingénieur diplômé d'une Université ou Grande Ecole et a acquis une expérience professionnelle de trois à quatre ans dans le secteur des courants forts. De bonnes connaissances en anglais et en français sont indispensables et des déplacements réguliers à l'étranger feront partie de ses attributions. Nous offrons un poste intéressant assurant une large autonomie opérationnelle et une chance de participer au succès de notre entreprise. Les conditions de travail sont bonnes et nos salaires fonction du rendement individuel.

Veuillez nous adresser votre dossier de candidature complet avec C.V., photo d'identité et lettre manuscrite sous la référence ou IEP à :



INFRA-CONSULT-MÜNCHEN GMBH
GUSTAV-HEINEMANN-RING 135 - D-8000 MÜNCHEN 83
FED. REP. OF GERMANY - REP. FED. D'ALLEMAGNE
TEL 089/67822-02 - TX 5214907 ICM d - FAX 089/67822-222

Cette annonce paraît également dans le Soir, De Standaard, Süddeutsche Zeitung

Le Monde INTERNATIONAL

Le docteur Jean-Pierre van Rossem engage, pour son équipe de recherche

MONEYTRON

Spécialiste dans la construction de systèmes de prévision économique (« econometric forecasting systems ») pour l'économie américaine, notamment de modèles mensuels à court terme et à moyen terme et d'expliquer les principaux cours de la Bourse, cours du change et indices.

2 ÉCONOMÉTRICIENS EXPÉRIMENTÉS

avec au moins 5 ans d'expérience dans la construction de modèles macro-économétriques, disposant d'un diplôme de licencié en économie et d'une formation post-universitaire (de préférence à l'étranger) en économétrie, maîtrisant l'anglais parlé et écrit ; un bon sens informatique ; un bon sens du travail en équipe. Salaires mensuels offerts : 20 000 F à 40 000 F nets (selon les capacités).

1 INFORMATICIEN EXPÉRIMENTÉ

avec au moins 5 ans d'expérience dans la programmation, l'analyse fonctionnelle et numérique, parfaitement au courant de la programmation en C, au moins licencié en mathématiques ; un bon sens informatique avec un sens limité du travail en équipe. Salaires mensuels offerts : 15 000 F à 25 000 F nets (selon les capacités).

4 HOTESSES VIP POUR 13 GRAND PRIX FORMULE 1

chargées de l'accueil de clients potentiels pendant les différents Grand Prix, et ceci à partir du Grand Prix du Mexique (23 mai) jusqu'au Grand Prix d'Australie (15 novembre). Elles seront également responsables des relations avec la presse, de l'envoi des invitations, etc. Pour chaque Grand Prix, le départ est prévu un mercredi et le retour un lundi (5 jours par Grand Prix). Une parfaite connaissance de l'anglais et du français est requise, ainsi qu'une bonne présentation, un esprit d'équipe, un bagage culturel considérable et de bons contacts sociaux.

Rémunération offerte : 8 000 F à 10 000 F nets par Grand Prix. (Tous frais de déplacement, d'hébergement et de logement seront à la charge de la firme.)

Tous ces postes sont IMMÉDIATEMENT VACANTS. Veuillez envoyer votre candidature et CV détaillé (dactylographié, non manuscrit) à :

Publinter s. r. l.
c/o MONEYTRON team
88, Deschamps
B-2018 ANTWERPEN

Centocor Europe B.V. (CEBV) is a fast growing bio-pharmaceutical company producing monoclonal antibodies for therapeutic applications and diagnostic imaging. Based in Leiden (The Netherlands) the company employs

over 100 persons. Centocor Europe is a wholly owned subsidiary of CENTOCOR INC. Malvern PA-U.S.A., an American leader in biotechnology applied to medical purposes. As

medical associate

you will be part of our European sales force. Our goal is to establish soundly our company and our products in the hospital market. Therefore your prime task will be to visit cardiology departments of hospitals to generate diagnostic use of our in-vivo imaging products. In addition you will also visit the nuclear medicine departments of the same hospitals to implement the use of our product. Your effort should reflect in increased sales as well as a successful introduction of new products as soon as they are approved. You will be responsible to cover a certain territory and travelling in your mother country will be 50% of your time.

fluency in English and in your mother tongue; knowledge of a supplementary European language is appreciated.

Centocor offers a competitive remuneration package, company car with telephone, incentive program, local social security coverage, retirement plan, life insurance and stock options. Because of the fast growth of our marketing & sales department, serious career opportunities will open in short term towards middle and senior management as well as extended territory responsibilities.

Please send a comprehensive c.v. to Mr. H.M. Boufflet, Vice President Marketing and Sales, Centocor Europe B.V., P.O. Box 251, 2300 AG Leiden, The Netherlands.



CENTOCOR EUROPE B.V.

We are looking for an ambitious man or woman with good knowledge of cardiology and/or nuclear medicine by either personal practice (M.D.) or app. 5 years sales experience in radio-pharmaceuticals. Business sense and the drive to succeed is essential, as is

GRUPE SHRM

Services d'Hôtellerie, de Restauration
et de Management

"LA VOLONTÉ AU COEUR DU SERVICE"

SHRM - ANGOLA

Recherche son

Directeur Adjoint

Basé à LUANDA en ANGOLA

Dépendant directement du Directeur de SHRM ANGOLA, il sera responsable de l'animation, du contrôle et du développement d'activités de services :

- distribution type grandes surfaces
- activités d'hôtellerie et de restauration
- services divers

Agé d'environ 35 ans minimum, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion, il a une bonne pratique de la langue Anglaise, et des connaissances en Portugais.

Une expérience minimum de 3 à 5 ans de la direction d'un centre de profits, acquise de préférence dans la distribution type grandes surfaces et dans la restauration type cafétéria ou dans une société de services, sera un atout majeur.

Ce poste doit conduire à moyen terme à la responsabilité d'une Direction de filiale.

Il est préférable que le candidat soit marié, l'expatriation étant possible en famille. L'éducation des enfants sera assurée à LUANDA.

Avantages classiques à l'expatriation.

Les personnes intéressées par cette recherche peuvent adresser leur lettre de candidature et C.V. sous référence C/23 à : GRUPE SHRM 113 rue de l'Evêché - 13002 MARSEILLE.

Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (VIENNE, AUTRICHE)
L'ONUDI recherche, pour le recrutement et la construction d'une réserve de recrutement, des techniciens pour le Centre de Recherches Industrielles de son service de conférences. Les candidats doivent posséder une formation de technicien, de bonnes connaissances en langue française écrite, une vision de l'impact de l'industrie 50 ans à la retraite, et justifier d'une expérience professionnelle préalable. Sont indispensables l'aptitude à travailler dans un environnement multiculturel et le maniement des machines de traitement de textes. Rémunération intéressante, nombreux avantages sociaux. Mises au statut de fonctionnaire international. Durée initiale du contrat : deux ans renouvelable. Les candidatures et un curriculum vitae détaillé doivent être adressées au Service de Recrutement, Bureau S-643, ONUDI, Centre International de Vienne, Boîte postale 300, A-1400 VIENNE, AUTRICHE.

POSTES OUTRE-MER

Certains de postes bien payés, occasions pour tous. Enseignements gratuits. Services d'immigration gratuits. Despl. L.M., C.P. 460, Villa Mont-Toury, Québec, Canada, H3P 3C7.

CAR. INTERNATIONAL

cherche le cadre de ses missions en AFRIQUE

recherche des CONSULTANTS expérimentés (5-10 ans d'expérience)

- Ressources humaines
- Système éducatif et formation
- Organisation industrielle
- Economie industrielle
- Maintenance industrielle

Envoyer C.V. à : M. DES SAINTS Rues 3, rue Saint-Hippolyte 75008 PARIS

BUREAU D'ETUDES ITALIEN

opérant à l'échelle internationale

recherche

pour importants Projets Hydroagricoles
Experts pour les postes suivants :

- Agroéconomiste expert en organisation et gestion projets de développement
- Agroéconomiste expert en statistique informatique et planification
- Hydrologue expert en évaluation de projets agricoles et agro-industriels
- Pédologue
- Agronome expert en vulgarisation agricole
- Zootecnicien
- Hydrologue expert dans l'exploitation d'eaux souterraines pour irrigation
- Sociologue expert dans le domaine rural
- Ingénieur d'irrigation et drainage
- Expert en formation dans le cadre du développement rural
- Expert en crédit rural

La maîtrise de la langue française et la bonne connaissance de la langue anglaise sont indispensables.

Envoyer C.V. détaillé sous n° 7100

LE MONDE PUBLI-CITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Managing Director

Nous sommes une grande société multinationale cherchant un directeur expérimenté pour surveiller les opérations quotidiennes au Nigeria et pour coordonner les affaires à travers un réseau de distribution dans les pays anglophones et francophones en Afrique de l'Ouest.

Le candidat aura un minimum de 5 ans d'expérience comme directeur du service des ventes - si possible dans le domaine des affaires pharmaceutiques ou de la santé et qui parlera couramment l'anglais et le français. Ce poste, situé à Lagos, comprendra une rémunération compétitive et logement fourni par la société.

Candidats intéressés sont priés de répondre en envoyant un curriculum vitae à : Mr. William E. Harding, Wyeth Ayrst International, Inc., P.O. Box 8616, Philadelphia, PA 19101 USA.



Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

POUR PME EN EXPANSION
ASSISTANTE COMMERCIALE

Bac GI, notions informatiques, anglais
Envoyer courrier + C.V. + photo et prétentions
au lab. OENO FRANCE
105, av. de Versailles, 92500 Rueil-Malmaison.

GROUPE
CIMENT
FRANÇAIS

Un des premiers Groupes
Internationaux intervenant
dans le domaine des
matériaux de gros-œuvre
destinés au Bâtiment et aux
Travaux Publics, recherche
pour la DIVISION CEMENTS
FRANCE

CHARGE D'ETUDES ECONOMIQUES

Votre mission consistera à suivre les marchés régionaux de
Bâtiment-Génie Civil (finances avec les collectivités locales,
syndicats professionnels, etc.), collecter l'information, en faire la
synthèse et la faire diffuser dans le Groupe pour ainsi être le
garant de la qualité de l'information économique et assurer
l'efficacité des prévisions.

Economiste de formation, vos 5 ans environ d'expérience vous
donnent une bonne connaissance des circuits de décisions
régionaux et locaux dans les marchés Bâtiment-Travaux Publics.

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité sous réf.
5543 à notre Conseil ou transmettez-le par Minitel en
composant le 3616 Code CV PLUS.

Ressources
& Développement
100 rue de la République, 92000 Nanterre

INSTITUT DE PSYCHOLOGIE
HUMANISTE

recherche

RESPONSABLE
RESEAUX (E.F.)

véhicules personnels, le syst-
tenu en place un réseau de
revendeurs et visiteurs des grands
comptes. Statut libéral, les
recettes des ventes sur-
passent 350 000 F par an
et les objectifs sont ambitieux. For-
mation scientifique assurée.
Candidat et références exigés.
Adresser CV sous le n° 4341 à
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Valenciennes
75007 Paris.

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET CONSTRUCTION

recherche à Créteil (94)

CHARGE DE MISSION

- suivi administratif et
comptable ;
- suivi opérationnel des
projets-construction ;
- négociation ;
- expérience urbaine en
construction civile ;
- qualité de synthèse,
d'expression écrite, orale ;
- sens relationnel ;
- sens rédactionnel.

CHIEF COMPTABLE

- prise en charge de la
comptabilité ;
- tenue comptable et suivi ;
- trésorerie-placements
immobiliers ;
- droit social et fiscal ;
- connaissance de la gestion
financière ;
- formation DES ;
- expérience exigée ;
- sans déplacement.

Envoyer CV + prétentions
+ photo à SNAPE 27 35
94001 CHATEL Cedex.

COLLEGE PRIVE

17 rue SURVEILLANT
76100 CROIX-VALENTIN
Tél. : 46-22-40-20.

ITALIENNE MAISON
L'AMBIANCE PRODUCTIONMONTAGE AMBLEMENT
MAGASIN AMBLEMENT

ARCHITECTES

recherche de collaborateurs
pour la réalisation de
projets d'architecture
interne et externe.

VENDEURS

recherche pour ouverture
nouveau commerce
dans le secteur de la
vente de produits
alimentaires.
Prise de contact à
SNAPE 27 35
94001 CHATEL Cedex.

ORGANISATION
PROFESSIONNELLE
ET LOCALE

recherche
pour la mise en place
d'un service
d'organisation
professionnelle
et locale.

- Stabilisation des sta-
tistiques profession-
nelles ;
- Organisation et prise
en charge des travaux
économiques des com-
missions syndicales ;
- Expérience dans
l'industrie électronique ;
- Expérience micro-
informatique ;
- anglais courant.

Merci d'adresser CV, lettre
motivée, à DOMINIQUE
DE SNAPE, 11, rue
Hervé, 75007 Paris
Cedex 16.

LA VILLE DE SAINT-
OUEZ-L'ALPINE (Val d'Aoste)

recherche
pour la mise en place
d'un service
d'organisation
professionnelle
et locale.

- de la préparation et de
la mise en place des
documents administratifs
et des communications ;
- de la rédaction des
documents ;
- de toutes les opérations
liées au fonctionnement
de ces services ;
- du suivi d'études admi-
nistratives.

Adresser candidatures,
C.V. et références à :
Monsieur le Maire,
36310 SAINT-OUEZ-L'ALPINE

AMBAassade AMERICAINE
A PARIS

recherche

ASSISTANT(E)

Economique, linguistique.
Recherches, analyses, tra-
ductions, plus quelques
tâches administratives.
Capable de rédiger en fran-
çais et en anglais. Econo-
miste de formation avec, si
possible, certaine expérience
commerciale et connais-
sances en informatique.
Candidat motivé, capable
d'accepter tâches variées
dans le cadre d'un
service.

Adresser lettre, C.V.
et photo à :
M. B. 342
Le Monde Publicité
5, rue de Valenciennes
75007 Paris.

ORGANISME PROFESSIONNEL

recherche
pour la mise en place
d'un service
d'organisation
professionnelle
et locale.

- Stabilisation des sta-
tistiques profession-
nelles ;
- Organisation et prise
en charge des travaux
économiques des com-
missions syndicales ;
- Expérience dans
l'industrie électronique ;
- Expérience micro-
informatique ;
- anglais courant.

Merci d'adresser CV, lettre
motivée, à DOMINIQUE
DE SNAPE, 11, rue
Hervé, 75007 Paris
Cedex 16.

UN COLLABORATEUR

Fonction : coordination,
recrutement, communication.
Suivi des dossiers
technico-économiques.
Gestion administrative
et financière.
Pratique de l'anglais
indispensable.

Formation supérieure
(Bac + 5), Ingénieur
ou équivalent.

Envoyer CV, C.V. et photo à :
A.F.A.
10, rue de la République
75001 PARIS.

travail
à domicile
J. F. 32 a. BAC + 3 Eco-
nomique, D.E.C. DEEC en
cours 3 a. Exp. 20 ans de
Bourse, recherche, poste de
chef de service, 100 000 F.
Envoyer sous le n° 5346 à
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Valenciennes
75007 Paris.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL
DU SECTEUR ENERGIE

recherche un

CONSULTANT INTERNATIONAL

pour prospection commerciale et supervision de contrats d'études ; le
poste est basé à Paris avec nombreuses missions à l'étranger.
Les candidats passeront obligatoirement :

• dynamisme commercial et sens des contacts à haut niveau ;
• l'expérience du métier de consultant dans les pays en dévelop-
pement ;
• une formation d'ingénieur Grandes Ecoles, du secteur Energie.

La maîtrise des langues étrangères est indispensable.
Veuillez adresser lettre motivée, CV, photo et prétentions sous
réf. 3.010 à PUBLIPANEL
1, rue Falguère 75015 Paris, qui transmettra.

DEMANDES
D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :

• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIRECTEUR GENERAL DE PME. - 39 ans, ingénieur + DES
Droit. - 14 ans d'expérience en gestion et de direction en secteur
industriel et des services.
RECHERCHE : Direction d'une PME en responsabilité de direc-
tion en grande entreprise. Compétent particulièrement dans les
domaines du personnel, des relations extérieures, de la sécurité et de
la maintenance.
(Section BCO/BD 1347.)

CADRE SUPERIEUR. - 53 ans - cherche situation Paris ou
région parisienne. Trente ans d'industrie et d'ingénierie. Fonction
administrative et financière et secrétaire général. Habitué aux
situations difficiles. Expérience confirmée en gestion et exportation.
Licence en droit avec mention bien, CAPA CPA 1972.
(Section BCO/MG IV 1348.)

RESPONSABLE DE FILIALES A L'ETRANGER. - Bilingue
français/anglais, maîtrise de l'espagnol. - 15 ans de commerce
international, pratique constante de la négociation et de la réalisation
de contrats. SOUHAITERAIT partager ses connaissances avec une
société dynamique désireuse de renforcer ses positions à l'étranger.
(Section BCO/CR 1349.)

Pour gagner chez les parfumeurs F., cadre confirmé marketing
international parfums : création, études, coordination communica-
tion, habitude du montage et du suivi des dossiers et des négocia-
tions à haut niveau.
Sachant parler parfums donc être un relais efficace pour agences de
pub. R.P., créations, parfumeurs, variétés, éditeurs publicitaires.
(Section BCO/IV 1350.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

Jeunes ingénieurs
INTEGREZ NOTRE SITE
HIGH-TECH D'ANGERS

Présents dans le monde entier, les 44.000 collaborateurs du groupe BULL
ont réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de près de 32 milliards de francs.
Cette dimension place aujourd'hui BULL parmi les dix leaders mondiaux de l'informatique

4 MANAGERS
PRODUCTION

Ingénieurs débutants, vous avez le titre
high-tech, vous êtes dynamiques, ambi-
tieux, alors venez nous rejoindre.

Vous animeriez une équipe de 8 à 20 per-
sonnes. Vous organiseriez la production
dont vous négocieriez les objectifs dans le
respect des délais, des coûts et de la qua-
lité totale.

Vous bénéficiez d'une formation solide
couvrant les divers aspects de votre
métier (management, ressources
humaines, qualité...) qui vous permettra
d'évoluer rapidement vers d'autres sites
ou responsabilités au sein de l'univers
Bull.

Vos qualités d'adaptation et de commu-
nication seront vos meilleurs atouts.
Réf. : PDTH

2 INGENIEURS
INFORMATIQUES

Diplômés Ecoles d'ingénieurs + Télécom
si possible.

Vous avez 2/3 ans d'expérience et vous
êtes passionnés de haute-technologie.
Nous mettrons les moyens les plus per-
formants au service de votre savoir-faire
et de vos idées neuves.

Devenez :
- Ingénieur CFAO afin de gérer et déve-
lopper nos outils CFAO.
- Chef de projet informatique pour
concevoir, mettre en place et suivre les
projets informatiques.

Une formation adaptée et efficace vous
permettra d'évoluer rapidement dans
notre groupe au gré de vos ambitions.
Réf. : PDTI

1 SPECIALISTE
SYSTEME
DE GESTION
DE PRODUCTION

Diplômé Grandes Ecoles d'ingénieurs.
Nos nouveaux systèmes informatiques
très performants n'attendent que vous.

Après une formation top niveau à la
CFAO qui vous permettra de maîtriser
les systèmes de gestion, vous assurerez le
support de ces systèmes dans un Centre
Produit.
Réf. : PDTG

1 INGENIEUR
PROCEDES

Ingénieurs débutants ou 2/3 ans d'expé-
rience.

L'évolution très rapide des nouvelles
technologies d'assemblage des cartes
électroniques nécessite des compétences
telles que les vôtres.

Votre mission consistera à développer et
mettre en œuvre de nouveaux procédés
d'assemblage liés aux techniques de
connectique.
Réf. : PDTT

Bull

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie, à M. Diol - Bull Angers - 331 avenue Patton - BP428 - 49005 Angers Cedex.

Animaux

SCHARPEI

- Le chien le plus rare au
monde.
- Vacciné, tatoué, LOF.
- Grand 1 an.
- Facile à élever.
42-83-44-40.

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable des
travailleurs du monde.
- 100 000 F. de bijoux
en or, argent, platine, diamants, saphirs, etc.
- 100 000 F. de bijoux en or, argent, platine, diamants, saphirs, etc.
- 100 000 F. de bijoux en or, argent, platine, diamants, saphirs, etc.

PERRON OPERA

Angle bd des Italiens,
4, Chaussée d'Antin,
Paris 8e, 75009 Paris.
Tél. : 47-33-44-40.

BIJOUX ANCIENS
bagues romanti-
ques

au châtelet chez GILLET
ACHAT OR
Tableaux anciens
et modernes
GILLET 18, rue d'Arcole
75004 Paris. 43-54-00-53.

Soins de beauté

A VENDRE : 6 tables
d'assainissement (soins
table, slender you).
Prix : 600 000 F.
Tél. : 1932-3-312-21-87.

Stages

ÉCOLE D'ÉTÉ 3 semaines
de cours pour perfectionner
votre anglais parlé.
5-28 août 1989. Dirigé par
les bénéficiaires de Fort
Augustus Abbey dans les
magnifiques highlands des
Écosse. Pour jeunes de 15 à
18 ans, les groupes en
famille peuvent aussi être
reçus. Plus de 20 h de cours
de 3 diff. niv. Activités
comprenant : hockey, voile,
équitation, escalade, etc.,
équitation, golf et tennis.
Excursions dans les highlands et
Edimbourg. Les élèves sont
attendus à l'aéroport, au la
gare d'Inverness. Écrire :
REV. D.A. GRILGAN OSA,
St-Benedict's Abbey, Fort-
Augustus, Inverness-Shire,
Highland, Scotland.
Tél. : 19-44-320-8232.

Studio

Pub

HYPERBOLE

Création - Studio - Publicité -
Edition.
Équité photo-composition.
Délais rapides, travail so-
igné. Paris centre.
Contact : NESA - 45-08-02-14

Vacances

Tourisme

Loisirs

DRISCOLL HOUSE-HOTEL
200 chambres simples.
\$ 100 par sem., demi-pens.
Rue : 172 New Kent Road,
LONDON SE 1 4YT-G-8.
18-44-1-703-41-76.

PORTUGAL ALGARVE
Toutes saisons, vue sur la mer
et sur les montagnes. Ferme de
mûres, piscine, tennis.
Tél. : (16)88-07-58-55.

PRÉS NICE tous les jours
5/6 personnes pour juillet
ou septembre.
93-31-11-01

NICE-CANNES
Luxe 2 studios toutes sa-
sons + 12 confort. 30 et
40 m² + 12 m² terrasse.
Tél. : (1)47-83-60-35.

CANET-PLAGE
Luxe grand P2 120 m², 20 m²
proche bord de mer, tout
confort, pour 4/5 personnes.
Tél. : (1)47-83-60-35.

Haute cuisine dans détente
cours ANGELUS Intermittents
et découverte
HIGHLAND D'ÉCOSSE
tous les 13. 79-44-27-88-88.

هنا من ألاس

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1^{er} arrdt
RUE STE-ANNE
 BEAU 3 PCEs. 1 300 000 F
 Charming, solidaire, bel imm. 17^e arr. Jourd'au, 40-44-33-35.

5^e arrdt
RUE SAINT-JACQUES
 RARE, SUPERBE MAISON
 INDÉPEND. 5/12 JARDIN
 170 m² env. 2 200 000 F
 FIMON 43-87-55-52.

ST-MEDARD
 rare, vue à 360°, Pierre de T.
 2^e arr. ch. 40-44-33-35.

10^e arrdt
TRUCADOU
 2 PCEs, 40-44-33-35.

11^e arrdt
ST-MEDARD
 rare, vue à 360°, Pierre de T.
 2^e arr. ch. 40-44-33-35.

12^e arrdt
ST-MEDARD
 rare, vue à 360°, Pierre de T.
 2^e arr. ch. 40-44-33-35.

13^e arrdt
ST-MEDARD
 rare, vue à 360°, Pierre de T.
 2^e arr. ch. 40-44-33-35.

14^e arrdt
ST-MEDARD
 rare, vue à 360°, Pierre de T.
 2^e arr. ch. 40-44-33-35.

15^e arrdt
ST-MEDARD
 rare, vue à 360°, Pierre de T.
 2^e arr. ch. 40-44-33-35.

16^e arrdt
ST-MEDARD
 rare, vue à 360°, Pierre de T.
 2^e arr. ch. 40-44-33-35.

17^e arrdt
ST-MEDARD
 rare, vue à 360°, Pierre de T.
 2^e arr. ch. 40-44-33-35.

18^e arrdt
ST-MEDARD
 rare, vue à 360°, Pierre de T.
 2^e arr. ch. 40-44-33-35.

19^e arrdt
ST-MEDARD
 rare, vue à 360°, Pierre de T.
 2^e arr. ch. 40-44-33-35.

20^e arrdt
ST-MEDARD
 rare, vue à 360°, Pierre de T.
 2^e arr. ch. 40-44-33-35.

immeubles

LA LOI MALRAUX
 PARIS-LILLE
 BORDEAUX-ROUEN
 MONTPELLIER
 Rens. : C.F.I.L. SA
 25, rue d'Alsace, Paris-7
 Tél. : (1) 42-51-34-06.

GROUPE DORESSAY
 ACHÈTE INTRA-MURS
 INTERMÉDIAIRE SOLICITE
 46-24-53-53. FAX 46-45-75-08.

locations non meublées
 offres

Région parisienne
CONFLANS ET ENVIRONS
 Maisons à partir de 4 000 F.
 Cab. Vermelle, 38-19-21-27.

CONFLANS ET ENV. (78)
 Studios à partir de 2 000 F + ch.
 2 p. 3 p. 4 p. 5 p. 6 p. 7 p. 8 p. 9 p. 10 p. 11 p. 12 p. 13 p. 14 p. 15 p. 16 p. 17 p. 18 p. 19 p. 20 p. 21 p. 22 p. 23 p. 24 p. 25 p. 26 p. 27 p. 28 p. 29 p. 30 p. 31 p. 32 p. 33 p. 34 p. 35 p. 36 p. 37 p. 38 p. 39 p. 40 p. 41 p. 42 p. 43 p. 44 p. 45 p. 46 p. 47 p. 48 p. 49 p. 50 p. 51 p. 52 p. 53 p. 54 p. 55 p. 56 p. 57 p. 58 p. 59 p. 60 p. 61 p. 62 p. 63 p. 64 p. 65 p. 66 p. 67 p. 68 p. 69 p. 70 p. 71 p. 72 p. 73 p. 74 p. 75 p. 76 p. 77 p. 78 p. 79 p. 80 p. 81 p. 82 p. 83 p. 84 p. 85 p. 86 p. 87 p. 88 p. 89 p. 90 p. 91 p. 92 p. 93 p. 94 p. 95 p. 96 p. 97 p. 98 p. 99 p. 100 p. 101 p. 102 p. 103 p. 104 p. 105 p. 106 p. 107 p. 108 p. 109 p. 110 p. 111 p. 112 p. 113 p. 114 p. 115 p. 116 p. 117 p. 118 p. 119 p. 120 p. 121 p. 122 p. 123 p. 124 p. 125 p. 126 p. 127 p. 128 p. 129 p. 130 p. 131 p. 132 p. 133 p. 134 p. 135 p. 136 p. 137 p. 138 p. 139 p. 140 p. 141 p. 142 p. 143 p. 144 p. 145 p. 146 p. 147 p. 148 p. 149 p. 150 p. 151 p. 152 p. 153 p. 154 p. 155 p. 156 p. 157 p. 158 p. 159 p. 160 p. 161 p. 162 p. 163 p. 164 p. 165 p. 166 p. 167 p. 168 p. 169 p. 170 p. 171 p. 172 p. 173 p. 174 p. 175 p. 176 p. 177 p. 178 p. 179 p. 180 p. 181 p. 182 p. 183 p. 184 p. 185 p. 186 p. 187 p. 188 p. 189 p. 190 p. 191 p. 192 p. 193 p. 194 p. 195 p. 196 p. 197 p. 198 p. 199 p. 200 p. 201 p. 202 p. 203 p. 204 p. 205 p. 206 p. 207 p. 208 p. 209 p. 210 p. 211 p. 212 p. 213 p. 214 p. 215 p. 216 p. 217 p. 218 p. 219 p. 220 p. 221 p. 222 p. 223 p. 224 p. 225 p. 226 p. 227 p. 228 p. 229 p. 230 p. 231 p. 232 p. 233 p. 234 p. 235 p. 236 p. 237 p. 238 p. 239 p. 240 p. 241 p. 242 p. 243 p. 244 p. 245 p. 246 p. 247 p. 248 p. 249 p. 250 p. 251 p. 252 p. 253 p. 254 p. 255 p. 256 p. 257 p. 258 p. 259 p. 260 p. 261 p. 262 p. 263 p. 264 p. 265 p. 266 p. 267 p. 268 p. 269 p. 270 p. 271 p. 272 p. 273 p. 274 p. 275 p. 276 p. 277 p. 278 p. 279 p. 280 p. 281 p. 282 p. 283 p. 284 p. 285 p. 286 p. 287 p. 288 p. 289 p. 290 p. 291 p. 292 p. 293 p. 294 p. 295 p. 296 p. 297 p. 298 p. 299 p. 300 p. 301 p. 302 p. 303 p. 304 p. 305 p. 306 p. 307 p. 308 p. 309 p. 310 p. 311 p. 312 p. 313 p. 314 p. 315 p. 316 p. 317 p. 318 p. 319 p. 320 p. 321 p. 322 p. 323 p. 324 p. 325 p. 326 p. 327 p. 328 p. 329 p. 330 p. 331 p. 332 p. 333 p. 334 p. 335 p. 336 p. 337 p. 338 p. 339 p. 340 p. 341 p. 342 p. 343 p. 344 p. 345 p. 346 p. 347 p. 348 p. 349 p. 350 p. 351 p. 352 p. 353 p. 354 p. 355 p. 356 p. 357 p. 358 p. 359 p. 360 p. 361 p. 362 p. 363 p. 364 p. 365 p. 366 p. 367 p. 368 p. 369 p. 370 p. 371 p. 372 p. 373 p. 374 p. 375 p. 376 p. 377 p. 378 p. 379 p. 380 p. 381 p. 382 p. 383 p. 384 p. 385 p. 386 p. 387 p. 388 p. 389 p. 390 p. 391 p. 392 p. 393 p. 394 p. 395 p. 396 p. 397 p. 398 p. 399 p. 400 p. 401 p. 402 p. 403 p. 404 p. 405 p. 406 p. 407 p. 408 p. 409 p. 410 p. 411 p. 412 p. 413 p. 414 p. 415 p. 416 p. 417 p. 418 p. 419 p. 420 p. 421 p. 422 p. 423 p. 424 p. 425 p. 426 p. 427 p. 428 p. 429 p. 430 p. 431 p. 432 p. 433 p. 434 p. 435 p. 436 p. 437 p. 438 p. 439 p. 440 p. 441 p. 442 p. 443 p. 444 p. 445 p. 446 p. 447 p. 448 p. 449 p. 450 p. 451 p. 452 p. 453 p. 454 p. 455 p. 456 p. 457 p. 458 p. 459 p. 460 p. 461 p. 462 p. 463 p. 464 p. 465 p. 466 p. 467 p. 468 p. 469 p. 470 p. 471 p. 472 p. 473 p. 474 p. 475 p. 476 p. 477 p. 478 p. 479 p. 480 p. 481 p. 482 p. 483 p. 484 p. 485 p. 486 p. 487 p. 488 p. 489 p. 490 p. 491 p. 492 p. 493 p. 494 p. 495 p. 496 p. 497 p. 498 p. 499 p. 500 p. 501 p. 502 p. 503 p. 504 p. 505 p. 506 p. 507 p. 508 p. 509 p. 510 p. 511 p. 512 p. 513 p. 514 p. 515 p. 516 p. 517 p. 518 p. 519 p. 520 p. 521 p. 522 p. 523 p. 524 p. 525 p. 526 p. 527 p. 528 p. 529 p. 530 p. 531 p. 532 p. 533 p. 534 p. 535 p. 536 p. 537 p. 538 p. 539 p. 540 p. 541 p. 542 p. 543 p. 544 p. 545 p. 546 p. 547 p. 548 p. 549 p. 550 p. 551 p. 552 p. 553 p. 554 p. 555 p. 556 p. 557 p. 558 p. 559 p. 560 p. 561 p. 562 p. 563 p. 564 p. 565 p. 566 p. 567 p. 568 p. 569 p. 570 p. 571 p. 572 p. 573 p. 574 p. 575 p. 576 p. 577 p. 578 p. 579 p. 580 p. 581 p. 582 p. 583 p. 584 p. 585 p. 586 p. 587 p. 588 p. 589 p. 590 p. 591 p. 592 p. 593 p. 594 p. 595 p. 596 p. 597 p. 598 p. 599 p. 600 p. 601 p. 602 p. 603 p. 604 p. 605 p. 606 p. 607 p. 608 p. 609 p. 610 p. 611 p. 612 p. 613 p. 614 p. 615 p. 616 p. 617 p. 618 p. 619 p. 620 p. 621 p. 622 p. 623 p. 624 p. 625 p. 626 p. 627 p. 628 p. 629 p. 630 p. 631 p. 632 p. 633 p. 634 p. 635 p. 636 p. 637 p. 638 p. 639 p. 640 p. 641 p. 642 p. 643 p. 644 p. 645 p. 646 p. 647 p. 648 p. 649 p. 650 p. 651 p. 652 p. 653 p. 654 p. 655 p. 656 p. 657 p. 658 p. 659 p. 660 p. 661 p. 662 p. 663 p. 664 p. 665 p. 666 p. 667 p. 668 p. 669 p. 670 p. 671 p. 672 p. 673 p. 674 p. 675 p. 676 p. 677 p. 678 p. 679 p. 680 p. 681 p. 682 p. 683 p. 684 p. 685 p. 686 p. 687 p. 688 p. 689 p. 690 p. 691 p. 692 p. 693 p. 694 p. 695 p. 696 p. 697 p. 698 p. 699 p. 700 p. 701 p. 702 p. 703 p. 704 p. 705 p. 706 p. 707 p. 708 p. 709 p. 710 p. 711 p. 712 p. 713 p. 714 p. 715 p. 716 p. 717 p. 718 p. 719 p. 720 p. 721 p. 722 p. 723 p. 724 p. 725 p. 726 p. 727 p. 728 p. 729 p. 730 p. 731 p. 732 p. 733 p. 734 p. 735 p. 736 p. 737 p. 738 p. 739 p. 740 p. 741 p. 742 p. 743 p. 744 p. 745 p. 746 p. 747 p. 748 p. 749 p. 750 p. 751 p. 752 p. 753 p. 754 p. 755 p. 756 p. 757 p. 758 p. 759 p. 760 p. 761 p. 762 p. 763 p. 764 p. 765 p. 766 p. 767 p. 768 p. 769 p. 770 p. 771 p. 772 p. 773 p. 774 p. 775 p. 776 p. 777 p. 778 p. 779 p. 780 p. 781 p. 782 p. 783 p. 784 p. 785 p. 786 p. 787 p. 788 p. 789 p. 790 p. 791 p. 792 p. 793 p. 794 p. 795 p. 796 p. 797 p. 798 p. 799 p. 800 p. 801 p. 802 p. 803 p. 804 p. 805 p. 806 p. 807 p. 808 p. 809 p. 810 p. 811 p. 812 p. 813 p. 814 p. 815 p. 816 p. 817 p. 818 p. 819 p. 820 p. 821 p. 822 p. 823 p. 824 p. 825 p. 826 p. 827 p. 828 p. 829 p. 830 p. 831 p. 832 p. 833 p. 834 p. 835 p. 836 p. 837 p. 838 p. 839 p. 840 p. 841 p. 842 p. 843 p. 844 p. 845 p. 846 p. 847 p. 848 p. 849 p. 850 p. 851 p. 852 p. 853 p. 854 p. 855 p. 856 p. 857 p. 858 p. 859 p. 860 p. 861 p. 862 p. 863 p. 864 p. 865 p. 866 p. 867 p. 868 p. 869 p. 870 p. 871 p. 872 p. 873 p. 874 p. 875 p. 876 p. 877 p. 878 p. 879 p. 880 p. 881 p. 882 p. 883 p. 884 p. 885 p. 886 p. 887 p. 888 p. 889 p. 890 p. 891 p. 892 p. 893 p. 894 p. 895 p. 896 p. 897 p. 898 p. 899 p. 900 p. 901 p. 902 p. 903 p. 904 p. 905 p. 906 p. 907 p. 908 p. 909 p. 910 p. 911 p. 912 p. 913 p. 914 p. 915 p. 916 p. 917 p. 918 p. 919 p. 920 p. 921 p. 922 p. 923 p. 924 p. 925 p. 926 p. 927 p. 928 p. 929 p. 930 p. 931 p. 932 p. 933 p. 934 p. 935 p. 936 p. 937 p. 938 p. 939 p. 940 p. 941 p. 942 p. 943 p. 944 p. 945 p. 946 p. 947 p. 948 p. 949 p. 950 p. 951 p. 952 p. 953 p. 954 p. 955 p. 956 p. 957 p. 958 p. 959 p. 960 p. 961 p. 962 p. 963 p. 964 p. 965 p. 966 p. 967 p. 968 p. 969 p. 970 p. 971 p. 972 p. 973 p. 974 p. 975 p. 976 p. 977 p. 978 p. 979 p. 980 p. 981 p. 982 p. 983 p. 984 p. 985 p. 986 p. 987 p. 988 p. 989 p. 990 p. 991 p. 992 p. 993 p. 994 p. 995 p. 996 p. 997 p. 998 p. 999 p. 1000 p. 1001 p. 1002 p. 1003 p. 1004 p. 1005 p. 1006 p. 1007 p. 1008 p. 1009 p. 1010 p. 1011 p. 1012 p. 1013 p. 1014 p. 1015 p. 1016 p. 1017 p. 1018 p. 1019 p. 1020 p. 1021 p. 1022 p. 1023 p. 1024 p. 1025 p. 1026 p. 1027 p. 1028 p. 1029 p. 1030 p. 1031 p. 1032 p. 1033 p. 1034 p. 1035 p. 1036 p. 1037 p. 1038 p. 1039 p. 1040 p. 1041 p. 1042 p. 1043 p. 1044 p. 1045 p. 1046 p. 1047 p. 1048 p. 1049 p. 1050 p. 1051 p. 1052 p. 1053 p. 1054 p. 1055 p. 1056 p. 1057 p. 1058 p. 1059 p. 1060 p. 1061 p. 1062 p. 1063 p. 1064 p. 1065 p. 1066 p. 1067 p. 1068 p. 1069 p. 1070 p. 1071 p. 1072 p. 1073 p. 1074 p. 1075 p. 1076 p. 1077 p. 1078 p. 1079 p. 1080 p. 1081 p. 1082 p. 1083 p. 1084 p. 1085 p. 1086 p. 1087 p. 1088 p. 1089 p. 1090 p. 1091 p. 1092 p. 1093 p. 1094 p. 1095 p. 1096 p. 1097 p. 1098 p. 1099 p. 1100 p. 1101 p. 1102 p. 1103 p. 1104 p. 1105 p. 1106 p. 1107 p. 1108 p. 1109 p. 1110 p. 1111 p. 1112 p. 1113 p. 1114 p. 1115 p. 1116 p. 1117 p. 1118 p. 1119 p. 1120 p. 1121 p. 1122 p. 1123 p. 1124 p. 1125 p. 1126 p. 1127 p. 1128 p. 1129 p. 1130 p. 1131 p. 1132 p. 1133 p. 1134 p. 1135 p. 1136 p. 1137 p. 1138 p. 1139 p. 1140 p. 1141 p. 1142 p. 1143 p. 1144 p. 1145 p. 1146 p. 1147 p. 1148 p. 1149 p. 1150 p. 1151 p. 1152 p. 1153 p. 1154 p. 1155 p. 1156 p. 1157 p. 1158 p. 1159 p. 1160 p. 1161 p. 1162 p. 1163 p. 1164 p. 1165 p. 1166 p. 1167 p. 1168 p. 1169 p. 1170 p. 1171 p. 1172 p. 1173 p. 1174 p. 1175 p. 1176 p. 1177 p. 1178 p. 1179 p. 1180 p. 1181 p. 1182 p. 1183 p. 1184 p. 1185 p. 1186 p. 1187 p. 1188 p. 1189 p. 1190 p. 1191 p. 1192 p. 1193 p. 1194 p. 1195 p. 1196 p. 1197 p. 1198 p. 1199 p. 1200 p. 1201 p. 1202 p. 1203 p. 1204 p. 1205 p. 1206 p. 1207 p. 1208 p. 1209 p. 1210 p. 1211 p. 1212 p. 1213 p. 1214 p. 1215 p. 1216 p. 1217 p. 1218 p. 1219 p. 1220 p. 1221 p. 1222 p. 1223 p. 1224 p. 1225 p. 1226 p. 1227 p. 1228 p. 1229 p. 1230 p. 1231 p. 1232 p. 1233 p. 1234 p. 1235 p. 1236 p. 1237 p. 1238 p. 1239 p. 1240 p. 1241 p. 1242 p. 1243 p. 1244 p. 1245 p. 1246 p. 1247 p. 1248 p. 1249 p. 1250 p. 1251 p. 1252 p. 1253 p. 1254 p. 1255 p. 1256 p. 1257 p. 1258 p. 1259 p. 1260 p. 1261 p. 1262 p. 1263 p. 1264 p. 1265 p. 1266 p. 1267 p. 1268 p. 1269 p. 1270 p. 1271 p. 1272 p. 1273 p. 1274 p. 1275 p. 1276 p. 1277 p. 1278 p. 1279 p. 1280 p. 1281 p. 1282 p. 1283 p. 1284 p. 1285 p. 1286 p. 1287 p. 1288 p. 1289 p. 1290 p. 1291 p. 1292 p. 1293 p. 1294 p. 1295 p. 1296 p. 1297 p. 1298 p. 1299 p. 1300 p. 1301 p. 1302 p. 1303 p. 1304 p. 1305 p. 1306 p. 1307 p. 1308 p. 1309 p. 1310 p. 1311 p. 1312 p. 1313 p. 1314 p. 1315 p. 1316 p. 1317 p. 1318 p. 1319 p. 1320 p. 1321 p. 1322 p. 1323 p. 1324 p. 1325 p. 1326 p. 1327 p. 1328 p. 1329 p. 1330 p. 1331 p. 1332 p. 1333 p. 1334 p. 1335 p. 1336 p. 1337 p. 1338 p. 1339 p. 1340 p. 1341 p. 1342 p. 1343 p. 1344 p. 1345 p. 1346 p. 1347 p. 1348 p. 1349 p. 1350 p. 1351 p. 1352 p. 1353 p. 1354 p. 1355 p. 1356 p. 1357 p. 1358 p. 1359 p. 1360 p. 1361 p. 1362 p. 1363 p. 1364 p. 1365 p. 1366 p. 1367 p. 1368 p. 1369 p. 1370 p. 1371 p. 1372 p. 1373 p. 1374 p. 1375 p. 1376 p. 1377 p. 1378 p. 1379 p. 1380 p. 1381 p. 1382 p. 1383 p. 1384 p. 1385 p. 1386 p. 1387 p. 1388 p. 1389 p. 1390 p. 1391 p. 1392 p. 1393 p. 1394 p. 1395 p. 1396 p. 1397 p. 1398 p. 1399 p. 1400 p. 1401 p. 1402 p. 1403 p. 1404 p. 1405 p. 1406 p. 1407 p. 1408 p. 1409 p. 1410 p. 1411 p. 1412 p. 1413 p. 1414 p. 1415 p. 1416 p. 1417 p. 1418 p. 1419 p. 1420 p. 1421 p. 1422 p. 1423 p. 1424 p. 1425 p. 1426 p. 1427 p. 1428 p. 1429 p. 1430 p. 1431 p. 1432 p. 1433 p. 1434 p. 1435 p. 1436 p. 1437 p. 1438 p. 1439 p. 1440 p. 1441 p. 1442 p. 1443 p. 1444 p. 1445 p. 1446 p. 1447 p. 1448 p. 1449 p. 1450 p. 1451 p. 1452 p. 1453 p. 1454 p. 1455 p. 1456 p. 1457 p. 1458 p. 1459 p. 1460 p. 1461 p. 1462 p. 1463 p. 1464 p. 1465 p. 1466 p. 1467 p. 1468 p. 1469 p. 1470 p. 1471 p. 1472 p. 1473 p. 1474 p. 1475 p. 1476 p. 1477 p. 1478 p. 1479 p. 1480 p. 1481 p. 1482 p. 1483 p. 1484 p. 1485 p. 1486 p. 1487 p. 1488 p. 1489 p. 1490 p. 1491 p. 1492 p. 1493 p. 1494 p. 1495 p. 1496 p. 1497 p. 1498 p. 1499 p. 1500 p. 1501 p. 1502 p. 1503 p. 1504 p. 1505 p. 1506 p. 1507 p. 1508 p. 1509 p. 1510 p. 1511 p. 1512 p. 1513 p. 1514 p. 1515 p. 1516 p. 1517 p. 1518 p. 1519 p. 1520 p. 1521 p. 1522 p. 1523 p. 1524 p. 1525 p. 1526 p. 1527 p. 1528 p. 1529 p. 1530 p. 1531 p. 1532 p. 1533 p. 1534 p. 1535 p. 1536 p. 1537 p. 1538 p. 1539 p. 1540 p. 1541 p. 1542 p. 1543 p. 1544 p. 1545 p. 1546 p. 1547 p. 1548 p. 1549 p. 1550 p. 1551 p. 1552 p. 1553 p. 1554 p. 1555 p. 1556 p. 1557 p. 1558 p. 1559 p. 1560 p. 1561 p. 1562 p. 1563 p. 1564 p. 1565 p. 1566 p. 1567 p. 1568 p. 1569 p. 1570 p. 1571 p. 1572 p. 1573 p. 1574 p. 1575 p. 1576 p. 1577 p. 1578 p. 1579 p. 1580 p. 1581 p. 1582 p. 1583 p. 1584 p. 1585 p. 1586 p. 1587 p. 1588 p. 1589 p. 1590 p. 1591 p. 1592 p. 1593 p. 1594 p. 1595 p. 1596 p. 1597 p. 1598 p. 1599 p. 1600 p. 1601 p. 1602 p. 1603 p. 1604 p. 1605 p. 1606 p. 1607 p. 1608 p. 1609 p. 1610 p. 1611 p. 1612 p. 1613 p. 1614 p. 1615 p. 1616 p. 1617 p. 1618 p. 1619 p. 1620 p. 1621 p. 1622 p. 1623 p. 1624 p. 1625 p. 1626 p. 1627 p. 1628 p. 1629 p. 1630 p. 1631 p. 1632 p. 1633 p. 1634 p. 1635 p. 1636 p. 1637 p. 1638 p. 1639 p. 1640 p. 1641 p. 1642 p. 1643 p. 1644 p. 1645 p. 1646 p. 1647 p. 1648 p. 1649 p. 1650 p. 1651 p. 1652 p. 1653 p. 1654 p. 1655 p. 1656 p. 1657 p. 1658 p. 1659 p. 1660 p. 1661 p. 1662 p. 1663 p. 1664 p. 1665 p. 1666 p. 1667 p. 1668 p. 1669 p. 1670 p. 1671 p. 1672 p. 1673 p. 1674 p. 1675 p. 1676 p. 1677 p. 1678 p. 1679 p. 1680 p. 1681 p. 1682 p. 1683 p. 1684 p. 1685 p. 1686 p. 1687 p. 1688 p. 1689 p. 1690 p. 1691 p. 1692 p. 1

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Les Belles Propriétés du Monde

PRÉCY-SUR-OISE

Idéal réception, superbe p'tit de 16 pces p'pales, coin. éq. s. de bain, w.-c. Elevée sur s/sol. En rez-de-jardin pisc. avec bar réception, saunas, jacuzzi, dèche multi-jets, pisc. int.-ext. avec piscine, barbecue, bar couvert. Jard. 1 300 m² ent. paysagé : massifs avec cascades, etc. **RARE. Px: 4.500.000 F.**

Agences n° 1 - 30-35-03-50.




LAMORLAYE

Très belle ppnt dans un parc arboré de 4 000 m², compr.: entr., s.d., déb. 56 m², cuis. amén., bureau, 6 chbres, 2 s. d'eau, 2 s. de bain, 2 w.-c., s/sol tot., gran. gar., 2 voit. + 1 pet. maison a. cuis., 2 chbres, s. de bain, gar. de 120 m². Px : 2.575.000 F.

Agences

Agences n° 1 - 44-57-15-10.



SIMILIS

Plein centre, emplacement exempt, ppeé en pierre, sur 800 m² de jardin et, à g. 40 m², drageage avec planant, eau, sable, 4 citernes, a. sur m. d'abo. 2 x. de bus dont 1 à l'é., 2 w.-c., calorif., bonneterie corralle, chauffoirie, cour 2 voit. Px : 2.135.000 F.

Agencem

Agences n° 1 - 44-53-25-56.

GOUVIEUX

Propriété contemporaine sur 2.800 m² clos et paysagé, surface habitable de 220 m², hall d'entrée avec mezzanine, 3 et 5 m, 26 m², vaste séjour avec cheminée, cuisine aménagée avec coin repas, 4 chambres dont une avec balcon, lingerie, garage. Prix: 1.790.000 F.

Agences n° 1 - S.A. Groupe BGS,
18 bis-20, rue Vivier, 95270 Luzarches.
30-35-03-50.


NEUILLY-EN-THELLE

Maison récente comprenant : s.d.f. de 60 m² avec cham., mazz., 3 chbres, s. de bns, w.-c., cuis., salle de jeux de 50 m², le tout sur un parc de 3 000 m². Beaucoup de caract. Px : 2 765 000 F.

Agence n° 1 - S.A. Groupe BGS, 20, rue Vivien, 95270 Luzarches. 30-35-03-60.

CREIL — Belle maison de maître située face à l'Église, comprenant : 1 hall, 1 séjour, 1 salon, 6 chambres, 1 cuisine, 2 salles s/sous-sol total. Maison de gardiens sur 1 500 m² de terrain env.
Prix : 2 135 000 F.

Agence en



ÉTIOILLES

Belle maison sur 2 925 m² de terrain, 154 m² au sol, adj., cham., 51 m², 4 chbres, cuis., s. de bns. m.-s., s/sol total, gar, 3 vol., salle de jous, cave, terrasse 100 m². Px : 2 690 000 F.

AGENCE AUTOURROUTE SUD

Agence Autoroute Sud,
32, Grande-Rue, 91290 Arpejon.
60-63-16-62.




ST-GENEV.-D.-BOIS

Sur 1 050 m de terrain, 180 m² habit., adj. 40 m², s. à usage int. chem., bar, cuis., à l'américaine chéris décapés 45 m², 4 chéris, salle de bain, salle d'entr., s/sol, garage. Px: 1 639 000 F.

**AGENCE
AUTOMOBILE
SUD 88**

22, boulevard
TOUR EIFFEL
75. 78. PARIS 12



DRAVEIL.

Sur 800 m² de terrain, 2 étages, 2 s.d.b., 4 chambres, 2 s. de bain, 2 cuis., 2 w.-c., piscine 80 m², 100 m² prot. piscinable, 2,25 m. murettes, climatisé entièrement, gar. 2 veh. Px: 2 120 000 F.

AGENCE
IMMOBILIERE
SUD 88

Agence Autorisée Fed.
32, Grande-Rue, 91290 Arpejux.
01-62-10-62.



LONGJumeau

Belle villa sur 1.800 m² de terrain, 320 m² habitables, menuiserie chêne massif, séjour, bar, cheminée, salle à manger, cuisine chêne équipée, salle avec barbeque, très belle salle de bains, sauna, 4 chambres, loggia, bureau 35 m², garage, terrasse, trails réduits. Prix : 3.650.000 F.

**AGENCE
IMMOBILIERE
SUD 93**

32 Grande-Rue,
91290 ARPAJON.
80-63-16-62.




STE-GENEVIÈVE-DES-BOIS

Maison sur 1.220 m² de terrain, 210 m² habitables, séjour de 41 m², 4 chambres, 3 salles de bains, bureau, lingerie, sous-sol total, chambre de service, téléphone, terrasse.

Prix : 1.650.000 F.

AGENCE
Atrium
SUD 88

**32, Grande-Rue,
81290 ARPAJON.
00-53-16-62.**



An cœur de la métropole Nord, à 20 minutes de Lille, à 2 heures de Paris; péageux I.R.V., autoroute. De petits villages; milieu habité sans pollution. 229 m², 3 étages, 2 halls, garage 3 voitures + électricité. Sur un terrain en pente de 9 200 m². Construit en 1952 par A.S.A. Paul Chateau, architecte. A vendre 1.800 000 F. Pour tout renseignements, contacter :

C. STENCKEMAN
20-80-08-42 Bureau de location
ou 20-80-08-27 (sept. 20 kl.)

**AGENDA
IMMOBILIER**

BAIE DES SABLES D'OLONNE



A Château d'Olonne, dans un quartier résidentiel au sud des Sables, "La Louisiane", une résidence haut de gamme avec piscine privée. Une grande variété d'appartements avec de larges balcons dominant l'océan.


Spie Loisirs

Bureau de vente :
75 av. Marceau 75116 PARIS

47.23.00.67

Tous les renseignements sont à disposition de nos clients et de nos agents.
NOM : _____ Prénom : _____ Adresse : _____
Cité : _____ Téléphone : _____
Profession : _____

Cabourg

349.000F⁺
Piscine et terrain privés

EXCEPTIONNEL

Avec 13.960 F
à la réservation (49%)
Votre maison
3 pièces tout équi-
pée avec cheminée
feu de bois, directement
sur le golf.
"A partir de... Prix des VMS
État légal en 2 pièces.
Financement personnalisé.
Gestion location assurée.

11) 42.25.25.25

Bon documentation sur CASOURG

Nom _____

Adresse _____

Tél. Dom. _____

Tél. Bur. _____

66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

FERME!

Week-end

COFINORD constructeur

PRES DE PORNIC

LA BERNIERE :
Port St Jacques.
Village loisir.

Accès direct à la mer.
Plan d'eau. Piscine privée.

275 000F*

Tél. (1) 42 61 39 79

*à l'année

Villa 6 couchages +
cuisine équipée + jardin privatif
(existe en appartement).

Gestion locative COFINEL

Coupez à retourner à COFINORD : 31, av. de l'Opéra - 75001 PARIS

NOM _____

ADRESSE _____

Tél. BUREAU _____

A partir de 100 000 F
pour un séjour
de 2 personnes

S.J. 6

COTE D'AZUR

DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT
140 hectares de privilèges

Toute rare...

Dernière chance d'acquies à 5 km de Lannes-sur-Mer, face aux îles d'Or, l'un des plus beaux terroirs méditerranéens... privilège à tout jamais au cœur d'un parc de 140 hectares, 100 ans de prestige, 100 ans de savoir vivre.

Documentation réservée. Pour le recevoir, adressez aujourd'hui votre carte de visite à **POSITIONA - Département vente, Domaine privé du Cap Bénat, 83230 BORMES-LES-MIMOSAS**, ou téléphoner à M. JEANNOT au 94-71-27-28. Télécopie : 94-84-85-05.



VALESCURE
ST-RAPHAËL

Bouygues Loisirs



les Résidences du Nouveau Golf

An cœur du nouveau golf international, Bouygues Loisirs construit (entre les trous 12 et 13) 4 petits immeubles avec des studios, des 2 et 3 pièces autour d'une piscine privée. Renseignements et vente sur place : Avenue du Golf (cv 015) 83700 Valescure. Tél. (06) 94 82 44 51

Pour réserver une démonstration gratuite, envoyer ce bon à Bouygues Loisirs : 29, rue Fauriol - 06047 Nica.

Nom _____
 Adresse _____

OF THE PAGE



مكتبة ابن أبي عمير

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, *le Monde* consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont donc ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent donc

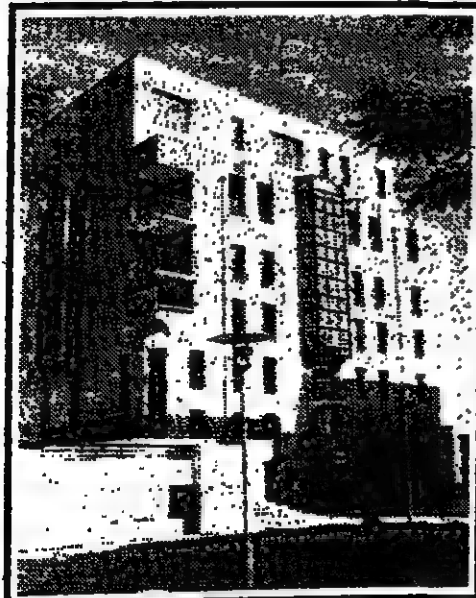
aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnés du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre *le Monde* et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
2^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces	49, rue Montmartre	4.800	3 pièces	11, rue Rébeval	4.100	3 pièces, park.	Neuilly	6.900
52 m ² , 3 ^e étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 412	69 m ² , 5 ^e étage	SGI-CNP 42-41-89-35	+ 1.179	75 m ² , 3 ^e étage	223, av. de Gaulle	+ 1.160
3^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces, park.	7 bis, rue Saint-Gilles	9.034	20^e ARRONDISSEMENT			3-4 pièces	Neuilly	7.585
62 m ² , 5 ^e étage	COFIMEG 43-21-83-21	+ 822	3 pièces	19, rue des Balkans	4.908	89 m ² , 2 ^e étage	4-8, av. de Breteville	+ 1.724
4^e ARRONDISSEMENT						Studio		
2 pièces, park.	43-45, rue V.-du-Temple	6.250	78 m ² , 4 ^e étage	SGI-CNP 43-67-05-36	+ 887	44 m ² , 2 ^e étage	Neuilly	4.235
65 m ² , 1 ^{er} étage	CIGIMO 48-24-50-00	+ 620	78 - YVELINES			47-49, rue Parnon	AGF 42-44-00-44	+ 530
8^e ARRONDISSEMENT			3 pièces	Poissy	2.840	4 pièces	Puteaux	5.700
2 pièces	30, rue de Constantinople	4.400	68 m ² , 2 ^e étage	1, av. des Ursulines	+ 852	83 m ² , 3 ^e étage	1 bis, rue Volta	+ 890
50 m ² , 4 ^e étage	CIGIMO 48-24-50-00	+ 650	3 pièces	Saint-Germain-en-Laye	5.350	3-4 pièces	Puteaux	5.000
11^e ARRONDISSEMENT			74 m ² , 1 ^{er} étage	42 bis, rue des Ursulines	+ 760	85 m ² , 3 ^e étage	1 bis, rue Volta	+ 802
Studio, meublé	74, rue Amiot	2.975	Studio			4 pièces	Puteaux	4.950
36 m ² , 2 ^e de ch.	HOME PLAZZA 47-00-80-00	+ CC/SEM	38 m ² , 1 ^{er} de ch.	Saint-Germain-en-Laye	3.150	85 m ² , 2 ^e étage	1 bis, rue Volta	+ 801
Studio, meublé	74, rue Amiot	2.380	3 pièces, park.	40 bis, rue des Ursulines	+ 300	5 pièces	Puteaux	6.150
28 m ² , 1 ^{er} de ch.	HOME PLAZZA 47-00-80-00	+ CC/SEM	80 m ² , 1 ^{er} ét., balc.	AGF 42-44-00-44	+ 1.082	107 m ² , 1 ^{er} étage	1 bis, rue Volta	+ 1.012
2 pièces, meublées	74, rue Amiot	4.780	4-5 pièces, balcon			3 pièces	Puteaux	4.200
46 m ² , 5 ^e ét.	HOME PLAZZA 47-00-80-00	+ CC/SEM	120 m ² , park.	Viroflay	8.470	73 m ² , 3 ^e étage	14, square L.-Blum	+ 1.190
13^e ARRONDISSEMENT			3-4 pièces	2, rue Joseph-Bertrand	+ 1.180	3 pièces	Suresnes	4.000
3 pièces	108 bis, bd Blanqui	5.780	90 m ² , park.	CIGIMO 48-24-50-00	+ 870	72 m ² , 1 ^{er} de ch.	19-22, r. S.-de-Rotterdam	+ 1.080
76 m ² , 5 ^e étage	AGF 42-44-00-44	+ 400	91 - ESSONNE			5 pièces	Vanves	6.250
3 pièces	10, rue des Filles-d'Asie	4.500	3 pièces	Messy	3.388	105 m ² , 2 ^e étage	3, place des Provinces	+ 1.391
63 m ² , 5 ^e étage	SGI-CNP 48-85-64-15	+ 605	70 m ²	Avenue Nationale	+ 795	94 - VAL-DE-MARNE		
14^e ARRONDISSEMENT			6 pièces, maison	COFIMEG 89-20-48-81	+ 400	4 pièces	Cachan	4.500
3 pièces	16, rue de l'Ouest	6.300	166 m ² , jard.	Gif-sur-Yvette	+ 400	82 m ² , 2 ^e étage	4, av. Cousine-de-Méricourt	+ 725
71 m ² , 3 ^e étage	SGI-CNP 43-20-64-58	+ 852	4 pièces	Avenue du Général de Gaulle	3.570	3 pièces	Neuilly	4.132
15^e ARRONDISSEMENT			80 m ² , 10 ^e étage	Messy	+ 1.300	72 m ² , 3 ^e étage	31, rue du Port	+ 650
3-4 pièces	85-89, bd Pasteur	7.150	92 - HAUTS-DE-SEINE			95 - VAL-D'OISE		
90 m ² , park.	COFIMEG 43-21-63-21	+ 1.510	4 pièces	Boulogne	4.200	5 pièces	Sannois	4.910
3 pièces	21, rue Balard	6.300	73 m ² , 5 ^e étage	48, rue de Meudon	+ 1.204	122 m ² , 5 ^e étage	27, rue Jules-Ferry	+ 650
67 m ² , 3 ^e étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 790	Studio			4 pièces	Sannois	3.700
16^e ARRONDISSEMENT			58 m ² , 3 ^e étage	Boulogne	4.400	82 m ² , 5 ^e étage	21, rue Jules-Ferry	+ 600
Studio	27, av. Kléber	3.500	3 pièces	33-35, rue Anne-Jacquin	+ 1.000	17^e ARRONDISSEMENT		
25 m ² , 5 ^e étage	CIGIMO 48-24-50-00	+ 200	82 m ² , 1 ^{er} de ch.	AGF 42-44-00-44	+ 1.650	2 pièces	87, av. Niel	6.000
3-4 pièces	8, rue Fernin-Latour	7.200	2 pièces			70 m ² , 4 ^e étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1.738
88 m ² , 1 ^{er} étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1.140	54 m ² , 5 ^e étage	Boulogne	7.650	Studio	87, av. Niel	3.500
3-4 pièces duplex	94, rue Raymond	9.600	2 pièces			39 m ² , 2 ^e étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 641
86 m ² , 5 ^e étage	SAGGEL 42-66-61-06	+ 2.500	2 pièces					

* Cet appartement, comme tous ceux proposés par cette société, fait l'objet d'une description complète accessible à tout moment sur minitel (3615 code LOCAT).



DU NEUF A PUTEAUX 1 bis rue Volta

Ce nouvel immeuble de 42 appartements termine à Puteaux la grande opération d'urbanisme en bordure de Seine, en face du Bois de Boulogne.

Le bâtiment comporte notamment toute une gamme de 4 pièces à partir de 5.700 F, provision pour charges comprises.

Prenez rendez-vous avec l'Agence de Courbevoie de la SAGGEL VENDÔME ou rendez visite au bureau de location ouvert sur place le mercredi de 13 h à 15 h.

saggel vendôme 47.78.15.85

CHANGER DE LOGEMENT ?

Votre mari vient d'être muté, la famille s'est agrandie... bref, vous devez vous mettre à la recherche d'un nouveau logement.

Certes, les parcours peuvent s'avérer difficiles mais néanmoins quelques précautions s'imposent. Premier réflexe, les petites annonces des journaux. Pourquoi pas, surtout que bien souvent ces dernières sont répertoriées par arrondissement ou département, ce qui vous permet de repérer très vite l'endroit recherché.

Vous interloquez, quelquefois directement le propriétaire mais plus souvent son mandataire : agent immobilier, administrateur de biens, agence de commercialisation et quelquefois des notaires.

● L'agent immobilier. Ce professionnel doit être muni d'un mandat écrit du propriétaire du logement à louer. Il est en droit de vous demander un certain nombre de renseignements personnels. En revanche, vous devez savoir que lui-même doit afficher dans son cabinet, le numéro de sa carte professionnelle, le nom de la banque et le numéro de compte qui reçoit les versements des clients, la garantie professionnelle accordée par la société qui le cautionne et le tarif de la commission (celles-ci étant libres). Attention : vous ne devez payer que le moitié de la commission, l'autre partie reste à la charge du propriétaire. Enfin, ne versez pas d'argent à l'agence avant la signature de votre contrat.

● Les administrateurs de biens. Leur vocation est de gérer des logements pour le compte de propriétaires. Le mandat de gestion qui leur est confié peut inclure la mission de louer ces derniers en cas de vacances. Ils sont alors en droit de vous demander des frais de dossier qui sont moins élevés qu'une commission d'agence.

● Les agences de commercialisation. Créées par des sociétés de promotion immobilière, elles sont chargées de trouver des locataires pour les immeubles neufs.

● Les notaires. Dans le cadre de leur mission de gestion du patrimoine de leurs clients, ils peuvent être amenés à louer des logements. Leurs honoraires sont alors calculés sur la base d'un pourcentage dégressif du montant cumulé du loyer et des charges annuelles, multiplié par la durée du bail.

● Marchands de listes. Prudence ! Bien des candidats locataires y ont laissé des plumes. Leur tactique consiste pour la plupart d'entre eux, moyennant une certaine somme, à vous fournir des adresses de logements vacants loués par des particuliers. En fait, il ne s'agit souvent que de répliques d'annonces déjà publiées dans la presse. Avec le déclic, il y a belle lurette que ces appartements sont loués. Encore heureux que ces derniers existent réellement. Sachez tout de même que si une telle mésaventure vous arrive, vous êtes en droit de porter plainte auprès du procureur de la République.

Et puis, un dernier bon réflexe avant de décrocher votre téléphone : soyez lucide face à vos possibilités financières. Est-ce que vos revenus mensuels sont quatre fois plus élevés que le loyer envisagé ?

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE :



PARIS

ILE-DE-FRANCE

Un fonctionnaire succède à un élu

Coup d'Etat à la Défense

Le gouvernement a nommé, le 21 avril, Pierre Mayet, ingénieur général des Ponts et Chaussées, président de l'Etablissement public d'aménagement de la Défense (EPAD). Pierre Mayet, un fonctionnaire, succède à un élu, Charles Ceccaldi-Raynaud, député et maire RPR de Puteaux. Succession difficile...

« C'EST un limogeage à la manière de Vichy », Charles Ceccaldi-Raynaud ne mâche pas ses mots pour qualifier les conditions dans lesquelles il a été évincé de son poste au profit de Pierre Mayet, ingénieur général des Ponts et Chaussées. « Cette façon de faire, ajoute le maire de Puteaux, va créer un front commun de tous les élus contre la Défense, au moment même où l'on parle d'extension ».

Le fond de l'histoire est simple en apparence : créé en 1958 pour une durée de trente ans puis prorogé pour une durée de quatre ans, l'EPAD devait voir sa mission s'achever en 1992 après avoir mené à bien, à cheval sur les communes de Puteaux et de Courbevoie, l'une des opérations d'urbanisme les plus considérables d'Europe. En 1987 on envisageait donc la fin de l'EPAD et le retour progressif au droit commun par le transfert de l'Etat aux collectivités locales de la gestion du quartier de la Défense. Pour préparer cette transition, l'Etat avait imaginé de céder la présidence du conseil d'administration qu'il contrôlait statutairement à un élu local représentant le département des Hauts-de-Seine, en l'occurrence Charles Ceccaldi-Raynaud.

A l'époque, comme le rappelle celui-ci, « la nomination d'un élu avait été saluée comme un grand progrès ». Et puis soudain, sans crier gare, l'Etat change son fusil d'épaule et reprend ce qu'il avait cédé en nommant un haut fonctionnaire à la tête du dispositif.

Officiellement, ce revirement obéit à une double logique. D'une part, Charles Ceccaldi-Raynaud, contraint d'abandonner un de ses mandats pour cause de cumul, a choisi en mars dernier de renoncer à son siège de conseiller général : il ne pouvait donc continuer de représenter le département et s'est ainsi mis de lui-même hors course.

Les mains libres

D'autre part, comme l'indique le communiqué officiel, « il ressort des premiers travaux menés par Emile Bissini, secrétaire d'Etat chargé des grands travaux, que la Défense et la zone qui la prolonge vers l'ouest sont appelées à connaître d'importantes mutations » et qu'il convient donc d'étudier « une redéfinition des missions et des modalités de fonctionnement de l'EPAD ».

Plus question de dissolution, mais bel et bien d'un second souffle pour la Défense. Il était donc tout naturel, selon le ministre de l'équipement, de profiter de la circonstance pour reprendre les rênes de l'opération.

Officiellement, les choses ne sont pas aussi limpides. D'abord, le ministre en tendant la main aux élus avait été très « choqué », comme le confesse à reculons Pierre Mayet, que le conseil général ait désigné un élu aussi étroitement impliqué dans la Défense que peut l'être le maire de Puteaux, la commune la plus concernée dans son territoire, avec Courbevoie, par le quartier d'affaires. Il était donc temps, selon Pierre Mayet, « de mettre fin à l'ambiguïté ».

En outre, une opération comme celle de la Défense brasse beaucoup d'argent par le jeu de la taxe professionnelle ou par le biais de la construction immobilière et l'Etat ne souhaite pas, notamment à l'heure d'une véritable extension, perdre son pouvoir d'orienter à sa guise l'opération. Certes le président de l'EPAD n'a guère de poids puisque le décret donne tous les pouvoirs de décision au directeur général (actuellement Gérard de Senneville), mais là aussi l'Etat voulait, fit-ce

symboliquement, rester maître du jeu, surtout dans un département largement dominé par l'opposition nationale.

Pourtant, Charles Ceccaldi-Raynaud estime avoir multiplié les gestes de bonne volonté. Il avait même assuré dès sa nomination que si un désaccord survenait avec l'Etat il démissionnerait immédiatement. « On aurait pu discuter, assure-t-il aujourd'hui, mais il n'y a rien eu ».

Né en 1934, dans le Puy-de-Dôme, Pierre Mayet, ingénieur de l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat, ingénieur des Ponts et Chaussées, après plusieurs postes en province a été de 1971 à 1974 conseiller technique au cabinet du ministre de l'équipement, Olivier Guichard ; puis, successivement, de 1974 à 1982, directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme et directeur du personnel au ministère de l'équipement. De 1982 à 1985, il a été délégué interministériel à la sécurité routière ; puis directeur de la circulation et de la sécurité routière. Depuis 1985, il est vice-président du conseil général des Ponts et Chaussées.

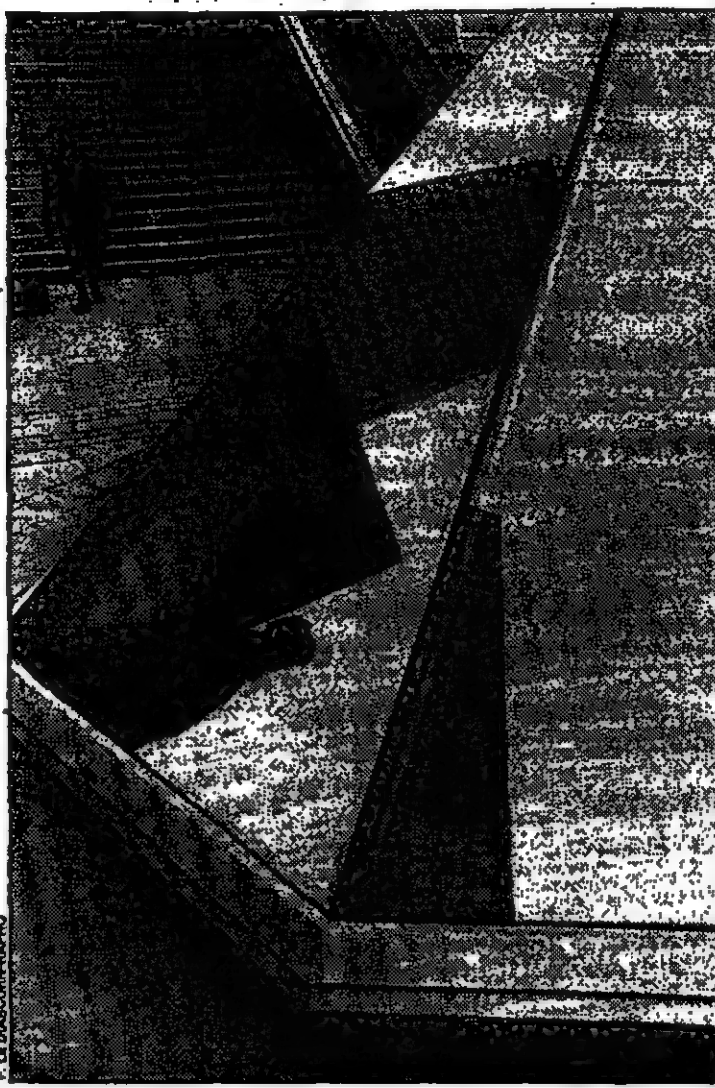
négoier une sortie élégante. Au lieu de quoi on me congédie brutalement. Mais comme président de l'EPAD, j'étais en quelque sorte illégitime, alors que maintenant comme maire je peux les ennuier. Si relance il doit y avoir elle est bien mal partie ».

De fait, le président du conseil général, Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, n'a pas tardé à emboliser le pas pour s'aligner, conscient qu'il est des enjeux financiers et politiques que cette nouvelle donne implique. « Le gouvernement socialiste veut tenter de dessaisir les élus et d'imposer sa loi », écrit-il notamment.

Plus modéré, Jean-Pierre Fourcade, sénateur UDF et maire de Saint-Clément, qui siège à l'EPAD au titre du conseil régional, n'en estime pas moins que le gouvernement a commis « dans la forme une maladresse en coupant brutalement les ponts avec les collectivités ». Et il menace de geler l'argent du conseil régional qui finance 60 % de tous les investissements routiers et ferrés du secteur.

Le « coup d'Etat » du 21 avril est donc une arme à double tranchant. Certes l'Etat a repris les rênes de la Défense, mais il s'appuie à en relancer le développement dans un climat tendu et il faudra beaucoup de diplomatie au nouveau président pour reconstruire le fil de l'indispensable dialogue avec des collectivités locales plus hostiles que jamais.

FRANÇOIS ROLLIN.



Contre l'engorgement de la ligne A

Le RER cadence rapide

Aux heures de pointe, 50 000 voyageurs empruntent le RER entre Auber et Châtelet. Comment les accueillir convenablement ? Faute de pouvoir allonger les rames, ou augmenter la taille des voitures, une solution : forcer les cadences.

Le lundi 29 mai, les passagers de la ligne A du RER parisien ne s'apercevront vraisemblablement de rien. Pourtant, à la suite d'une petite révolution, la cadence des trains qu'ils emprunteront sera augmentée de 20 % aux heures de pointe. En effet, pour la première fois sur cette ligne, qui enregistre déjà l'un des plus forts débits du monde, fonctionnera à plein régime le SACEM (système d'aide à la conduite, à l'exploitation et à la maintenance), un automatisme qui laisse les mains entièrement libres au conducteur... celui-ci restant le garant de la sécurité.

Les malheurs de la ligne A sont nés de son succès même. A force de brancher ou d'interconnecter sur elle les trains venant de Cergy ou d'Orly-la-Ville, de construire des bureaux à la Défense et à Marne-la-Vallée, on l'oblige à tourner au-delà de ses capacités. Avec 24 trains en circulation, elle peut accueillir, en principe, 44 000 voyageurs à l'heure et dans chaque sens, à raison de quatre personnes par mètre carré. Or, aux heures de pointe, on comptabilise jusqu'à 50 000 voyageurs entre les stations Auber et Châtelet-Les Halles. Cet entassement n'est pas près de cesser si l'on en croit les projections qui annoncent 60 000 voyageurs après 1992 et 65 000 à la fin du siècle. De quoi périr asphyxié dans les migrations alternantes du matin et du soir.

La RATP, le Syndicat des transports parisiens et les ministres de tutelle successifs ont cherché la parade. Tout à tour, l'allongement des quais, celui des rames, l'usage de voitures à étages ont été étudiés et abandonnés en raison du coût de ces solutions qui se chiffrent en milliards de francs. La Régie s'est dit alors que la vitesse du débit devait suppléer l'impossibilité où elle se

trouvait d'en accroître les dimensions. Elle a donc décidé, en 1984, de diminuer l'intervalle de temps séparant deux trains de deux minutes trente à deux minutes, de façon à faire circuler, entre Nanterre et Fontenay-sous-Bois, dans chaque sens, trente trains au lieu de vingt-quatre aux heures de pointe.

L'homme au centre

Pour une somme plus raisonnable (680 millions de francs), la Régie a donc mis en place le système SACEM, qui repose sur un certain nombre de choix techniques.

Le premier a consisté à découper le quai en « sous-cantonnements », de façon à permettre aux rames d'entrer plus vite en station. En effet, selon l'ancien système de sécurité, une rame ne peut pénétrer dans la station qu'à la condition que la queue de celle qui la précède en soit totalement partie. Désormais, les ordinateurs embarqués autorisent le conducteur à avancer à petite allure alors qu'il voit encore les feux de son devancier. Cette astuce économise vingt secondes.

Pour maintenir le niveau de sécurité, le SACEM a eu recours au « cab-signal », c'est-à-dire à la signalisation en cabine et non plus sur le côté de la voie. Le conducteur dispose instantanément sous ses yeux de la vitesse optimale à laquelle il doit rouler. S'il doit stopper ou s'il peut accélérer, il n'a pas à rouler jusqu'au prochain feu pour le savoir. Pour éviter toute confusion, un train équipé du SACEM émet à son approche les signaux classiques et les rallume après son passage. Gain de temps : dix secondes.

L'homme reste au centre du dispositif. « A raison de trois fois

par seconde, le SACEM s'assure que le train se trouve où il doit être », explique André Pascal, chef du service des études de l'exploitation à la direction du réseau ferré de la RATP. Il calcule, entre deux rames, si la distance est suffisante compte tenu du profil de la voie et des freins. Autrement dit, il vérifie que le train demeure bien dans une boucle de sécurité et qu'il s'arrêtera à temps. Le SACEM laisse libre le conducteur. Si celui-ci obtient aux instructions, s'il respecte la vitesse imposée, il ne s'apercevra de rien. En revanche, s'il tarde à freiner, le contrôle de vitesse arrêtera le convoi d'urgence. La seule modification, dans le comportement du conducteur, est qu'il n'a plus à s'interroger sur la conduite à tenir, mais qu'il doit obéir au plus tôt sous peine d'être pris en main par la SACEM ».

Si la mise en place du système accuse plus d'un an de retard, c'est que Matra Transport, Alsthom et CSEE ont rencontré quelques difficultés pour s'assurer de la fiabilité d'un système innovant et sophistiqué. Celui-ci repose notamment sur un « monoprocesseur codé », qui équipera aussi la ligne D du métro de Lyon et le VAL de l'aéroport de Chicago. D'habitude, les équipements de sécurité fonctionnent avec des microprocesseurs qui se contrôlent mutuellement, mais cette garantie n'était pas suffisante, car un parasite peut affecter simultanément leur fonctionnement. « Nous avons conçu un monoprocesseur dont nous avons codé les messages à l'entrée, afin de pouvoir vérifier à la sortie qu'ils n'avaient subi aucune altération », précise Daniel Ferbeck, directeur et conseiller du président de Matra Transport. Nos ingénieurs ont dû prouver qu'il ne pouvait y avoir de fausse procédure avec une codification correcte. C'est cette preuve, purement mathématique, qui a été extrêmement difficile à fournir, mais nous y sommes parvenus ».

Le SACEM est délicat puisque ses ordinateurs et ses balises sont obligés de s'adapter à deux types de trains, à des rames de longueurs différentes et qu'en cas de pannes la signalisation classique reprend tous ses droits. D'autre part, il a fallu former les conducteurs pour les habituer aux nouvelles contraintes : enseignement assisté par ordinateur pour leur apprendre à réagir en cas d'accident, puis quatre « courses » avec un gradé. La mise en place des rames a été d'une extrême prudence, car il convenait de les « déverminer », autrement dit faire défiler tous les composants électroniques défectueux. L'injection des trente trains à la minute se fera sous haute surveillance, et de façon très progressive.

En attendant METEOR

Le SACEM apportera une bouffée d'oxygène à la ligne A du RER, qui en a bien besoin. Peut-être même pourra-t-on l'améliorer encore et économiser quelques secondes entre deux trains. Il n'empêche que les 20 % de capacité supplémentaire dégagée risquent d'être rapidement annihilés tant la demande réprimée est importante sur la ligne A et l'urbanisation, en Ile-de-France, anarchique.

Bien sûr, le SACEM est un banc d'essai pour les automatismes qui équipent les métros de demain. Il améliorera au début de la décennie prochaine l'autre ligne congestionnée, la ligne C du RER (Saint-Quentin-en-Yvelines-Austerlitz-Stampes).

Mais il ne sera pas la panacée. D'ici quelques mois, le gouvernement et les élus d'Ile-de-France devront trancher la question de savoir quelle infrastructure doublera, dans Paris, la ligne A du RER : METEOR (6 milliards de francs), métro sans conducteur que la RATP projette de construire entre Maison-Blanche-Gare-de-Lyon-Gare-du-Nord-Gare-Saint-Lazare et Porte-Maillot, ou EOLE (7,5 milliards de francs), un RER classique SNCF, entre Val-de-Fontenay-La Villette-Gare-du-Nord et Gare-Saint-Lazare ?

ALAIN FAUJAS.

La capitale et ses provinciaux

L'Ile-de-France, moins touchée que le reste du pays par le chômage, avec un taux de 8,5 % fin 1988, soit deux points au-dessous du niveau national, accueille de plus en plus d'actifs provinciaux, ce qui augmente les déplacements quotidiens domicile-travail dans le sous-province-Paris, indique un rapport du Comité régional pour l'information économique et social d'Ile-de-France (CRISES).

Ce phénomène explique ce paradoxe : alors que le nombre d'emplois a davantage augmenté (+ 40 000) que la population (+ 30 000) résidant en région parisienne, le nombre de demandeurs d'emploi a légèrement progressé (+ 6 000) en 1987, souligne le CRISES.

Au dernier recensement de 1982, le nombre de provinciaux occupant un emploi en Ile-de-France était de 182 844 au lieu de 111 415 en 1975, indique le CRISES.

Paris et la Seine-Saint-Denis sont les départements les plus touchés par le chômage, ceux de l'Essonne et des Yvelines les moins atteints : 2,5 points au-dessous de la moyenne régionale, note encore le rapport du CRISES.

Troisième âge moins seul

Pour lutter contre le sentiment d'isolement des personnes âgées accueillies dans les maisons de retraite, le Carrefour inter-associatif départemental des personnes âgées (CIDPA) de l'Essonne a lancé en 1988 l'opération « Soleil couchant ». Le conseil général lui a accordé l'an passé une subvention de 125 000 francs, soit 250 francs pour chacun des cinq mille pensionnaires des soixante-huit établissements de retraite de l'Essonne.

« Notre objectif est de fournir aux responsables des établissements des moyens matériels et humains pour mener une animation au sens large, impliquant de préférence les résidents et, quand c'est possible, les autres générations », explique Roland Bouvet, un dynamisme départemental qui préside le CIDPA.

L'association offre à domicile des spectacles, des conférences ou des concerts « clés en main ». Il peut encore aider les pensionnaires à monter leurs propres manifestations. Il forme aussi avec les spécialistes de l'Association générale des retraités par répartition (AGRR) des animateurs parmi le personnel et les résidents des établissements.

Le CIDPA dispose d'une équipe pour débiter les questions des problèmes administratifs (secrétariat, etc.) et d'un ensemble d'hommes et de femmes du spectacle. Ce sont des bénévoles ou des amis du talent, souvent des personnes âgées elles-mêmes.

P. D.

Les socialistes défendent la Bastille

Après notre article intitulé « C'était la Bastille... » (Le Monde du 20 avril), Jean-Yves Antier, député socialiste de Paris, nous apporte les précisions suivantes :

Si l'implantation de l'Opéra rebâti de l'Etat, la politique d'urbanisme autour rebâti de la Ville. Si le maire de Paris a refusé de protéger les socialistes, ce ne sont pas les socialistes qui en sont responsables. Nos propositions sont claires : définition d'une zone d'aménagement concerté dans le secteur environnant le futur opéra, avec droit de préemption renforcé afin de freiner la spéculation, de maintenir les ateliers d'artistes et d'artisans. Cette proposition a été constamment refusée par le maire. L'aménagement du quartier Candide Saint-Bernard, en plein cœur du faubourg Saint-Antoine, donne actuellement lieu à une bataille entre la mairie et les habitants regroupés dans une dynamique association. Comme élus socialistes nous avons manifesté à ses côtés. Nous sommes intervenus auprès du maire de Paris et du maire du canton. Les habitants ont pu avoir en grande partie gain de cause.

Les conséquences de l'implantation du nouvel opéra, de la venue chaque soir de deux mille personnes ne sont ni étudiées ni prises en compte. La circulation sera paralysée. Les piétons sortant de l'opéra n'auront pas d'espace protégé des voitures. Pourquoi la Ville n'a-t-elle rien prévu ? Pourquoi les projets de mise en voie piétonne de la rue de Lappe, de circulation réservée le soir aux autobus au bas de la rue de la Roquette ne sont-ils pas pris en compte ? Nous les avons pourtant proposés et défendus ».

هكذا من الأصل

Économie

SOMMAIRE

■ La Commission européenne se prononce, mercredi 17 mai, sur un premier projet de charte communautaire des droits sociaux (lire page 32).

■ Estimant qu'il n'y avait pas eu de délit d'initiés intentionnels autour du groupe de luxe français LVMH, la COB s'en remet à la justice (lire ci-contre).

■ Le groupe français Ciments Lafarge double ses investissements aux États-Unis (lire page 32).

M. Paul Granet reconduit à la tête de la Compagnie nationale du Rhône

Le conseil des ministres devait reconduire, le 17 mai, M. Paul Granet à la présidence du conseil d'administration de la Compagnie nationale du Rhône (CNR), où il siège depuis 1984. Cette entreprise publique, qui a été chargée à la fin de la dernière guerre de l'aménagement du Rhône et de ses affluents, tant au point de vue de la production de courant électrique que de la navigation fluviale, traverse une passe délicate.

Les travaux sur les barrages tirent à leur fin et, en l'absence de décision concernant la poursuite du canal de la Saône au Rhin, les comptes de la CNR ont viré au « rouge » et enregistré, en 1988, une perte de 3,8 millions de francs.

La confirmation de M. Granet, chaud partisan de la liaison Rhône-Rhin, à la tête de la compagnie semble indiquer que le chef de l'Etat n'a pas abandonné le principe de cette liaison à grand gabarit. Elle symbolise également la volonté d'ouverture politique du gouvernement puisque M. Granet appartient à la famille UDF et qu'il est proche de M. Michel Durauf, ministre de la fonction publique.

Tout en laissant au parquet le soin de décider d'éventuelles suites judiciaires

La COB estime qu'il n'y a pas eu de délit d'initiés dans l'affaire LVMH

Il n'y a pas eu, dans l'affaire LVMH, de délit d'initiés intentionnels : les conditions de l'augmentation de capital de Moët-Hennessy, en 1987, n'étaient pas conformes aux décisions de son assemblée générale. Lors de la prise de contrôle de LVMH en janvier 1989, M. Bernard Arnault, P. « sassaillant », n'était pas obligé de procéder à un maintien de cours. Telles sont les principales conclusions de la Commission des opérations de Bourse (COB) communiquées, le 16 mai, après que son collègue se fut réuni pendant plusieurs heures. La COB a

décidé de « porter à la connaissance du procureur de la République ce rapport d'enquête à l'effet de lui permettre, s'il l'estime utile, d'en saisir le juge ».

Ces décisions de la COB ne désignent ni vainqueur ni perdant. « Je suis blanchi », dit M. Arnault. « L'affaire n'est pas terminée », soutient au contraire M. Henry Racamier, président de Louis Vuitton, qui appelle à une contre-attaque des actionnaires qui s'estiment lésés. Une chose est sûre : les sages de la COB se

sont bien gardés de prendre clairement position en faveur de l'un ou de l'autre des protagonistes, qui se retrouveront le 9 juin devant leurs actionnaires. En revanche, le gendarme de la Bourse n'a pas cherché à mesurer les pertes que lui auraient fait la mainmise d'Agès de la banque Lazard, M. Alain Chevalier, l'ancien président de Moët-Hennessy, lui aussi mis en cause par la COB, et la banque d'affaires de boulevard Haussmann, se retrouvant les deux « épinglés » de l'histoire.

L'avenir du numéro un mondial du luxe se jouera le 9 juin

Les décisions de la Commission des opérations de Bourse vont-elles mettre fin à la bataille qui oppose M. Bernard Arnault à M. Henry Racamier, à la tête de LVMH dont l'assemblée générale des actionnaires se tiendra le 9 juin ?

En réalité, les prochaines semaines risquent d'être à nouveau pleines de suspense. Car si M. Arnault s'estime « blanchi », M. Racamier trouve, lui, une nouvelle occasion d'attaquer. « Il appartient aux actionnaires d'agir et de faire valoir leurs droits afin d'obtenir en justice l'annulation de ces obligations à bon de souscription d'actions et leur mise immédiate sous séquestre », a commenté M. Racamier dans un communiqué. La suggestion pourrait bien être entendue par l'ANAF (Association nationale des actionnaires de France). « Dans le cas de ces OBSA, le droit préférentiel de souscription des actionnaires a été supprimé. Et il est, de ce fait, illégal », estime M. Marcel Tixier, président de l'ANAF, qui envisage de porter l'affaire devant les tribunaux.

Les amis de M. Racamier comptent sur une action de ce type pour modifier la configuration de l'assemblée générale de LVMH. En effet, si la part de capital représentée par les OBSA (entre 8 et 10 %) était gelée, le rapport des forces pourrait être sensiblement modifié. Avec le Britannique Guinness, M. Arnault détient à travers la société Jacques Rober de 40 % de plus du capital. Mais Louis Vuitton et les familles Moët, Mercier, Chandon, bénéficiaires de droits de vote double attachés à toutes les actions détenues depuis plus de trois ans. Dans l'hypothèse du gel des OBSA, les droits de vote se répartiraient de la manière suivante : Arnault (30 %), Louis Vuitton (30 %), familles (20 %), public (20 %). Difficile, du coup, de prévoir le résultat de l'opération. D'autant que les descendants des fondateurs des sociétés Moët et Hennessy, qui représentaient par une centaine de personnes qui ne sont pas toutes du même avis. Or, lors de l'assemblée générale, l'avenir du groupe se jouera sur la décision ou non d'allouer toutes les sociétés sur le même statut juridique. M. Arnault essaiera une nouvelle fois d'obtenir que Louis Vuitton perde son privilège de société à

conseil de surveillance. Une manière de faire rentrer dans le rang M. Racamier ou de l'éliminer.

Pins bavard qu'à l'accoutumée, M. Arnault se déclare devant les micros des radios et les caméras de la télévision satisfait du communiqué de la COB. « C'est la preuve que l'action que j'ai menée depuis un an ne comporte aucune irrégularité, dit-il. Nous allons maintenant pouvoir nous consacrer au développement de LVMH ».

Et il est vrai que l'enjeu est bien là. Depuis bientôt deux ans, ce groupe, numéro un mondial du luxe, première capitalisation boursière en France avec 50 milliards de francs, est tiraillé entre deux stratégies qui tirent à hue et à dia. Ce qui n'empêche pas sa santé d'être particulièrement florissante : 16,4 milliards de francs de chiffre d'affaires et 2 milliards de francs de bénéfices en 1988, en progression de 49 % par rapport à 1987. Le prestige des marques Dior, Givenchy, Vuitton, Moët-Hennessy est tel qu'en ces temps de fascination pour les produits de luxe, il permet de réaliser des performances remarquables.

Mais pour l'avenir ? « Le mariage était magnifique mais il n'a pas été consommé », lance M. Arnault à

propos de la fusion réalisée en 1987 entre Louis Vuitton et Moët-Hennessy. Et il ne décolère pas de se retrouver sans pouvoir sur Louis Vuitton dont il détient, par LVMH, la presque totalité du capital. D'ailleurs, c'est tout juste s'il a reçu une invitation pour l'inauguration du grand spectacle le 24 mai prochain du nouvel immeuble de Louis Vuitton, avenue Montaigne à Paris, à deux pas de celui de... Christian Dior. Un épisode qui vient à la suite de ceux sur la création des parfums, l'acquisition de Givenchy Couture ou celle de la société Andréux. Mais il est probable que M. Racamier pourrait se plaindre, lui, de ne pas avoir été consulté sur le remplacement de Marc Bohan pour la haute couture chez Christian Dior.

Ces désaccords persistants et publics ne sont pas sans effet sur le moral des troupes. Après par leurs bons résultats, certains cadres des sociétés concernées s'interrogent sur la pertinence des stratégies à long terme. A travers le débat sur les structures et la composition des organes dirigeants du groupe, c'est le choix pour un certain type de gestion que devront faire les actionnaires le 9 juin.

FRANÇOISE CHIROT.

La banque Lazard mise en cause une nouvelle fois

La Commission des opérations de Bourse met en cause et à deux reprises dans son communiqué, la banque Lazard Frères et Co. Au terme de son enquête sur les mouvements de titres de la société Louis Vuitton-Moët Hennessy (LVMH) la COB s'est à nouveau penchée sur l'émission d'obligations à bon de souscription d'actions (OBSA) que la célèbre banque d'affaires avait placée pour le compte de la société Moët-Hennessy en mars 1987. Comme bien avant la fusion avec Louis Vuitton comme une augmentation de capital destinée à protéger les actionnaires de Moët-Hennessy contre un éventuel raid en Bourse, cette émission d'OBSA était destinée à être placée auprès d'un vaste public d'investisseurs étrangers.

Elle a, selon la COB, fini en France et dans les mains de personnes choisies. La COB ne s'interroge ni ne se prononce sur le fait qu'une bonne partie de ces OBSA a abouti dans le portefeuille de l'« agresseur » de Louis Vuitton-Moët-Hennessy, M. Bernard Arnault, patron de la Financière Agache. Elle ne prend pas position non plus sur la responsabilité de la banque Lazard dans l'acheminement de ces OBSA en direction de la Financière Agache. Elle se prononce simplement sur la conformité

du placement de l'émission aux décisions des actionnaires.

A cet égard, la COB ne réaffirme rien d'autre que ce qu'elle avait déjà écrit dans son rapport de 1987 : le placement des 800 millions de francs d'obligations n'a pas eu « le caractère public et international » qu'il aurait dû avoir et pour lequel « les actionnaires de Moët-Hennessy avaient donné leur autorisation au conseil d'administration du 5 mars 1987 en renonçant à leur droit préférentiel de souscription ». Le placement des OBSA par la banque Lazard ayant eu lieu en contradiction avec les décisions de l'assemblée générale extraordinaire de Moët-Hennessy, les règles qui privilégiaient les anciens actionnaires pour un placement effectué en France n'ont donc pas été respectées. C'est aujourd'hui à eux de porter plainte devant les tribunaux s'ils estiment avoir été lésés.

« Rien de nouveau »

La banque Lazard qui a pris connaissance du rapport de la COB considère que ce supplément d'enquête « n'apporte rien de nouveau ». Elle a ensuite sa défense sur un plan strictement technique : « Il y a eu placement international parce que ces OBSA ont été exemptées de l'imposition à la source qui caractérise les émissions d'obligations internationales », explique un expert de la banque d'affaires. De plus elles sont « cotées au Luxembourg » et pas à la Bourse de Paris. Seconde ligne de défense : la technique du placement. Le terme « émission publique » n'implique pas, selon la banque, une dispersion des titres auprès d'une multitude de particuliers non français. Des organismes institutionnels peuvent aussi bien faire office de « public » qu'un petit épargnant. Quant au caractère international du placement, certes, cinq établissements bancaires français ont récapitulé plus de 50 % des titres, mais ces établissements choisis (BNP, Crédit agricole, Crédit lyonnais, URP et Caisse des dépôts) ont une « surface internationale » et jouent régulièrement un rôle de premier plan dans les émissions hors de France, « les statistiques financières le démontrent ».

L'argumentation de Lazard se clot sur le fait que la réglementation a effectivement évolué depuis le jour de l'émission, mais que la COB ne saurait appliquer des règles neuves à des opérations anciennes.

YVES MAMOU.

Cray finalise sa nouvelle génération de supercalculateurs

Cray, numéro un mondial des superordinateurs, a décidé de créer une filiale consacrée à la recherche et à la mise au point du Cray-3, sa nouvelle génération de machines appelées à être les plus rapides du monde. Baptisée Cray Computer, la nouvelle filiale sera dotée de 90 % par Cray qui fournira 100 millions de dollars pour couvrir les dépenses d'exploitation au cours des deux prochaines années et 50 millions de dollars environ d'équipement. Cette opération a pour but de protéger Cray, en raison de l'importance des frais à engager pour développer le Cray-3. Par ailleurs, Cray et Control Data - l'autre fabricant de superordinateurs, qui a décidé, le 17 avril, de cesser cette activité - ont signé un accord commercial réciproque prévoyant que Control Data distribuera les supercalculateurs Cray. En échange, Cray distribuera les ordinateurs commerciaux et les stations de travail de Control Data.

■ La FNB et le rapport Bloch-Lainé. — La Fédération nationale du bâtiment (FNB) estime, à propos du rapport de M. Jean-Michel Bloch-Lainé sur les aides publiques au logement (Le Monde du 3 mai) que « les incitations fiscales favorisent la construction neuve et l'entretien du patrimoine existant indifféremment pour assurer le bon fonctionnement du marché ». La FNB est, en revanche, beaucoup plus réservée sur l'extension des aides publiques à l'achat de logements anciens sans travaux, y voyant plusieurs risques, « détournement de l'aide publique, développement de l'économie souterraine et, bien sûr, perte de travaux ».

Les prudences du gendarme

Le contraste est saisissant. Ferme dans l'affaire Pechiney, où tout le dossier avait été transmis au parquet à la fin du mois de janvier, la Commission des opérations de Bourse (COB) vient d'adopter une attitude ambiguë en matière de délits d'initiés dans le dossier LVMH. Selon la COB, de tels délits existent, mais ils n'ont pas été intentionnels. D'où sa décision de porter à la connaissance du procureur de la République son rapport d'enquête à l'effet de lui permettre, s'il l'estime utile, d'en saisir le juge. Cette nouveauté introduite pour la première fois publiquement par l'organisme de surveillance des marchés financiers laisse perplexes. Elle semble aller à l'encontre de

tous les efforts entrepris pour l'égalité de traitement des actionnaires et donc de lutte contre l'utilisation d'informations privilégiées.

En fait, la Commission s'est penchée sur deux séries d'interventions effectuées par chacun des rivaux de l'affaire, M. Henry Racamier et Bernard Arnault. L'ensemble a porté sur les achats de VIG (Vuitton Investissements Gestion) intervenus du 14 au 22 septembre 1988 avant l'assemblée générale de LVMH qui devait être informée des résultats en hausse de 45 % pour le premier semestre 1988.

Elle a également étudié les acquisitions de la Financière Agache le 5 janvier dernier, préalablement à

l'annonce, en fin d'après-midi, d'une progression de 50 % des bénéfices du groupe de luxe pour l'année écoulée.

Dans les deux cas, les intervenants exerçant des fonctions dans LVMH sont visés par la loi sur les délits d'initiés, indiquant que les personnes bénéficiant d'informations privilégiées d'une société doivent s'abstenir de toute opération avant que le public en ait eu connaissance au nom du principe de l'égalité entre les actionnaires. La COB reconnaît, en effet, que ces acquisitions « peuvent paraître relever des dispositions de l'article 10-1 de l'ordonnance du 28 septembre 1987, modifiée par la loi du 22 janvier 1988 ». Toutefois, précise-t-elle, « l'obligation d'abstention, qui peut être déduite de ses dispositions ne peut conduire à priver en toutes circonstances les responsables sociaux de toute capacité de réaction. L'objet n'était pas d'exploiter des informations privilégiées ».

La but était effectivement pour chacun des protagonistes - d'acquiescer le maximum de titres afin de prendre le contrôle du groupe. Ainsi, pour la COB, si délits d'initiés il y a eu ils n'ont eu aucun caractère intentionnel.

L'analyse est intéressante et le serait d'autant plus si elle venait directement des juges. Car pour la première fois les gendarmes de la Tour Mirabeau, chargés de veiller à la stricte égalité entre actionnaires qu'ils soient grands ou petits, en ont privilégié certains, et pas des moindres. Que n'ont-ils laissé à la justice le soin de trancher, gardant ainsi leur image de défenseurs de tous les détenteurs de titres...

Car, à présent, en matière d'utilisation d'informations privilégiées ou d'arbitrage le fait est où ne commencent pas l'intention ? Cette prise de position est d'autant plus paradoxale qu'elle va à l'encontre même de la stratégie menée par la COB depuis plusieurs années, comme le prouve la lecture de ses derniers rapports annuels notamment ceux de 1985 et 1986. A l'époque elle transmettait directement au parquet un dossier sur un tel délit. Le tribunal correctionnel condamnerait à une lourde amende l'administrateur, bénéficiaire d'informations privilégiées, et ayant acquis des titres sans intention spéculative.

Alors pourquoi un tel renversement de tendance ? Est-ce seulement un faux pas de la COB à force de ne pas vouloir prendre parti dans la lutte pour la prise de contrôle de LVMH, ou s'agit-il d'un véritable changement de cap ? Dans ce cas, les petits actionnaires ne seraient-ils pas abandonnés par les gendarmes chargés de les protéger ?

DOMINIQUE GALLOIS.

REPÈRES

Croissance Accélération en RFA

La croissance économique s'est « intensifiée » au premier trimestre en RFA, selon un rapport de conjoncture publié mardi 16 mai par le ministère des finances. Cette tendance devrait se prolonger au cours des mois à venir. Les capacités de production ont atteint leur limite dans différentes branches selon le rapport qui précise que globalement les capacités ont été utilisées à 87,9 % en mars. Le rapport prévoit que d'ici la fin du mois de mai, le nombre de chômeurs devrait passer, pour la première fois depuis 1982, en dessous du seuil des 2 millions. Le ministère explique enfin la forte hausse actuelle des prix de détail par l'augmentation des prix du pétrole.

■ L'Equateur attaque Citibank en justice. — L'Equateur a entamé une action en justice contre la banque new-yorkaise Citibank, qui salue la semaine dernière 80 millions de dollars (500 millions de francs) d'avoirs équatériens déposés sur ses comptes (Le Monde daté 14-15 mai). Les autorités équatériennes, ont également annoncé leur intention de saisir les ministères de l'Organisation des États Américains. Citibank affirme avoir saisi ces avoirs en raison des arriérés importants accumulés par l'Equateur sur sa dette extérieure.

Logement

Signe de ralentissement aux États-Unis

Au mois d'avril, les mises en chantier de logements ont diminué de 2,7 % aux États-Unis par rapport au mois précédent et sont tombées, en rythme annuel corrigé des variations saisonnières, à 1,3 millions d'unités, soit le montant le plus faible depuis décembre 1982. C'est en outre la première fois depuis deux ans que les mises en chantier baissent pendant trois mois consécutifs aux États-Unis ; elles avaient subi une diminution en février et en mars de 12,7 % et de 4,5 % respectivement.

(qui atteint 5 milliards de dollars) et du refus au pays d'engager des discussions sur le rachat éventuel de sa dette. Selon les autorités équatériennes, l'Etat n'a pas négocié ses obligations en matière de renégociation de dette, et la démarche de la Citibank n'est qu'une manœuvre pour déstabiliser le plan Brady. Citibank prêche actuellement le contrôle des banques équatériennes en négociation avec le Mexique, pays test d'application du plan Brady ; celui-ci prévoit des réductions de dettes en faveur des pays débiteurs.

La Chassotte
CH-1762 GENEVE
FRIBOURG
SUISSE
Tél: 041/37/28-76
École primaire - Collège - Lycée
Baccalauréat français
Séries A1, A2, A3, B - Matières suisses (S.D.E.). Diplômes de langues (Cambridge) - Intercompréhension : German, Russe. Cours de vacances de 10 au 22 juillet 1989 (2 ou 3 semaines). Début de l'année scolaire : 6 septembre 1989. Fern. Guy Bultmann, dir.

(Publicité)
PREFECTURE DES HAUTS DE SEINE PREFECTURE DES YVELINES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE
Communes de RUEIL-MALMAISON (Hauts de Seine) et BOUGIVAL (Yvelines)
PROJET DE DÉVIATION DE RUEIL-MALMAISON ENTRE LE CARREFOUR DE LA JONCHÈRE (raccordement à la RN 13) ET LA TÊTE RIVE GAUCHE DU PONT DE CHATOU (raccordement aux RN 190 et 186)
Le public est informé que par arrêté interpréteuriel en date des 12 et 13 avril 1989, il a été prescrit une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de DÉVIATION DE RUEIL-MALMAISON entre le carrefour de la Jonchère (raccordement à la RN 13) et la tête rive gauche du pont de Chatou (raccordement aux RN 190 et 186) sur les territoires de RUEIL-MALMAISON et BOUGIVAL à l'exception du statut de route express à l'opération et à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de RUEIL-MALMAISON.
Les pièces des dossiers seront déposées pendant trente-deux jours consécutifs du 16 mai au 16 juin 1989 inclus en Préfecture des Hauts-de-Seine, direction départementale de l'équipement, 167, av. Joliot-Curie, 92000 NANTERRE, service des relations extérieures, vingt-troisième étage, où le public pourra les consulter du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.
Un dossier sera également déposé aux mêmes dates et aux heures suivantes :
- en Préfecture des Yvelines - Direction départementale des Yvelines, 35, rue de Noailles, 78000 VERSAILLES, bureau d'accueil - où le public pourra les consulter du lundi au vendredi de 9h30 à 17h.
- en Mairie de RUEIL-MALMAISON - Service de l'urbanisme, de 9h30 à 12h et de 13h30 à 18h, du lundi au vendredi, le samedi de 9h30 à 12h.
- en Mairie de BOUGIVAL - Direction des services techniques, le lundi, de 13h30 à 17h, du mardi au vendredi de 9h30 à 12h et de 13h30 à 17h, le samedi de 9h30 à 12h.
Les personnes désirent émettre un avis sur le projet pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts dans les lieux et aux dates et heures susvisées ; elles pourront de même les adresser pour être annexées au dossier :
- au Président de Commission d'Enquête M. André MONSARRAT, ingénieur général des ponts et chaussées honoraire, demeurant 44, av. Thiers, 92349 LE RAINCY, laquelle Commission est composée également par M. Pierre HENRY, inspecteur général de la construction honoraire, demeurant 51, bd Auguste-Blanqui, 75013 PARIS et M. Pierre CUISINIER, directeur départemental honoraire des PTT, demeurant 14, rue Mozart, 92700 COLOMBES.
- à MM. les Maires des communes de RUEIL-MALMAISON et BOUGIVAL.
Un membre de Commission d'Enquête algérien :
- en Préfecture des Hauts-de-Seine, direction départementale de l'équipement, vingt-troisième étage, service des relations extérieures, de 13h30 à 19h30 les 24 mai, 6 juin et 16 juin 1989.
- en Mairie de RUEIL-MALMAISON le 23 mai 1989, de 14h à 17h, le 10 juin 1989, de 9h à 12h et le 16 juin 1989, de 14h à 17h.
- en Mairie de BOUGIVAL, le 27 mai 1989, de 9h à 12h, le 8 et 15 juin 1989, de 14h à 17h.
À l'issue de l'enquête, les copies du rapport et des conclusions de la Commission d'Enquête seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête dans tous les lieux visés ci-dessus aux heures normales d'ouverture.
Cette publication est faite en application de l'article R.111-14-7 du code de l'urbanisme pour cause d'utilité publique.

هكذا من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT ; Obligations 10,20 % - 1978
Les intérêts courus du 3 juin 1988 au 2 juin 1989 seront payables à partir du 3 juin 1989 à raison de 91,80 F par titre de 1 000 F nominal (coupon n° 15) après une retenue à la source de 10,20 %.

En cas d'option pour le régime libératoire d'impôt forfaitaire, le complément du prélevement libératoire sera de 17,33 F, soit un net de 74,47 F.

Il est rappelé que les obligations de la série « D », de la série « B » et des séries « B » et « C » sont respectivement remboursables depuis les 3 juin 1982, 1985 et 1988.



Convocation à l'assemblée générale ordinaire

Mesdames et Messieurs les actionnaires d'Avenir Publicité sont appelés à se réunir en assemblée générale ordinaire, le lundi 19 juin 1989 à 10 h 30, au siège de la société Haven, 134, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Cette assemblée sera appelée à statuer, notamment, sur les comptes de l'exercice 1988 et sur le renouvellement de mandat d'un certain nombre d'administrateurs.

Conformément aux statuts, tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent, peuvent participer à cette assemblée.

Les actionnaires pourront se procurer les documents prévus aux articles 133 et 135 du décret du 23 mars 1967 par demande adressée à la Banque nationale de Paris, 16 boulevard des Capucines, 75009 Paris, qui tiendra à la disposition des intéressés des cartes d'admission et des formulaires de vote.

Pour pouvoir participer à cette assemblée, voter par correspondance ou se faire représenter :

- les propriétaires d'actions nominatives devront avoir fait inscrire leurs titres en compte quinze jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée ;
- les propriétaires d'actions au porteur devront faire parvenir, dans le même délai, un certificat d'immobilisation délivré par l'intermédiaire teneur de livres comptable, à la Banque nationale de Paris ou à ses agences et succursales en France.

Il est rappelé, conformément à la loi, que tout actionnaire souhaitant voter par correspondance peut solliciter, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Banque nationale de Paris, un formulaire de vote par correspondance, à la condition que cette dernière demande soit reçue au plus tard six jours avant la date de l'assemblée.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

*Le Crédit Foncier
augmente son capital
fininvestis
dans son développement.*

Compétitivité

Etre compétitif pour le Crédit Foncier, cela signifie proposer des produits, modulables selon les besoins de la clientèle. La recherche permanente de nouvelles formules de prêts permet le renforcement de sa compétitivité.

Diversification

Poursuivant sa politique de diversification, amorcée depuis 5 ans, le Crédit Foncier élargit sans cesse la gamme de ses interventions. Les prêts immobiliers du secteur concurrentiel et le financement des collectivités locales sont désormais deux des axes moteurs de son développement.

Europe

L'élargissement du champ d'action de la Société débouche tout naturellement sur son ouverture à l'Europe. La création de deux filiales spécialisées dans le crédit hypothécaire, l'une en Espagne, l'autre en Grande-Bretagne augurent de la nouvelle dimension du Crédit Foncier.

Vous voulez investir et participer au renforcement de son développement, à la diversification de ses activités, à son ouverture sur l'Europe, le Crédit Foncier de France vous propose de souscrire à son augmentation de capital en numéraire qui sera suivie d'une distribution d'actions gratuites.

Les souscriptions sont reçues du 16 mai 1989 au 12 juin 1989 inclus.

Souscription à titre irréductible numéraire

- UNE ACTION NOUVELLE, POUR CINQ ANCIENNES.
- Emission de 1.401.494 actions nouvelles de 285 F nominal.
- Prix d'émission : 750 F.
- Jouissance : 1^{er} janvier 1989.

Distribution de 1.201.280 actions gratuites de 285 F nominal

- L'augmentation de capital en numéraire sera suivie d'une distribution gratuite à raison de :
- UNE ACTION NOUVELLE POUR SEPT ACTIONS ANCIENNES ET NOUVELLES, provenant de la souscription en numéraire.
- Nominal de 285 F porté à 300 F.
- Jouissance : 1^{er} janvier 1989.

Une note d'information (visa COB n° 89-164 du 2 mai 1989) est tenue, sans frais, à la disposition du public au Crédit Foncier de France et auprès des établissements chargés du placement. Balo du 8 mai 1989.



**La régularité
dans les performances
de vos SICAV
vient de là.**

De ces échanges permanents, spontanés et planifiés, où nos gestionnaires de portefeuilles et analystes financiers confrontent et captent l'ensemble des mouvances financières.

Ces échanges développent notre pouvoir d'anticipation et de choix. Ils nous permettent de conjuguer la pleine responsabilité et indépendance des « éleveurs de SICAV » avec leur maîtrise de réflexion et d'action sur les marchés intersensibles.

Travail d'équipe, décision autonome sont à la source des performances régulières des SICAV de Ségespar-Titres, premier intervenant d'Europe sur les marchés des valeurs, avec un encours de capitaux gérés de plus de 280 milliards de francs.

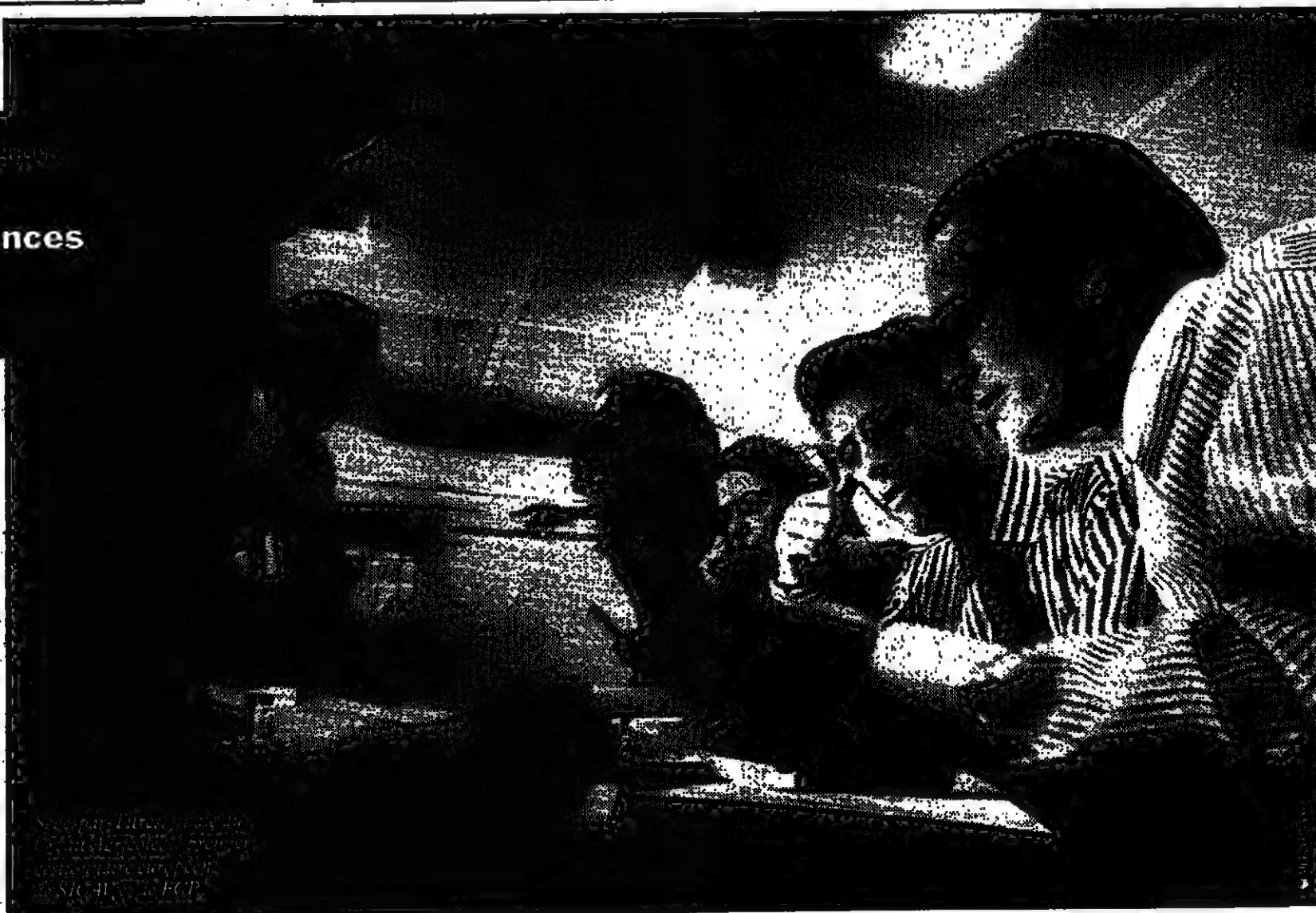
Vos objectifs de placement sont le meilleur de la régularité à la hausse et le meilleur de la sécurité en cas d'incertitude ?

Dans ses 10.000 agences et bureaux, le Crédit Agricole vous fait profiter de sa compétence et d'une gestion optimisée.

CRÉDIT AGRICOLE

SEGESPAR
TITRES

PREMIER INTERVENANT D'EUROPE SUR LES MARCHÉS FINANCIERS



Économie

Premier cimentier de la région des Grands-Lacs

Lafarge double ses investissements en Amérique du Nord

CHICAGO
de notre envoyé spécial

« Depuis 1986, nous n'avons pas fait de grande acquisition en Amérique du Nord, mais nous procédons à une série de renforcements de notre système de distribution. Il s'agit de traverser une période moins favorable avec des positions suffisamment fortes pour avoir des résultats qui se maintiennent ou même progressent. » S'attendant comme nombre d'industriels et d'experts économiques à un léger ralentissement de la croissance sur ce continent, M. Bertrand Collob, président de Lafarge Corp., s'emploie à consolider ses positions de leader dans la fabrication du ciment, du béton et du granulat au Canada et de numéro deux aux États-Unis.

Pour cela, la filiale à 58 % du français Lafarge Coppée a décidé d'augmenter considérablement le volume de ses investissements dans

les régions où sont implantées ses treize cimenteries, au Canada, autour des Grands Lacs, au Texas et en Californie. Le montant prévu cette année pourrait atteindre les 250 millions de dollars (1,6 milliard de francs), soit un quasi-doublement par rapport aux 120 millions de 1988.

Toutefois, chaque opération prévue pour l'année, perfectionnement des usines, amélioration des moyens de transport et même nouvelles acquisitions, aura une dimension modeste ne dépassant pas les 20 millions de dollars (130 millions de francs). Seule exception, et de taille, la vaste entreprise de modernisation de l'usine d'Alpena dans la région des Grands Lacs, où la concurrence avec les autres cimentiers est particulièrement vive. Lafarge Corp. mise sur la gigantesque usine qu'il a rachetée voilà trois ans à National Gypsum pour 1 dollar symbolique et dont il entend faire le plus grand producteur de

ciment d'Amérique du Nord. Implantée depuis 1907 sur les rives du lac Huron, cette entreprise octogonale s'étend sur plus de 1 kilomètre, ayant été agrandie au fil des époques selon les besoins et à mesure que les fours précédents tombaient en panne.

Le vaste poussièreux colubaire ainsi avec le moderne à perte de vue. Le plan prévoit de la transformer en unité ultra-performante par une concentration sur cinq fours produisant 2,5 millions de tonnes par an d'ici 1991 contre 2 millions actuellement, avec environ 300 personnes après le rachat. La première phase d'investissement de 65 millions de dollars (400 millions de francs) a été décidée récemment (le Monde du 18 janvier). Elle sera suivie d'une deuxième volet actuellement à l'étude, consacré aux ateliers de traitement des matières premières et aux fours.

L'idée, dès le départ, est d'économiser sur les coûts, notamment ceux de l'énergie, en substituant à la combustion du fuel et du charbon celle des déchets industriels. Lafarge Corp. dispose pour cela de la technologie mise au point par Synthet, une société de l'Ohio spécialisée dans le traitement des déchets, que le groupe a acquise en 1986.

Au total, pour l'ensemble de la modernisation de ce complexe du Michigan, Lafarge Corp. aura consacré 150 millions de dollars (960 millions de francs), « soit quatre fois moins que si nous étions partis de rien pour construire une usine ultra-moderne », aime à rappeler M. Collob.

Un géant discret

Le groupe dispose ainsi de quatre ensembles industriels autour des Grands Lacs ainsi que de vingt et un terminaux permettant de stocker près des grands centres d'activités la production acheminée par bateaux des différents sites. Une façon de se renforcer sur un marché local de 21 millions de tonnes de ciment, presque équivalent à celui de la France, où Lafarge Corp. occupe la première place avec 18 % de ventes. Mais l'objectif à atteindre en part de marché demeure secret.

La discrétion est de mise chez les dirigeants, tout comme lorsque la concurrence est évoquée. Les noms des grands rivaux dans cette région — le concurrent hexagonal, les Ciments français, ou encore le numéro un mondial, le suisse Holcim — sont évacués du bout des lèvres, sans plus, devant les journalistes en visite sur les sites. Avec son 1,3 milliard de dollars (8 milliards de francs) de chiffre d'affaires en 1988, Lafarge Corp. est remonté dans le classement des cinq cents premières firmes américaines de Fortune du 283^e rang au 279^e. Cette activité en Amérique du Nord représente 40 % de l'ensemble réalisé par le groupe (23 milliards de francs). Et elle devrait encore progresser. D'ici là, M. Bertrand Collob, comme prévu, aura succédé à M. Olivier Lecocq à la présidence de Lafarge Coppée. Ce changement dans la continuité s'effectuera durant l'été.

DOMINIQUE GALLOIS.

SOCIAL

Les « dix » de Billancourt dans l'usine

Les dix militants CGT de Renault-Billancourt dont la cour d'appel de Versailles a, mercredi 26 avril, confirmé le licenciement (en général pour « faute lourde ») se sont installés dans l'usine l'après-midi du mardi 16 mai, après avoir lancé un « appel aux salariés de Renault et à l'opinion publique ». Ils ont annoncé leur intention de « rester à leur poste vingt-quatre heures sur vingt-quatre » du lundi au vendredi pour « faire respecter leurs droits » contre le « verdict inique » de la cour d'appel. De fait, depuis l'arrêt de la cour, les « dix » viennent dans les ateliers, dans le vaste ensemble de Billancourt qui offre de multiples possibilités d'entrée.

La Régie a envoyé à plusieurs reprises des huissiers pour constater leur présence. Elle souligne que celle-ci est illégale, les dix militants ne figurant plus à l'effectif, et qu'elle n'a fait que respecter la décision de justice (comme elle les avait réintégrés, le 29 janvier, *volens*, après le jugement du tribunal des prud'hommes). Elle compte utiliser « tous les moyens légaux » pour obtenir leur départ, mais elle ne peut guère demander l'intervention des forces de l'ordre à l'intérieur de l'usine, comme elle ne peut déclencher des bagarres à chaque entrée des « dix ».

La Commission européenne se prononce sur le premier projet de charte sociale

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Commission européenne devait adopter mercredi 17 mai le premier projet d'une « charte communautaire des droits sociaux fondamentaux », charte sur laquelle le Comité économique et social européen avait adopté un avis à une très large majorité le 22 février dernier. L'idée, simple, est de faire en sorte que la réalisation du marché intérieur comporte pour les citoyens de la CEE des améliorations dans le

domaine social, et notamment au regard de la libre circulation, des conditions de vie et de travail, de la protection sociale, de l'éducation et de la formation. Les Douze peuvent facilement souscrire à un tel objectif mais l'accord deviendra moins évident lorsqu'il s'agira de définir comment l'atteindre.

Faut-il se contenter d'une déclaration solennelle — ce qui peut permettre de gagner en clarté et surtout de rallier l'ensemble des gouvernements ? Une telle formule a l'inconvénient d'être peu contraignante et de ce fait de risquer de décevoir les

syndicats. Faut-il au contraire prévoir, au niveau communautaire, des dispositions permettant de s'assurer que les engagements pris par les États membres sont accomplis, ou mieux encore n'est-il pas préférable sur certains points de créer des obligations juridiques au niveau communautaire ? La Commission à ce stade ne tranche pas, mais montre néanmoins sa préférence pour que soit mise en œuvre une politique ayant, au profit de salariés, des effets pratiques et vérifiables. La Commission indique le projet présenté par M^{me} Vasso Papadimitriou, le commissaire responsable « dans le cadre de ses compétences [...] prendre les mesures nécessaires pour promouvoir et garantir le respect des droits sociaux fondamentaux... ». Seront, énoncés ainsi de son désir d'aller de l'avant rapidement de manière concertée, elle demande au Conseil européen (ce ne pourra être que celui de Paris en décembre 1989) de lui confier le mandat « de préparer, avant le 30 juin 1990, un programme d'action ainsi qu'un premier ensemble d'instruments communautaires y afférents dans les domaines liés à la réalisation du marché intérieur et de l'Acte unique ».

Il y a gros à parier qu'il se traduira par des propositions de procédures devant les Douze que l'avant-projet de charte proprement dit. Celui-ci doit être discuté avec les participants sociaux au cours des semaines à venir. Les ministres du travail des Douze se réuniront lors de leur réunion du 12 juin. À l'issue de ces consultations, la Commission adoptera un projet définitif, en juillet, et celui-ci deviendra l'un des principaux dossiers de la présidence française. A Paris, dans l'entourage du président de la République, qui attache une importance particulière à cette affaire, on se montre à ce stade très ouvert, affirmant « ne pas avoir d'a priori ni sur la forme juridique ni sur le contenu » de la charte et des textes qui en découleront.

Le texte de M^{me} Papadimitriou est centré sur les droits liés au travail, à l'exception d'une courte référence à la protection des consommateurs. Il énumère treize droits fondamentaux (voir encadré). C'est un choix qui conviendra à Paris où l'on croit qu'il ne faut pas trop se disperser.

PHILIPPE LEMAITRE.

Treize droits fondamentaux

Le projet soumis à la commission européenne énumère treize droits fondamentaux :

1. Le droit à la libre circulation. — Il est suggéré d'être particulièrement attentif au droit des travailleurs frontaliers ainsi qu'à ceux des salariés employés dans un autre État membre que le leur pour une entreprise en sous-traitance.

2. Emploi et rémunération. — La Commission demande notamment que la législation garantisse « un salaire de référence équitable » aux travailleurs temporaires.

3. Amélioration des conditions de vie. — « Le rapprochement dans le progrès [...] concerne tout d'abord l'aménagement et la flexibilité du temps de travail notamment en faisant une durée maximum par semaine. » Il vise également « c'est à l'appareillement une préoccupation centrale de M^{me} Papadimitriou — « toutes les formes de travail autres que le travail à durée indéterminée et notamment le travail à durée déterminée, le travail saisonnier, le travail à temps partiel, le travail intérimaire, le travail de week-end, le travail de nuit et le travail posté ».

4) Le droit à la protection sociale. — Il est souligné que les sans-emploi ayant perdu leur droit aux indemnités de chômage devront « bénéficier d'un revenu minimum et d'une assistance sociale appropriée ».

5) Le droit à la liberté d'association et à la négociation collective. — « Ce droit, si on l'applique notamment la possibilité que soient conclus au niveau européen des relations conventionnelles entre partenaires sociaux si ceux-ci l'estiment souhaitable. »

6) Le droit à la formation professionnelle.

7) Le droit à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes.

8) Le droit à l'information, à la consultation et à la participation des travailleurs. Sont particulièrement visés les groupes comportant des établissements situés dans plusieurs pays de la CEE. L'idée est de renforcer les procédures de consultation notamment lors de l'introduction dans l'entreprise de nouvelles technologies ou encore lors de restructurations affectant l'emploi.

9) Le droit à la protection de la santé et de la sécurité dans le lieu de travail.

10) La protection des enfants et des adolescents.

11) Les personnes âgées. — Cette fois encore, la Commission souligne la nécessité de garantir un revenu minimum à ceux qui n'auraient pas d'autres moyens de subsistance suffisants.

12) Les personnes handicapées.

13) La protection des consommateurs.

Ph. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie Générale d'Électricité

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours du premier trimestre de 1989 par le Groupe de la Compagnie Générale d'Électricité s'est élevé à 32,4 milliards de francs et marque une augmentation de 14 % par rapport à celui du premier trimestre de 1988. A structures et méthodes comparables, la progression est de 7 %.

Ces évolutions tiennent compte des modifications de structures intervenues au cours des douze derniers mois dont les plus significatives sont :

- la prise de contrôle des activités réducteurs de mesure et relais de Schlumberger (Groupe Baileu), d'Air Industrie Systèmes, de Kiepe Elektrik et d'Acco Energie par Alstom ;
- la cession de la majorité du capital de SEMT Pielstick par Alstom ;
- le rachat des sociétés Burny et Souriau par Framatome ;
- la prise de participation majoritaire de Câbles de Lyon dans le Groupe Manuli et l'acquisition de l'activité « câbles » d'Ericsson aux États-Unis ;
- le rachat par Alcatel NV de Dial en Italie et la prise en compte d'Indetel au Mexique ;
- la vente par Alcatel NV des sociétés Gume et Alcatel Information Systems aux États-Unis et de la division Christian Rovsing d'Alcatel Kirk au Danemark.

Il convient de noter que l'incidence de la constitution de GEC ALSTHOM NV ne prendra effet qu'au deuxième trimestre 1989. La répartition par secteur d'activité du chiffre d'affaire des premiers trimestres 1988 et 1989 est la suivante :

(en millions de francs)	1989	1988
Energie et transport	8 490 (1)	6 243
Nucléaire (2)	504	1 719
Entreprise électrique et contrôle industriel	2 604	2 390
Accumulateurs	1 113	863
Télécommunications, communication d'entreprise, câbles	19 544 (3)	16 639
Activités diverses (4)	979	914
Cessions entre secteurs	- 618	- 412
TOTAL	32 416	28 356

Les prises de commandes s'élèvent à 34 milliards de francs en progression de 21 % par rapport au premier trimestre de 1988.

(1) Facturation calculée à l'avancement en 1989.

(2) Chiffre d'affaires de Framatome et de ses filiales retenu par intégration proportionnelle à 40 %.

(3) Dont Télécommunications publiques : 36 %, Communication d'entreprise : 23 %, Câbles : 31 %, Electronique et divers : 10 %.

(4) Le chiffre d'affaires du Groupe n'intègre pas celui de la Générale Occidentale qui fait l'objet d'une consolidation par mise en équivalence.

LA CGE EN DIRECT :
• MINUTEL : 36.15 code CGE
• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

Rectificatif à l'annonce parue le 9-05-1989

1^{er} AVIS

M. le préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, M. le préfet de la région de Picardie et du département de la Somme, informent le public que par arrêté en date des 31 mars et 7 avril 1989, ils ont prescrit l'ouverture :

— suivant les dispositions du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'autoroute entre NEUFCHÂTEL-EN-BRAY et ABBEVILLE touchant les communes de NEUFCHÂTEL-EN-BRAY, SAINT-GERMAIN-SUR-EAULNE, MENONVAL, LUCY, FESQUES, CALLENGEVILLE, FOUCARMONT, FALLEN-COURT, SAINT-RIQUIER-EN-RIVIERE et BLANGY-SUR-BRESLE en Seine-Maritime et BOUTTENCOURT, BOUILLANCOURT-ENSERY, LE TRANSLAY, VISMES-AUVAL, MARTAINNEVILLE, TOURS-EN-VIMEU, GREBAULT-MESNIL, HUPPY et BEHEN dans la Somme.

— d'une enquête publique sur les modifications des Plans d'occupation des sols des communes de NEUFCHÂTEL-EN-BRAY, FOUCARMONT et BLANGY-SUR-BRESLE dans le département de la Seine-Maritime et de BOUTTENCOURT dans le département de la Somme.

Les pièces du dossier principal, ainsi que des registres d'enquêtes, seront déposés à la mairie de BLANGY-SUR-BRESLE pendant 33 jours consécutifs, depuis le lundi 29 mai 1989 jusqu'au vendredi 30 juin 1989 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance tous les jours de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 du lundi au vendredi et de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 15 h 30 le samedi (dimanches et jours fériés exceptés).

Pendant le même délai, des dossiers subsidiaires et des registres d'enquêtes restant déposés et chacun pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures suivants :

- à la sous-préfecture de Dieppe, de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 15 à 16 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de NEUFCHÂTEL-EN-BRAY, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 du lundi au vendredi et de 8 h 30 à 12 h le samedi (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de SAINT-GERMAIN-SUR-EAULNE, de 14 h à 19 h les mardis et vendredis et de 14 h à 15 h les lundis, mercredis et jeudis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de MENONVAL, de 11 h à 12 h tous les jours (samedis dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de LUCY de 17 h à 18 h les lundis, mercredis, jeudis et de 18 h à 20 h les mardis et vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de FESQUES, de 16 h à 17 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de CALLENGEVILLE, de 11 h à 12 h du lundi au vendredi et de 14 h à 17 h le samedi (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de FOUCARMONT, de 10 h 30 à 12 h et de 16 h à 18 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de FALLEN-COURT, de 11 h à 12 h les lundis, mercredis et jeudis, de 10 h 30 à 12 h les mardis et de 18 h à 19 h les vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de SAINT-RIQUIER-EN-RIVIERE, de 18 h à 19 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la sous-préfecture d'ABBEVILLE, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de BOUTTENCOURT, de 14 h 30 à 17 h 30 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de BOUILLANCOURT-ENSERY, de 17 h 30 à 18 h 30 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de TRANSLAY, de 15 h à 16 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de VISMES-AUVAL, de 17 h 30 à 18 h 30 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de MARTAINNEVILLE, de 11 h à 12 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de TOURS-EN-VIMEU, de 14 h 30 à 18 h 30 les lundis, mardis, jeudis et vendredis et de 14 h 30 à 18 h les samedis (mercredis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de GREBAULT-MESNIL, de 14 h à 15 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'HUPPY, de 16 h à 19 h les lundis, de 16 h à 18 h 30 les mardis, mercredis et vendredis, de 10 h à 12 h et de 16 h à 18 h 30 les jeudis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de BEHEN, les mardis de 18 h à 19 h 30, les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30, les lundis, mercredis et jeudis de 14 h à 15 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;

Un dossier technique sera également déposé à la préfecture de la Seine-Maritime, Direction départementale de l'équipement à ROUEN, ainsi qu'à la préfecture de la Somme, Direction départementale de l'équipement à AMIENS, de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 45 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

L'un ou l'autre des membres de la Commission d'enquête recevra, en personne, les observations du public :

- le mercredi 26 juin 1989, à la mairie de NEUFCHÂTEL-EN-BRAY de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 ;
- le jeudi 29 juin 1989, à la sous-préfecture d'ABBEVILLE de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 ;
- le vendredi 30 juin 1989, à la mairie de BLANGY-SUR-BRESLE de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30.

La Commission d'enquête sera présidée par :

— M. Maurice ROY, ingénieur général des Ponts et Chaussées honoraire, demeurant 5, avenue Louise, 95230 SOISSY-SOUS-MONTMORENCY.

Avec lequel siègeront :

— M. Clément TRAMECOURT, directeur honoraire des PTT, demeurant 8, place de l'Hôtel de Ville, 80000 AMIENS.

— M. Paul COLLOTTE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en retraite, demeurant 12, rue des Fonds Thiers, 76130 MONT-SAINT-AIGNAN.

Le rapport et les conclusions motivées de la Commission d'enquête seront déposés au Tribunal administratif de la Seine-Maritime, dans les sous-préfectures de DIEPPE et d'ABBEVILLE, dans les mairies de NEUFCHÂTEL-EN-BRAY, SAINT-GERMAIN-SUR-EAULNE, MENONVAL, LUCY, FESQUES, CALLENGEVILLE, FOUCARMONT, FALLEN-COURT, SAINT-RIQUIER-EN-RIVIERE, BLANGY-SUR-BRESLE, BOUTTENCOURT, BOUILLANCOURT-ENSERY, LE TRANSLAY, VISMES-AUVAL, MARTAINNEVILLE, TOURS-EN-VIMEU, GREBAULT-MESNIL, HUPPY et BEHEN, ainsi qu'à la préfecture de la Seine-Maritime, Direction départementale de l'équipement, Cité administrative Saint-Sever à ROUEN et à la préfecture de la Somme, Direction départementale de l'équipement, Centre administratif départemental, boulevard du Port à AMIENS.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).

Pour le préfet, et par délégation,
Le chef du Service du budget
des routes et des transports :
B. DE ROZOWSKI

مكتبة الشارقة

L'EXPRESS

Numéro un depuis le n°1

DIFFUSION numéro un

*553 524 exemplaires
en 1988*
417 972 en France,
135 552 à l'étranger.
Soit le premier des news.*

* Moyenne OJD par numéro, déclaration sur l'honneur.

RÉDACTION numéro un

*120 journalistes.
Les premiers
à vous informer sur :
l'affaire Pechiney,
la Société générale,
l'avion Rafale,
le plan Câble, etc.*

OFFRES D'EMPLOI numéro un

*Premier des news en 1988
avec 12 350 offres d'emploi
pour dirigeants, cadres
et jeunes diplômés.*

RÉSULTATS FINANCIERS numéro un

*870 millions de francs
de chiffre d'affaires,
25 millions de francs
de bénéfices en 1988.**

* L'Express se situe dans l'univers de concurrence
des newsmagazines.

Marchés financiers

Le premier exercice de la Société des Bourses françaises se solde par 510 millions de francs de pertes

La Société des Bourses françaises (SBF), héritière de la Compagnie des agents de change, définitive de 1,25 milliard de francs en 1987-1988, a présenté ses comptes pour son premier exercice clos le 31 décembre 1988. Ce dernier est d'une durée exceptionnelle de neuf mois, la SBF ayant été créée le 31 mars 1988. Le bilan révèle une perte de 509,5 millions de francs, après 110 millions d'amortissements et 380,3 millions de provisions.

Cette institution financière, chargée du fonctionnement et du développement du marché, avance de nombreuses raisons pour expliquer ce sévère sinistre. Tout d'abord, la perte d'exploitation courante de 120,5 millions de francs provient d'une diminution des recettes dues à la baisse des contributions des sociétés de Bourse. A cela s'ajoutent diverses provisions comme 66,4 millions pour le plan social supplantant 173 postes à la SBF ou encore 70 millions pour le redressement à payer à la suite du contrôle fiscal de l'ancienne Compagnie des agents de change. Toutefois, le montant n'a pas encore été notifié. Enfin, et surtout, le conseil d'administration de la SBF a décidé de renforcer de nouvelles provisions pour risques sur certaines sociétés de Bourse, en y ajoutant 246 millions de francs. Cette somme importante vient en complément de celle de 570 millions de francs constituée au milieu d'année dernière et dont 349 millions ont déjà été utilisés.

Néanmoins, pour l'exercice en cours, le budget établi par les instances dirigeantes « laisse prévoir un retour à l'équilibre de l'exploitation courante ». Les opérations d'actifs immobiliers dégageront des plus-values après impôt de l'ordre de 470 millions de francs.

Ces comptes seront soumis à l'assemblée générale des actionnaires prévue le 29 mai et qui devra se prononcer sur la poursuite de l'activité de la société après la perte de plus de la moitié de son capital social. Une érosion d'autant plus surprenante qu'elle a été extrêmement rapide.

Après ses pertes considérables de 1987-1988 (1,25 milliard) de l'ex Compagnie des agents de change dues en partie au MATIF, la SBF avait réussi en fin d'année à reconstruire ses fonds propres grâce à des augmentations de capital. Ils s'élevaient à 1 milliard de francs le 1^{er} janvier. Fidèle à sa tradition de silence, l'organisme chargé du marché boursier ne donne aucune précision sur le renforcement de sa dotation pour risques sur « certaines » sociétés de Bourse, pas plus qu'elle ne donne de détails sur ses interventions. Elle se contente de préciser qu'une nouvelle augmentation de capital est exclue, compte tenu des plus-values dégagées par la cession de ses immeubles. A croire qu'elle préfère les rumeurs à la transparence.

D. G.

Minorco renonce à son OPA sur Consolid

Après huit mois de bataille boursière et de procédure judiciaire, le holding luxembourgeois Minorco, représentant les intérêts des groupes sud-africains Anglo-American et De Beers, a finalement renoncé à son OPA (offre publique d'achat) sur le groupe minier britannique Consolidated Goldfields.

Ce raid boursier de 35 milliards de francs, le plus important jamais lancé à la City, a été stoppé par un juge new-yorkais M. Michael Mukasey qui a refusé, le 16 mai, de lever l'injonction qui interdisait à Minorco d'acquiescer plus de 30 % de Consolidated. Cette dernière, qui avait saisi la justice pour attirer l'attention sur le risque de formation d'un monopole dans le commerce des métaux précieux, avait dû renoncer à son action la semaine dernière, la *takeover panel* britannique ayant pour sa part estimé régulière l'offensive de Minorco.

Consolidated a en réalité dû son salut à la démarche de Newmont Mining, sa filiale à 49 %, qui avait saisi le 11 octobre la justice américaine. Celle-ci a estimé en revanche que le risque existait bel et bien de création d'une position dominante dans la production de métaux précieux, pour l'or en particulier.

L'OPA de Minorco a finalement échoué sur le dernier obstacle, après avoir successivement obtenu les faveurs du gouvernement britannique et de la Commission européenne, et le soutien d'actionnaires de Consolidated représentant 25 % du capital, en sus de sa participation de 29,9 %. Le juge new-yorkais a cependant eu le dernier mot, et Consolidated avec lui, en interdisant à Minorco

de prendre livraison de ces titres. Aussi singulière que la situation puisse paraître, la justice des Etats-Unis a ainsi prévalu dans une affaire qui engageait une firme luxembourgeoise et une autre britannique.

La Bourse de Londres avait anticipé cet échec de Minorco dès mardi. Les actions de Consolidated avaient en effet coté 45 cents pour s'établir à 1 373 pence, près de 200 pence au-dessous du prix proposé par Minorco.

En dépit de sa défaite, le holding luxembourgeois demeure pour l'instant le principal actionnaire du groupe minier britannique, avec près de 30 % du capital. Va-t-il céder ces actifs, ou préparer une nouvelle offensive qui, en tout état de cause, ne pourrait être lancée avant un an ? « C'est une possibilité », indiquait mardi l'un des vice-présidents de Minorco, M. Keith Irons. Mais pour l'heure, Consolidated a gagné la partie.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global de base 1000: 31 décembre 1988

	18 mai	12 mai
Valeurs françaises, à rev. variable	106,1	106,1
Valeurs industrielles	111,5	112
Valeurs financières	108,7	108,9
Pétrole-Energie	123,1	123,7
Chimie	102,6	102,8
Métallurgie-matériaux	123,9	120,5
Electricité, électronique	106,5	106,5
Biens de consommation	114	115,8
Ind. de construction, non aff.	104,5	104,2
Agr. alimentaire	113,5	113,5
Distribution	120,5	119,8
Transport, télécom, services	110,1	110,8
Assurances	117,2	116,7
Crédit banque	103,1	102,8
Alcool	102,1	101,9
Immobilier et financier	99	100,1
Investissement et portefeuille	102,8	102,1

Base 100: 31 décembre 1988

	18 mai	12 mai
Valeurs françaises, à rev. fixe	98,7	98,1
Emprunts d'Etat	98,1	98,4
Emprunts garantis et obligat.	98,4	98,4
Sociétés	98,5	98

Base 100 en 1980

	18 mai	12 mai
Valeurs françaises, à rev. variable	899	899
Valeurs étrangères	878,6	878,7

Base 100: 31 décembre 1980

	18 mai	12 mai
Indice des val. franç. à rev. fixe	118,5	118,7
Emprunts garantis et obligat.	118,7	118,7
Sociétés	120,5	117,1

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

	18 mai	12 mai
Indice global	460,9	460,9
Produits de base	222,4	209,6
Construction	484,8	487,8
Biens d'équipement	344,5	344,5
Biens de consommation	412,3	412,3
Biens de consommation, non durables	472,7	471,5
Biens de consommation, durables	710,8	710,8
Services	420,5	420,5
Sociétés financières	520,3	519
Sociétés de la zone franc exploitant principalement	463,7	463,7
Affiliées	463,1	463,1
Valeurs industrielles	463,7	463,7

BOURSES REGIONALES

	18 mai	12 mai
Indice global	312,4	317,3

NEW-YORK, 16 mai ↓

Repis

Après deux séances de forte hausse, des ventes bénéficiaires se sont produites mardi à Wall Street. Mais le marché s'est relativement bien comporté, car, en dépit d'une assez forte irrégularité, il restait bien. A la clôture, l'indice des valeurs industrielles s'élevait à 2 453,45, en repli de 10,44 points seulement.

Le bilan de la séance a été presque équilibré. Sur 1 934 valeurs traitées, 784 ont baissé, 702 ont monté et 448 n'ont pas varié.

Les professionnels se disaient plutôt satisfaits du comportement de la Bourse. Mais autour du « Big Board » l'ambiance était néanmoins à la prudence. Deux importantes statistiques sont attendues cette semaine: les résultats du commerce extérieur pour mars et l'indice des prix de détail pour avril. Les pronostics vont bon train. Pour le premier, on prévoit un déficit de 10,2 milliards de dollars (contre 10,5 milliards pour février), pour le second sur une hausse de 0,6 % (contre 0,5 % le mois précédent).

L'activité est restée forte avec 173,10 millions de titres échangés contre 179,35 millions la veille.

VALEURS	Cours du 16 mai	Cours du 15 mai
Alcoa	34 1/2	34 1/2
AT&T	81 5/8	82 3/8
Boeing	110 5/8	110
Du Pont de Nemours	42 3/4	42 3/8
General Electric	48 1/2	48 1/2
General Motors	40 3/4	41
IBM	112 3/4	111 1/4
ITT	58 1/8	57 5/8
Johnson & Johnson	70 1/2	70 1/2
Merck	83 1/2	83 3/4
Schlumberger	38 5/8	39 5/8
Union Carbide	28	28 3/4
Windsor	51	50 7/8
Worthington	67 1/2	66 3/4

LONDRES, 16 mai ↓

Baisse

La Bourse de Londres a nettement baissé, mardi 16 mai, dans un marché apaisé: l'indice Footsie des cent valeurs terminant en repli de 13,2 points à 2 136,7, 401 millions de titres ont été échangés au cours de 27 649 transactions contre 29 764 lundi. Les opérations étaient dominées par l'annonce des bilans commerciaux américains, ce jour, et de la hausse des prix en Grande-Bretagne, vendredi.

Les valeurs des sociétés exportatrices de produits de base ont réagi après la hausse du dollar, vendredi et lundi. ICI a perdu 3 pence à 1 225 pence, Glaxo à 1 396 et British Aerospace 104,62 pence.

Aux mines, Consolidated Gold Fields a perdu 50 pence à 1 268 pence à la veille de l'expiration de l'offre immobilière de Minorco.

Aux banques, les titres ont souffert des inquiétudes relatives au remboursement de la dette extérieure de Buenos Aires après l'élection à la présidence argentine de Carlos Menem. Lloyd's a coté 7 pence à 362 et Midland 5,354.

A la publicité, WPP a progressé de 28 pence à 642 après que le conseil d'administration de Ogilvy ait accepté sa nouvelle offre amicale.

Aux mines d'or, AngloGold a baissé de 1,5 dollar à 63,75 USD et De Beers de 25 cents à 9,37 dollars. Les fonds d'Etat ont coté en général un quart de point.

FAITS ET RESULTATS

● Montedison: 54 % de bénéfice en plus. — Dernier chimiste de la Communauté à publier ses comptes pour 1988, Montedison annonce une augmentation de 54 % de son bénéfice net (par du groupe) de 630 milliards de francs (2,9 milliards de dollars) pour un chiffre d'affaires consolidé de 14 122 milliards de francs (64,6 milliards de dollars) contre 11 %, qui n'ont pas les activités financières (cotées l'an dernier). Tous les secteurs ont contribué à l'accélération de l'activité.

D'après la direction de la firme milanaise, Montedison se classe au premier rang des chimistes européens pour l'augmentation de ses marges. Le bénéfice net d'exploitation s'est élevé à 1 812 milliards de francs (8,25 milliards de dollars), progressant de 81 % d'une année sur l'autre. Il représente 12,8 % du chiffre d'affaires contre 9,3 % pour 1987. Mais il convient d'ajouter que les résultats du groupe ont été affectés de l'intégration des comptes de sa filiale américaine Himont (polypropylène) dont le contrôle a été repris l'an dernier en cours d'exercice. A périmètre de consolidation comparable, l'augmentation du chiffre d'affaires aurait été de 22 % et celle du bénéfice d'exploitation de 46 %.

● Hewlett-Packard contrôle Apollo. — Le constructeur informatique amé-

PARIS, 17 mai ↓

Effritement

L'effritement observé au lendemain du fil de la Pentecôte s'est poursuivi mercredi au cours d'une séance morose. L'indice de tendance, qui avait perdu 0,4 % la veille, se dépréciait dès l'ouverture de 0,47 %. En début d'après-midi, il descendait à - 0,73 %. Les échanges étaient nettement ralentis, dans l'attente de la publication, à 14 h 30, du déficit commercial américain de mars. La perspective d'un autre indicateur, prévu pour jeudi, à savoir celui des prix de détail, dans la métropole, la hausse de l'argent à court terme en RFA, lors de l'appel d'offres de la Bundesbank. Un mauvais présage, à la veille de la réunion de la Réba, qui doit décider ou non d'un relèvement des taux d'intérêt, pour réagir à la flambée du dollar.

Dans ces conditions, 144 valeurs françaises s'inscrivaient en baisse de plus de 1 %, 36 progressaient de 0,9 %, tandis que 14 demeuraient inchangées. Le mouvement de repli était entraîné par l'indice Météo qui perdait 0,5 %, suivi par Bouygues, près de 4 %. Ce vent inattendu se levait dès l'entrée à la barre de 2 % de Silvio Berlusconi dans le capital du géant mondial de STP. En revanche les valeurs pétrolières (BP France, Esso) continuaient de bénéficier du raffermissement de la devise américaine, et figuraient ainsi parmi les plus fortes progressions de la journée. Eurochem revoyait sous la barre des 100 francs. Aucune action étrangère n'était cotée: le conflit opposant les créanciers et les salariés à la société des Bourses françaises, sur la localisation du groupe de cotations de ces valeurs, n'est pas réglé.

Sur le second marché, le société SBF lançait un cours à 152 francs, avec 5 899 actions échangées. Une nouvelle firme devait être inscrite à la cote le 24 mai prochain. Il s'agit de SASP, dont les titres sembleraient être sur le marché à 120 francs.

Un mouvement de grève des employés du journal Le Monde nous met dans l'impossibilité de publier les cours du mercredi 17 mai. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

TOKYO, 17 mai ↑

Légère progression

La Bourse de Tokyo a terminé en hausse mercredi. L'indice Nikkei qui avait gagné 210,65 yens mardi, affichait un gain de 66 yens à la clôture du marché pour terminer juste au-dessous de la barre des 34 000 yens, à 33 992,45 yens. Le Nikkei en progression de 84,44 yens à l'ouverture avait terminé la séance de la matinée sur une hausse modeste de 52,27 yens à 33 978,72.

Cette progression globale de 0,19 % s'est effectuée dans un marché calme. La plupart des participants se sont abstenus de tout engagement, observant l'évolution du dollar. « Ce n'est pas un marché baissier, les acheteurs restent seulement sur la touche », commentait un professionnel.

VALEURS	Cours du 16 mai	Cours du 17 mai
Asahi	1 580	1 570
Fuyo	1 700	1 710
Sanwa	1 620	1 630
Industrial Bank of Japan	1 580	1 590
Marubeni Electric	2 480	2 490
Mitsubishi Heavy	1 700	1 710
Sumitomo	1 700	1 710
Toyota Motor	2 670	2 680

PARIS:

Second marché (collection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amsted & Amsted	486	486	Ingénieur-chimiste	384	384
Amsted	270 40	270 40	Industriel	285	285
B.A.C.	222	222	Lacoste	285	285
B. Dumas & Associés	579	579	Manfredi, Manfrè	285	285
B.I.C.M.	780	780	Manfredi, Manfrè	285	285
B.I.P.	546	546	Manfredi, Manfrè	285	285
Bouygues	940	936	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	250	250	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	823	823	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	940	940	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	1000	1000	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	372	372	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	321	321	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	289	289	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	1350	1350	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	608	608	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	640	640	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	244	244	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	345	345	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	475	475	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	415	415	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	1800	1800	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	1280	1280	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	536	536	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	211	211	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	105	105	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	17 50	17 50	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	472	472	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	220	220	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	200	200	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	282	282	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	282	282	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	162	162	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	36	36	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	306	306	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	810	810	Manfredi, Manfrè	285	285
Chemical	280	280	Manfredi, Manfrè	285	285

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 16 mai 1989

Nombre de contrats: 6 931.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Asac	400	—	5,50
CE	400	15,50	—
EX-Applique	400	16	7,50
Lafarge-Coppe	1 400	117	1
Michèle	240	1	5,50
MIL	1 550	19	55
Paribas	400	11,50	14
Pinget	1 700	47	55
Saint-Gobain	400	1,65	—
Société générale	400	14,50	—
Thomson-CSF	200	27,50	1

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage de 16 mai 1989

Nombre de contrats: 27 000.

COURS	Echéances	
	Jun 89	Sept 89
Dernier	106,40	106,34
Précédent	106,60	106,43

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat		Options de vente	
	Jun 89	Sept 89	Jun 89	Sept 89
106	0,57	1,29	0,28	1,05

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar: 6,58 F ↑	PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)
Le dollar a poursuivi son mouvement de baisse le mercredi 17 mai au matin. Il s'est établi au closing à Paris, à 6,580 F contre 6,546 F la veille à la cotation officielle. Malgré l'intervention de la Banque du Japon, le billet vert a clôturé à Tokyo à 137,70 yens. Le marché attendait cependant la publication en début d'après-midi des statistiques commerciales des Etats-Unis au mois de mars.	Valeurs françaises... 106,1
FRANCFORT 16 mai 17 mai	Valeurs étrangères... 100
Dollar (en DM) ... 1,930 1,940	(SMF, base 100: 31-12-81)
TOKYO 16 mai 17 mai	Indice global CAC... 400,9
Dollar (en yen) ... 137 137,70	(SMF, base 1000: 31-12-87)
MARCHÉ MONÉTAIRE	Indice CAC 40... 1 674,27
(effets privés)	(OMF, base 100: 31-12-81)
Paris (17 mai)... 13841/25	Indice OMF 50... 400,13
New-York (16 mai)... 154811/25	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	* Industriels... 2 463,89
	LONDRES (indice Financial Times)
	* Industriels... 1 781,2
	* Mines d'or... 177,8
	* Fonds d'Etat... 86,74
	TOKYO
	Nikkei Dow Jones... 33 992,45
	Indice général... 2 520,13
	* Indices du 15 mai.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou disp. --		Rep. + ou disp. --		Rep. + ou disp. --	
SE-IL	6,540	6,590	- 65	- 59	- 185	- 75	- 260	- 190
SE-DM	5,500	5,510	- 183	- 143	- 337	- 285	- 835	- 720
Yen (100)	2,774	2,785	+ 352	+ 381	+ 2	+ 339	+ 857	+ 940
SE-DM	3,370	3,383	+ 43	+ 49	+ 91	+ 136	+ 229	+ 290
SE-DM	2,995	3,003	+ 38	+ 41	+ 82	+ 79	+ 174	+ 225
Yen (100)	16,152	16,172	+ 39	+ 136	+ 180	+ 253	+ 300	+ 387
SE-DM	3,767	3,781	+ 24	+ 39	+ 68	+ 95	+ 227	+ 232
SE-DM	6,635	6,636	- 118	- 118	- 238	- 196	- 662	- 567
SE-DM	36,700	36,710	- 381	- 330	- 722	- 647	- 2148	- 1962

Marchés financiers

BOURSE DU 16 MAI

Cours relevés
à 17 h 32

[illegible]**Comptant** (sélection)**SICAV** (selection)

16/5

VALEURS	% du port.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net
Obligations																				
Emp. 1.80 % 77	121 90	8 831	C.F.A. (France de l'É.)	220 40		Loch	1401		1370		A.A.A.	899 97	874 80	France Obligations	448 70	444 28	Participations Pétrole	172 85	169 46	
100 % 78/83	101 50	8 270	C.F. Mémoires	1950 0		Macdonald	149		145		Adlon	227 13	221 05	Financ.	462 80	448 18	Parquet	653 14	633 30	
100 % 79/84	105 75	7 616	Comptoir	1850 0		Magnanville	141		780		Worms	80 80	80 80	Financ. Invest.	256 54	256 54	Pharm. Invest.	719 07	725 22	
12.50 % 79/84	104 25	12 591	Classe	1013		Magnanville S.A.	82		621		Adlon Officiers	119 23	122 95	Financ. Actives	1151 92	1119 57	Pharm. Invest.	719 07	725 22	
12.50 % 82/89	104 25	12 591	Classe (L)	1210		Magnanville Part.	42		42		Adlon	699 78	678 10	Financ. Actives	23 04	23 04	Pharm. A.	1114 17	1114 07	
15 % juin 82	107 05	14 948	Compt.	369		Méti Delyé	145		139 80		Adlon	1124 52	1097 06	Financ. Epargne	28 16	27 47	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
14.50 % oct. 83	106 10	13 360	Comp. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	612 71	609 17	Financ. Epargne	32 36	31 88	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
12.40 % oct. 83	116 30	6 260	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
12.40 % oct. 84	108 51	7 363	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
11 % juin 85	112 81	5 332	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
10.25 % juin 86	106 71	1 827	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	1046 02	1038 28	Financ. Epargne	118357 29	118357 28	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G.F. 5000	114 91	112 11	Financ. Epargne	23 04	23 04	Pharm. Invest.	73525 94	73525 94	
OAT 12.75 % 83	107 30	6 699	Compt. Lyon-Alain	430		Méti Delyé	145		139 80		A.G									

Cost	Cost price
------	------------

[illegible]

66	Saline de Mer	2
75	Salm	2
84	Salm	2

SCAC	812
Sociale Management	476
SEEP, IM	180
Sid	465
Singer E.J.	370
Singh	370
Singh Phani, Infiniti	382
Social	2470
Solomon	1059
Sofia	573
Sofonios	117
SOLFLP, IM	255 21
Solomon	876
Songest	150
Standard Accounting	726
Sonshall	623
Song, del	255 20
Sorel	3840
Talinger	3840
Talbot de Lamoignon	515
Talbot	515
Taylor-Angelini	470
Tier Effect	384
Union S.A.D.	726
United Case Group	428
U.S.P.	2246
U.T.A.	2246
West	2246

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL.	COURS		COURS DES BILLET	
	préc.	16/5	Achat	Vente
Comp-Lines (S 1)	6 482	6 548	6 500	6 750
ECU	7 063	7 063		
Gold (100 DM)	337 950	338 200	327 500	347 600
Belgium (100 F)	16 149	16 182	15 600	16 600
Daymark (100 L)	299 890	300 030	291	312
Payments (100 Incl)	85 355	85 355	85 300	85 500
Swiss (100 Francs)	93 500	93 500	93 500	93 500
Genève (100 Francs) (C 1)	10 772	10 770	10 450	11 150
Horlog (100 francs)	3 973	3 981	3 700	4 550
Italy (1 000 lire)	4 635	4 661	4 400	4 950
Suisse (1 000 F)	378 140	378 140	366 500	388 500
Spain (100 pes.)	59 910	59 910	59 500	60 200
Austria (100 sch.)	48 480	48 490	48 000	48 600
Argentine (100 pes.)	54 019	54 025	52 500	55 000
France (100 F)	4 085	4 081	4 000	4 600
Prague (100 cs)	4 485	5 512	5 270	5 670
Canada (50 cent.)	4 765	4 784	4 630	4 850

Marché libre de l'or

INCRIENNES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 16/5
Or fin (poids en barres)	78950	78900
Or fin (poids)	78950	78100
Pièces françaises (20 fr)	462	463
Pièces françaises (10 fr)	289	..
Pièces latines (20 fr)	457	455
Pièces latines (10 fr)	463	463
Pièces de 20 dollars	583	574
Pièces de 10 dollars	2785	2785
Pièces de 50 francs	1440	1420
Pièces de 50 francs	730	..
Pièces de 50 francs	2950	2935
Pièces de 10 francs	472	..
Or Zurich
Or Hongkong
Argent Londres

lars-cote

351		Empire-Genève	3339 47	1303 82
1050	1050	Empire-Montebello	1228 45	1228 40
212	219	Empire-Neuchâtel	182 98	187 72
278		Empire-Orléans	1102 88	1073 37
226		Empire-Ouest	1310 05	1251 47
160		Empire-Union	442 41	430 57
121		Empire-Vallée	1174 57	1162 94
332		Epilob.	1070 43	1082 84
59 10	51 60	Esquimaux	1148 41	1148 41
609	634	Esquimaux-Landau	6105 36	5852 48
290		Esquimaux-Landau	25 35	25 45
197		Esquimaux-Landau	5768 88	5768 88
18 95	18 60	Esquimaux-Landau	10707 63	10707 63
391 50	381 50	Esquimaux-Landau	3517 93	3517 93
142 10	142 10	Esquimaux-Landau	3402 95	3402 95
407	407	Esquimaux-Landau	282 28	281 74
55 30		Esquimaux-Landau	102 81	102 81
633		Esquimaux-Landau	442 23	442 18
118		Esquimaux-Landau		
544	121 90	Esquimaux-Landau		
1470	1470	Esquimaux-Landau		

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

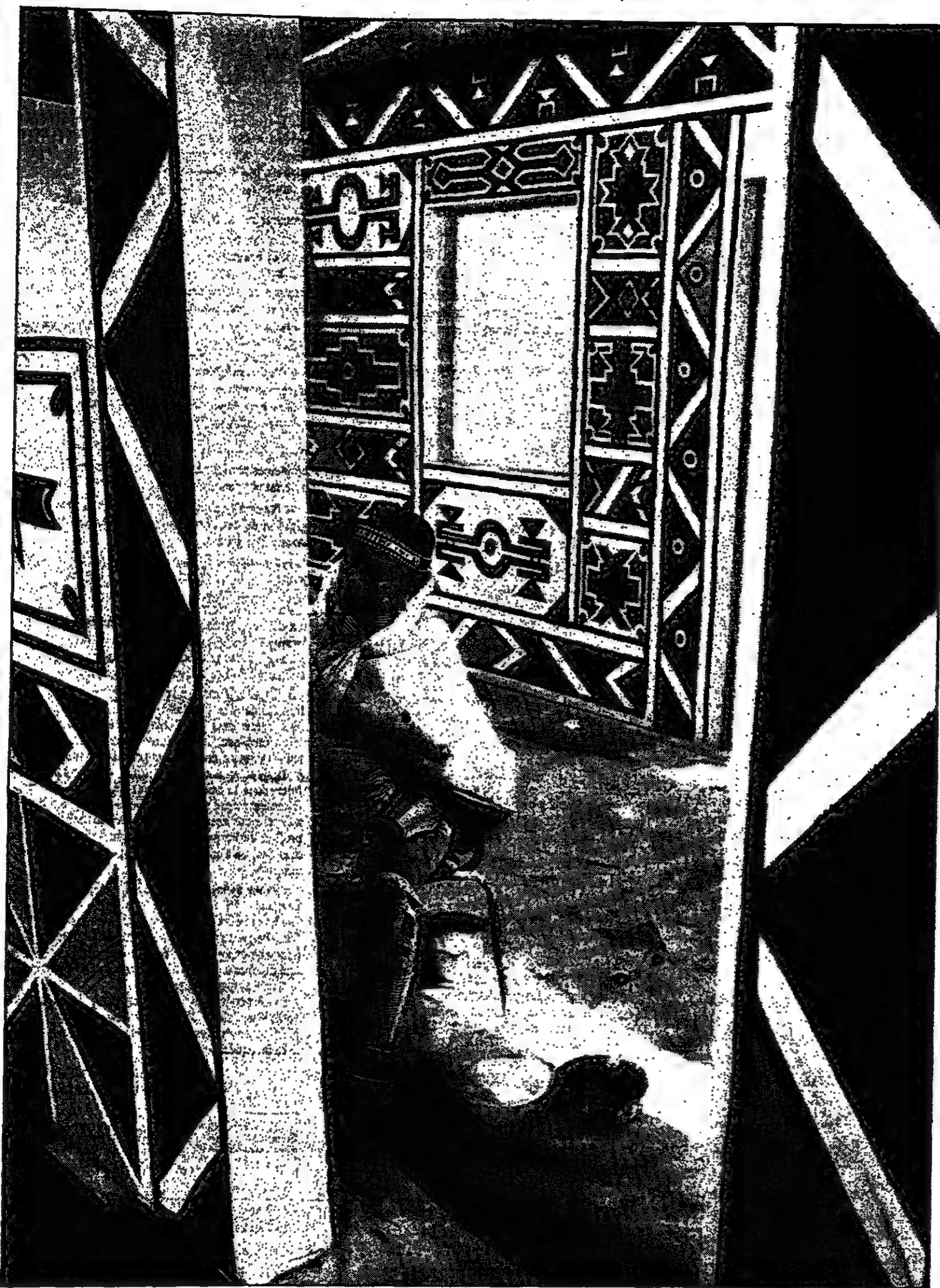
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هَكَذَا مِنْ الْأَصْلِ

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



GASTON BERGERET

ARTS

« Magiciens de la terre », à La Villette et au Centre Pompidou

Les inconnus de la création

A l'occasion des cérémonies de circoncision, la coutume veut que les femmes de la région de Kwandobele, en Afrique du Sud, repeignent leur maison. Esther Mahlangu s'en est fait une spécialité. Nous ne sommes cependant pas dans un petit territoire d'Afrique australe, mais à Paris, à la grande halle de La Villette, où Esther Mahlangu compte parmi les invités de l'exposition « Magiciens de la terre » (qui se tient également au centre Georges-Pompidou). Aborigènes

d'Australie venus reproduire un dessin rituel, moines du Népal ayant réalisé sur place un mandala et artistes occidentaux y sont présentés ensemble, sans distinction d'origine.

Jean-Hubert Martin, directeur du Musée national d'art moderne, est l'initiateur de cette confrontation que la mission du Bicentenaire de la Révolution a inscrite à son programme. C'est une entreprise inédite

dont le propos principal est de montrer que la création artistique contemporaine n'est pas le seul fait des Occidentaux. Mais aussi généreuse qu'en soit l'intention, l'exposition risque de soulever des polémiques. Nous n'en jugeons pas avant d'avoir suivi les méandres de ce parcours complexe, jalonné de quelque cinquante inconnus. (Lire pages II et III).

GENEVÈVE BREERETTE.

THÉÂTRE

IX

Tadeusz Kantor, la mémoire déchirée



MANE ENGLISH

Je ne reviendrai jamais : c'est le titre de l'un des quatre spectacles de Tadeusz Kantor, présentés du 23 mai au 17 juin au théâtre de Chaillot. Car il revient toujours, ce Polonais à la mémoire déchirée, lui et son théâtre de la mort, peuplé de personnages aux yeux vides, d'objets dégradés. Cette tétralogie est d'ailleurs tirée de *Le Retour*.

CINÉMA

VI

Claire Devers réalise ses chimères



V. ANDALAN/NEA

Am Festival de Cannes, malgré les apparences, les jeux ne sont jamais faits. Révisé dans une section parallèle, le premier film de Claire Devers, *Noir et Blanc*, ne l'a pas condamnée à la marginalité. Son second long métrage, *Chimères*, sur le vieux thème du couple et de l'enfant, est cette année invité à concourir avec les grands, dans la sélection officielle (sortie nationale le 31 mai). Un privilège que la cinéaste française partage avec son collègue américain Spike Lee, dont *Do the Right Thing* sort le 14 juin.

MUSIQUES

XI

La voix humaine de Gwyneth Jones



DANIEL GANDY

Une femme, seule en scène pendant quarante-cinq minutes, parle à son amant au téléphone ; elle souffre, ils mentent, il rompt. Musique de Francis Poulenc, livret de Jean Cocteau, *La Voix humaine*, est un rôle réservé aux grandes tragédiennes (Anna Magnani en l'a-t-elle pas incarné au cinéma ?). Un rôle à la mesure de Gwyneth Jones, la wagnérienne, qui le chante les 18, 20 et 22 mai au Châtelet.

LES MAGICIENS DE LA TERRE

RENCONTRE AVEC LE RESPONSABLE DE L'EXPOSITION

Oser regarder, vouloir s'étonner

Jean-Hubert Martin, directeur du Musée national d'art moderne, a eu l'idée de rassembler à Paris ceux qu'il appelle les « Magiciens de la terre ». Alors qu'il était encore à la tête de la Kunsthalle de Berne, il s'est lancé dans cette aventure hors des circuits habituels de l'art contemporain. Il explique ici les raisons de cette exposition cosmopolite.

— « Magiciens de la terre » : le titre est beau, mais un peu flou. Que recouvre-t-il ?

— Une exposition d'une centaine d'artistes du monde entier, que nous n'avons pas choisis uniquement en Europe et en Amérique du Nord, mais également dans des pays qui sont hors des circuits occidentaux et où on ne va pas voir d'habitude. Nous présentons ces artistes sur un pied d'égalité, avec la même proportion d'Occidentaux et de non-Occidentaux, dans deux lieux, au Centre Georges-Pompidou et à la Grande Halle de La Villette. Le parcours n'a rien de pédagogique, n'adopte pas une suite logique. C'est un fil d'Ariane.

— Le but principal de l'exposition, la première de ce type, est de faire un constat de l'existence dans le monde entier de ce que nous appelons les arts plastiques ou arts visuels. C'était une hypothèse de travail. Encore fallait-il la vérifier. Nous l'avons vérifiée : nombre d'exemples sur lesquels je me reposais au tout début du projet, et que je connaissais de loin, sans avoir été sur place, ont souvent été éliminés au profit d'autres, que nous avons découverts en quatre ans de prospection.

— Mais pourquoi « Magiciens » ?

— Parce que j'ai voulu éviter le mot art. Par égard pour des œuvres et des objets élaborés dans des contextes où ce concept n'existe pas toujours. Parler d'art revenait à leur coller d'emblée une étiquette occidentale. Il me semblait aussi que le terme de « magicien » permettait de relier des œuvres d'art et des objets qui ne sont pas purement fonctionnels, qui relèvent du mental, du spirituel, du religieux, du sacré, et qui ont, par rapport à des objets quotidiens, ce que nous appelons une aura. « Magicien » fait allusion à ces activités mentales. Il ne faut pas prendre le terme dans son sens littéral, mais de la manière dont on parle couramment de « magie de l'art ».

— Vous ne pensez pas que ce titre peut prêter à confusion ? Surtout lorsqu'on voit figurer dans l'exposition, parmi les Occidentaux, des artistes aussi différents que Hans Haacke et Jean-Pierre Bertrand. Qu'on parle de magie à propos des substances colorées de Bertrand, je veux bien, mais à propos de Haacke (1), là, je ne comprends pas tellement...

— Je vous l'ai dit, je n'ai pas voulu utiliser le terme d'art, et j'ai pris le mot magie au sens large, celui des effets, de l'émotion et des sensations que peuvent provoquer des œuvres qui ont une aura particulière par rapport à des objets quotidiens, à des outils.

— L'idée de magie ne semble pas vous avoir servi à cerner un type particulier de création, mais plutôt à élargir celle de l'œuvre d'art. Sur quels critères avez-vous retenu les artistes ? En particulier les Occidentaux ?

— Ils ont été choisis en grande partie pour leurs relations avec des cultures autres que la nôtre. Soit par leur naissance : ce sont des artistes nés ailleurs, qui vivent dans nos métropoles — je pense à On



GERARD UFFRÈS/NU

Kawara ou à Nam June Paik. Ou bien ils entretiennent dans leurs œuvres un rapport évident avec d'autres cultures : par exemple Abramovic, Ulay, Sarkis, Richard Long. Enfin, ils peuvent avoir réalisé un travail spécifique qui témoigne de cette préoccupation. Nous avons pensé à certains artistes beaucoup plus intuitivement et nous leur avons demandé s'ils voulaient participer à l'exposition. C'est-à-dire que nous avons sollicité de leur part des projets spécifiques. Pour en revenir au choix de Hans Haacke, je rappellerai simplement que cet artiste a réalisé un certain nombre d'œuvres qui traitent de l'Afrique du Sud et du problème de l'apartheid. L'intérêt que les artistes peuvent porter aux cultures autres ne se situe pas seulement sur le plan intellectuel ou spirituel. Il peut aussi concerner les relations politiques et économiques.

— Comment avez-vous procédé au choix des artistes non occidentaux ?

— Un peu de la même manière que lorsqu'on va à Düsseldorf, ou à Los Angeles, faire un tour des ateliers en recherchant des jeunes artistes d'avant-garde ; des choses qu'on n'a pas encore vues, qui innovent... Comment s'y prend-on ? On essaie de se renseigner. On est dans des pays dont on parle mal la langue, on ne parle pas du tout. On marche à l'instinct, au flair, on regarde comment l'artiste vit dans son environnement immédiat, celui de son atelier, dans son environnement social et humain, comment il se définit par rapport à sa propre culture. On se trouve souvent devant des œuvres dont on donne une interprétation, mais que l'on ne comprend pas très bien. Mais on se décide, parce qu'on est étonné, touché, ému. Et on expose des choses qu'on ne peut expliquer rationnellement, et qui s'expliquent quelquefois après. Quand un artiste a trente ans, on a beaucoup de mal à comprendre son travail. C'est à la vingtième exposition qu'on y arrive un peu mieux.

— C'est avec la même attitude que nous sommes allés dans les pays du tiers-monde. Nous avons essayé

voir des gens. J'insiste sur le fait, sur la méthode : nous sommes toujours allés voir des gens. C'est une façon de s'insurger contre une vision anonyme de l'art primitif. L'art est toujours fait par des individus. Nous sommes partis avec le désir d'être étonnés, et éventuellement de découvrir des nouveautés. Tout en sachant que nos choix s'opéraient en tenant compte du système dans lequel nous vivons, et aussi d'un certain nombre de déterminations d'espace et de temps, auxquelles on ne peut échapper. Mais je crois que notre quête a été menée avec beaucoup de curiosité, plus de curiosité que personne jusqu'à n'en avait témoigné.

— Nos critères de choix des artistes non-occidentaux, ce sont donc vos critères habituels, que nous avons simplement transposés, utilisés en les pondérant. C'est-à-dire en considérant et l'originalité de l'œuvre dans sa propre culture et ce qu'elle veut dire dans sa culture ; en tenant compte de l'adéquation de l'homme et de l'œuvre, de la manière dont il se situe dans la société et dans son environnement.

— Cela ne suppose-t-il pas une certaine connaissance préalable du terrain abordé ?

— Non. Quand je vais à Düsseldorf ou à Los Angeles, je n'ai pas de connaissance du terrain.

— Bien sûr que si. Vous vous trouvez dans un contexte occidental connu, et réglez en fonction de critères occidentaux.

— Je n'ai jamais dit que je ne réagissais pas en fonction de critères occidentaux. Je ne suis pas un ethnologue qui va essayer de comprendre tous les éléments d'une autre culture. Je cherche à comprendre ce que je vois, donc je pose des questions. On me raconte des histoires et j'essaie de voir si les histoires correspondent à ce que je vois, ou à quel point il y a distorsion. Quand je vais voir un artiste dans un atelier ici, je procède de la même manière.

— Combien avez-vous envoyé de collaborateurs sur le terrain ? Pendant combien de temps ?

— J'ai travaillé avec une équipe de trois permanents et avec des collaborateurs occasionnels, en mission, qui étaient déjà spécialisés dans une culture particulière, et dont j'ai utilisé les compétences dans des lieux géographiques donnés.

— Leur propos, si j'ai bien compris, n'était pas de rendre compte d'une situation globale, d'essayer de cerner des activités créatrices à l'échelle d'un pays ou d'une région, mais de découvrir des individus...

— Des individus et des œuvres, oui.

— Quitte à écarter des pays où l'on sait qu'il y a des foyers de création ? Par exemple les pays du Maghreb ?

— Je ne m'y suis pas forcément intéressé, bien qu'en Amérique du Sud ou au Maghreb il y ait des dizaines et des dizaines de peintres. Je n'ai effectivement pas choisi un seul peintre maghrébin. Le propos n'était pas de présenter des artistes qui œuvrent dans des voies tracées par l'Occident, mais, au contraire, d'en trouver qui arrivent à se servir de leur propre culture pour en faire quelque chose d'original en regard de ce qui se fait ici.

— Donc des créateurs qui soient le plus éloignés possible de la culture occidentale ?

— Non, parce que ceux-là, nous ne saurions les voir ni vous ni moi. Parce que nous ne saurions les apprécier, parce qu'ils nous échappent. Il y a un problème de distance. Je ne trouve peut-être entre les deux.

— Il y a des aborigènes dans l'exposition...

— Oui, bien sûr, des peintres sur écorce, qui sont dix fois meilleurs que les autres. On a pris cependant un peintre sur toile.

— Qu'est-ce que vous voulez prouver, au fond ?

— Je vous l'ai dit : faire un constat de l'existence de la création dans les arts plastiques en dehors de notre société, un constat qui n'a pas encore été fait. On dit qu'on n'a pas le droit de le faire, qu'on n'a pas le droit de mettre en relation des Occidentaux avec d'autres, qu'on n'a pas le droit de comparer ce qui n'est pas comparable, etc. Mais j'adore briser les tabous.

— Vous ne trouvez pas que cette exposition pose tout de même beaucoup de problèmes ?

— Elle est faite pour cela. Une exposition qui ne pose pas de problèmes, c'est ennuyeux ! Et puis prenez la musique, la littérature, les arts du spectacle. Il y a partout des festivals avec des invités qui viennent de cultures différentes, d'Inde, d'Afrique... On ne s'en choque pas. Expliquez-moi pourquoi ! Bien sûr que nous les apprécions avec des critères qui sont les nôtres. Se mettre dans la peau des autres... On en est bien revenu. Aujourd'hui on sait seulement que ce que l'on peut faire, c'est dialoguer avec un autre ailleurs. Si on sait où on est, on peut deviner où est l'autre. Pour la musique, il ne semble pas que cela pose des problèmes particuliers. Je ne vois pas pourquoi cela en poserait pour les arts plastiques.

— Ne serait-ce que par rapport à une possible récupération de ces créateurs non occidentaux par notre marché de l'art ?

— J'y ai pensé évidemment. Mais, en même temps, je me suis dit que ne rien faire sous ce prétexte était idiot. D'ailleurs il ne faut pas se leurrer : certains artistes non occidentaux qui figurent dans l'exposition ont déjà un marché. Ce n'est pas celui de notre réseau habituel. Il s'agit d'un marché local, qui peut d'ailleurs avoir des ramifications en Europe, selon un circuit parallèle à celui que nous connaissons.

— Ensuite, je me suis rendu compte — je réponds en transformant la question — que les phénomènes les plus intéressants de l'exposition seraient les œuvres faites sur place, dont nous avons fait venir les intervenants. Elles ne donnent pas prise au marché. Elles le pourraient si nous avions dit à ces intervenants : faites-nous la mini-version sur toile de ce que vous faites en peignant votre maison — ce qu'après tout nous aurions aussi pu faire. Mais nous avons préféré profiter de l'expérience des arts du spectacle et de la musique, où l'on invite des troupes pendant quelque temps.

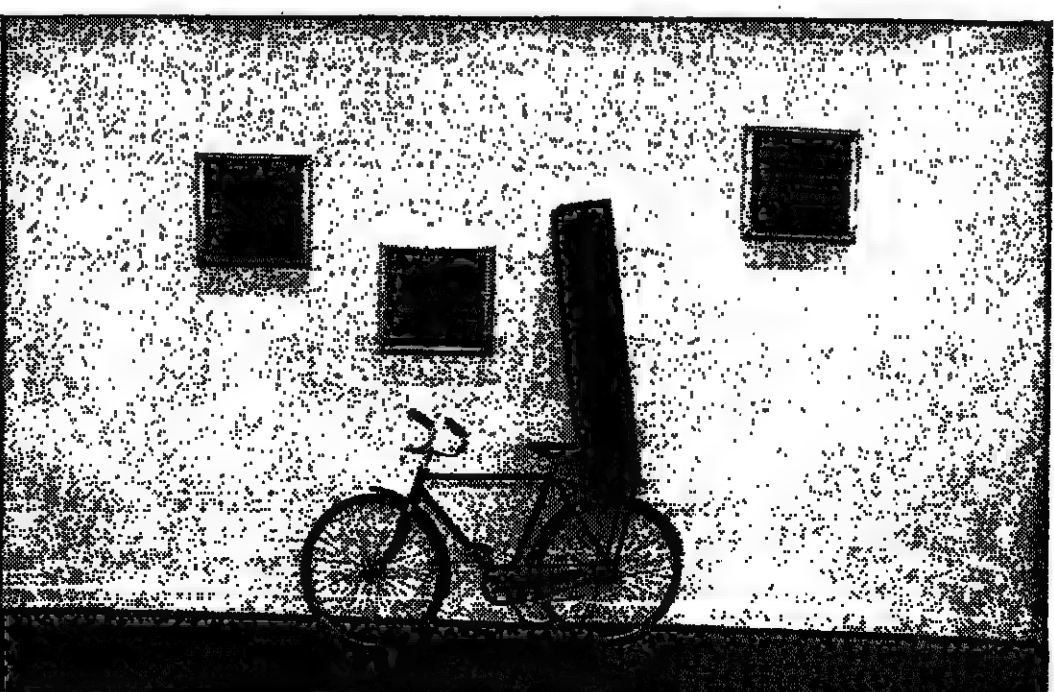
— Nous avons aussi profité d'un des grands enseignements des avant-gardes de ces vingt dernières années : une œuvre n'est pas forcément un objet mobilier, elle peut avoir été faite pendant un temps donné, pour une exposition, et ensuite être détruite. Un certain nombre d'œuvres importantes des « Magiciens de la terre » seront éphémères. On pourrait essayer de les conserver coûte que coûte, mais je tiens à ce caractère éphémère, j'aime l'idée de leur fragilité, et de leur disparition après. Justement pour les raisons que vous avez invoquées.

Propos recueillis par
GENEVIÈVE BRÉRETTE

(1) L'exposition Hans Haacke du Centre Georges-Pompidou a été présentée dans le supplément Arts-Spectacles du 4 mai.



Au Ghana, les familles les plus fortunées commandent à Kene Kwei des cercueils rappelant le rang social du mort, ou sa profession. Ainsi une Mercedes pour le patron d'une compagnie de taxis.



L'Australien Ken Unsworth détourne des objets usuels. Et, par ses montages, leur donne le poids et le prix de la vie. « Lentement », tel est le titre de son vélo encore chargé de l'énergie dépensée par son utilisateur.

ARTS

LES MAGICIENS DE LA TERRE

TOTEMS OCCIDENTAUX, DADAISMES EXOTIQUES

Les moissons d'une exploration

Au Centre Georges-Pompidou comme à la Grande Halle de La Villette, les œuvres venues des cinq continents sont souvent présentées en vis-à-vis, pour un dialogue des cultures du monde. En voici six exemples caractéristiques :

1. Au sud de l'île de Madagascar, près du port d'Androka, les habitants du territoire Mahafaly ont, depuis plus de deux siècles, l'habitude de planter sur leurs tombes des bâtons terminés par des objets. Ces symboles funéraires se nomment des aloaka et se réfèrent aux activités du défunt. Colonisation et occidentalisation aidant, les motifs animaliers de jadis ont cédé la place à d'autres, automobiles de fer peint ou avions de bois pourvus de leurs hélices. Ristent les découpages et ornements géométriques traditionnels de la lampe. Ainsi ces aloaka sont-ils devenus d'excellents exemples du syncrétisme contemporain qui affecte les cultures africaines et malgache.

2. D'un jardin anglais aux sommets de l'Himalaya, des côtes d'Irlande au désert du Sahara, Richard Long (né à Bristol en 1945), depuis plus de vingt ans, œuvre en marchant. Son matériau, c'est le sol de notre planète, qu'il arpenté, foule du pied, décrivant une ligne droite dans l'herbe, ou bien qu'il balise de cailloux et de pierres de pierres. Des pierres, de la terre, des branches collectées sur le terrain lui permettent aussi de reconstituer les figures au sol des galeries. Dans ce chassé-croisé nature-culture d'un romantisme dominié, les préoccupations écologiques cèdent le pas au secret de rites préhistoriques. Pour la Grande Halle de La Villette, Richard Long a réalisé un grand mur de terre marqué d'empreintes de mains.

3. La scène se passe en Australie, dans les territoires du Nord, par 22° de latitude sud et 132° de longitude est, dans la réserve accordée aux aborigènes de la communauté Yuendumu. L'un d'eux, vêtu de feuillages, les épaules et le buste peints, la tête ornée d'une coiffe de terre et de plumes, est assis face à un dessin réalisé au sol à l'aide de sables et de graviers de différentes couleurs. Ce motif en courbes alternées, dont la der-



nrière peut envelopper la base d'un poteau peint et orné, six hommes venus de Yuendumu l'ont reproduit à La Villette à l'aide d'ocre rose et de poudre blanche. Mais est-ce le même, véritablement, ou une forme amoindrie, dénuée de toute valeur sacrée, réduite au mûrisme d'un motif ornemental ?

4. Frédéric Bruly-Bouabré affirme bénéficier d'un contact direct avec la divinité. Depuis la révélation qui l'a frappé, cet Ivoirien s'est métamorphosé en une sorte de visionnaire, barde, écrivain, restaurateur et défenseur de la tradition. Il dessine sur de petites feuilles de papier des images étranges, adornées de légendes non moins singulières. Peu soucieux d'esthétique et d'élégance, il conçoit ses œuvres comme des messages. Ainsi lui arrive-t-il, à son insu assurément, de frôler le graffitiisme des peissades américaines et européennes.

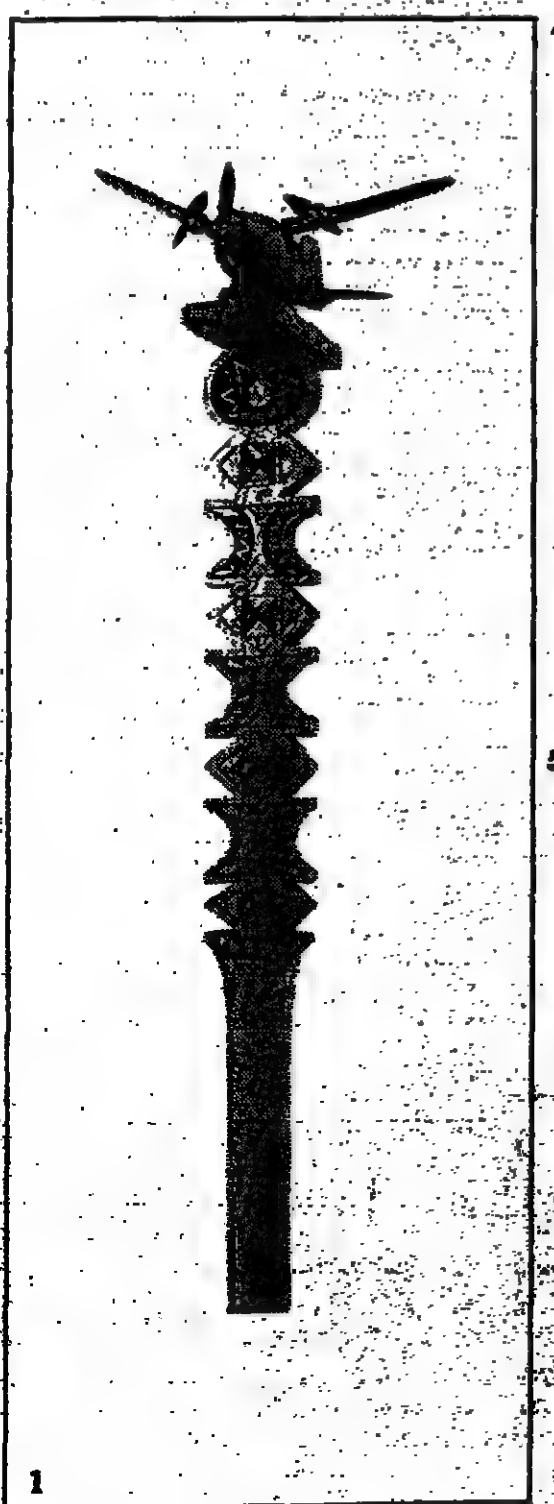
5. Chéri Samba vient du Zaïre, plus précisément de Kinshasa. Sa peinture exploite l'imagerie publicitaire, celle des affiches de cinéma en particulier. Mais il la combine (en faisant sa propre publicité) au regard critique, amusé, qu'il porte sur la vie sociale, la politique, les mœurs. Son iconographie foisonnante n'est pas sans rappeler certaine figuration occidentale apparentée à la bande dessinée.

6. Ce n'est pas un fétiche à clous africain monté sur un socle Louis XV. Ce n'est pas un cactus pétrifié de Californie. Et ce n'est pas non plus, en dépit des apparences, un remake du *Porte-Bouteilles* de Marcel Duchamp : l'œuvre ne proclame-t-elle pas, en titre, que « les ready-made n'appartiennent pas à tout le monde » ? C'est une « sculpture » d'Alberola, qui aime à joindre Duchamp et l'Afrique, l'exotisme et le dadaïsme. Convaincu que la pensée et le regard des artistes contemporains sont trop saturés de souvenirs pour qu'ils prétendent s'en libérer, Alberola les élimine en les associant.

Ph. D. et G. B.

* Musée national d'art moderne, Centre Georges-Pompidou, 5^e étage. Tél. : 42-77-12-33. De 12 heures à 22 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 22 heures, fermé le mardi. Du 18 mai au 14 août.

* Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris (métro Porte-de-Pantin). Tél. : 42-49-77-22. Lundi, mercredi et jeudi de 12 heures à 20 heures, vendredi et samedi de 12 heures à 22 heures, dimanche de 10 heures à 20 heures, fermé le mardi. Du 18 mai au 14 août. 50 F billet complet plein tarif, 32 F billet simple plein tarif.



ARTS

NOUVELLES
EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Francesco Clemente

Signes du temps et signes de mémoire, souvenirs personnels et histoires culturelles se mêlent et se transforment dans l'œuvre de cet artiste qui a fait surface, il y a une dizaine d'années, avec la transavantgarde italienne.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris, 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Du 20 mai au 30 juin.

Esquisses et Dessins

Le dessin est à la mode — et ses marchands sont de plus en plus ambitieux. Mais où trouvent-ils donc ces feuilles de Fragonard, de Perrier, de Doré, de Rubens, de Boudelle, qui font la gloire de leurs catalogues ? Et où les esquisses de Gervais, Gérard et Bastien-Lepage qui les accompagnent ?

Galerie Charles et André Bailly, 25, quai Voltaire, Paris 7^e. Tél. : 42-60-36-47. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Du 17 mai au 17 juillet.

Pablo Gargallo

Pour la première fois, une exposition simultanée des sculptures de Gargallo et des découpages de carton dont il se servait pour calculer proportions et formes. Passionnant et superbe.

Galerie Morvan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris, 1^{er}. Tél. : 42-96-37-56. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Du 17 mai au 2 juillet.

Giuseppe Penone

Dans ses œuvres nouvelles, le sculpteur italien s'est inté-

ressé aux allées et venues de travailleurs qui, pendant plus d'un siècle, ont creusé de leurs pas la pierre d'un escalier d'usine, dans le Yorkshire. Et il en a fait le relevé. Son exposition s'intitule : « Courbes de niveau ».

Galerie Durand-Dessert, 8, rue des Hautes-Maisons, Paris, 3^e. Tél. : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h, samedi de 11 h à 19 h. Du 20 mai au 22 juillet.

Saint-Germain des Beaux-Arts

Jeudi 18 mai, soixante-quinze galeries du quartier Saint-Germain organisent un vernissage groupé. De l'art primitif, du mobilier, de l'art ancien, des peintures contemporaines : il y a de tout, et de bons sujets. Par exemple : les toiles fauves d'Auguste Herbin, les meubles de Dufry, les toiles de l'Indien Vivianodan.

Galerie de Saint-Germain-des-Prés, Paris, 6^e. Jeudi jusqu'à 22 h, vendredi, samedi de 11 h à 20 h, dimanche de 14 h à 20 h. Du 18 mai au 21 mai.

Wanderers

L'exposition « Magiciens de la terre » ne pouvait pas ne pas inspirer quelques galeries. Celle de Charles Cartwright en est une, qui expose des œuvres d'Abrahamovic, Alighiero e Boetti, Clemente, Condo et Dokoupil, toutes placées sous le signe de l'errance et de la plongée dans des cultures autres.

Galerie Charles Cartwright, 36, rue des Archives, Paris, 4^e. Tél. : 48-04-86-86. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h. Du 20 mai au 13 juin.

SÉLECTION PARIS

Charles Nègre

Né à Grasse en 1820, ce fils de parfumeur s'exprime à la photographie après avoir étudié la peinture avec Ingres. Moderne et visionnaire, il archive les sites du midi de la France en 1860, avec une grande variété de points de vue. Et brosse un superbe portrait d'un patricien architectural à jamais disparu. Cet hommage se compose de quatre-vingt-dix tirages originaux sur papier albuminé.

Musée de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

L'Evanescence

Nacre, or, écaille ou plumes ; portraits, paysages de genre ou scènes galantes, deux cents façades de « faire du vent », du seizième siècle à nos jours. Après ce somptueux kaléidoscope, une visite s'impose à la galerie de Lucie Sabouret, au rez-de-chaussée du Louvre des Antiquaires, où Sif et Wolfinski

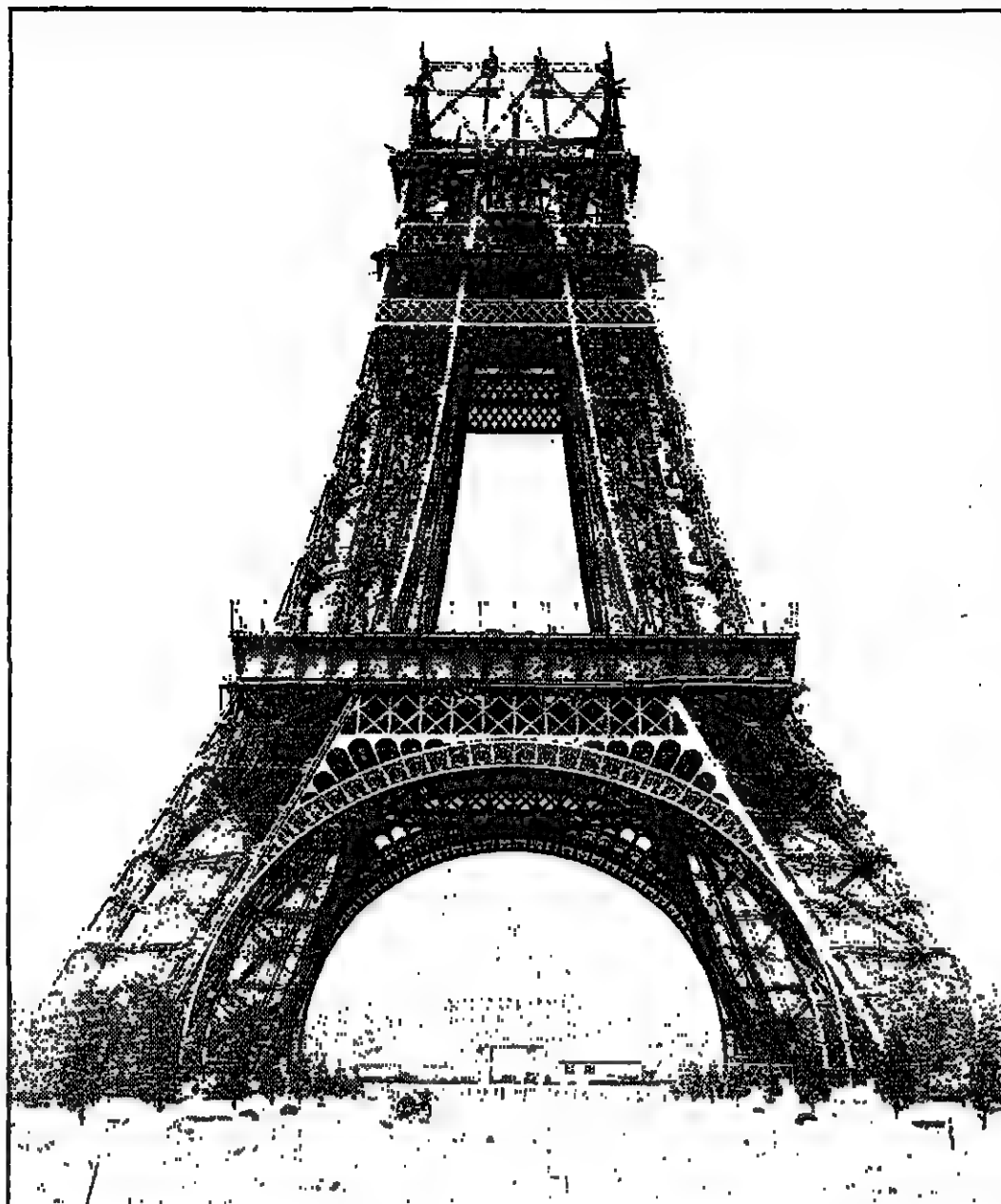
la calligraphie au musée Carnavalet. Qui lui rend hommage en présentant un choix de ses peintures des années 60 aux dernières créations de 1988.

Musée de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

L'Evanescence

Nacre, or, écaille ou plumes ; portraits, paysages de genre ou scènes galantes, deux cents façades de « faire du vent », du seizième siècle à nos jours. Après ce somptueux kaléidoscope, une visite s'impose à la galerie de Lucie Sabouret, au rez-de-chaussée du Louvre des Antiquaires, où Sif et Wolfinski

On voit trop rarement, en France, les œuvres des artistes indiens du seizième siècle, époque béate où l'empereur moghol



qui signé des étonnantes révolutions technologiques.

Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal, Paris, 1^{er}. Tél. : 42-97-42-00. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Michel-Ange dessinateur

« Seul art et science existant sur la terre », le dessin, pour Michel-Ange était une pratique quotidienne. Dessins d'architecture, dessins d'anatomie, études pour les fresques de la Sixtine ou pour les sculptures du tombeau de Médicis, projets pour la Bibliothèque Laurentienne. Sélectionnés dans les plus grandes collections par Michael Hirst, professeur à l'Institut Courtauld de Londres, les quatre-vingt-huit feuilles offertes au public une anthologie des méthodes de Michel-Ange dessinateur à chacune des grandes étapes de sa carrière.

Maison de la Ville

Musée de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Petits et Grands Théâtres

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

L'Emballage de la Diva

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Missionnaires de l'Inde impériale

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Alber encourageait peintres et illustrateurs. Ces minimalistes ont créé une véritable école raffinée et inventive. Leur usage de la couleur et leur dessin conjugué harmonie et description de la nature et des hommes. On verra ainsi quelques-uns de ces portraits qui firent, plus tard, l'admiration de l'Europe et influèrent sur l'art de Matisse.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris, 16^e. Tél. : 42-23-61-68. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Maison de la Ville

Musée de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Petits et Grands Théâtres

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

L'Emballage de la Diva

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Missionnaires de l'Inde impériale

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

amateur de comédiennes et auteur d'une vingtaine de pièces.

Paris Art Center, 38, rue Falguère, Paris, 16^e. Tél. : 43-22-38-47. Tous les jours sauf dimanche, lundi et jours fériés de 14 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} juillet.

Ubu : cent ans de régence

Ubu, un morceau de roi, morceau de choix, en matière d'illustration de la cupidité et de la bêtise. Bonnard, Rouault, Zadkine, Matisse, Ernst, Miro et bien d'autres artistes s'en sont emparés pour catalyser leur vision critique du monde. Avant les grandes réincarnations du personnage de Jarry au théâtre, à la télévision, dans la vie courante.

Maison de la Ville

Musée de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Petits et Grands Théâtres

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

L'Emballage de la Diva

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Missionnaires de l'Inde impériale

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Septembre 1888, la tour de M. Eiffel

dépasse les 150 mètres. Le deuxième étage est construit. Entre ses pieds se profilent les oreilles d'âne du premier tressard. Quelques mois plus tard, la tour métallique sera la cloche de l'Exposition universelle de 1889, que célèbre aujourd'hui le Musée d'Orsay.

Maison de la Ville

Musée de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Petits et Grands Théâtres

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

L'Emballage de la Diva

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Missionnaires de l'Inde impériale

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Petits et Grands Théâtres

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

L'Emballage de la Diva

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Missionnaires de l'Inde impériale

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Petits et Grands Théâtres

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

L'Emballage de la Diva

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Missionnaires de l'Inde impériale

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

jeunes ont leur chapel à Jean Héro.

Art of this Century, 3, rue Vivienne, Paris, 6^e. Tél. : 46-33-57-70. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 10 juillet.

Maîtres français des XIX^e et XX^e siècles

Chaque printemps — c'est devenu un rituel — la galerie Schmitz expose des tableaux rares de maîtres des dix-neuvième et vingtième siècles. Ici c'est une aquarelle de Delacroix, à un paysage de Crous, ou une nature morte de Jean Gris. Surprises et qualité assurées.

Galerie Schmitz, 308, rue Saint-Honoré, Paris, 1^{er}. Tél. : 42-60-36-38. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30, samedi de 10 h à 18 h 30. Jusqu'au 20 juillet.

Né de Saint Phélie

Ludiques et souvent monumentales, les œuvres des années 80, dont certaines ont été « stabilisées » par Jean Ingely, sont en fait des œuvres réalisées à quatre mains, comme la fontaine Stovinsky à Beaumont, ou la fontaine de Châtenay-Chinon, inaugurée en 1988.

Jeux d'Art, 8 bis, rue Jacques-Cadot, Paris, 6^e. Tél. : 43-26-12-06. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 24 juin.

RÉGIONS

Arras

Aurélien Niquet

Sa peinture rigoureusement abstraite et réduite à des éléments simples : ligne, point, angle droit, carré, reste pourtant sensible et poétique. C'est l'affaire d'une vie — l'artiste aura bientôt quatre-vingt ans — qui devrait intéresser les jeunes bacheliers du « néo-géo ».

Marcel Aron, 6-8, rue des Capucins, 59000. Tél. : 21-71-30-12. De 15 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 26 juin.

Bordeaux

Le port des lumières

Bordeaux, à sa façon, se met à l'heure du Bicentenaire. Et propose, jusqu'en septembre, un vaste panorama évoquant la prospérité économique et l'essor culturel de la ville dans la deuxième moitié du dix-huitième siècle. En trois expositions consacrées à la peinture, à l'architecture et aux arts décoratifs.

La peinture à Bordeaux 1750-1800. Galerie des beaux-arts, cours d'Albret, 33000. De 10 heures à 18 heures, fermé le mardi. Muséum le mercredi de 21 heures à 23 heures. Jusqu'au 4 septembre. Architecture et art urbain à Bordeaux 1750-1800. Musée des beaux-arts, 20, cours d'Albret. Tél. : 55-60-61-60. De 10 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 4 septembre. Le meuble à Bordeaux 1750-1800. Musée des beaux-arts, 20, cours d'Albret. Tél. : 55-60-61-60. De 10 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 4 septembre.

Eureux

Le musée de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Petits et Grands Théâtres

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

L'Emballage de la Diva

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Missionnaires de l'Inde impériale

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Petits et Grands Théâtres

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

L'Emballage de la Diva

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

Missionnaires de l'Inde impériale

Le théâtre de la Ville, 7, av. Voltaire, Paris, 8^e. Tél. : 46-63-60-75. Tous les jours sauf lundi et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mai et 1^{er} juin. De 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 12 novembre. 16 F.

</

“Délicieux, pointu, implacable.”

ACTUEL

**“...Un film formidable... du grand art...
2 heures de bonheur”**

GLOBE

NEW YORK STORIES

**SÉLECTION
OFFICIELLE
CANNES
1989**



TOUCHSTONE PICTURES Presenta Una Produzione JACK ROLLINS & CHARLES H. JOFFE "NEW YORK STORIES" Prodotto da ROBERT GREENHUT Life Lessons NICK NOLTE ROSANNA ARQUETTE
Montaggio THELMA SCHOONMAKER Sceneggiatura KRISTI ZEA Regia NESTOR ALMENDROS, A.S.C. Prodotto da BARBARA DeFINA Sceneggiatura RICHARD PRICE Montaggio MARTIN SCORSESE
"LIFE WITHOUT ZOE" GIANCARLO GIANNINI TALIA SHIRE Montaggio BARRY MALKIN Sceneggiatura DEAN TAVOULARIS Regia VITTORIO STORARO, A.I.C.
Prodotto da FRED ROOS & FRED RUCHS Prodotto da FRANCIS COPPOLA & SOFIA COPPOLA Montaggio FRANCIS COPPOLA "OEDIPUS WRECKS" WOODY ALLEN MIA FARROW JULIE KAVNER
Montaggio SUSAN E. MORSE, A.C.E. Sceneggiatura SANTO LOQUASTO Regia SVEN NYKVIST, A.S.C. Prodotto da ROBERT GREENHUT Montaggio WOODY ALLEN

DOLBY SYSTEMS

© 1997 TOUCHSTONE PICTURES

DISTRIBUË PAR WARNER BROS. (Transatlantic), Inc.

BANDE ORIGINALE DU FILM **ELEKTRA** THEATRE DE L'OPERA
SUR DISQUES ET CASSETTES

TOUCHSTONE
PICTURES

AUJOURD'HUI

CANNES

« DO THE RIGHT THING », DE SPIKE LEE

Colère noire

Spike Lee, militant noir, fait rimer violence, autodéfense et intelligence. Comme la très française Claire Devers, ce joyeux provocateur américain fut révélé à Cannes dans une section parallèle. Il se retrouve cette année en section officielle. Preuve de santé du festival.

NEW-YORK brûle-t-il ? « Et comment ! », répond Spike Lee qui dit d'entrée vouloir faire de *Do The Right Thing* (Fais ce qu'il faut, en compétition officielle, à Cannes, le 19 mai) un des éléments susceptibles, dans la prochaine élection municipale, de barrer la route de L'hôtel de ville à Ed Koch, tout-puissant maire de New-York.

Si *She's Gotta Have It*, comédie syncopée, signalait l'avènement en circuit commercial d'un nouveau cinéma black ; si, dans le musical *School Daze* (inédit en France), Spike Lee mettait le doigt sur une forme de socio-racisme au sein de la communauté black, *Do The Right Thing* s'attaque de front aux rapports entre Blancs et Noirs dans le faubourg de Brooklyn, à la jonction des quartiers (et au croisement des boulevards) de Bedford et de Stuyvesant, Bed-Stuy.

Claire en présence : l'Italien Sal qui, avec ses deux fils, tient depuis trente ans sa « famous pizzeria » boulevard Stuyvesant. En face, une population à dominante minoritaire : Blacks et Espagnols. À côté, la première épicerie tenue par un Coréen... Vingt-quatre heures dans la vie à Bed-Stuy, la journée la plus chaude de l'année, une chaleur torride propre à exacerber les passions toujours prêtes à éclater.

Comme souvent, tout se déclenche pour une raison stupide : si, entrant dans la pizzeria, « Radio » Raheem, un adolescent géant et taciturne qui ne sortait jamais sans sa radio, en avait simplement baissé le volume... « Mais en même temps », raconte Spike Lee, si Sal avait eu la délicatesse de mettre à son mur, entre Sinatra et Pacino, la photo d'un seul artiste noir... Après tout, c'est principalement grâce à sa clientèle black qu'il gagne sa vie... Le ton monte, la police intervient, « Radio » Raheem meurt, étranglé par un policier comme le fut, il y a quelques années, un adolescent nommé Michael Stewart dans le métro de la 14^e Rue à New-York... Le geste qui provoque la mise à sac de la pizzeria vient de celui qu'on attendait le moins, du « personnage de Mookie, celui que l'on suit à travers le film. Jusqu'à, un gars bien ordinaire qui, pour moi, représente la jeunesse black perdue. Mookie lance une poubelle dans la vitrine de Sal, c'est l'Amérique black qui a trop longtemps regardé passivement ses frères et ses sœurs se faire assassiner. En voyant son meilleur ami se faire tuer, Mookie se politise. »

Le film rappelle étroitement un incident racial survenu l'an dernier à Howard-Beach (communauté à dominante blanche), près de l'aéroport Kennedy. Sortant d'une pizzeria, un groupe de Noirs fut poursuivi par une bande de teenagers blancs et tabassé à coup de battes de base-ball. L'un d'entre eux trouva la mort



Spike Lee met le feu à Brooklyn

en tentant de fuir sur l'autoroute. « Ce n'est pas un film sur Howard-Beach », dit Spike Lee, qui reconnaît cependant s'en être inspiré. Un semaine après l'incident, il en parle à Martin Scorsese et à Robert de Niro. « Robert avait déjà figuré dans deux films où les relations entre les Blacks et les Italo-Américains avaient une part importante : *Raging Bull* et *Mean Streets*. Nous pensions que l'occasion était venue de faire un film sur ce rapport, mais du point de vue des Blacks. » (Presque jusqu'au dernier moment, Robert de Niro aura prévu de jouer dans le film.) Spike Lee aurait d'ailleurs eu un échange curieux avec Scorsese, celui-ci affirmant que *Do The Right Thing* (« Faire ce qu'il faut »), était une phrase typiquement italienne, Spike Lee lui rétorquant que les Blacks n'avaient pas attendu les Italiens pour s'en servir.

« Je ne dis pas, poursuit-il, que le geste de Mookie était « la chose à faire » mais vient un moment où on est las de se faire taper sur la tête. »

« Je ne suis pas très porté sur le côté : « On se prend tous par la main et on chante *We Are The World*. »

De nos jours, aux États-Unis, c'est une tromperie. Autant que cette idée qu'on ne cesse de nous rabâcher : « Peu importe la race, ta croyance, ta religion, tu es américain. » Si un de ces quatre, on ne met pas les problèmes sur la table pour tenter de les résoudre, on aura toujours des bagarres raciales. »

Il est troublant que Spike Lee se soit attribué le rôle de Mookie — mais n'est-ce pas, d'une certaine façon, celui du cinéaste (du créateur) que de mettre le feu aux poudres ? Celui-ci ne s'embarrasse guère de précautions oratoires, les termes qu'il emploie se passent souvent de traduction. Fin avril, Spike Lee conviait la population de Brooklyn au tournage d'un clip vidéo. Le groupe : Public Enemy. La chanson : *Fight The Power*. La recommandation aux participants : « Il faut qu'elle soit bien : comme ça, vous serez bien et quand vous la verrez à la télé, vous serez fiers. » Le thème de la vidéo : « Les jeunes marchent sur Brooklyn. »

Do The Right Thing se clôt sur deux citations, l'une de Martin Luther King Jr, l'autre de Malcolm X. Les voici intégralement.

Martin Luther King, Jr. : « La violence comme moyen d'accéder à la justice raciale est à la fois malcommode et immorale, parce qu'elle constitue une spirale descendante s'achevant dans la destruction générale. La vieille loi du talion — œil pour œil — laisse tout le monde aveugle. Immorale parce qu'elle vise à humilier l'adversaire plutôt que de gagner sa compréhension, à éliminer plutôt qu'à convertir. La violence est immorale parce qu'elle se nourrit de haine plutôt que d'amour. Elle détruit la communauté et rend toute fraternité impossible. Elle confie la société dans le monologue plutôt que dans le dialogue. La violence finit par se détruire elle-même. Elle crée l'amertume chez les survivants et la brutalité chez les destructeurs. »

Celle de Malcolm X : « Je crois qu'il y a beaucoup de gens honorables aux États-Unis en Amérique, mais aussi beaucoup de gens mauvais. Et ce sont les mauvais qui semblent détenir le pouvoir et se trouver en position d'interdire les choses dont vous et moi avons besoin. Parce que telle est la situation, vous et moi devons préserver le droit de faire ce qu'il faut pour mettre fin à cette situation. Cela ne signifie pas que je prône la violence mais en même temps, je ne suis pas contre l'usage de la violence dans le cadre d'une autodéfense. Je ne l'appelle même pas violence quand il s'agit d'autodéfense, je l'appelle intelligence. »

« Il n'est pas difficile de voir quelle est ma position », dit Spike Lee. A quand remonte son engagement politique ? « C'est comme ça que j'ai été élevé. A ne pas laisser la tête, à dire ce que je pensais, à interroger, à toujours remettre en question. Au lieu d'être un gamin qui parcourt les rues, je suis devenu metteur en scène. Mais je dis les mêmes choses. » Est-ce par engagement politique qu'il s'est orienté vers le cinéma ? « Je suis engagé politiquement, et je l'ai été depuis. Deux propositions indépendantes. » Envisage-t-il de se lancer dans la politique ? « Je ne me présenterai jamais à une élection. Jusqu'à la candidature de Jesse Jackson, je n'avais même jamais voté. »

Tant à Cannes qu'à la sortie américaine de son film le 30 juin prochain, Spike Lee s'attend à la controverse : « On va dire que le film n'est pas réaliste, pas authentique. » Où est la drogue, où sont les lingettes ? « La drogue en milieu black mérite plus qu'une mention en passage, il faudrait lui consacrer tout un film — et je le ferai un jour, ce film-là. » De même, il s'attend à ce qu'on lui réserve l'accusation de racisme. « Ah oui ? J'ai un dossier complet sur Mississippi Burning — et si quelqu'un me cherche des poux dans la tête sur ce plan-là, je lui mettrai sous le nez toutes les critiques du film de Parker. Tout ce sur quoi on m'attaquera et qu'on a gentiment occulté sur Mississippi. »

Spike Lee ne cache d'ailleurs pas son jeu : au dos du tee-shirt promotionnel de *Do The Right Thing*, il a inscrit, en capitales : T R T, Brooklyn Burning.

HENRI BÉHAR.

« CHIMÈRE », DE CLAIRE DEVERS

Le couple et l'enfant

Béatrice Dalle et Wadek Stanczak vivent ensemble. Elle attend un enfant. Il n'en veut pas. Ce n'est pas le sujet d'un roman-photo. C'est « Chimère », second long métrage de Claire Devers, projeté à Cannes le 20.

« TANT qu'on n'a pas fait son deuxième film, on ne voit pas où on est bon, où on est mauvais, dit Claire Devers. La première tentative comporte une telle part d'inconscience ! Dès que je me suis trouvée sur le plateau de *Noir et Blanc*, j'ai néanmoins compris : malgré ma formation littéraire, je suis davantage à l'aise avec l'image qu'avec l'écriture. J'ai vu de quoi j'étais capable, sans aucune certitude de réussir. *Chimère* s'approche de ce que je cherche : une forme romanesque. »

« Je pensais depuis longtemps à ce thème de l'enfance, mais vaguement. Comme je ne m'attendais pas au succès de *Noir et Blanc*, je n'avais rien de prêt. Quand on m'interrogeait, je parlais de ça, de l'enfance. A force d'en parler, j'ai eu envie de le faire. Et puis, on ne cessait de me renvoyer au sujet de *Noir et Blanc*, les rapports d'un masseur noir et d'un jeune homme blanc dans une salle de culturisme : « Mais comment une jeune femme peut-elle traiter un sujet aussi dur, aussi malsain ? ». Par réaction, j'ai affirmé le choix de ce thème tout à fait banal,

n'est-ce pas, surtout de la part d'une femme... Mais mon idée, c'est que rien n'est plus dangereux que de vouloir un enfant pour éviter de se poser le problème du couple. Je suis passée par là. J'avais envie de prendre position, de dire que l'enfant, jamais, n'est un refuge. L'élever seule n'est pas une solution. La famille, c'est le couple, et l'enfant en découle. »

« J'ai des tas de frères et sœurs. Je sais que j'aurais pu être une mère, je n'ai pas rencontré la personne qui m'aurait donné cette envie-là. Je n'ai pas voulu « un enfant à tout prix ». Dans le film, je montre des gens qui s'aiment. Quand ils sont seuls, ils sont formidables. Hélas, vivre ensemble leur semble prioritaire, et ils n'y parviennent pas. La situation se dégrade, et progressivement l'horreur s'installe, sans que personne s'en rende compte ni puisse l'arrêter. »

« A l'origine, je pensais à une question d'androgynie, c'est-à-dire aux comportements masculins de la femme, aux réactions féminines de l'homme. Et puis non. Aujourd'hui, exister comme tout le monde (se marier, fonder une famille) est ce qu'il y a de plus compliqué. Si je m'intéresse à des comportements extrêmes, c'est que le cinéma l'exige. Et puisque je pars d'une idée, d'une abstraction, je dois aller au plus loin, pour en faire ressentir le poids d'émotion. »

« Un peu par ma faute, car je n'avais pas de scénario, j'ai mis deux ans à réaliser *Chimère*. Le sujet n'est pas spécialement porteur, et après

Noir et Blanc, les producteurs savaient que je ne préparais pas une petite histoire d'amour en province. Mais, en même temps, le succès m'avait apporté crédit et argent : j'ai touché un salaire après coup. Pendant un tron de deux mois, j'ai réalisé un épisode de *Sueur froide* pour la télévision, ça m'a bien plu. Très vite, j'ai été prise en charge par la production, qui a payé l'écriture du scénario, ce qui devrait se faire systématiquement. »

« L'une des raisons pour lesquelles les films sont de plus en plus vite déconçus de la situation des scénaristes. Outre une déperdition intellectuelle qui se retrouve à tous les niveaux. Il n'y a plus d'enjeu, plus de parti pris, plus d'exigence. C'est pourquoi je cherche mon inspiration dans la littérature. J'y trouve des personnages, des structures, des sujets de notre temps. J'ai eu la chance d'avoir quinze ans dans les années 70, j'ai milité, j'ai tenu des discussions passionnées. J'ai fait une licence de philo, j'ai suivi les cours de Deleuze à Vincennes. Il m'a enseigné comment devenir autonome, mieux penser, percevoir, vivre. Quand j'en ai assez des romans, je lis des bouquins d'ethnologie ; j'essaie de réfléchir. Pour ma part, je me sens plus proche de la génération des vingt ans en 70 que des Besson, des Carax. Je suis marquée par une méthode de pensée, par un apprentissage de la curiosité. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

VO : GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES — PUBLICIS SAINT-GERMAIN
GAUMONT OPÉRA — GAUMONT LES HALLES — GAUMONT ALÉSIA
GAUMONT PARNASSE (salle Gaumont-Ramati) — LA PAGODE VO
14 JUILLET BASTILLE — 14 JUILLET BEAUGRENELLE
VO : GAUMONT CONVENTION

SÉLECTION OFFICIELLE FESTIVAL DE CANNES 1989

UN FILM DE EFFORE SCOLA
MARCELLO MASTROIANNI • MASSIMO TROISI
MARINA VLADY

Splendor

Si on aime le cinéma on va voir Splendor...
c'est une sonate, une musique intime jouée
avec maestria par trois solistes, la nostalgie,
la lucidité et la mélancolie.

Danièle HEYMANN
LE MONDE

مكتبة الأمل

CINÉMA

SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Au fil de la vie

de Gary Marshall, avec Betty Midler, Barbara Hershey, John Heard, Romy de Mar, Laila Kaur, Janet Fong, Américain (2 h 04).

Come George Cukor dans *Riches et célèbres*, Gary Marshall, spécialiste du mélo comique, retrace l'indéfectible amitié de deux femmes que la vie aurait dû séparer. L'une (Barbara Hershey) est riche, orpheline, tuberculeuse ; l'autre (Betty Midler, somptueuse de trivialité) chante des variétés ringardes. Elles sauront résister.

VO : Clés Bonheur, handicapé, 3* (42-71-52-38) ; Cinochea, handicapé, 8* (48-33-10-32) ; U.G.C. Maritz, 8* (48-32-20-48). VF : U.G.C. Montparnasse, 8* (45-74-94-94) ; U.G.C. Opéra, 9* (45-74-94-94).

Les Aventures de Baron de Mouchouze

de Terry Gilliam, avec John Neville, Sarah Polley, Eric Idle, Oliver Reed, Jonathan Pryce, Valentina Cortese, Américain (2 h 04).

C'est un prodige, dont on s'étonne toujours, qu'une œuvre que les adultes ressemblent comme métaphysique puisse émerveiller les enfants. De fait, rien à d'étonnant si l'on pense au *Voyage de Gallivier* ou à *Alice au pays des merveilles*. Le Baron de Gilliam

est de cette veine. Turqueries, machineries fantastiques, têtes coupées, séries sous-marines, êtres surhumains, au premier degré. Mais pour peu qu'on ait suivi d'interpréter, le film se mue en pléiade contre l'absolutisme et pour la fantaisie, en grand poème sur lequel on s'y sacrifie, sans le rêve.

VO : Forum Orient Express, handicapé, 1* (42-33-42-28) ; George V, 8* (45-42-41-48) ; Sept Parousiens, 14* (43-20-32-30). VF : Pathé Impérial, 2* (47-42-72-52) ; George V, 8* (45-42-41-48) ; Pavetta, 13* (43-31-56-58).

Bogdan Café

de Percy Adlon, avec Marianne Sägebrecht, CCH Poudrier, Jack Palanca, Christine Kaufmann, Monica Caldem, Daron Fleg, Américain (1 h 51).

Pour vous changer de *Rosario* fait ses courses sans quitter la douillette compagnie de Marianne Sägebrecht et la douce ironie de Percy Adlon, un petit détour s'impose par ce très célèbre café.

VO : Le Triomphe, handicapé, 3* (45-42-46-76).

Chambre avec vue...

de James Ivory, avec Maggie Smith, Helena Bonham Carter, Donal Donnelly, Julian Sands, Daniel Day Lewis, Britannique (1 h 58).

Toute la perversité immaculée d'Ivory dans un faux

vaudeville sur fond de paysages florentins ; un scénario d'après E.M. Foster à base de non-dit ; des variations hyper-sophistiquées sur la confusion des sentiments suscitée par les conventions et le refoulement. Un régal pour l'œil et l'esprit, en somme.

VO : Cinochea, handicapé, 8* (48-33-10-32).

La Chevauchée de feu

de Simon Winser, avec Jon Hais, Peter Phelps, Tony Bonner, Bill Kerr, John Watson, Tim McCarroll, Américain-anglais (1 h 58).

En 1917, huit cents cavaliers australiens se battent avec l'armée anglaise en Palestine contre les Allemands et les Turcs. C'est de l'histoire, et de la vraie (les Anglais ne sont pas particulièrement bien traités), mais vue de façon romanesque, avec tous les ingrédients du grand spectacle.

VO : Grand Palais, 19* (45-54-48-55).

Force majeure

de Pierre Jolivet, avec François Cluzet, Patrick Bruel, Kristin Scott-Thomas, Alan Bates, Sabine Haudepin, Thom Hoffman, Français (1 h 28).

Un vaste sujet : l'étréisme, et une manière de le traiter qui évite miraculeusement l'emphase. Au gré de l'histoire presque ordinaire de deux jeunes Français moyens, forcés de découvrir le sens des mots loyauté et solidarité. L'humanisme moderne de Pierre Jolivet.

Forum Orient Express, 1* (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2* (47-42-72-52) ; U.G.C. Montparnasse, 8* (45-74-94-94) ; George V, 8* (45-42-41-48) ; Pavetta, 13* (43-31-56-58).

Marquis

de Henri Khomou, avec les voix de François Martheu, Valérie Kling, Français (1 h 23).

S'inspirant de la vie et des idées du marquis de Sade, Topor a dessiné des créatures animales à comportements humains. Il a écrit avec Henri Khomou, le réalisateur, une fantaisie plus sérieuse et moins graveleuse qu'il y paraît sur la déliquescence de l'Ancien Régime. La technique, toute nouvelle, donne un aspect merveilleux à cette fable pour adultes intellectuels.

Forum Orient Express, handicapé, 1* (42-33-42-28) ; Cinochea, handicapé, 8* (48-33-10-32).

Portif Rocks

de David Burton Morris, avec Chris Mulvey, John Jenkins, Karen Landry, David L. Turk, Stephen Yankson, Sally Trueman, Américain (1 h 28).

Deux Américains moyens, plutôt panmés, roulent à la rencontre de Patil Rocks, parient de tout et de rien, des femmes essentiellement, en des termes ni choisis ni galants. La mythologie du coureur de jupons, façon US, dans un film fauché : c'est l'une de ses qualités.

VO : Gaumont Les Halles, 1* (40-28-12-12) ; U.G.C. Danton, 8* (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8* (43-53-19-08) ; Gaumont Aléa, 14* (43-27-84-50) ; Gaumont Parousiens, 14* (43-35-30-40) ; Les Montparnoses, 14* (43-27-84-50) ; Miramar, 14* (43-20-85-52) ; Pathé Clichy, 19* (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20* (46-38-10-96).

Trop belle pour toi de Bertrand Blier, avec Gérard Depardieu, Joaquin Bozaco, Carole Bouquet, Roland Blanche, François Cluzet, Didier Bournaud, Français (1 h 31).

L'amour à ses raisons que la raison ne connaît pas... Bertrand Blier révisait l'adage, après *Temps de soirée*, à travers une intrigue banalement triangulaire : le femme, le mari, la maîtresse. Qui mais voilà, la passion s'envole là juste :

ment où elle ne le devrait pas - si l'on en tient aux vieux critères du cinéma qui veulent que seule la beauté éveille le désir masculin. Gérard Depardieu déçoit donc la scénariste Carole Bouquet pour sa secrétaire infirmière (Joaquin Bozaco), d'un glamour plus particulier. Les amours instantanées ont toujours des effets cruels, précisément annulés ici par Bertrand Blier.

Roselyne et les Lions

de Jean-Jacques Beineix, avec Isabelle Huppert, Gérard Sandre, Philippe Clément, Guyot Lelouch, Wolf Hardisch, Gabriel Mounet, Français (2 h 08).

L'amour des fauves scelle l'amour des deux héros dans le dernier Beineix, tout le contraire d'un film animalier : une fable sur l'effort, la peur, et comment la dompter.

Gaumont Convention, 19* (45-28-42-27). Forum Arc-en-Ciel, handicapé, 1* (42-97-53-74) ; Gaumont Les Halles, 1* (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2* (47-42-80-33) ; 14 Juillet, 8* (43-25-83-53) ; Gaumont Ambassade, 8* (43-53-19-08) ; Gaumont Aléa, 14* (43-27-84-50) ; Gaumont Parousiens, 14* (43-35-30-40) ; Les Montparnoses, 14* (43-27-84-50) ; Miramar, 14* (43-20-85-52) ; Pathé Clichy, 19* (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20* (46-38-10-96).

Un poisson nommé Wanda

de Charles Crichton, avec John Cusack, Jamie Lee Curtis, Kevin Kline, Michael Palin, Maria Altman, Tom Geoghegan, Américain (1 h 48).

Faux thriller sans queue ni tête, éblouissant non-sens, triomphe d'un quartet d'acteurs irrésistiblement voués à l'échec : le film décide d'abord le plus drôle de l'année.

VO : Gaumont Opéra, 2* (47-42-80-33) ; Saint-Germain Studio, handicapé, 8* (48-33-63-20) ; Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-58-82-82) ; Studio 28, 13* (46-06-36-07). VF : Bretagne, 8* (42-22-57-97) ; Convention Saint-Charles, handicapé, 15* (46-79-33-00).

Une autre femme de Woody Allen, avec Sara Breda, Milla Farrow, Steve Buscemi, Barry Bostwick, Martin Sheen, Américain (1 h 20).

Comment une intellectuelle de cinquante ans, sûre d'elle et pleine d'allant, découvre

l'image qu'elle donne d'elle-même à la faveur d'une rencontre de hasard. Celle, bien sûr, d'une « autre femme ».

La balise de la femme aveugle

de Hector Babenco, William Hurt, Raul Julia, Américain, noir et blanc et couleurs, 1985 (2 h).

L'intimité de deux hommes dans le huis-clos d'une prison latino-américaine. William Hurt, l'homosexuel, dut à ce rôle le prix d'interprétation masculine à Cannes, en 1985.

VO : Clés Bonheur, handicapé, 3* (42-71-52-38) ; République Cinochea, 13* (48-06-51-33) ; Dantort, handicapé, 14* (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 19* (43-32-81-88).

Une autre femme

de Woody Allen, avec Sara Breda, Milla Farrow, Steve Buscemi, Barry Bostwick, Martin Sheen, Américain (1 h 20).

Comment une intellectuelle de cinquante ans, sûre d'elle et pleine d'allant, découvre

l'image qu'elle donne d'elle-même à la faveur d'une rencontre de hasard. Celle, bien sûr, d'une « autre femme ».

La balise de la femme aveugle

de Hector Babenco, William Hurt, Raul Julia, Américain, noir et blanc et couleurs, 1985 (2 h).

L'intimité de deux hommes dans le huis-clos d'une prison latino-américaine. William Hurt, l'homosexuel, dut à ce rôle le prix d'interprétation masculine à Cannes, en 1985.

VO : Clés Bonheur, handicapé, 3* (42-71-52-38) ; République Cinochea, 13* (48-06-51-33) ; Dantort, handicapé, 14* (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 19* (43-32-81-88).

l'image qu'elle donne d'elle-même à la faveur d'une rencontre de hasard. Celle, bien sûr, d'une « autre femme ».

VO : Clés Bonheur, handicapé, 3* (42-71-52-38) ; République Cinochea, 13* (48-06-51-33) ; Dantort, handicapé, 14* (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 19* (43-32-81-88).

REPRISES

La balise de la femme aveugle

de Hector Babenco, William Hurt, Raul Julia, Américain, noir et blanc et couleurs, 1985 (2 h).

138 minutes de mécanique féminine ou la rivalité d'une actrice dévorée d'ambition (Anne Baxter) qui gague la confiance de sa rivale (Betty Davis) et réussit à la supplanter. Mankiewicz au zénith, comme toujours lorsqu'il entend de filmer la noirceur humaine.

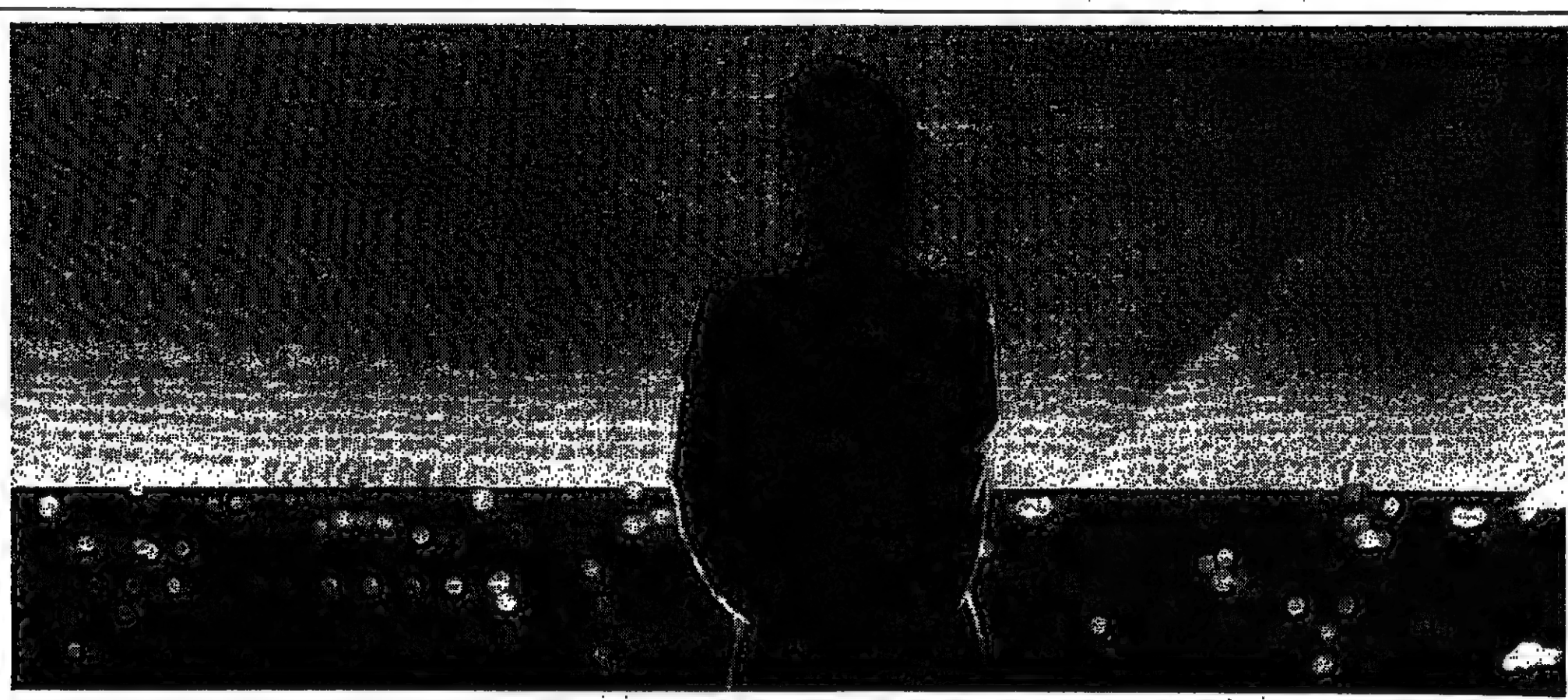
VO : Actus Christian, handicapé, 3* (43-23-11-30) ; Mac-Mahon, 17* (43-23-78-58).

Lawrence d'Arabie

de David Lean, avec Peter O'Toole, Alec Guinness, Anthony Quinn, Omar Sharif, Américain, 1962 (3 h 38).

La version recolorée, restaurée, en 70 mm, entièrement remontée par son auteur, d'un film quelque peu démodé et depuis toujours légendaire : le Lawrence définitif du grand David Lean ou 216 minutes d'émerveillement. A revoir ? A découvrir, tout simplement.

VO : Forum Horizon, handicapé, THX, 14* (45-06-57-57) ; U.G.C. Normandie, 14* (46-83-18-18) ; Kiosqueros, handicapé, 15* (43-06-50-80).



JÉSUS DE MONTRÉAL

Dans **JÉSUS DE MONTRÉAL**, il est question de l'évangile selon Saint-Marc, de la publicité des eaux de Cologne, des frères Karamazov, du doublage des films pornographiques, du Big Bang, de la formule du Coca-Cola Classique,

du monologue d'Hamlet, de l'inconvénient d'être né au Burkina-Faso, d'un soldat romain appelé Pantera, des fascistes qui communient tous les jours, des transplantations d'organes et de la vinaigrette de Paul Newman.

Bref, de tout ce qui est incontournable.

Denys Arcand Montréal, le 7 mars 1989

هكذا من الأصل

THÉÂTRE

TADEUSZ KANTOR A CHAILLOT

Tétralogie de la mort et de la dérision

Tadeusz Kantor revient à Chaillot du 23 mai au 17 juin, avec quatre spectacles présentés pour la première fois ensemble. Le dernier s'appelle : *Je ne reviendrai jamais*. La tétralogie porte en titre *Le Retour*. Kantor est l'homme des paradoxes.

Il y a deux périodes dans l'œuvre de Tadeusz Kantor : celle que nous connaissons en France ; la période Witkiewicz, dont on a pu voir à Chaillot même, en 1974, *Les Mignons et les Guenons* ; puis l'époque *Classe morte* et la suite, *Wielopole*. Qu'ils créent les artistes, *Je ne reviendrai jamais*. C'est cette partie-là, déjà connue, qui revient à Chaillot, présentée pour la première fois dans sa globalité. Peut-être en découvrira-t-on un sens jusqu'à présent étié.

Farouchement attaché à l'éphémère du théâtre, adepte du happening, « imprévisible et improbable chance de saisir le réel », Kantor est en même temps poussé par le très fort désir de continuité. Il a d'abord voulu monter l'intégrale de Witkiewicz, et depuis *Classe morte*, raconte une seule histoire dont on retrouve, de spectacle en spectacle, la même ambiance de foire dégingolée (déjà celle de la période Witkiewicz) et de cauchemar où se malaxent les terreurs des jours. Mais on peut en rire : on sait que c'est un cauchemar et qu'il régnait l'absurde, la dérision, la grotesque grinçante.

On retrouve également les mêmes personnages : l'oncle curé, le vieux rabbin, les jumeaux en costume noir étriqué ; les officiers et les soldats, la fiancée morte. Et la mort photographiée, souriante, omniprésente. En 1975, Kantor écrivait *Le Théâtre de la mort*, profession de foi à laquelle il est resté fidèle. « La notion de mort, disait-il, est le dernier argument qui échappe encore au conformisme de l'art et de l'artiste. » Et encore : « Ce n'est pas une faute si, en quittant l'autorité des avant-gardes, je me suis trouvé sur le sentier des cimetières. »

LE PEINTRE DE LA RÉALITÉ DÉGRADÉE

Tadeusz Kantor est intensément polonais. Familier, donc, de la mort, vue dans ses dessins et sur scène, comme quelqu'un, quelque chose qui capte les apparences, les disloque pour permettre de « saisir le réel », par conséquent la vie. Kantor est un être de paradoxes. Peintre, sculpteur, arrangeur d'objets, marqué par le Bauhaus et Dada avant de choisir le théâtre, il fabrique des images fascinantes avec des palissades de bois gris, des bancs d'école, des pupitres, des vieilles chaises... Ce qu'il appelle la « réalité dégradée ».

La beauté des spectacles de Kantor est faite d'un splendide dépouillement que vient « salir » une humanité grouillante, doublée, multipliée par de molles poupées de chiffon, par des marionnettes de cire aux yeux de verre, copie conforme des modèles dont les attitudes empêchées, les gestes hésitants, répétitifs, disent l'acharnement insensé à poursuivre une tâche devenue inutile, dépassée. Vision d'un autre espace, celui de la mémoire et de la mort, comme si l'éternité de la mort compensait les trons de mémoire, comme si la mort reproduisait infailliblement des moments banals, oubliés. Des ratages, soulignés par une musi-



Un visionnaire sur le sentier des cimetières.

que elle aussi répétitive (et d'autant plus déchirante), vieux tangos, chants juifs intemporels.

« Répétition : faire quelque chose pour la seconde fois. Dans la tradition, c'est refaire l'œuvre de Dieu et c'est interdit. Dans le vocabulaire rationnel, cela passe pour un procédé de charlatan. Cette répétition, nous l'avons réalisée par le jeu de l'acteur. » Sur scène, Kantor est présent parmi les comédiens sans participer à leurs actions, à la manière d'un manipulateur de marionnettes japonaises. On dit souvent à la manière d'un chef d'orchestre, et ce n'est pas faux dans le sens où un chef dirige ses musiciens dans l'instant, et que, auparavant, ils ont longuement et minutieusement « répétés » ensemble.

A soixante-quatre ans, Kantor s'est à peine tassé et garde sa belle gueule de forban dépressif. Il ne cesse de dire qu'il est malade, et que « ce spectacle là sera le dernier ». Mais *Je ne reviendrai jamais* n'est pas une profession de foi, même si, dans une confusion soigneusement ordonnée — nef des fous, radeau de la Méduse — le spectacle rassemble les souvenirs de sa compagnie Cricot depuis sa naissance, et ainsi le souvenir d'un père absent que Kantor dit avoir rencontré un jour par hasard alors qu'il avait une vingtaine d'années, et qui a disparu pendant la guerre. La mémoire toujours dans *Wielopole*, *Wielopole*, nom d'un village où a vécu, où est mort l'oncle curé. La mémoire évidemment avec *Classe morte*, où l'on voit des vieillards revenir dans leur école. Chercher quoi ?

Kantor avait envisagé de former une troupe de vrais vieillards. On imagine assez pourquoi ce n'était pas possible. Contrairement à Jérôme Deschamps, qui, dans *Les Petits Pas*, place d'anciens artistes de variété dans une situation familière, Kantor désarticule cruellement le concret, exige une tension sans faiblesse. Il faut être solide pour résister.

Il est arrivé qu'invité à diriger un stage dans une maison de vacances pour retraités, Kantor monte un

happening d'après la *Leçon d'anatomie* de Rembrandt, tout en dissertant sur « le degré zéro de la représentation ». A côté, quelques retraités étaient on ne sait quoi avec force chansons à boire. Il y avait là deux planètes de deux galaxies différentes, un instant confrontées par l'effet d'une aberration cosmique.

Le monde de Kantor est le sien, enfermé. Ses comédiens sont ses personnages, chargés de transmettre ses obsessions, son ironie, ses déchirements, ses rires sardoniques. Et l'on est brisé, fasciné par cette quête farouche d'une vérité, d'un lambeau de certitude dans ce monde gris qui représente « le coin lamentable où nous cachons nos secrets ».

COLETTE GODARD.

★ Théâtre national de Chaillot, du 23 mai au 17 juin. *Classe morte*, du mardi 23 mai au vendredi 26 mai à 20 h 30, matinée samedi 27 à 15 heures. *Wielopole*, du mercredi 31 mai au samedi 3 juin à 20 h 30, matinée le 3 à 15 heures. *Qu'ils créent les artistes*, du mercredi 7 juin au samedi 10 juin à 20 h 30, matinée samedi 10 à 15 heures. *Je ne reviendrai jamais*, du mercredi 14 juin au samedi 17 juin à 20 h 30, matinée samedi 17 à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15.

★ Deux rencontres publiques avec Kantor et Denis Babin sont organisées par l'ANFIAC les jeudi 1^{er} et 15 juin, salle Gémier à 17 heures.

★ Un *symposium international* se tiendra les 29 et 30 juin au Centre Georges-Pompidou où aura lieu également une exposition d'œuvres et de vidéos-théâtre, du 28 juin au 3 juillet. De son côté la Galerie de France expose du 22 juin au 1^{er} septembre les œuvres de Kantor, sous le titre « Tadeusz Kantor, plus loin, rien ».

SPECTACLES NOUVEAUX

Amour pour amour
de William Congreve.
mise en scène
d'André Stiegler.
avec Catherine Salviat,
Jean-Philippe Pymartin,
François Barthe
et Thierry Hernandez.

Seconde mise en scène d'André Stiegler au Français après *Le Vainqueur* et *Le Dernier*. *Amour pour amour*, du dramaturge irlandais William Congreve entre cette semaine au répertoire. La pièce, qui date de 1695, met en scène les amours de deux jeunes gens, Valentin (Jean-Philippe Pymartin) et Angelica (Sonia Volle-reaux), rendus difficiles par une histoire de dot et d'héritage. Toute la richesse et la complexité de l'un des plus grands dialoguistes de l'histoire du théâtre.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. A partir du 20 mai. Les lundi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures (et les 24, 25, 26, 31 mai, 1^{er}, 2, 6, 8, 11 et 15 juin). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 180 F.

La Classe morte

de Tadeusz Kantor.
mise en scène
de Kantor.
avec Marie Stangre-Kantor,
Eva Jankovic,
Jean Kozicki
et Bogdan Renczyński.

Pendant quinze jours, quatre comédiens, accompagnés de quatre musiciens, liront chaque soir dans le théâtre en bois du foyer de Chaillot cinq pièces de cinq auteurs distincts du théâtre yiddish, écrites entre 1905 et 1947.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadère, 16^e. A partir du 23 mai. Le mardi à 20 h 30 (et les 24, 25, 26 et 27 mai). Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 20. De 60 F à 110 F.

Des Françaises

de Michèle Fabien.
mise en scène
de Laurence Favier.
avec Anne Bonel,
Monique Conturier,
Laurence Favier,
Judith Hovry
et Jean-Robert Vard.

1789-1989, côté femmes. Le pari est singulier et louable. XVIII^e siècle : Claire Lacombe fonde en 1792 la Société des citoyennes révolutionnaires avant d'être arrêtée en 1794. XX^e siècle :

de : Betty Albrecht fonde aux côtés d'Henri Frenay le groupe Combat dans la Résistance avant d'être arrêtée et de mourir en 1943 à la prison de Fresnes. Michèle Fabien a écrit *Des Françaises*, Laurence Favier l'a mise en scène et le joue. En bonne compagnie.

Artistic-Athénée, 45, rue Richard-Lenoir, 11^e. A partir du 18 mai. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 16 heures. Tél. : 48-38-38-02. Durée : 2 heures. De 80 F à 90 F.

Mon père qui fonctionnait par périodes cultuelles

d'Elizabeth Mazov.
mise en scène
d'Oliver Py.
avec Elizabeth Mazov.

Elizabeth Mazov est une jeune comédienne qui a travaillé avec Agathe Alexia, que nous retrouverons bientôt à la Cartoucherie de Vincennes jouant deux pièces d'Harold Pinter. Elle crée sa première pièce au titre intrigant « on s'en sait pas plus » dans une mise en scène d'Oliver Py, jeune comédien lui-même qui a travaillé récemment avec deux valeurs montpaliennes du théâtre, François Rancillac et Nathalie Schmidt. Curiosité, donc.

Mairie de Vaucluse, 12, rue Lachaux, 11^e. A partir du 23 mai. Le mardi à 21 heures (et les 24, 25, 26 et 27 mai). Tél. : 43-38-33-44. Durée : 1 h 30. 60 F.

Les Semaines de la Marionnette

Autour de Beaubourg et à Sceaux, huitième rencontres des marionnettistes venus de France, de Belgique, d'Italie, des Pays-Bas et des États-Unis. Dix-neuf compagnies sont rassemblées et présentent autant de spectacles dont dix créations. Coup d'essai réussissant le 18 mai avec le théâtre Toone de Bruxelles, accueilli par le Centre Wallois Bruxelles, grand organisateur de ces prestigieuses festivités.

Centre Wallois-Bruxelles, Roulez-théâtre, théâtre du Tourneur et les Gémeaux à Sceaux, 46, rue Guiseppe Verdi (trans. et loc.). A partir du 17 mai. Tél. : 42-71-28-16. »

LES SEJANES DE LA MICHÉLÈTE À PARIS

Une sélection française et internationale
Belgique, Pays-Bas, Italie, USA
du 18 mai au 4 juin
au Plateau Beaubourg
Tél. 42 71 26 16

THEATRE EUROPE du 16 au 20 mai
Direction Giorgio Strehler

DER LOHNDRÜCKER
(LE BRISEUR DE SALAIRES)
Heiner Müller
Mise en scène Heiner Müller
Production Deutsches Theater Berlin - RDA
Location 43 25 70 32

ATHÉNÉE LOUIS JOUVET

QUARTETT de HEINER MÜLLER
avec EVELYNE DIDI et YANN COLLETTE
JEAN-LOUIS MARTINELLI
d'après PAUL HICKIN

Il s'agit d'œuvres cyniques et caressantes. Et c'est magnifique. A ne manquer sous aucun prétexte. A cause d'une mise en scène de la jouissance qui fait bander l'intelligence. LIBÉRATION

42 42 67 22 ARNÈRES 1150 CROUS 3515 3111 TEL

CATS
MOULIERE 89
MEILLEUR SPECTACLE MUSICAL

THEATRE DE PARIS
01 47 33 10 00 42 80 59 73
01 47 33 10 00 42 80 59 73
01 47 33 10 00 42 80 59 73

THEATRE MATHURINS 10030

L'AIGLON d'Edmond ROSTAND
mise en scène
de Louis Jouvet
ANNE DELBÉE

36, RUE DES MATHURINS 75008
01 42 65 99 00

“...L'humilité, l'audace, l'orgueil, d'être à notre tour, à chaque instant et pour toujours à l'aube du théâtre.”

VIENT DE PARAITRE
LE THÉÂTRE EN FRANCE
Tome 2. De la Révolution à nos jours.
Pour la première fois, une histoire du théâtre en France.
Ouvrage collectif en 2 tomes, dirigé par J. de Jomaron. Plus de 400 documents et illustrations.
Chaque tome cartonné : 295 F
Rappel : Tome 1. Du Moyen Age à 1789.

ARMAND COLIN
103, boulevard Saint-Michel - Paris V^e

MUSIQUES

GWYNETH JONES DANS « LA VOIX HUMAINE »

Solo de tragédienne

Elle fut la Brünnhilde si humaine et incendiaire de Patrice Chéreau, à Bayreuth, sous la direction de Pierre Boulez. Au Châtelet, elle chante, seule en scène, « la Voix humaine » de Poulenc et Cocteau. Un rôle taillé à sa mesure.

POUR les wagnériens, Gwyneth Jones reste avant tout la radieuse Brünnhilde qui traversa pendant cinq ans, à Bayreuth, le Ring, de Boulez et Chéreau : la juvénile déesse guerrière de la Walkyrie découvrant la détresse humaine, l'amante de Siegfried, la douloureuse femme blessée du Crépuscule des dieux.

Mais elle est, avec la même intensité chez Wagner, Siegfried, Senta et Isolde ; chez Verdi, Amelia, Elisabeth, Aïda, Desdemona ; chez Richard Strauss, la Maréchale, Salomé, Ariane, Elektra... A l'Opéra de Paris, entre son Trouvère, sa Tosca et son Tristan, on n'a pas oublié le magnifique Couronnement de Poppo qu'elle chanta avec Jon Vickers (des voix wagnériennes pour Monteverdi ! Les puristes s'étrangleront). En scène, c'est une torche, une tigresse, une épée. A la ville, elle parle d'une voix très douce en vous fixant d'un regard étouffé ; elle donne l'image d'une femme tranquille, équilibrée, raisonnable, si raisonnable. Est-ce à ce prix qu'on chante, et qu'on continue de chanter ? On le dirait bien, à l'entendre.

« Avec la Voix humaine, c'est la première fois que je chante en français, si l'on excepte quelques mélodies de Daphné dans un récital il y a deux ans, justement au Châtelet. C'est une langue difficile, un nouveau monde qui me demande plus d'efforts et de concentration. Mais j'ai la chance de bien connaître Paris — j'aime connaître le contexte des œuvres que je chante.

« L'héroïne de la Voix humaine ne me pose pas de problème vocal, mais je rencontre des difficultés d'ordre psychologique dans le fait que le style de ce monologue tragique est un peu dépassé. Les musiciens ont beaucoup changé. Il est devenu beaucoup moins inhabituel qu'une femme ait un amant plus jeune qu'elle. Tous deux se mentent : il l'appelle d'un restaurant en lui disant qu'il est chez lui (elle sait que c'est faux, elle a eu son valet de chambre au téléphone), elle lui dit qu'elle porte la petite robe rouge et le chapeau qu'il adore, alors qu'elle est en déshabillé ; elle prend tous les torts à sa charge, alors que c'est lui qui la quitte. Aujourd'hui, ce couple se dirait la vérité. A l'époque, la femme était plus soignée ; elle est devenue plus forte, plus indépendante...

« Ce qui me fascine, dans cette œuvre, c'est le travail de détective auquel il faut se livrer pour reconstituer la partie manquante du dialogue : celle de l'homme. Pendant les silences, il faut imaginer ses paroles à lui pour exprimer des réactions : paraître épuisé s'il est gentil, choqué ou bouleversé s'il est agressif. Ce que j'imagine m'est très personnel ; mon interprétation sera très différente de celle d'Anna Magnani dans son film ou celle de Denise Duval, la créatrice du rôle (qui était soprano lyrique alors que je suis soprano dramatique, ce qui change déjà beaucoup de choses).

« On ne naît pas chanteur : on naît pour devenir chanteur, et on le devient au prix d'un travail très dur. Beaucoup de gens ont une belle voix mais n'ont pas la dévotion nécessaire. Enfant, au pays de Galles où je suis née, je chantais dans les églises. Plus tard, j'ai étudié à Londres, en Italie et à l'Opéra-studio de Zurich où l'on m'a offert, au bout de trois mois, un contrat d'un an. Puis Covent Garden m'a engagée ; après un an, j'ai eu deux chances extraordinaires (mais il faut être prêt à les saisir) : remplacer Régine



« Trouver l'expression juste dans les silences du dialogue ».

Crespin, malade, dans Fidelio, et Léontyne Price, également malade, dans le Trouvère, opéra qui m'a lancé sur les scènes internationales. J'avais vingt-cinq ans, c'est très inhabituel d'aller si vite.

« Comment garde-t-on sa voix, vingt-cinq ans plus tard ? En prenant soin de sa santé, en mangeant raisonnablement, en dormant suffisamment. En ne cessant jamais de travailler sa technique vocale : on n'en a jamais fini avec les études. Mon professeur est mort, hélas ! (c'était Maria Carpi), mais j'ai à travers le monde beaucoup d'oreilles critiques qui sont bonnettes avec moi : des chefs d'orchestre, des répétiteurs...

« Si j'avais un conseil à donner à une jeune chanteuse, je lui dirais : « Portez des œillères, comme un cheval ». Pour ne rien voir des tentations du monde. Pour ne pas vous laisser distraire du travail. C'est mon mariage heureux et ma fille qui me donnent un sentiment de sécurité et de force, qui m'aident à garder les pieds sur terre.

« Le monde de l'opéra change. Tirailles entre plusieurs orchestres, plusieurs enregistrements, les chefs consacrent moins de temps aux artistes. Cela me rend triste. En revanche, j'apprécie l'arrivée des metteurs en scène venus du théâtre, qui ont modernisé les productions lyriques, les ont modernisées. Travailler avec eux m'intéresse, à condition qu'ils sachent l'importance de la musique. C'était le cas avec Patrice Chéreau, qui la ressentait profondément et la connaissait bien. J'adore quand un metteur en scène possède la même soif que moi de s'immerger dans le travail, quand il sait déceler mes possibilités pour les faire apparaître et même me soutenir des émotions que je ne connaissais pas. Même chose avec les chefs. Avec cette différence qu'un chef doit aussi vous inspirer

pendant la représentation, avec son visage, ses mains, son corps. Changer avec un bon chef d'orchestre peut être une expérience aussi belle que faire l'amour...

« Cet été, je chante Fidelio à Orange, le 14 juillet. L'Opéra Bastille m'a demandé trop tard de chanter Isolde, je suis prise jusqu'en 1995. J'ai de cinquante à soixante rôles à mon répertoire, c'est beaucoup, et pourtant il me reste des rêves : la Force du destin, Norma, Rosalinde de la Chauve-Souris... Et les Troyens, bien sûr. »

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC.

★ Les 18, 20 et 22 mai, 20 h 30, Théâtre du Châtelet. France Poulenc : la Voix humaine, livret de Jean Cocteau. Mise en scène, Alain Françon. Ensemble orchestral de Paris, Serge Bando (direction). Tél. : 40-28-28-40. De 90 F à 260 F.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Moreno Torroba

La Chalcopne
Carmen Goyanes,
Paco Racionero,
Rafael Castañón,
Marian Ruiz,
Orchestra de Valladolid,
Chœur de Teatro
Lrico nacional,
Federico Romero et
Guillermo Fernandez-Salas
(basse),
Gerardo Milla
(saxo en scène),
Miguel Roca
(direction musicale).

La Zarcuela est un genre musical propre à l'Espagne, sorte d'opéra comique qui tire son nom du palais de la Zarcuela près de Madrid. Très populaire à la fin du XIXe siècle, elle a un équilibre et intéresse les chanteurs et les chefs d'orchestre les plus en vue de notre temps (une Berganza, une Caballé, un Igor Markevitch lui ont donné le meilleur de leur art) quand l'opérette mourrait en France, chantée, dirigée et montée par des artistes de série Z. Invités par le Festival de Paris, ces artistes espagnols très peu connus en France sauront sans aucun doute animer une œuvre drôle et baroque.

Les 19 et 20, 20 h 30, Opéra-Comique. Salle Favart : le 21, 18 heures. Opéra-Comique. Salle Favart. Tél. : 40-27-82-25. De 25 F à 200 F.

Messiaen

Assommoir n° 1, 2, 3, 4
Le Banquet céleste
Les Corps glorieux
Dieu parait nous

Dariusse

Orgues I

Closter

Le Premier Livre des rois

Schles

Deux Prières mariales

Henry

Théâtre

Michel Chapuis (orgue), et ses élèves.

Chef de file (avec Marie-Claire Alain) de la nouvelle école d'orgue en France, Michel Chapuis a su oublier la tradition virtuose mais bien sache de Marcel Dupré pour rendre ses œuvres à l'orgue. Enseignant recherché pour son approche sensible des œuvres de Bach (il en a réalisé une intégrale pour le disque chez Astrée), pour sa poésie délicate dans les Messes de Couperin, la Messe et les Hymnes de Grigny, il présente quelques-uns de ces élèves sur l'orgue de l'église Saint-Séverin. S'il le fait, c'est sans doute qu'il a de bonnes raisons.

Le 23, Église Saint-Séverin, 20 h 30. Entrée libre.

SÉLECTION PARIS

Jeudi 18 mai

Bach

Suite anglaise
Festivals chorégraphiques et fugues

Rameau

Suite en la majeur

Couperin

Sonata n° 10

Scott Ross (clavessin).

« Je suis un amoureux » aime à dire Scott Ross, et il faut bien avouer que ce claviciste ne fait jamais rien comme les autres. Il enregistre tout Scarlatti (un monument en trente-quatre disques compactes élevé à la gloire du Napoléon, chez Erato), on l'attend donc dans des récitals Scarlatti : il en

profite pour retourner à Bach, Rameau et Couperin ! Glenn Gould est universellement admiré, lui n'hésite pas à claquer son Bach est ridicule. Il joue du clavier, mais il adore le piano et n'hésite pas à en jouer en public. Beaucoup de clavicistes ont un jeu précautionneur, lui est un virtuose transcendant qui a repoussé des limites techniques que l'on croyait propres à dire Scott Ross, et il faut bien avouer que ce claviciste ne fait jamais rien comme les autres. Il enregistre tout Scarlatti (un monument en trente-quatre disques compactes élevé à la gloire du Napoléon, chez Erato), on l'attend donc dans des récitals Scarlatti : il en

Amphithéâtre Richelieu, 20 h 30. Tél. : 42-33-43-00. De 100 F à 130 F.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures

DINERS

JOHN JAMESON

10, rue des Capucines, 2^e

40-15-00-30/40-15-00-08

37, rue François-1^{er}, 9^e

47-23-54-42

F. dim.

LE COESAIRE

1, bd Exelmans, 16^e

45-25-53-25

45-20-67-85

LE GOURMAND CANINE

43-80-01-41

6, pl. Maréchal-Juin, 17^e (pl. Perron)

LE ZEPHYR

46-36-65-41

F/hand.

RIVE GAUCHE

RESTAURANT L'ÉTOILE

47-45-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7^e

T.1.

As 1^{er} d., le premier restaurant, hôtel de Paris, déj., dîner, spécial de saison froid et poisson

d'été, menu déj. à 95 F net. Au ven-de-est, KITTU OVERHAS : « Le vrai pain toulousain », ambience à la fois av. amical. Le plus gr. choix de whiskys du monde. Jueq. 2 h du mat.

Les KAVOLES DU ROYAL. Soirée au coquet. FILET À L'ESTRAGON. Glace du jour.

« LE RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE »

Cuisine faite par le patron. Carte inventive. Menu à 95 F net. Fermé samedi.

Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F.

Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.1. sans samedi midi et dimanche.

Déj. et dîn. Maintenez une cuisine impregnée de traditions dans un cadre raffiné. Spéc.

Jambon Pays au Sorbet Melon. Tournefort Pâtisserie. P.M.R. 150/200

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à

22 h 30. Ouvert dimanche. Fermé lundi.

RIVE DROITE

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE

POISSONS DU MARCHE

Plats traditionnels • Vins à découvrir.

Décor : « Brasseur de Lure »

JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille

T.1. de 11 h 30 à 2 heures du matin.

6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS

24 h sur 24

CONGRES MAILLOT

Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée

HUITRES, COQUILLAGE toute l'année

POISSONS, VIANDES à l'os grillées

45-74-17-24 • Ouvert T.1.

Retenez vos places

Le 24 mai, Nelson Fraire (piano), Orchestre de chambre de Lausanne, Luis Garcia Navarro (direction) : Turina (La Oración del Torero), Falla (Voces dans les Jardins d'Espagne, les Tréteaux de maître Pierre). Salle Favart, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. De 25 F à 150 F.

Le 26 mai, Maria Orm, Maria Rosa Ison, Manuel Cid (chant), Heinrich Schiff (violoncelle), Orchestre national d'Espagne, Christofel Halfter (direction) : Falla (La Vie Arabe), Halfter (Concerto pour violoncelle). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. De 40 F à 180 F.

Le 29 mai, Minnie Pollard (piano) : Brahms (Klavierstücke op. 119), Schoenberg (Pièces pour piano op. 11), Stockhausen (Klavierstücke n° 1, 4, 9), Beethoven (Sonata Hammerklavier). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 280 F.

Le 1er juin, Trio de Barcelonne : Brahms (Trio n° 7), Gubajon (Pavane Trio), Ravel (Trio). Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. De 40 F à 120 F.

Les 9 et 10 juin, Murray Perahia (piano), Orchestre symphonique de Londres, Sir Georg Solti (direction) : Mozart (Concerto KV 467), Brahms (4e Symphonie).

Beethoven (4e Concerto), Mahler (1^{re} Symphonie). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 120 F à 600 F.

Le 13 juin, Nikita Mingoïff (piano) : Chopin (Berceuse, Mazurka op. 58, 3e Sonate), Scriabine (Études op. 42), Stravinski (Petrouchka). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 250 F.

Le 9 juin, Lucia Popp (soprano), Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (direction) : Richard Strauss (Don Juan, Seder, Suite du Chevalier à la rose, Scène finale de Capriccio). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 25 F à 140 F.

Le 11 juin, Orchestre national de France, Wolfgang Sawallisch (direction) : Richard Strauss (Sinfonie domestica, Le Bourgeois gentilhomme). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 25 F à 175 F.

Le 16 juin, Claudio Arrau (piano) : œuvres de Beethoven, Brahms et Liszt (non précisée). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 250 F.

MUSIQUES

Poulenc

La Voix humaine
Gwyneth Jones.
Ensemble orchestral de Paris.
Serge Bado (direction).
Jean-Claude (basse).
Yannis Kallias (alto).
Alain Parny (soprano).
(salle en scène).

Lire article page XI.

Théâtre du Châtelet, 20 h 30
(4^e à 20 et 22^e T. 40-28-
23-40. De 10 F à 200 F.

Vendredi 19 mai

Fauré

Polka et Mélodie

Saint-Saëns

Humoresque pour violon
et orchestre
Introduction et
Rondo capriccioso
pour violon et orchestre

Ravel

Trigone

Debussy

La Mer à joujou

Angus Dumay (violon).
Ensemble orchestral de Paris.
Armin Jordan (direction).

Angus Dumay ne cesse
de faire des progrès. Hier un
peu instable, son jeu s'est
dédié, épuré et peut sans
crainte affronter la concen-
tration internationale la plus
redoutable. Récemment, il a
enregistré la *Symphonie*
concertante et le *Troisième*
concerto.

Théâtre du Châtelet, 20 h 30.
T. 40-28-23-40. De 45 F à 180 F.

Bach

Concerto pour clavier

BWV 972, d'après Vivaldi

Buxtehude

Labute domini

Handel

Le Soliste

Vivaldi

Sonata n° 5 pour violoncelle
et clavier

Scarlatti

L'Art du clavier à deux

Nathalie Stutzmann
(contralto).
Dominique de Willemoort
(violoncelle).
Jean-Pierre Broeze
(clavier).

Un concert qui associe cla-
vier, violoncelle et chant
dans des programmes sans
doute trop mélangés. Natha-

lie Stutzmann est un vrai
contralto à la voix noire et
profonde, mais son timbre
un peu trop masculin et un
art un peu fruste ne convain-
quent pas toujours. Mais
elle est jeune et a l'avenir
pour elle.

Théâtre du Châtelet, 12 h 45.
T. 40-28-23-40. 36 F.

Duparc

Strauss

Liszt

Poulenc

Alceste, méduse et Sider

Felicity Lott (soprano).
Graham Johnson (piano).

Felicity Lott ? Sans doute la
plus parfaite interprète de
Richard Strauss des années
80. Pensionnaire du Festival
de Glyndebourne où elle
chante et interprète (elle est
une formidable actrice) les
grandes rôles straussiens,
sous la direction de Bernard
Haltink et de Simon Rattle,
cette soprano se fait applau-
dir un peu trop rarement à
Paris à notre goût.

Aujourd'hui, elle vient chan-
ter des mélodies et des lieder
de Duparc, Strauss,
Liszt et Poulenc accompa-
gnés par son fidèle Graham
Johnson. Les amateurs de
beau chant ne manqueront
pas un tel concert.

Salle Pleyel, 20 h 30. T. 45-43-38-73. De 80 F à 140 F.

Samuel 20 mai

Heller

Le Maître et Marguerite

Roland Hermann.
Karin Armstrong.
James Johnson.
Nicholas Fehnel.
Andreas Jäger.
Elizabeth Lawrence.
Richard Angus.
Hans Hensgens.

(salle en scène).
Ludwig Ziegler/
John Bardsley
(direction musicale).

Parti de Bartok, Stravinsky
et Hindemith, York Höller a
vécu casaque après avoir
suivi les influences de Pierre
Boulez, Zimmermann et
Stockhausen. Aujourd'hui
professeur à l'école supé-
rieure de musique de Colo-
gne, il vient de composer un
opéra sur le mythe de Faust
qui l'opéra de Paris affiche
congratulations. Il y a fort
à parier que ces succès, il
sera possible d'acheter des
places au dernier moment :
rarez sont les opéras contem-
porains qui affichent com-
plet.

Opéra de Paris, Palais Garnier.
18 h 30 (4^e à 23^e T. 47-
43-63-71. De 36 F à 460 F.

Dimanche 21 mai

Britten

Suite n° 3 pour violoncelle

Mélodies pour ténor et piano

Phantasy Quartet pour



hautbois, violon, alto
et violoncelle

Cantique pour ténor,
cor et piano

Simon Davies (ténor).
Ensemble Musique oblique.

A part Purcell et Haendel,
les compositeurs anglais ont
rarement franchi le Chan-
nel. La musique de Britten
(comme celle de Ralph
Vaughan-Williams et de
Michael Tippett) reste mal
connue sur le continent mal-
gré d'éclatantes réussites
dans le domaine de l'opéra
auquel Britten a donné
d'incontestables chefs-
d'œuvre. L'Ensemble
Musique oblique qui s'est
donné pour mission de jouer
des œuvres de traverses,
mais de grande qualité, lui
dédie intégralement l'un de
ses concerts du musée des
Arts décoratifs, mêlant avec
imagination œuvres instru-
mentales et vocales les
moins connues du plus
important des compositeurs
britanniques du XX^e siècle.

Musée des arts décoratifs.
17 heures. T. 42-52-67-30.
50 F.

Beethoven

Sonata pour cor
et piano op. 17

Strauss

Andante pour cor
et piano op. posthume

Brahms

Trio pour piano, violon et cor

Trio Barry Tuckwell.

Barry Tuckwell ne manque
ni de souffle ni de musicalité.
Star du cor, il a derrière
lui une carrière aussi bril-
lante que bien remplie, mise
au service d'un instrument
terriblement délicat à jouer.
Une mise en garde cependant :
appeler son ensemble le
Trio Barry Tuckwell est
un peu spéculer, « son » pia-
niste et « son » violoniste ne
seraient-ils que de simples
faire-valoir ?

Théâtre Renaud-Barault.
11 heures. T. 42-56-03-80.
70 F.

Mardi 23 mai

Chants

de la Renaissance
espagnole

Victoria de Los Angeles
(soprano).

Victoria de Los Angeles
chante depuis 1941 sur les
plus prestigieuses scènes
lyriques du monde. Illustrer
Marguerite du *Faust* de
Gounod, Carmen fraïde,
Mimi de la *Bohème* boule-
versante, cette mezzo au
timbre de rêve poursuit
depuis quelques années une
carrière essentiellement cen-
trée sur le récit de mélo-
dies. Victoria de Los
Angeles a sans doute perdu
de sa sûreté vocale, mais sa
technique accomplie lui per-
met toujours de charmer ses
auditeurs. Ses chants de la
Renaissance espagnole ne
seront sans doute pas musi-
cologiquement du dernier
cri, mais comment résister à
la beauté et à la simplicité
d'un art uniques en notre
temps ?

Colonne-Chapelle, 21 heures.
T. 44-51-55-41. Foss. Clay-
rama, Perromier. De 90 F à
160 F.

Brohms

Sonata op. 120 n° 1
pour alto et piano

Sonata op. 120 n° 1
pour clarinette et piano

Schumann

Mitochondrien op. 122
pour clarinette, alto et piano

Gérard Casse (alto).
Paul Meyer (clarinette).
Georges Pludermacher
(piano).

Programme splendide, dédié
à la musique de chambre la
plus feutrée, la plus secrète
et peut-être la plus belle de
Brahms et Schumann. La
sonorité droite, assez inci-
sive de Paul Meyer devrait
fort bien se marier à l'alto
généreux de Gérard Casse et
au piano arachnéen de
Georges Pludermacher
(voilà un pianiste qui ne
couvre jamais ses partne-
naires, et qui sait avec la
plus grande simplicité les
conduire vers les plus beaux
sommets d'inspiration).

Musée d'Orsay, 12 h 30.
Achat libre avec billet
d'entrée au musée.

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Victoria de Los Angeles

Boulogne-Billancourt, pour

le troisième TBB Jazz (en
1987) : Barry Harris. Ils
font connaître le jeune
Roy Hargrove (trom-
pette). Début d'un
festival qui promet.

Théâtre de Boulogne-
Billancourt, 18 et 19 mai,
20 h 30. Le 22, Trio Cocoroll
et Sages Ahead ; le 23, Duo
Duo Bridge water ; le 24,
Andy Laverne et Steps
Ahead ; le 25, Sages Ahead
et Sages Ahead ; le 27,
Kato Taylor and her Blues
Machine ; le 28, Concerto-
Cinema : Celebrating Bird,
de Boby Byron ; Luis Aguilo-José
Chab ; Trio Ben-Pino-Tenier ;
NFTOLPUSVRY Sextet ;
Sage Lora Park ; Eddy Louisa
et Multicolor Païfaro, de
14 h 30 à 19 h 30 ; le 29, Roy
Hargrove Quartet et Dancero-
nia ; les 2 et 3 juin, Tribuna
de Charles Parker, avec Hervé
Sollis Sextet, etc. Les
concerts sont à 20 h 30. T. 46-
03-00-44. De 110 F à
140 F.

Un club comme
les autres :
le Petit Journal

Soirée CIM (le Centre
d'information musicale,
d'où sortent et où passent
beaucoup de musiciens
actuels), sur réservation, le
lundi 22 au Petit Journal.
Les deux jours suivants, le
restaurant club de Montpar-
nasse présente Pierre Bou-
squet, le bassiste algérien
qui dialogue avec Ray
Brown. A ses côtés, Joe Pass
et Monty Alexander en
club ? Oui. A Paris ? Effec-
tivement. Ensemble ?
Ensemble.

Les 23, 24 et 25 mai, 21 h 30.

ÉTRANGER

Bruxelles

Monteverdi

Le Couronnement de Poppée

Orchestration de Philippe
Boesmans. Avec Catherine
Melloni, Trudis Schmitz,
Mark Tormont, Elzbieta
Adam, Luc Bondy (salle en
scène). Orchestre de la Ma-
maie, Sylvain Cambreling
(direction).

Puisque toutes les versions
du *Couronnement de Pop-
pée*, qu'elles soient inté-
grales (Harnoncourt) ou
« arrangées » (Raymond
Leppard, récemment au
Châtelet), laissent au bout
du compte insatisfait,
Gérard Mortier a demandé
à un non-musicologue, mais
compositeur que l'opéra
intéresse au premier chef
(sa *Passion de Gilles* est
une commande de la Ma-
maie), de « réaliser un tra-
vail tout à fait personnel,
sans volonté de reconstitu-
tion ». Une version elle aussi
« hypothétique » - l'arran-
geur belge le revendique en
toute honnêteté - est née de
deux années de travail
sachant. Luc Bondy la met
en scène, dans des décors
abstraits teintés d'allusions
antiques.

Les 18, 24, 26, 31 mai, 2, 6,
8 juin, à 19 heures ; les 21 mai
et 4 juin, à 15 heures. T. 47-
18-23-10-12-11 et 210-
12-02. De 150 F belges à
2000 F belges.

JAZZ

Carmen Mc Rae

ou TBB

Si Ella (Fitzgerald) est
« la reine », a murmuré un
jour Miles Davis, que dire
alors de Carmen ? Depuis
ses débuts avec Mercer
Ellington et Benny Carter,
une légende enveloppe Car-
men Mc Rae, chanteuse
« sophistiquée », la voix un
peu plus voilée aujourd'hui,
moins présente, mais la
technique intacte : son son
impeccable du phrasé et des
accents, qui fait d'elle une
chanteuse pour musiciens,
musicienne à part entière,
tentatrice drôle ou brisée.
Etrangement sensuelle. A
ses côtés, impavide et dis-
cret, mais terriblement là,
comme on a pu en juger
l'été dernier au Festival de
Montréal, Clifford Jordan
(ténor). Il assure la pre-
mière partie de ce premier
concert du TBB Jazz avec
un pianiste rare qui a triom-
phé ici, au Théâtre de

Les 22 mai, à l'Elysée-
Montmartre, 72, bd de Roche-
cheuvert, 20 heures, 100
francs.

TEXAS

Les Britanniques se lancent
sérieusement dans